

## Montée des islamistes en Tunisie

**M.** Ben Ali a fait coup double aux élections présidentielle et législatives du dimanche 2 avril. Candidat unique, il a été plébiscité comme chef de l'Etat, et le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), qui soutient son action, s'est adjugé la totalité des sièges de la Chambre des députés.

La victoire n'est-elle pas trop belle ? Il est probable que M. Ben Ali, homme du consensus, eût personnellement préféré que quelques voix discordantes aient pu se faire entendre à l'Assemblée nationale. Mais, sur sa lancée, le RCD, héritier du Parti socialiste destourien de l'ancien président Bourguiba, a creusé la distance avec les autres formations en lice, d'autant que le scrutin majoritaire donnait une prime au vainqueur.

Cette victoire éclatante ne peut qu'embarrasser le chef de l'Etat, car elle risque de donner une singulière image d'une démocratie tunisienne à la façade trop unanime et de mettre hors jeu des formations qui avaient quelque droit à participer à la vie politique du pays. Aussi M. Ben Ali, si tôt connu le résultat des élections, a-t-il pris soin d'insister sur le fait qu'il voulait « gaspiller toutes les compétences » à son action.

Les petites formations ont été laminées. Même le Mouvement des démocrates socialistes de M. Mestiri, qui fut, à l'époque du président Bourguiba, le principal parti d'opposition, n'a pas eu grâce aux yeux des électeurs, qui n'ont peut-être pas tout à fait bien compris comment celui-ci se distinguait du RCD alors qu'il était, avec lui, cosignataire du « pacte national ».

Reste que le courant islamiste a, pour sa part, réalisé un beau score puisqu'il recueille plus de 13 % des suffrages exprimés, et qu'il a même élu dans sa banlieue il dépasse largement ce pourcentage. Le fait que le futur parti de la Renaissance ait présenté ses candidats sous l'étiquette « indépendante », puisqu'il n'a pas encore de façade légale, n'a trompé personne.

Les dirigeants islamistes ont su mener partout une campagne active, s'intéressant particulièrement aux problèmes socio-économiques des circonscriptions dans lesquelles ils avaient des candidats, sans pour autant renoncer à afficher leurs convictions. Si bien que le parti au pouvoir s'est souvent trouvé sur la défensive face à ces habiles orateurs qui trouvaient du répondant dans leur auditoire.

Toute la stratégie des islamistes consiste, en effet, à tenir un discours raisonnable pour rassurer le régime en place sans effaroucher la population, qui redoute le radicalisme. C'est ainsi, par exemple, qu'ils ont évité, pendant la campagne, de demander explicitement la révision du code du statut personnel, le plus favorable à la femme au Maghreb. Qu'ils aient, à terme, des visées sur le pouvoir, nul n'en doute assurément. Mais, pour l'instant, ils cherchent avant tout à composer avec M. Ben Ali et à ne pas faire cavalier seul.

(Lire nos informations page 6.)

M 0147 - 0405 D - 4,50 F



3790147004500 04050

## Un entretien avec le général Aoun « La population de Beyrouth doit se préparer à tenir longtemps »

Beyrouth vit au rythme des bombardements entre les forces chrétiennes du général Michel Aoun et l'armée syrienne, ainsi que ses alliés libanais. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le général Aoun déclare s'être attendu à une réaction syrienne violente à sa décision de lancer sa « guerre de libération » et « conseille à la population de s'organiser pour tenir longtemps ».

BEYROUTH  
de notre correspondant

Après une journée « moyenne » - bombardements tournaient mais pas très intenses - la soirée et la nuit du lundi 3 au mardi 4 avril ont été, de nouveau, démentielles. Six morts et vingt blessés ont été dénombrés dans le réduit chrétien, trois morts et dix blessés en secteur musulman. Mardi matin, dès les premières heures, quelques obus s'abattaient sur le littoral du Kesrouan, en territoire chrétien. Comme la plupart des jours précédents depuis trois semaines, l'activité est quasiment nulle : l'électricité est coupée presque tout le temps.

Telle est la situation au Liban au terme de trois semaines de guerre entre l'armée libanaise fractionnée chrétienne et les Forces libanaises (milice chrétienne), d'une part, la Syrie et ses alliés, essentiellement musulmans, de l'autre, au moment où devait arriver à Damas, mardi, la mission arabe de bons offices comprenant

le ministre koweïtien des affaires étrangères, Cheikh Sabah Al Ahmad Al Sabah, et le secrétaire général de la Ligue, M. Chadli Klibi. Malgré le rang des membres de cette mission, les dirigeants syriens l'ont fait attendre quarante-huit heures avant de la recevoir, en raison d'« occupations antérieures ». Cela a été interprété comme un signe du refus par la Syrie d'un retour sur scène des autres pays arabes au Liban.

Le comité arabe est censé recevoir mercredi à Damas les pro-syriens du camp dit « national », puis jeudi à Amman les chrétiens anti-syriens du réduit, dit « zone libérée ». Dans le camp musulman, on a assisté à une alliance entre les ennemis, chiites d'hier, Amal et le Hezbollah, tandis que dans le camp chrétien les Forces libanaises sont nettement plus actives au côté de l'armée, qu'elles combattaient en février.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 4.)

## Les réunions de Washington Les gouvernements pressent le FMI d'alléger la dette du tiers-monde

La concertation internationale en faveur d'une réduction de la dette du tiers-monde a fait de nouveaux progrès, lundi 3 avril, à Washington. Les ministres des finances des pays membres ont demandé au FMI d'y travailler activement. L'engagement, la veille, du groupe des Sept contre une modification des taux de change, a provoqué une forte baisse du dollar sur les marchés.



(Lire l'article de notre envoyée spéciale FRANÇOISE CROUGNEAU page 38)

## M. Shamir aux Etats-Unis

Le premier ministre israélien présentera de « nouvelles idées ».

PAGE 4

## Le nucléaire en Algérie

Inauguration du premier réacteur.

PAGE 44

## L'agitation en Corse

Un lent pourrissement.

PAGE 7

## Comptes de la nation

Croissance soutenue en 1989 et 1990.

PAGE 39

## L'instinctothérapie en accusation

Un sévère rapport de l'administration de la santé.

PAGE 9

Le sommaire complet se trouve en page 44

## Ni nationalisations, ni privatisations Les désarrois de l'Etat actionnaire

Quel rôle pour l'Etat-actionnaire ? Faut-il d'une doctrine, les interventions de l'Etat deviennent des « affaires », comme l'attaque manquée contre la Société générale l'a démontré. Trois événements rendent urgente une réflexion nouvelle : le redressement des entreprises nationalisées, la construction d'une Europe libérale et la directive présidentielle, « ni nationalisation ni privatisation ».

« Je prendrais bien M. Jean Peyrelevade, le PDG de l'UAP, comme actionnaire, mais en aucun cas l'UAP. » La remarque du PDG d'une très grande entreprise privée semble paradoxale. L'homme, oui, l'institution publique UAP non. C'est que l'Etat reste suspect d'interventionnisme aléatoire dans les entreprises. A preuve, l'opération télévisée contre la Société générale cet automne pour cause de « déviance », et les coups de fil passés par M. Pierre Bérégovoy aux compagnies publiques d'assurances pour qu'elles achètent des titres de la banque en Bourse. Si le PDG dit oui à M. Peyrelevade c'est parce que celui-ci a dit non au ministre des

finances. La rebuffade historique d'un président contre son actionnaire, restée d'ailleurs incroyablement sans sanction.

Mais il faut pourtant écarter l'UAP. Les mariages de capitaux privés et publics, pierre de touche de la société d'économie mixte de M. Mitterrand, restent, du point de vue des entreprises privées, dangereux. Les PDG de nationalisées ne valent-ils pas à chaque alternance politique ? Le successeur de M. Peyrelevade pourrait être moins solide. Morale de l'« affaire » : Société générale : l'Etat n'a pas un comportement clair et prévisible, autrement dit codifié par une déontologie et des objectifs communs. Pour éviter les déboires des « affaires », il faut tout redéfinir.

« Sortir l'économie française de la crise. » La justification des nationalisations par M. Pierre Mauroy, premier ministre, est, en 1981, peut-être critiquable mais en tout cas cohérente. Dans l'esprit du programme commun d'union de la gauche, le dispositif s'appuyait sur une critique en règle du « désordre » capitaliste.

ÉRIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 41.)

## La bataille de l'Europe audiovisuelle Les créateurs contre le gouvernement

Les professionnels de l'audiovisuel se mobilisent contre la politique européenne du gouvernement. Ils lui reprochent d'avoir sacrifié la défense de la culture européenne à des intérêts diplomatiques à court terme et en appellent au président de la République.

Comme lors de la création de la cinquième chaîne en 1985, le gouvernement socialiste doit affronter aujourd'hui le front uni des producteurs, réalisateurs, auteurs et artistes, toutes tentatives confondues. L'ensemble des organisations professionnelles, des sociétés d'auteurs et des syndicats tient mardi 4 avril une conférence de presse, une centaine de personnalités du monde de la culture publient une Lettre ouverte au président de la République dénonçant une politique « résignée au déclin et à l'abandon ». L'opposition parlementaire saisit la balle au bond, à la veille des élections européennes, et accuse le gouvernement de brader les intérêts culturels de la France.

La fronde des créateurs vise cette fois la politique européenne en matière d'audiovisuel. Le 13 mars à Bruxelles, lors de la réunion du conseil des ministres

de la Communauté, la France a accepté un compromis politique sur la directive « Télévisions sans frontières ». Le quota de 60 % d'œuvres européennes sur les chaînes de télévision a brusquement disparu du texte élaboré par la Commission pour laisser la place à une formulation beaucoup plus vague : « Les Etats membres veillent, chaque fois que cela est réalisable et par des moyens appropriés, à ce que les radiodiffuseurs réservent à des œuvres européennes une proportion majoritaire de leur temps de diffusion ». (Le Monde du 15 mars).

La nuance est de taille et l'enjeu aussi. Le système des quotas, plus ou moins respecté par les chaînes, est en France l'ultime rempart contre l'invasion des séries et des films américains. Mais chez nos voisins, à l'exception de la Grande-Bretagne, les images made in Hollywood règnent déjà en maître sur les petits écrans. Une attitude ferme des autorités européennes aurait permis de renverser la tendance et, surtout, de donner une chance aux productions européennes dans le grand marché commun des images.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 16.)

**L'islam en fièvre**  
Egypte : entre dialogue et violence  
Arabie saoudite : le mariage de la politique et de la religion  
Les loisirs appréciés de Bahreïn  
PAGE 5

**Le Monde**  
SCIENCES ET MÉDECINE  
Le crâne de Mozart  
Le compositeur était atteint d'une malformation rarissime  
Les piétons menacés par une maladie parasitaire  
La faune sauvage en France  
PAGES 17 à 19

HERVÉ BOURGES  
PASCAL JOSÈPHE

### Un amour de télévision

Elle n'est plus ce qu'elle était  
Elle ne sera pas ce que vous croyez  
PLON

« Des remarques pertinentes sur la place de la culture au petit écran, qu'il faut « décloisonner », sur la renaissance du documentaire français, sur la querelle télé-cinéma, sur les émissions pour enfants, sur la violence et le sexe... Ce livre est une contribution au débat actuel sur l'avenir de la télévision. Une analyse sérieuse et sereine, menée par des spécialistes. »

« Une poignée de propositions personnelles et originales. »

MARIE-EVE CHAMARD « LIBÉRATION »

PLON







La visite du chef du Kremlin à Cuba

## M. Mikhaïl Gorbatchev discute avec M. Fidel Castro de la situation de l'ensemble de l'Amérique latine

LA HAVANE  
de notre envoyé spécial

Evitant tout contact formel avec la presse, MM. Mikhaïl Gorbatchev et Fidel Castro ont consacré la journée de lundi 3 avril à des entretiens en petits comités, à des cérémonies protocolaires et à la visite d'une exposition scientifique et technologique. Seule personnalité apparemment autorisée à donner des informations sur le contenu des discussions, le porte-parole de la délégation soviétique, M. Guennadi Guerassimov, a déclaré que les deux interlocuteurs avaient fait un exposé sur la situation interne de leurs pays respectifs et abordé les deux grands problèmes du sous-continent latino-américain, la dette et la drogue.

M. Guerassimov a souligné qu'il n'avait pas été question pour l'instant de l'annulation de la dette cubaine à l'égard de l'Union soviétique (sans doute 14 milliards de dollars), évoquée lors du discours prononcé par M. Gorbatchev aux Nations unies début décembre. A propos du trafic des stupéfiants — un thème qui ne semblait pas prévu au programme mais qui devait faire un immense plaisir aux Etats-Unis, — il a affirmé que les deux chefs d'Etat avaient exprimé leurs inquié-

tudes : l'Amérique latine est en effet devenue non seulement un important producteur, mais aussi un consommateur de drogue. M. Guerassimov y est allé en outre de quelques propos qui, s'ils ne sont pas nouveaux de la part des Soviétiques, ont l'originalité d'avoir été prononcés dans la patrie de l'« internationalisme » : « Nous nous opposons à l'exportation des révolutions », a-t-il déclaré. Comme ce fut le cas pour Cuba, celle-ci doit avoir des racines locales.

### Un cadre régional

Les Etats-Unis — qui attendent de Cuba des engagements concrets pour mettre fin à l'appui accordé à certaines guérillas d'Amérique latine, en particulier au Salvador — seront sans doute ravis d'entendre ce langage. M. Guerassimov a d'ailleurs confirmé que M. Gorbatchev aborderait avec son interlocuteur cubain le thème de la lettre que lui a récemment adressée le président américain, M. George Bush. Celui-ci demande que l'Union soviétique, qui n'a « aucun intérêt stratégique légitime en Amérique centrale », cesse son aide militaire au Nicaragua et réduise substantiellement l'assistance militaire qu'elle accorde à Cuba.

Au cours des derniers mois, M. Castro, qui souhaite réintégrer la famille latino-américaine après trente ans d'isolement, a lui aussi fait des déclarations contre l'exportation des révolutions. Ses propos, pourtant, n'ont pas convaincu les Etats-Unis.

Le PC soviétique a confirmé à La Havane l'appui de Moscou au plan de paix dit « Esquipulas-II » (ou « plan Arias ») pour l'Amérique centrale : « La crise centro-américaine doit être réglée rapidement dans un cadre régional, ont déclaré ses représentants ; mais les Etats-Unis ont la principale responsabilité dans la recherche d'une solution. »

Ce thème de l'Amérique centrale est celui qui pourrait créer les frictions les plus importantes entre les deux alliés socialistes.

Sur la question de la perestroïka, M. Guerassimov a expliqué que M. Gorbatchev avait fait le bilan de quatre ans de « restructuration » et qu'il avait analysé avec M. Castro le bilan des récentes élections tenues en URSS. Ce scrutin a été très peu commenté par la presse cubaine, laquelle a manifesté, une fois de plus, son malaise devant les propositions de loi démocratiques de M. Gorbatchev : elle a publié lundi une version tronquée des propos tenus la veille par le dirigeant soviétique. Celui-ci avait déclaré, à son arrivée à La Havane : « Je suis convaincu que d'ici peu les processus démocratiques en cours en Amérique latine prendront de la vigueur. Ce continent a un grand avenir. » Alors que l'agence officielle Prensa Latina (qui diffuse surtout sur l'étranger) a donné la citation intégrale, Gramma, le quotidien du Parti communiste cubain, s'est borné à reproduire la dernière phrase, escamotant toute allusion aux « processus démocratiques ».

BERTRAND DE LA GRANGE.

Après la décision favorable du Parti socialiste

## L'Autriche déposera « avant l'été » sa candidature à la CEE

VIENNE  
de notre correspondant

Le Parti socialiste autrichien s'est prononcé, lundi 3 avril, en faveur d'une candidature de l'Autriche à la CEE, donnant ainsi le feu vert à une demande formelle de Vienne d'ouvrir des négociations à ce sujet. Le chancelier Franz Vranitzky, chef du PS, est arrivé à la conclusion que les avantages de l'adhésion l'emportent sur les inconvénients d'un éventuel « découplage » du futur marché unique européen pour un pays qui réalise, d'ores et déjà, deux tiers de ses exportations avec la CEE. Il a réussi à rallier à sa position la grande majorité du présidium du parti.

M. Alois Mock, vice-chancelier, ministre des affaires étrangères et chef du Parti conservateur, a qualifié de « percée » la décision des socialistes. Chef de file des pro-européens, ayant critiqué à plusieurs reprises les hésitations du Parti socialiste, il a estimé qu'un consensus du gouvernement sur un texte commun — qui sera soumis au Parlement — « interviendra dans les prochains jours ». Le vote du Parlement n'étant qu'une formalité, dans la mesure où tous les partis qui y sont représentés, à l'exception des Verts, sont favorables à la candidature, le chancelier a estimé que la demande d'adhésion « sera envoyée à Bruxelles avant l'été ».

En résumant à rallier certains « barons » socialistes assez réticents, le chancelier a fait d'une pierre deux coups : il a gagné une épreuve de force contre les adversaires de sa politique et sauvé de l'éclatement la coalition gouvernementale. Pour calmer les inquiétudes des anti-européens, le chancelier a proposé une « adhésion, mais pas à n'importe quel prix », sachant bien que certaines craintes se révéleront injustifiées.

dans les négociations. La deuxième concession a été la promesse de soumettre une éventuelle adhésion à un référendum, jugé inévitable par la majorité des juristes.

Cependant, le problème essentiel de l'Autriche sera la compatibilité d'une éventuelle adhésion avec sa neutralité permanente. La neutralité n'est pas négociable, a répété le chancelier, et, à ce sujet, tous les groupes politiques sont unanimes et sans réserves. L'Autriche soumettra aux négociateurs de Bruxelles des avis d'experts de droit international sur cette compatibilité de la neutralité avec l'adhésion à la CEE, même si la finalité de celle-ci est de parvenir à une union politique européenne, avec, à terme, une

politique étrangère, voire une politique de sécurité, communes. Il restera aux négociateurs à trouver la quadrature du cercle. Vienne ne se fait cependant pas d'illusions sur le fait que les négociations ne seront pas entamées avant 1993 et n'aboutiront guère avant la deuxième moitié des années 90.

La perspective d'un échec, à savoir le refus des Douze d'accueillir un pays neutre, ne semble pas trop décourager le gouvernement autrichien, qui estime qu'en ce cas la CEE devra offrir une autre solution acceptable à l'Europe non communautaire, à moins de devenir la « forteresse » qu'elle dément vouloir être.

WALTRAUD BARYLLI.

## De nouvelles liaisons aériennes entre Strasbourg et les capitales européennes

Strasbourg sera desservie par de nouvelles liaisons aériennes internationales dès la prochaine session du Parlement européen (10-14 avril). Cette mesure, annoncée par M. Edith Cresson, ministre des affaires européennes, vise à faire tomber un des arguments des députés qui ont voté contre Strasbourg en tant que siège du Parlement, en arguant du fait que la capitale alsacienne est très mal desservie en liaisons aériennes.

Dès maintenant, la desserte de Bruxelles passe de deux à trois aller et retour par jour ouvrable en temps normal et à cinq aller et retour quotidiens pendant les sessions du Parlement européen. La liaison avec Madrid se fait via Toulouse, et non plus Bordeaux, soit un gain de temps d'une heure.

A partir d'octobre prochain, la desserte de Londres sera directe (suppression de l'escale à Lille), et comportera deux aller et retour par jour ouvrable sur Heathrow et un aller et retour sur London-City-Airport.

Le coût de ces mesures sera supporté par l'Etat, la ville de Strasbourg, le conseil général du Bas-Rhin et la chambre de commerce et d'industrie de Strasbourg.

D'autres initiatives devraient être annoncées lorsque M. Michel Rocard et M. Cresson auront pris connaissance du rapport de M. Claude Villain, chargé de proposer des actions propres à conforter le statut de capitale européenne de Strasbourg. M. Villain devrait remettre sa copie avant le 15 avril.

## Asie

### NÉPAL

#### Manifestations étudiantes contre l'hégémonie indienne

Quelque quinze mille étudiants ont manifesté, lundi 3 avril, à Katmandou, contre la suspension par l'Inde d'accords bilatéraux de commerce et de transit. Soixante-quinze étudiants et deux journalistes ont été arrêtés au cours de manifestations qui ont duré trois jours, les plus importantes que le Népal ait connues depuis plusieurs années, selon l'opposition. Tout en scandant des mots d'ordre hostiles au gouvernement, les étudiants ont dénoncé l'« hégémonie indienne » et sa « politique expansionniste ». Le vendredi 24 mars, l'Inde a suspendu les mesures spéciales sur le commerce et le transit concédées au Népal en 1978, dans le cadre d'accords qui arrivaient à expiration (le Monde daté 26-27 mars). Le lendemain, tout transport pétrolier vers le Népal a été bloqué.

La radio officielle népalaise a annoncé que la pénurie de pétrole nécessitait la fermeture de l'université, ainsi que d'autres établissements, affectant quelque soixante-quinze mille étudiants. Pour l'opposition, la pénurie de pétrole n'est qu'un prétexte, le gouvernement cherchant à mettre un terme à une agitation étudiante qui dure depuis deux semaines. Les étudiants réclament des réformes de l'enseignement ainsi qu'une amélioration de leurs conditions de vie. — (AFP, UPI).

● CORÉE DU SUD : un syndicaliste s'immole par le feu. — Un syndicaliste sud-coréen en grève s'est immolé par le feu, lundi 3 avril, au cours d'une réunion de négociation avec la direction de son entreprise, à Songnam, dans la banlieue de Séoul. M. Kim Yoon-hee était en train de négocier avec le directeur de l'usine textile dont le personnel est en grève depuis le 16 février, quand il s'est soudain aspergé d'un liquide inflammable auquel il a mis le feu. Il est mort pendant son transfert à l'hôpital. — (UPI).

● CHINE : manifestation à Paris contre la loi martiale au Tibet. — Quatre organisations appellent à manifester, samedi 8 avril, à 14 heures, devant l'ambassade de Chine à Paris, pour réclamer la levée immédiate de la loi martiale au Tibet et sa réouverture au monde. Ces organisations (Communauté tibétaine en France, Comité de soutien au peuple tibétain, Amitiés franco-tibétaines et Association Tibet libre) dénoncent, d'autre part, « une répression qui a causé plusieurs centaines de morts et des milliers d'arrestations et de déportations ».

## Europe

### POLOGNE

#### Difficultés de dernière heure à la table ronde

La Confédération syndicale polonaise, l'OPZZ, a provoqué mardi 4 avril des difficultés de dernière minute dans les négociations du pouvoir et de Solidarité sur les réformes politiques et économiques, qui auraient dû théoriquement se conclure le 3 avril.

Cette date paraît désormais exclue pour la signature de l'accord final, mais les négociateurs ne désespèrent pas de parvenir à conclure d'ici à la fin de la semaine. L'humeur était pourtant sombre, mardi vers 3 heures du matin, lorsque les deux délégations, dirigées d'un côté par le général Czeslaw Kiszczak, de l'autre par Lech Walesa, se sont séparées sur un constat d'échec après dix heures de « discussions difficiles ». Les négociations ne sont pas rompues et devaient reprendre dans l'après-midi, mais les tensions qui apparaissent si près du but montrent bien toute la fragilité de l'entreprise de la table ronde.

An cours de cette réunion au sommet au palais de Magdalenka, près de Varsovie, dont le but était précisément de surmonter les derniers obstacles de la table ronde, l'OPZZ s'est opposée à la formule d'indexation des salaires sur laquelle le pouvoir et l'opposition s'étaient mis d'accord. Lech Walesa était arrivé très réticent à cette rencontre, proclamant que « la plaisanterie était terminée » et qu'il fallait à présent « achever ces débats qui s'éternisent ». A la sortie, le président de Solidarité s'en est pris cette fois à l'OPZZ, qu'il a accusée de vouloir « rompre les négociations et anéantir les chances qui s'offrent à la Pologne de sauver le pays ». Les syndicats officiels, qui, pendant sept ans, n'ont jamais pris la défense des ouvriers, ont maintenant recours à la démagogie pour sauver leur monopole, a-t-il dit.

De son côté, le gouvernement, par l'intermédiaire de l'agence PAP, a également exprimé son « inquiétude » face à l'« intransigence » de l'OPZZ. L'affaire ne manque pas de piquant, si l'on se souvient que

l'OPZZ fut créée par le pouvoir en 1982, après l'écrasement de Solidarité, et que son président, Alfred Miodowicz, est membre du bureau politique du POU, le parti au pouvoir, dont le comité central a approuvé samedi le dialogue mené à la table ronde.

« Nous ne permettrons pas que les négociations soient rompues », a déclaré le professeur Gernemek, l'un des conseillers de Walesa, cité par l'AFP à l'issue de cette réunion. Car, après neuf semaines de discussions ardues, l'opposition, tout autant que le pouvoir, veut un accord. Il y a donc de fortes chances que cet accord historique soit signé dans les prochains jours, ouvrant la voie à des élections « semi-démocratiques » les 4 et 18 juin. Mais l'on sait aussi, à Varsovie, que sur de nombreux points, la déclaration commune se contredira à des généralités, faute d'accords concrets.

S. K.

● Refus de passeport à Karol Modzelewski. — Les autorités polonaises refusent depuis janvier dernier de délivrer un passeport à Karol Modzelewski, historien de l'opposition, invité à Paris par l'École des hautes études en sciences pour y donner des conférences. (AFP).

### BELGIQUE : anniversaire à Val-Duchesse

#### Huit cabinets Martens en dix ans

BRUXELLES  
de notre correspondant

Toute la Belgique politique — et cela fait du monde, ce pays ayant sans doute le plus d'hommes politiques au kilomètre carré — s'était donné rendez-vous lundi 3 avril au château de Val-Duchesse, dans les environs de Bruxelles, pour fêter les dix années passées par M. Wilfried Martens au poste de premier ministre. « Uniquement avec les ministres qui se sont succédés dans ses différents gouvernements, nous aurions pu remplir ce château », ironisait ainsi... un ancien ministre.

Depuis le 3 avril 1979, voilà, en effet, huit gouvernements successifs — oubliions la très courte expérience de M. Mark Eyskens — que dirige « Wilfried de évidence », qui, à soixante ans, semble si bien fait pour ce poste que certains se demandent s'il ne sera pas encore là en 1989. Huit gouvernements composés de coalitions différentes jouant sur toute la palette politique du Royaume. De

« Martens I » — social-chrétien, socialiste et fédéraliste bruxellois — à « Martens VIII » — social-chrétien, socialiste et fédéraliste flamand, — toutes les possibilités de la gamme ont ainsi été exploitées : « Martens amant », « Martens sexy », « Martens noir », « Martens bleu », « Martens théracien » pour finir avec « Martens rose », comme l'écrit Guy Duplat dans le Soir de Bruxelles.

Différentes couleurs, certes, mais un seul objectif, en partie atteint : transformer la Belgique unitaire en un Etat fédéral. De ses premières manifestations au sein du mouvement flamand — le jeune Wilfried participe ainsi aux premières marches flamandes sur Bruxelles — à l'accord historique de 1980, jetant les bases de la « nouvelle Belgique », le chemin parcouru est impressionnant pour ce fils de petits agriculteurs de la région de Gand qui a réussi à s'imposer à tous grâce à une patience, une énergie et une habileté peu communes.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

### ROUMANIE

#### Les parents français d'enfants roumains en appellent à M. Mitterrand

Une centaine de Français, parents adoptifs d'enfants roumains qu'ils n'arrivent pas à sortir de Roumanie, viennent de demander à M. François Mitterrand d'intervenir dans ce drame qui dure, pour certains d'entre eux, depuis plusieurs années.

Près de cinq cents enfants roumains ont été légalement adoptés depuis 1980 par des couples français, belges, suisses et italiens. Mais une centaine de ces enfants sont bloqués depuis un an en Roumanie, dans l'attente d'une ratification par le Conseil d'Etat roumain, dont le président est M. Nicolae Ceausescu. Les parents français de quatre-vingt-trois enfants se sont regroupés et ont effectué de multiples démarches auprès du gouvernement français,

en contact avec Bucarest sur ces dossiers.

Malheureusement pour eux, l'évolution actuelle des relations franco-roumaines n'est pas précisément propice au dialogue et lorsque, le 22 mars dernier, la réunion de la Commission économique mixte franco-roumaine a été annulée par Paris, ces « adoptants » d'enfants roumains ont commencé à sérieusement désespérer. Ainsi ont-ils décidé de faire appel à M. Mitterrand, en cette année de bicentenaire de la Déclaration des droits de l'homme. Aucun d'entre eux, soulignent-ils, n'a pu revoir ses enfants depuis quatorze mois, depuis qu'ils ont été transférés dans une crèche de Bucarest — interdite aux adoptants étrangers —.

Marcel  
GAUCHET

La Révolution  
des droits de l'homme

Bibliothèque des Histoires

GALLIMARD



## Proche-Orient

LIBAN : le conflit entre chrétiens et Syriens

## Un entretien avec le général Aoun

(Suite de la première page.)

Le général Michel Aoun, l'homme fort du réduit chrétien, fait pour le Monde le point de cette nouvelle guerre - qui s'annonce longue.

- Vous avez pris l'initiative de ces événements. Pensez-vous, au vu de leur déroulement, que le moment était opportun ?

- Mieux vaut tard que jamais. Nous sommes en retard de quatre ans et nous étions en marche vers la désintégration totale du pays.

- Cela constitue une lecture stratégique de la situation. Le militaire que vous êtes connaît l'importance du bon moment sur le plan tactique.

- J'ai réagi, je n'ai pas agi.

- A qui on a quel ?

- Au blocus syrien imposé à la région sous contrôle de la légalité, dite région chrétienne, dès que nous avons voulu soumettre à la loi les ports illégaux, repaires du terrorisme et du trafic de la drogue, qui achevait de discréditer l'Etat libanais et de le détruire en le privant de ses ressources. Je comprends que le monde, en particulier l'Occident, fasse pression sur nous pour fermer ces ports, mais qu'il nous incite à les rouvrir...

- Le prix payé n'est-il pas trop élevé ?

- La souveraineté, l'indépendance, la liberté ne s'achètent que par le sang.

- Pensez-vous que la bataille, donc les bombardements, seront encore longs ?

- Je ne peux en estimer la durée. Mais je pense à la population de s'organiser pour tenir longtemps. C'est le meilleur moyen d'échapper à une guerre de libération imposée par un occupant : en lui faisant sentir qu'il finira par la perdre. Il faudrait demander aussi à la Syrie combien de temps elle pourrait elle-même continuer ainsi.

- Vous attendiez-vous à une réponse syrienne aussi dure ?

- A vrai dire oui, connaissant la nature du régime syrien. Mais je ne m'attendais pas que la Syrie s'acharne sur la population civile et évite l'affrontement avec l'armée libanaise.

- Elle l'évite même sur le front de Souk-el-Gharb ?

- Absolument. Ce ne sont que bombardements, sans accrochages. Une guerre de positions.

- Vous ne craignez pas des pertes ?

- Je souhaite que l'armée syrienne en tienne car ce serait le

moyen de lui administrer une leçon et d'écourter cette guerre.

- Et si l'aviation s'en mêlait ?

- L'aviation ? Quelle aviation ? Je croyais que les Syriens ne participaient pas à cette guerre...

- L'entrée en scène du comité arabe ne risque-t-elle pas d'envenimer les choses plutôt que les régler, dans la mesure où la « solution arabe » est, pour Damas, la moins acceptable de toutes ?

- Je crois même que c'est une des raisons du déclenchement de cette guerre. D'anciens la considèrent prématurée, en m'en attribuant la paternité. L'explication ne réside-t-elle pas plutôt là ? Craignant une solution ou une ébauche de solution arabe, la Syrie a tout mis en œuvre pour la saboter, comme elle l'a toujours fait et le fera toujours.

- En accusant trop fort la Syrie et personnellement le président Assad, ne craignez-vous pas d'avoir provoqué l'irréparable ?

- Que ceux qui ont eu affaire aux Syriens me disent comment négocier avec eux. S'ils sont vainqueurs, ils veulent tout, s'ils sont vaincus, ils ne peuvent rien accepter. Les solutions équilibrées ? Ils ne connaissent pas.

- Ne pensez-vous pas qu'en cherchant à chasser les Syriens de chez « les autres », vous prenez un pari impossible ?

- Tout le peuple libanais ne veut plus des Syriens. Que l'on organise un référendum sous contrôle international pour le vérifier.

- Le premier ministre du camp musulman, M. Hoss, a proposé que vous fassiez place nette tous les deux.

- Il a encore une fois perdu une bonne occasion de se taire puisqu'il ne peut pas dire la vérité en ces jours tragiques et historiques pour notre pays. Me conseiller de partir, c'est livrer le Liban à la Syrie, donc à une mort progressive et inéluctable.

- Vos ennemis vous accusent de tout faire pour être président de la République.

- Je ne veux pas être président. Je le refuse. Je suis un soldat et n'ai d'autre objectif que de participer à la libération de mon pays, puis de me retirer.

- Comment sortir du cercle vicieux ?

- Que le Conseil de sécurité de l'ONU fasse appliquer ses propres résolutions. Je ne demande rien d'autre.

LUCIEN GEORGE.

Pour « partager symboliquement le sort de tout un peuple »

## Une cinquantaine de personnalités françaises vont demander la citoyenneté libanaise

Une cinquantaine de personnalités françaises appartenant à tous les horizons politiques ont décidé, devant l'aggravation de la situation à Beyrouth, de demander, mardi 4 avril, auprès de l'ambassade du Liban à Paris la citoyenneté libanaise afin, disent-ils, de « partager au moins symboliquement le sort d'un pays qui risque de mourir ».

Parmi les personnalités « certaines, qui ne signent jamais de pétition, ont considéré que cette affaire était si grave qu'on ne pouvait pas laisser, sans réagir, mourir tout un peuple ».

Parmi les postulants à la nationalité libanaise, figuraient notamment l'abbé Pierre, Françoise Giroud,

Marina Vlady, Marie Susini, Marie-Claire Noah (Association Enfance du monde), Frédérique Deniau, Joëlle Allis, Christine Clerc et Danielle Askin.

André Glucksmann, Léon Schwartzberg, Gérard Oury, Michael Lonsdale, Jacques Perrin, Jean Amadou, Claude Mauriac, Jean d'Ormesson, Alain Finkielkraut, Virgil Gheorgiu, Roger Stéphane, Alain Touraine, Jean-Marie Domenach, Jean Lacouture, Claude Imbert, Serge Lafaurie, Yann de l'Ecotais, Jacques Julliard, Jean-François Revel, Olivier Todd, Olivier Orban et Jean-Claude Guilleband.

## Le Conseil des Eglises de France solidaire des chrétiens libanais

Les trois principales autorités chrétiennes en France, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de France, le cardinal Albert Decourtray, président de la conférence des évêques, et Mgr Jérôme, président du Comité interépiscopal orthodoxe, réunies dans le Conseil des Eglises chrétiennes, a adressé, lundi 3 avril, un message de soutien aux autorités religieuses du Liban.

« Nous ne pouvons consentir, écrivent notamment les signataires du message, à ce que votre pays disparaisse sous les ruines des combats en cours qui doivent cesser dans les

plus brefs délais (...). Forts de liens d'humanité qui unissent la France et le Liban, nous sommes décidés à agir selon nos possibilités pour que, soulevée par l'opinion publique, la concertation des Etats obtienne le retour de la paix sur votre sol, dans la sauvegarde de votre identité nationale ».

Les destinataires sont Mgr Nasrallah Sfeir (maronites), Maximos V Hakim (grecs-melkites), Ignace IV (grecs-orthodoxes) et pour les Arméniens, Grégoire Kasparian (catholiques), Karén Sarkisian (orthodoxes) et le pasteur Sarkisian (protestants).

La visite du premier ministre israélien à Washington

## M. Shamir assure vouloir présenter aux Etats-Unis de « nouvelles idées »

JÉRUSALEM de notre correspondant

A soixante-trois ans, l'ancien combattant clandestin qui fut longtemps M. Itzhak Shamir s'en va mener cette semaine à Washington une des plus délicates missions de sa carrière politique. Il était attendu mardi 3 avril aux Etats-Unis, où l'aura précédé le président égyptien Hosni Mubarak, et le gouvernement américain avait déjà fait savoir qu'il souhaite qu'Israël apporte « de nouvelles idées » pour acquiescer à une relance d'une négociation de paix. Ce n'est pas vraiment un avertissement, mais ce qu'on appelle « un conseil d'ami ».

Le premier ministre israélien se rend donc aux Etats-Unis sur la défensive, ayant souvent affirmé ces derniers jours une humeur bougonne, moqueuse et irritée et commentant avec des propos opposés, bref l'allure d'un homme qui sait que cette série d'entretiens avec le grand allié et ami d'Israël n'aura rien d'une partie de plaisir.

Sa dernière visite à la Maison Blanche remonte à mars 1988. Le soulèvement dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza n'avait que « six mois ». M. Shamir avait alors résisté aux pressions américaines et torpillé avec adresse le plan du secrétaire d'Etat George Shultz (comme il avait, un an plus tôt, enterré les initiatives de M. Simon Peres pour qu'Israël amorce un dialogue avec une délégation jordanienne-palestinienne).

Ce résultat lui avait valu, à son retour à Jérusalem, d'être fêté par quelques centaines de ses partisans chantant dans les rues les mérites de celui qui avait su sauvegarder « la ligne » : non au compromis territorial, non à la conférence internationale sur le Proche-Orient. M. Shamir comptait sans doute que le calme reviendrait vite dans les territoires et que le statu quo, avec quelques aménagements, pourrait de nouveau y tenir lieu de politique.

Douze mois plus tard, l'intifada ne donne aucun signe de répit : près de quatre cents morts et des milliers de blessés par balle et quelques centaines de blessés, par des pierres ou des cocktails molotov, ont été israéliens.

Entre-temps, M. Shamir a été réélu premier ministre : son parti, le Likoud (droite), domine la vie poli-

tique et un gouvernement d'union nationale où les travaillistes ne paraissent plus, en politique étrangère, que jouer le rôle de figurants désemparés.

Entre-temps, toujours, l'OLP a assuré qu'elle était disposée à reconnaître Israël et qu'elle renouait avec l'ouverture d'un dialogue avec les Etats-Unis. Le soutien à l'Etat hébreu s'est effrit dans l'opinion américaine et les lobbies de la Maison Blanche et du département d'Etat ont changé : M. Shamir y trouvera, en la personne de MM. George Bush et James Baker, certes des « amis sincères d'Israël », selon la formule consacrée, mais sans doute pas aussi compréhensifs que le furent MM. Ronald Reagan et George Shultz : les Texans seraient moins sentimentaux que les Californiens.

## Un triple « non »

Antant d'évolutions qu'Israël n'a pu ignorer qu'il soit sûr qu'elles soient impressionnées M. Shamir. L'homme est sans doute plus complexe que ne veulent bien le dire ses détracteurs, mais tout le problème est justement de savoir à quel point il est.

Au chef du Likoud qui, dans les réunions du parti, tous que les implantations vont se poursuivre, affirme que « pas une souche » du Grand Israël ne doit être abandonnée ; qui, devant un congrès hôtelier, explique que « les Arabes sont toujours aussi déterminés qu'en 1948 à jeter les juifs à la mer » ; qui, dans une interview au Washington Times (début mars) coupe M. Yasser Arafat à Hitler et, pour le BBC, qualifie la Cisjordanie et Gaza de « territoires libérés ».

On bien faut-il croire ce premier ministre qui a recentré son parti, s'est attaché avec obstination à exclure l'extrême droite et les religieux du gouvernement, tient des propos modérés à l'étranger et explique que, s'il est opposé à la « ligne de la paix en échange des territoires », il ne saurait, en revanche, aucunement préjuger du résultat final d'une éventuelle négociation de paix ?

A la veille de sa visite à Washington, la presse israélienne hésite encore sur la vraie nature politique d'Itzhak Shamir. Les commentateurs s'attendent pas de miracle des

entretiens de Washington - pas plus que l'entourage du premier ministre qui n'y voit qu'une étape dans un dialogue entre alliés, - mais se refusent à exclure « des surprises ». M. Shamir a lui-même annoncé qu'il ferait part « d'idées qui n'ont pas encore été entendues ».

Il redira ses convictions de fond à ses interlocuteurs. Le conflit au Proche-Orient ne se résume pas au conflit israélo-palestinien, et Israël se sent beaucoup plus menacé par le surarmement croissant des pays arabes que par l'intifada. L'OLP, quoi qu'elle dise, n'a pas changé, et il suffit d'écouter certains des lieutenants de M. Arafat pour comprendre qu'elle n'envisage la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza que comme une « étape » dans la lutte contre Israël. M. Arafat serait-il sincère, dit encore M. Shamir, qu'il n'en est pas moins incapable de combattre les factions radicales de l'OLP, qui ont multiplié ces dernières semaines les attaques aux frontières d'Israël.

D'où le triple « non » du premier ministre : non à une négociation avec l'OLP, non à la création d'un Etat palestinien dans les territoires et non à une conférence internationale qui imposerait, à l'avance, la création d'un tel Etat.

M. Shamir expliquait ce week-end au quotidien Maariv qu'il voyait des « contradictions » dans la position américaine : « Je vois débattre avec le secrétaire d'Etat James Baker de ses affirmations selon lesquelles il est impossible d'exclure qu'Israël négocie un jour avec l'OLP (...) car, dans le même temps, il se déclare opposé à l'établissement d'un Etat palestinien (dans les territoires), ce qui est l'essence minimale de l'OLP ». Et M. Shamir d'accuser les Etats-Unis d'« avoir grandement encouragé » la poursuite de l'intifada et des violences par leur « politique négative » de dialogue avec l'OLP.

Entre ces trois « non », l'espace est étroit pour formuler ces « nouvelles idées » que le premier ministre des Etats-Unis, s'il faut en croire les déclarations, interviews et rumeurs, quelquefois contradictoires, ayant essaimé ces jours-ci dans la presse et les milieux politiques, M. Shamir a résumées à la formule de Camp David. Pour peu que le soulèvement prenne fin, il consentirait à des élections - municipales ou politiques ? - dans les territoires

occupés, même si elles devaient désigner des proches de l'OLP, et à y appliquer un très large statut d'autonomie, avec retrait des troupes israéliennes des grandes villes, pour une période limitée - trois ou cinq ans, - avant l'ouverture d'une négociation sur le statut final de la Cisjordanie et de Gaza. Cela ressemble à ce que le travailliste Itzhak Rabin, ministre de la défense, propose depuis octobre dernier.

## Court-circuiter l'OLP

L'idée est ainsi de court-circuiter l'OLP de l'extérieur - et de montrer aux Etats-Unis qu'un dialogue est possible avec les seuls « Palestiniens de l'intérieur ». Ces derniers ont déjà fait savoir qu'ils ne se prêteront en aucun cas à cette tentative, ce qui n'est pas forcément le dernier mot de l'affaire : les Etats-Unis, d'ailleurs, pourraient faire pression sur l'OLP pour qu'elle autorise des personnalités des territoires à discuter avec Israël d'un statut d'autonomie provisoire en échange de la garantie d'être associée à la négociation finale.

On n'en est pas là. Pour l'heure, le premier ministre israélien espère, au moment de telles propositions sur la table, sortir enfin de la position exclusivement défensive sur laquelle il a, jusqu'à présent, campé. L'idée d'organiser des élections ne peut qu'être populaire aux Etats-Unis, et il reviendrait aux Palestiniens d'en refuser le principe.

M. Shamir entend se dégager d'une double série de pressions : celles exercées par les Etats-Unis et celles qui se font jour au sein du parti travailliste, voire dans les services de renseignement israéliens, et qui toutes vont dans le sens de la reconnaissance de l'OLP comme partenaire obligé de la relance de pourparlers.

Les Etats-Unis se sont faits plus pressants qu'à l'habitude. Ils ont expressément demandé que M. Shamir dégage à Washington, dès le week-end, un de ses collaborateurs, M. Eljakim Rubinstein, afin de pouvoir étudier à l'avance les propositions du premier ministre. Mais ce dernier sait aussi que les formes seraient préservées et que, si les conversations doivent être ardues, elles s'accompliront pas la réaffirmation solennelle de l'amitié et de la coopération israélo-américaines.

ALAIN FRACHON

## M. Bush favorable à une conférence de paix « correctement structurée »

A la veille de l'arrivée aux Etats-Unis du premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, le président Bush, qui venait de s'entretenir avec son homologue égyptien, M. Hosni Mubarak, a appelé au retrait d'Israël des territoires que ce pays occupe depuis 1967 et l'organisation d'une conférence de paix au Proche-Orient « correctement structurée ».

« L'Egypte et les Etats-Unis partagent les mêmes objectifs : sécurité pour Israël, fin de l'occupation et réalisation des droits politiques des Palestiniens », a notamment déclaré M. Bush. M. Mubarak a, quant à lui, demandé au président américain d'intervenir auprès des Israéliens afin qu'ils acceptent d'établir un contact avec l'OLP, la situation, s'il est estimé, étant « meilleure que jamais pour un effort actif ».

Concernant la question d'une conférence internationale, M. Bush a indiqué qu'une telle conférence « correctement structurée » pourrait jouer un rôle utile à un moment approprié. - (AP, Reuters.)

## Où trouver un livre épuisé ?

Téléphones d'abord ou venez à la LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 45-20-87-12

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

- Si n'y figure pas : nous vous proposons votre demande auprès d'un réseau de correspondants : vous recevra une proposition écrite et chiffrée que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

## Vive tension entre Ankara et Téhéran La Turquie rappelle son ambassadeur en Iran

ANKARA de notre correspondant

Le rappel lundi par Ankara de son ambassadeur à Téhéran pour consultation est salué, mardi 4 avril, par les grands quotidiens turcs comme « un message attendu depuis des semaines par l'opinion turque », une « gifle qui n'a que trop tardé ».

Dans une conférence de presse, M. Nuzhet Kandemir, le numéro deux du ministère turc des affaires étrangères, a précisé les attendus de cette décision : elle correspond à la montée de la tension entre les deux pays depuis les manifestations organisées à Téhéran le mois dernier, sous l'égide du gouvernement iranien, pour soutenir les islamistes turcs.

Ceux-là protestent contre l'annulation par le Conseil constitutionnel turc d'une loi autorisant le port par les étudiantes du foulard islamique dans les universités. La radio et la presse écrite iraniennes avaient relayé les messages de soutien d'officiels iraniens à ces manifestations, entraînant une protestation officielle d'Ankara contre cette ingérence dans les affaires intérieures de la Turquie.

M. Kandemir n'a pas fait mystère du désir de son gouvernement de voir rappelé dans son pays l'ambassadeur d'Iran à Ankara, M. Motaki. Sa participation, l'an dernier, comme orateur, à un meeting organisé par le parti Prospérité (Islamiste) dans la ville de Konya, avait même amené certains journalistes à s'interroger sur « le rôle de l'Iran dans la victoire dans cette ville du parti religieux aux élections municipales du 26 mars ».

L'activité des diplomates iraniens en Turquie, à Téhéran, de servir de refuge aux opposants au régime, a beaucoup contribué à l'aggravation du climat de crise latente entre la Turquie laïque et l'Iran. Il y a six mois, un opposant iranien était retrouvé à Erzurum, dans l'est du pays, dans le coffre d'une voiture à plaque diplomatique, conduite en direction de l'Iran par deux diplomates iraniens. Leur expulsion fut suivie de celle de deux diplomates turcs.

L'affaire Rushdie a encore fait monter l'exaspération d'Ankara, après que le comité iranien à Istanbul ait exposé publiquement la condamnation à mort de l'écrivain par Khomeiny.

MICHEL FARRÈRE.

## L'UNESCO et « les Versets sataniques »

Réagissant aux déclarations de M. Habib Chatti à Téhéran à propos de l'affaire des Versets sataniques et rapportées par l'agence iranienne IRNA (le Monde du 4 avril), selon lesquelles Salman Rushdie était un « apostat » et que l'apostasie était « punie de la peine de mort », le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, a tenu, lundi 3 avril, à se démarquer de ces propos en rappelant qu'il « est du devoir de chacun de respecter la religion d'autrui » mais qu'il « est aussi du devoir de chacun de respecter la liberté d'expression ».

d'autrui » et que, « quelle que soit l'offense, aucun appel à la violence, d'où qu'il vienne, n'est admissible ».

M. Mayor, s'il confirme qu'il a effectivement confié un message à M. Chatti, « destiné aux autorités iraniennes et concernant la coopération que pourrait apporter l'UNESCO dans les domaines de sa compétence », précise que l'ancien secrétaire général de la Conférence islamique « n'est ni fonctionnaire ni consultant de l'UNESCO ».

## Les relations franco-israéliennes Mauvaise humeur et calendrier

JÉRUSALEM de notre correspondant

Malentendu ou discrète rebuffade ? Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, aurait bien aimé, disent de bonnes sources israéliennes, être un des premiers responsables occidentaux, au moins européens, à venir à Jérusalem entendre de vive voix un compte rendu du voyage que M. Itzhak Shamir vient d'entreprendre aux Etats-Unis.

M. Dumas, soulignent ces mêmes sources, en a formulé la demande lors de la visite que le premier ministre israélien a faite fin février à Paris. A l'époque, la partie israélienne y avait d'autant moins trouvé à redire que la France s'appuyait à assurer prochainement la présidence des Communautés européennes.

Entre-temps est intervenue l'annonce de la décision du président François Mitterrand de recevoir en France le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. L'invitation a vivement déplu en Israël, et on ne cache pas qu'elle n'est pas étrangère au fait qu'aucune date n'est pas encore trouvée pour accueillir M. Dumas dans les semaines qui suivront le retour de M. Shamir à Jérusalem. En somme, le calendrier est chargé pour cause de très mauvaise humeur. Et l'Européen qui devrait avoir la première du récit de M. Shamir sera très vraisemblablement M. Ciriaco De Mita, le président du Conseil italien, attendu en Israël dans la troisième semaine d'avril.

AL FR.



## Proche-Orient

### L'islam en fièvre (II)

#### ÉGYPTE : entre dialogue et violence

Terre natale de l'islamisme contemporain — l'association des Frères musulmans y a vu le jour en 1927. — l'Égypte tente de maîtriser le phénomène intégriste. Depuis l'assassinat, « au nom d'Allah », en octobre 1981, d'Anwar El Sadate, les islamistes oscillent entre la violence et le dialogue avec le pouvoir. Au Soudan, l'application brutale de la loi islamique à une population non musulmane est au cœur de la guerre civile dans le Sud. En Arabie saoudite, où se trouvent les lieux saints de l'islam, un extrémisme religieux s'allie à un conservatisme politique pro-occidental.

LE CAIRE  
de notre correspondant

Dans le roman *Radobis* de Naguib Mahfouz, on informe le pharaon qu'une rébellion s'élève parmi les puissants prêtres : « *contrôlant le cœur et l'esprit du peuple* », pourrait écrier. Pharaon sourit : « *Je suis le plus puissant. (...) Quand au peuple, il se calmera dès qu'il me verra sur mon char.* »

#### Les fatwas d'Al Azhar

Les exemples récents de ces services rendus au chef de l'Etat ne manquent pas. En 1976, au moment où Sadate, libéralisant l'économie, s'en prenait à la gauche, le cheikh d'Al Azhar publiait ses *Fatwas sur le communisme*. Une compilation de toutes les condamnations du marxisme aux termes desquelles le communisme ne pouvait être qu'un *kufir* (mécréant).

Moins de deux mois après que Sadate eut conclu le traité de paix avec Israël, le 26 mars 1979, et alors que dans le monde arabe on parlait de trahison, Al Azhar soutenait le rite en publiant une fatwa affirmant que l'accord était parfaitement conforme à l'islam. Les ulémas repelaient le traité de Hodeybeya conclu par le prophète avec les kafsirs de La Mecque en 628.

Il y a quelques mois, à la suite des accrochages meurtriers qui ont

L'Égypte est devenue musulmane. Les prêtres sont devenus cheikhs et pharaon a été remplacé par sultan, roi puis président. Mais le rapport de forces reste celui décrit par le prix Nobel égyptien. D'ailleurs, chez ce peuple au tempérament pacifique capable seulement de brefs et imprévisibles éclats de colère, les hommes de religion ne sont jamais parvenus à prendre le pouvoir. Ils ont en fait presque toujours été un service du pouvoir. La dynastie fatimide (909-1071) a même institutionnalisé cet état de choses. Chittes dans un pays sunnite, ses chefs ont fondé l'université d'Al Azhar dès le dixième siècle pour former des ulémas loyaux.

Au fil d'un millénaire, cette Sorbonne de l'islam sunnite a formé des centaines de générations d'ulémas liés au pouvoir par les cordons de la bourse. Liés aussi par la crainte du chaos pouvant être engendré par une rébellion et les retombées négatives que cela pourrait avoir pour leur institution. Il n'est donc pas étonnant que les ulémas aient presque toujours préconisé l'obéissance au pouvoir sans oublier les multiples occasions où l'Etat a sollicité leur *fatwa* (opinion légale faisant jurisprudence en islam).

quand ils assassinèrent le président Sadate et égorgerent une centaine de policiers dans la ville d'Assiout, en Haute-Égypte. Les seconds sont connus depuis la série d'attentats, en 1987, contre deux anciens ministres de l'intérieur et un journaliste proche du président Moubarak.

Dans les deux cas, et comme le craignait déjà leur père spirituel Sayyid Koth, exécuté sous Nasser, l'action était prématurée et manquait de suivi. Les jeunes maximalistes n'ont pas réussi à cueillir les fruits de leurs attentats. Sadate mort, le régime restait en place faite d'un plan bien établi pour prendre le pouvoir. Résultat : une immense purge, qui a laissé le mouvement exsangue pour des années. Idem pour les Al Nagoun Men Al Nar, qui, pour avoir blessé à la jambe un ancien ministre de l'intérieur, ont vu leur organisation démantelée.

Aujourd'hui, mis à part l'incendie de quelques magasins de location de cassettes vidéo ou le lancement d'une bombinette dans une église ou un théâtre, les maximalistes musulmans semblent essouffés, surtout après la campagne d'épuration menée en décembre par la police dans leur fief d'Alm-Chams, au Caire.

Essouffés aussi les financiers de l'islam. Ceux que l'on décrivait, il y a un an, comme constituant « un Etat dans l'Etat » se sont effondrés au premier assaut sérieux du gouvernement. Le fin de l'empire des frères Al Rayan, parvenus à recueillir plus de 1 milliard de dollars éparpillés par une centaine de milliers

d'Égyptiens, illustre la faillite de cette économie qui se présentait comme islamique. Les actifs d'Al Rayan ne couvrent que le tiers de l'argent recueilli. Une catastrophe pour ceux qui avaient fait confiance aux « *pieux Rayan* », dont l'un vient d'être condamné à vingt-trois ans de prison.

Au Parlement, où les islamistes sont entrés en force avec près de quarante députés, les réalisations sur la voie de l'application de la charia sont maigres pour ne pas dire nulles. Le seul domaine où le courant islamiste reste fort est celui de l'action sociale. Dispensaires, écoles coraniques et œuvres de bienfaisance continuent à se développer. Les traditionalistes qui les patronnent gardent les faveurs d'une grande partie des Égyptiens. Petits bourgeois et paysans inquiets de l'occidentalisation du pays, vieille de presque deux siècles, sont favorables aux conservateurs, qui veulent revenir aux traditions d'antan, à la société patriarcale où la hiérarchie était bien définie et où les femmes accomplissaient sans rechigner leur mission d'épouse et de mère.

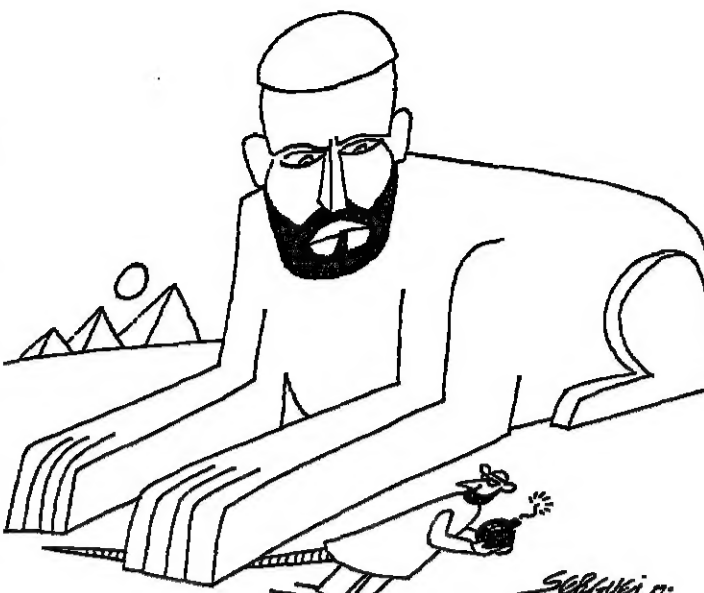
C'est ainsi qu'une bonne partie des femmes ont adopté le voile et les robes amples, devenus objets de mode, qu'elles ont cessé de se baigner en maillot — sauf sur quelques plages huppées — et que des hommes — moins nombreux — ont fait pousser leur barbe et portent la djellaba. Certains sont même plus royalistes que le roi : ils jouent au basket et au football en pantalons trois-quarts, afin de cacher leurs genoux comme le prescrit l'islam.

#### SOUDAN : sectes et charia

Une autre variante de l'islam arabe sunnite est celle du Soudan. Pays des *tarika* (ordres) mystiques soufis, le Soudan est le premier État arabe à avoir brandi la bannière du djihad contre l'occupation étrangère. Le général Gorn, gouverneur du Soudan pour le compte de l'Égypte, a payé le prix de cette guerre sainte il y a un siècle. Mais avec la mort du mahdi (le bien guidé) et la victoire de Kitchener, une partie des Soudanais se sont ouverts à l'islam orthodoxe façon Azhar. Bien sûr le Soudan commu-

deux sectes politico-religieuses : les Ansars, partisans du mahdisme et de l'indépendance, et les Katmeys orthodoxes, favorables à l'union avec l'Égypte.

Le pouvoir de ces deux sectes s'est perpétué après l'indépendance en 1956, malgré les progrès de la gauche et les coups d'Etat militaires. Le Soudan, du moins le nord du pays, restait profondément attaché à l'islam. Le maréchal Nemeiry, qui voyait son pouvoir menacé, décida en 1983 de jouer la carte de



la charia avec l'appui d'une nouvelle secte, les Frères musulmans. Les lois islamiques ne sauvent pas le dictateur. Elles hâtent sa chute en provoquant la guerre civile dans le sud du Soudan, animiste et chrétien. En avril 1985, il fut renversé par l'armée à l'issue d'un soulèvement populaire.

Les militaires cédèrent le pouvoir aux civils, et le nouveau premier ministre, Sadek El Mahdi, s'allia aux Katmeys de Mirghani. Les punitions corporelles, largement appliquées par Nemeiry, furent suspendues. Mais, comme dit un proverbe arabe : « *Il est plus facile d'entrer au hammam que d'en sortir* » (car il faut alors payer). Les lois de la charia sont restées en place — sinon en vigueur — malgré les tentatives de les abroger pour remplir une des principales conditions posées par les sudistes pour mettre un terme à leur rébellion.

La charia, à laquelle tient Hassan El Tourabi, le guide suprême des Frères musulmans soudanais et beau-père d'El Mahdi, coûte quotidiennement 1 million de dollars à un pays frappé par la famine, la banqueroute économique, les inondations et les crises. Aujourd'hui, le pouvoir civil n'arrive toujours pas à trouver un consensus, alors que les militaires haussent le ton.

Mais si les pays arabes sunnites divergent sur beaucoup de questions, tous s'entendent dans l'affaire Roshdie. L'écritain britannique d'origine indienne est un apostat qui

a renié l'islam. Les Soudanais, comme les Saoudiens et les Égyptiens, n'ont pas mis sa tête à prix, comme l'a fait Khomeiny. Mais ils demandent que l'auteur des *Versets saoudiens* soit jugé pour offense à l'islam et apostasie.

Aucun doute quant au verdict dicté par la charia : la mort. Un précédent récent est là pour l'illustrer : Mahmoud Mohammad Taha (soixante-seize ans). Cet apôtre soudanais de la non-violence, chef des Frères républicains, a été pendu en janvier 1985 devant deux mille personnes, à la prison de Khartoum, pour apostasie. Il avait écrit un essai où il annonçait un second message de l'islam.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

— Égypte : 43 230 000 habitants, 38 961 000 musulmans (90 %).
— Soudan : 19 242 000 habitants, 14 046 000 musulmans (73 %).
— Arabie saoudite : 9 305 000 habitants, 8 839 000 musulmans (95 %, dont 3,15 % de chittes).
— Bahreïn : 362 000 habitants, 346 000 musulmans (95,6 %, dont 52 % de chittes).

#### Les loisirs appréciés de Bahreïn

BAHREIN  
de notre envoyée spéciale

« *Hard-Rock Restaurant* ». Dans la salle aux lumières tamisées, tables noires, décor bleu ciel ultramodern, les convives regardent plus ou moins distraitement les clips qui se succèdent sur les écrans de télévision géants installés sur les murs. Des groupes rock mixés s'y déchirent dans des poses suggestives ; on frôle presque le strip-tease. Rien en fait de très surprenant si l'on ne se trouvait à moins de 25 kilomètres de l'austère Arabie saoudite.

Les dîners en ville sont un des loisirs appréciés à Manama, qui possède un grand choix de restaurants, quasiment tous munis de l'indispensable et chère licence qui autorise à servir de l'alcool. L'islam, à Bahreïn, reste d'autant plus « libéralisé » appliqué, par rapport à ses voisins, que ce petit émirat de 676 kilomètres carrés a fait fortune grâce, outre à son pétrole, à son ouverture commerciale vers l'étranger.

De longue date, les Bahréinis, musulmans dans leur quasi-totalité et à 70 % chittes, se sont tournés vers l'extérieur et ont profité de la débâcle du siècle, sous l'ombrelle britannique, d'un système d'éducation largement développé. La première école de filles s'est ouverte dans l'émirat en 1928, soit moins de dix ans après celle des garçons.

#### La plage de l'émir

Si, dans les villages chittes autour de Manama, les femmes portent le tchador noir et restent parfois voilées, elles jouissent dans l'émirat d'une liberté — limitée toutefois par l'application du code islamique — plus grande que dans certains pays voisins. Au volant de leurs voitures américaines ou lors de leurs courses en ville, la plupart adoptent la tenue occidentale. Il n'est pas rare de croiser des jeunes couples bahréinis déambulant main dans la main sur le front de mer. Représentant 17 % de la population active, les femmes bénéficient, depuis une loi de 1984, de l'égalité des salaires avec les hommes. Elles ont investi le marché du tra-

vail, où elles cohabitent normalement avec leurs collègues masculins.

Sur la plage de l'émir, interdite aux ressortissants arabes — « *pour ne pas les choquer* », dit-on — les étrangers peuvent bronzer en paix sans contrainte. Mais, sur les plages publiques, les familles sont nombreuses et hommes, femmes et enfants se livrent sans distinction à cette activité.

Pays à majorité chittes, Bahreïn tolère logiquement les manifestations auxquelles donnent lieu les fêtes chittes. Chaque année, l'Achoura est marquée dans les vieux souks de Manama par la lutte et massacre processionnel des « martyrs » qui « rejettent » la traédie de Hussein à Karbela.

La proximité de l'Iran et le fait qu'environ 10 % de la population chittes soit d'origine persane — elle pratique toujours la langue iranienne — n'ont pas empêché l'émirat de poursuivre dans la voie d'un certain libéralisme islamique. Omniprésents, les services de sécurité surveillent de très près cette « population à risque » soupçonnée a priori, mais l'émir n'a pas pour autant cédé au rigorisme de la révolution iranienne.

Ces stouts, Bahreïn aurait d'ailleurs tort de les supprimer si l'on songe que, depuis l'ouverture en novembre 1986 du très beau pont-croix Roi-Fahd qui le relie à l'Arabie saoudite, sept millions de personnes l'ont emprunté dans les deux sens. Inutile de chercher le jeudi soir, début du week-end musulman, une chambre d'hôtel ou une place dans un restaurant ou un cabaret de Manama, investis en effet par les « chittes » saoudiens ou koweïtiens qui viennent parfois en famille à la recherche de loisirs interdits chez eux.

Tolérant pour sa population étrangère, le moins nombreux proportionnellement des États du Golfe, Bahreïn autorise aussi sur son territoire la pratique des autres cultes religieux, qu'il s'agisse des gens du Livre ou des religions non monothéistes, comme le bouddhisme par exemple.

FRANÇOISE CHIPAUX.

### ARABIE SAOUDITE : le mariage de la politique et de la religion

Durant des décennies, avant la révolution islamique en Iran, l'Arabie saoudite semblait être le pays musulman par excellence. Région où l'islam a été révélé et où le prophète a vécu, l'Arabie saoudite abrite aussi La Mecque, vers laquelle tous les musulmans se tournent cinq fois par jour, au moment de la prière. C'est là que se trouve le saint des saints de l'islam, la Kaaba, qui attire chaque année plus d'un million de pèlerins musulmans. L'Arabie saoudite, c'est aussi le pays où les punitions corporelles sont toujours appliquées et dont le drapeau vert islam est frappé de l'acte de foi de tout musulman : « *Il n'y a de dieu que Dieu et Mahomet est son prophète* ». Le roi Fahd n'est plus décrit comme « *roi* » mais comme « *serviteur des lieux saints* ».

#### Un procédé à la Louis XIV

Ce mariage de la politique et de la religion remonte à la moitié du dix-huitième siècle, quand Mohammad Ibn Saoud, un prince local, conclut une alliance avec un réformateur religieux, Mohammad Ibn Abdel Wahab. Ce dernier voulait purifier la religion de tout ce qu'il considérait comme signes de polythéisme (culte des saints, abandon des châtements corporels) et revenir à la pureté originelle de l'islam. Ibn Saoud, impressionné par ce puritanisme, y voyait aussi une bonne cause pour étendre son pouvoir régional. Ibn Abdel Wahab estimait que son message aurait plus d'impact grâce au soutien du prince. Au début du dix-neuvième siècle, la péninsule Arabique était unifiée, pour la première fois depuis les premiers temps de l'islam.

Après la parenthèse de près d'un siècle d'occupation ottomane — la Sublime Porte voyant dans ce nouveau royaume une source de danger — l'Arabie saoudite renaissait grâce à Abdel Aziz Ibn Saoud. Pour chasser les envahisseurs, Ibn Saoud avait constitué chez les Bédouins des confréries fixées dans diverses régions de la péninsule et qui lui fournissaient les guerriers nécessaires à son entreprise. Procédé islamique, mais aussi monarchique à la

Louis XIV. Comme les nobles, les Bédouins sédentarisés dépendaient dorénavant du roi pour vivre.

Les successeurs d'Ibn Saoud ont utilisé l'islam pour légitimer leur droit à gouverner en tant que famille royale. L'islam, comme le soulignent des islamistes hostiles au régime saoudien, est opposé à l'héritage du pouvoir.

Devenue pays de l'or noir, l'Arabie presque moyenneuse s'est ouverte non seulement à l'islam mais à tous les ingénieurs et fonctionnaires étrangers et non musulmans indispensables pour extraire le brut. Cette modernisation du royaume ne s'est pas faite sans problèmes. En

1965, un prince conservateur, Khalid Ibn Moussaid, a, par exemple, pris la tête d'une tentative de fermer la nouvelle télévision de Ryad.

Toutefois, grâce à l'alliance de la monarchie et des ulémas, le régime a pu faire preuve d'une souplesse qui lui a permis de faire accepter le modernisme. Le discours était simple : tout ce qui n'est pas formellement interdit par le Coran et les hadiths (« *dit* » du prophète) est permis. Pour garder les puits de pétrole, la monarchie a eu recours à une farve affirmant que les minerais ne devaient pas tomber entre les mains de personnes privées.

Aujourd'hui, le gouvernement saoudien est le plus grand

employeur du royaume. La bureaucratie, souvent surpayée, est devenue pléthorique. Les usines se sont multipliées, surtout dans le domaine pétrochimique. L'Arabie saoudite est même devenue exportatrice de blé, le plus coûteux à produire au monde.

#### Les pouvoirs de la police religieuse

Pour calmer les conservateurs, les monarches saoudiens ont donné de larges pouvoirs à une police religieuse chargée de faire observer la moralité islamique par la force. Malgré des situations embarrassantes à l'égard de l'Occident, dont l'Arabie saoudite est un des principaux alliés dans la région, cette police est maintenue car elle sert à confirmer la légitimité du régime en tant que défenseur de l'islam.

Malgré l'avènement de la révolution islamique en Iran, la stabilité du régime saoudien n'a pratiquement pas été menacée. L'attaque contre la mosquée de La Mecque, en novembre 1979 (1), n'a fait que renforcer la monarchie. En fait, le problème qui risque de se poser à l'Arabie est d'ordre économique. Avec la chute des recettes pétrolières, la monarchie ne pourra plus, à moyen terme, continuer à indirectement subventionner une population dont la majeure partie vit grâce aux salaires d'un Etat-providence.

A. B.

(1) Le 20 novembre 1979, un groupe armé d'inspiration islamiste prit le contrôle de la grande mosquée de La Mecque. L'armée saoudienne contre-attaqua en prenant d'assaut le lieu saint. Les combats firent, selon un bilan officiel, cent trente-cinq morts dont soixante-quinze rebelles et soixante gardes nationaux.

#### Demain

- Syrie et Irak : délimitations laïcités.
- Oman : bienveillance ibadite.

## LE MONDE diplomatique

Avril 1989

### L'HEURE DE L'AUDACE AU PROCHE-ORIENT

L'Intifada dure depuis dix-sept mois dans les territoires occupés, où la répression a déjà causé plus de 400 morts et quelque 20 000 blessés. Après les initiatives diplomatiques de l'OLP — proclamation d'un Etat palestinien, reconnaissance d'Israël —, toute la scène politique se réorganise au Proche-Orient. L'Égypte retrouve son influence régionale, l'URSS renoue les contacts avec Israël, et les États-Unis dialoguent directement avec l'OLP.

Amnon Kapeliov, Samir Kassir et Mohamed Sid-Ahmed expliquent pourquoi l'heure est à l'audace ; pourquoi l'intransigeance de M. Shamir et les archaïsmes du conflit libanais restent les principaux obstacles à la paix.

**Également au sommaire :**

- SOCIÉTÉ : Intolérance et droits de l'homme, par Didier Fassin, Sakya Deoud, Mustapha Chérif et Stanislas Maillard.
- ÉTATS-UNIS : Le « complexe militaro-commercial », par David C. Morrison.
- CUBA : Divergences entre Moscou et La Havane, par Alain Gresh et Françoise Barthélemy.
- ITALIE : La Mafia relègue la tête, par Claude Mignot.
- TÉMOIGNAGE : Dans une prison péruvienne...

En vente chez votre marchand de journaux



## Afrique

NAMIBIE : accalmie dans le nord du pays

### L'armée sud-africaine a participé aux combats contre les maquisards de la SWAPO

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Bien qu'il y ait toujours des accrochages, la situation s'est calmée au nord de la Namibie, à la frontière anglaise. Un porte-parole de l'armée, l'inspecteur Derik Bruze, estime que « cela ne devrait pas prendre au-delà de la fin de la semaine pour que la situation soit normalisée ».

Avec l'accord de l'ONU, les troupes sud-africaines sont à nouveau sur le terrain alors qu'elles devaient en principe être consignées dans les camps. Elles sont venues appuyer les forces territoriales namibiennes et la police locale. Au total, mille cinq cents hommes et

deux mille policiers qui tentent de repousser quelque mille deux cents combattants de la SWAPO infiltrés sur une profondeur parfois de 30 kilomètres et sur une largeur de près de 300 kilomètres. Selon le dernier bilan, cent cinquante d'entre eux ont déjà été tués tandis que vingt policiers ont trouvé la mort parmi lesquels quatre Sud-Africains.

M. Louis Pienaar, administrateur général sud-africain dans le territoire, a déclaré, lundi 3 avril, que l'armée et la police « contrôlaient la situation » mais que le calme ne serait complètement rétabli que lorsque les combattants du mouvement indépendantiste auraient repassé la frontière et seraient placés sous le contrôle de l'ONU au nord du 16<sup>e</sup> parallèle comme cela devrait être le cas. « La SWAPO, a-t-il ajouté, ne sera jamais autorisée à avoir des bases en Namibie et ne le sera certainement pas de cette manière ».

« Elle a cru, a-t-il ajouté, qu'elle donnerait à la population l'impression qu'elle était une force puissante qui pouvait s'infiltrer en nombre par virtuellement libérer la Namibie ».

M. Botha a fait remarquer que la SWAPO n'avait jamais pu s'installer sur le territoire et qu'elle n'était donc pas en mesure de revendiquer des bases. Il s'agit, en tout cas, de la plus importante tentative d'infiltration depuis que la guerre a commencé dans cette région en 1966. La dernière incursion d'envoyés remonte à 1982.

Quatre guérilleros de la PLAN (Armée populaire de libération de la Namibie) ont été faits prisonniers. Deux d'entre eux, présents à la presse, ont expliqué que l'ordre leur avait été donné de franchir la frontière, qu'il ne rencontreraient pas de résistance en raison du cessez-le-feu et que les « casques bleus » leur permettraient de s'installer dans des bases où ils seraient considérés.

#### Acte de défiance

En fait, ils ont été « envoyés au casse-pipe », ce que M. Botha a appelé, dans une lettre adressée à M. Pienaar, de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, « un carnage inutile de Namibiens qui auraient pu rentrer légalement au pays pour participer pacifiquement au processus politique en application des procédures agréées ». « La direction de la SWAPO », a-t-il ajouté, « devra rendre compte d'un mépris cynique de la vie

humaine et de son déclin envers les accords internationaux ».

Dans cette lettre, le ministre des affaires étrangères estime que quatre mille à cinq mille maquisards de la SWAPO (sur un total d'environ huit mille) se trouvent actuellement en Angola, au sud du 16<sup>e</sup> parallèle. S'écroule que les dirigeants du mouvement ne lui ait pas fourni d'explication et demande que le conseil de sécurité se prononce de façon « claire et ferme sur cet acte de défiance ». Le gouvernement sud-africain réaffirme qu'il a respecté ses engagements et ses obligations et qu'il continuera de le faire. Pretoria attend une condamnation sans ambiguïté de la conduite de la SWAPO. Une revanche sans prix pour le régime qui, par le passé, n'a cessé de critiquer le traitement privilégié dont le mouvement indépendantiste bénéficiait à l'ONU.

A Harare (Zimbabwe), M. Sam Nujoma, le président de la SWAPO, qui participait lundi 3 avril à une confé-

rence, s'est déclaré « choqué et consterné » que les Nations unies aient autorisé « les escadrons de la mort sud-africains à être de nouveau déployés ». Il a critiqué les « casques bleus » de ne pas avoir pu faire respecter le cessez-le-feu et a reproché à M. Martti Ahtisaari, le représentant spécial de l'ONU dans le territoire, de prendre comme excuse le fait de ne pas avoir assez d'hommes alors que le contingent a été réduit de 7 300 à 4 650. Une nouvelle fois, il a dénoncé son organisation qui viole le cessez-le-feu, ajoutant que les affrontements « sont le pur produit de l'imagination du régime ». Les troupes sud-africaines ayant pour but de réprimer les aspirations politiques du peuple namibien ».

M. Botha lui a répondu que, cette fois, « M. Nujoma ne s'en tirerait pas aussi facilement », souhaitant que « ses conseillers ou des gouvernements responsables lui fassent savoir qu'il se rend ridicule ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

### Le Conseil de sécurité exhorte toutes les parties à un « maximum de retenue »

Le président du Conseil de sécurité, le Soviétique Alexander Belonogov, a appelé, lundi 3 avril, « toutes les parties à un maximum de retenue », après les sérieux incidents de ces trois derniers jours qui ont opposé les forces de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) à la police namibienne et à l'armée sud-africaine, au nord de la Namibie. Après une réunion de deux heures trente consacrée exclusivement à la Namibie, les quinze membres du Conseil de sécurité ont confié à leur président le soin de lire une déclaration écrite sur les difficultés rencontrées pour appliquer intégralement le plan de l'ONU, qui a débüté le 1<sup>er</sup> avril et doit conduire la Namibie à l'indépendance.

Dans cette déclaration, approuvée par l'ensemble des membres du Conseil, M. Belonogov a fait part de son « profond regret devant les pertes en vies humaines, les blessures et les souffrances infligées ». Selon lui, « si l'on veut que la Namibie réalise la pleine coopération des parties avec le secrétaire général et son représentant spécial (en Namibie, M. Martti Ahtisaari), de même que le respect scrupuleux des accords, la totale application de la résolu-

tion 435 du Conseil de sécurité (prévoyant les modalités du processus d'indépendance) est dans l'intérêt du peuple namibien. Les membres du Conseil de sécurité sont déterminés à ce que son application réussisse », a-t-il conclu.

Au cours de leur réunion, dite de consultation, les membres du conseil ont entendu un rapport « provisoire », selon M. Belonogov, du secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, dans lequel ce dernier a fourni les différentes versions des incidents de ces trois derniers jours tout en se gardant d'attribuer aux uns et aux autres une quelconque responsabilité. Le rapport de M. de Cuellar reconnaît, toutefois, que des éléments de la SWAPO ont franchi la frontière de l'Angola. Mais il indique que les objectifs de ces trois derniers jours ont été atteints. Le secrétaire général aurait aussi converti la décision de son représentant sur place, M. Martti Ahtisaari, et du commandant en chef des Casques bleus de l'ONU d'autoriser les forces sud-africaines à intervenir. L'après-midi, son secrétaire général, M. Peter Zure, a réaffirmé la démission de M. Martti Ahtisaari.

TUNISIE : le résultat des élections législatives

### Le parti au pouvoir emporte tous les sièges

Forte poussée des islamistes

TUNIS  
de notre correspondant

La Chambre des députés tunisienne, comme par le passé, monoclérale. Les candidats du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) ont tous été élus et le courant islamiste est devenu officiellement la seconde force politique du pays. Telles sont les deux conclusions du scrutin législatif du dimanche 2 avril.

Compte tenu de son implantation, qui remonte avant l'indépendance, de ses structures parfaitement rodées, de l'avantage incontestable que lui donnait le scrutin de liste majoritaire à un tour, mais aussi l'adhésion à la politique de M. Ben Ali, qui préside à ses destinées, le succès du RCD, prolongement de l'ex-parti socialiste destourien rénové, ne constitue pas en lui-même une grande surprise. On ne s'attendait pas toutefois que cent quarante et un candidats face à quelque trois cent cinquante concurrents de l'opposition remportent sur leurs noms 80,48 % des suffrages.

Ce sont les listes « indépendantes » dont dix-neuf sur vingt-deux étaient patronnées par le mouvement islamiste, qui ont créé l'événement en obtenant à l'échelle nationale plus de 13 % des voix. Dans les deux circonscriptions de Tunis et à Ben Arous, dans la périphérie de la capitale, leur score oscille autour de 30 %. Militants et sympathisants s'étaient déjà beaucoup distingués par leur activisme, et leur discours souvent radical durant la campagne électorale n'est pas demeuré sans écho. Les dirigeants du « Parti de la renaissance » ne sont toutefois abstenus jusqu'au bout de réagir. Ils profèrent sans doute éviter de crier trop fort victoire pour ne pas indisposer le pouvoir qui, aux termes de la loi du mois de juin, peut décider ou non de la légalisation de leur formation.

Cette poussée islamiste s'est essentiellement réalisée au détriment du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), qui n'a réuni que 3,76 % des suffrages, alors qu'il était présent dans vingt et une des vingt-cinq circonscriptions. Dès dimanche soir, son secrétaire général, M. Ahmed Mestiri, a dénoncé des irrégularités dans les opérations

de vote que le ministre de l'intérieur a catégoriquement démenties.

Qu'elles soient réelles ou non, ces irrégularités ne peuvent expliquer, à elles seules, cette chute spectaculaire. La revendication d'une démocratisation de la vie politique réclamée par le MDS n'a plus en la même acuité après l'arrivée au pouvoir de M. Ben Ali, et la participation des islamistes au scrutin a détourné un électeur qui se tournait tout naturellement vers le MDS, comme lors des élections de 1981, à un moment où le courant religieux était durement réprimé.

Les quatre autres partis de l'opposition qui étaient en lice n'ont pu obtenir que de 0,25 à 0,72 % des voix. Quant aux abstentions, elles se situent entre 23 et 24 % de 2 111 925 électeurs inscrits et ont atteint, dans la capitale, environ 42 %.

#### Pas d'exclusion

Parallèlement au scrutin législatif, l'élection présidentielle (1) a été l'occasion pour M. Ben Ali, seul candidat, d'être plébiscité à 99,27 % des suffrages exprimés pour un mandat de cinq ans (le Monde du 4 avril).

Dans un discours radiotélévisé qu'il a prononcé lundi soir, le chef de l'Etat s'est félicité que cette double consultation se soit « déroulée dans l'ordre, le calme et le respect des lois » et a tenu à réaffirmer sa volonté d'ouverture vers toutes les sensibilités politiques. « Quand bien même la victoire est revenue aux candidats du RCD, il ne doit échapper à personne qu'il n'y a là aucune raison d'en schématiser d'autres ou de ne pas les écouter », a-t-il déclaré.

En dépit de son succès personnel et de celui de son parti, M. Ben Ali n'éprouvait-il pas, au soir de cette victoire, quelques regrets ? Ce n'est un mystère pour personne qu'il aurait apprécié que les différents courants politiques puissent faire entendre leur voix dans l'enceinte du Parlement. C'est d'ailleurs pour lui la meilleure illustration du consensus qu'il s'est efforcé de réaliser depuis dix-sept mois autour de sa personne. Les urnes en ont décidé autrement.

MICHEL DEURÉ.

(1) Pour la première fois, les Tunisiens ont pu voter à l'extérieur la possibilité de voter.

## SÉNÉGAL

### Le président Diouf annonce des réformes politiques

Le président Abdou Diouf a fait lundi 3 avril un geste en direction de l'opposition en annonçant une série de réformes politiques visant, selon lui, à « approfondir la démocratie sénégalaise ». Dans son traditionnel message à la nation, à la veille du vingt-neuvième anniversaire de l'indépendance, le chef de l'Etat a annoncé que son parti allait bientôt déposer une série de projets de loi à cet effet.

Concernant les élections, qui furent l'occasion de très nombreuses contestations, il y a tout juste un an, M. Diouf a annoncé une modification du code électoral prévoyant l'utilisation de pièces d'identité pour l'établissement des listes, la distribution des cartes d'électeur avant la campagne, la réduction de vingt et un à quatre jours de la campagne et la présentation obligatoire d'une pièce d'identité au moment du vote dans les communes. La mise en œuvre de ces dispositions nécessite, a-t-il estimé, que soient repoussées d'un an les élections municipales et rurales (initialement prévues pour novembre 1989).

M. Diouf a aussi annoncé que l'élection des députés se déroulerait au scrutin proportionnel, sur une base départementale, en remplacement du système actuel qui permettait l'élection simultanée d'une liste nationale et au scrutin proportionnel d'une liste départementale au scrutin majoritaire. Les partis d'opposition auront désormais accès à l'audiovisuel d'Etat pour « diffuser des communications » ou couvrir « leurs manifestations statutaires ».

(AFP, Reuters.)

## SOUDAN

### Le Parlement entérine l'accord de paix avec la rébellion

L'Assemblée constituante (Parlement) soudanaise a approuvé, le lundi 3 avril, par 128 voix contre 23, la déclaration de politique générale présentée devant elle, le mois dernier, par le premier ministre, M. Sadek El Mahdi et qui incluait l'acceptation de l'accord de paix signé en novembre, à Addis-Abeba, par le Parti démocratique uniiste (PDU) et le Mouvement de libération du peuple du Soudan (SPLA).

Cet accord de paix avait été approuvé, le 26 mars, par le conseil des ministres au cours de sa première réunion. Outre l'acceptation de l'accord d'Addis-Abeba, le programme de gouvernement, fondé sur un consensus de la totalité des forces politiques et socioprofessionnelles soudanaises, à l'exception du Front national islamique (FNI, intégriste), prévoit la suspension de l'application de la Charta (loi islamique), la dissolution des milices armées, la mise en pratique d'une politique étrangère équilibrée, excluant toute formation d'Etat, des réformes économiques et la révision de la loi électorale.

Le chef des rebelles sudistes, le colonel John Garang, avait affirmé, à la fin de la semaine dernière, qu'il considérait l'approbation de cet accord par le gouvernement comme un « pas dans la bonne direction », mais il exigeait que le Parlement « se porte garant » de l'engagement gouvernemental.

En outre, M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, a accueilli avec prudence la décision soudanaise d'abroger le traité de défense commune égypto-soudanaise, s'abstenant de tout commentaire direct sur la décision annoncée samedi par le premier ministre soudanais. Selon l'édition du 3 avril du quotidien égyptien *Al-Ahram*, M. Boutros-Ghali a expliqué que ce traité, signé en 1976, visait essentiellement à assurer la défense de l'un des deux pays, « en cas d'agression étrangère et non en cas de troubles internes ou de guerre civile ». (AP.)

CHILI : l'élection présidentielle du 14 décembre

### Le « père du miracle économique » sera candidat pour la droite

SANTIAGO  
de notre correspondant

Le petit suspense, qui a passionné le Chili, a pris fin lundi 3 avril : le ministre des finances, M. Hernan Buchi a remis sa démission au chef de l'Etat, « afin d'analyser la suggestion qui lui est faite par certains d'être candidat à la présidence de la République ». Le général Pinochet a, dès lors, enregistré, comme il est habituel, la démission du gouvernement, qui devrait être très vite remanié.

L'affaire est donc entendue. Les partisans de M. Buchi ont d'ailleurs déjà fêté bruyamment la virtuelle entrée en lice de leur champion dans les rues des beaux quartiers de la capitale. Frs de 150 000 signatures de soutien ont d'ailleurs été recueillies depuis le début de l'année, et une profusion d'affiches et d'auto-collants ressassent le leitmotiv de la campagne : « Buchi est l'homme qu'il faut ». Les élections sont prévues pour le 14 décembre.

Hernan Buchi, on le surnomme anti-conformiste : à en croire ses supporters, leur idéal (le mot n'est pas trop fort) est un génie de l'économie auquel le Chili doit, en grande partie, les incontestables succès remportés ces dernières années. Un taux de croissance de plus de 5 %, l'inflation ramenée à 11 %, la dette extérieure en diminution grâce au mécanisme de conversion de ses titres en prises de participation : voilà un vrai miracle pour l'Amérique latine, et cette considération pourrait faire pencher les électeurs du « bon côté ».

Ce fort en maths qui collectionne les diplômes n'aura par ailleurs certes pas été un ministre comme les autres : les cheveux fort longs, surtout pour un membre du gouvernement militaire, sportif et végétarien, il a la réputation d'être un homme au mode de vie simple, voire austère. La légende veut aussi qu'il ait flirté avec la gauche lorsqu'il était étudiant. Agé de tout juste quarante

ans - l'âge minimum pour être candidat - il sera en tout cas le candidat de l'élection présidentielle, et ce dans un pays où la moitié de la population a moins de trente ans.

Mais ses avantages suffiront-ils au candidat de la continuité du régime issu du coup d'Etat militaire de 1973 pour faire mieux que les 43 % obtenus par le général Pinochet au plébiscite d'octobre dernier ? Soutenu, pour le moment, par la seule Union démocratique indépendante, qui représente la technocratie néo libérale très influente dans les sphères gouvernementales, M. Buchi devra en effet d'abord livrer une bataille à droite, où les candidats présidentiels sont légion.

Obtiendra-t-il l'appui de l'extrême droite formation conservatrice, Rénovation nationale, dont certains adhérents s'efforcent de persuader leur chef, M. Sergio Onofre Jarpa, ancien ministre de l'intérieur (et de facto premier ministre) du général Pinochet, de lancer sa candidature ? Peut-être est-ce d'ailleurs pour occuper l'herbe sous le pied à son plus redoutable rival que M. Buchi s'est décidé à annoncer la sienne sans plus attendre.

Le soutien de Rénovation nationale, qui se veut aujourd'hui de centre-droit et offre non sans succès ses bons offices entre le gouvernement et l'opposition, dépendra essentiellement des preuves d'indépendance par rapport au général Pinochet que saura donner l'ancien grand argentier. Car la Constitution prévoit que l'actuel chef de l'Etat restera commandant en chef de l'armée de terre pendant encore quatre ans, et nombreux sont les Chiliens qui craignent que le futur président de la République, s'il n'est pas d'opposition, ne soit, comme à Panama, par exemple, qu'une marionnette du pouvoir militaire. Ce sera en toute hypothèse un rôle bien frustrant pour un homme de talent.

GILLES BAUDON.

## Amériques

## HAÏTI

### Nouveaux affrontements entre soldats rebelles et militaires fidèles au président Prosper Avril

PORT-AU-PRINCE  
de notre envoyé spécial

Au lendemain du coup d'Etat avorté contre le général-président Prosper Avril, la capitale haïtienne a été le théâtre, lundi 3 avril, de nouveaux affrontements entre militaires rebelles et militaires loyales. Au moins quatre soldats ont été tués, et peut-être huit. De retour au Palais national, le général Avril paraissait avoir repris le contrôle de la situation dès dimanche après-midi grâce au soutien de la garde présidentielle et du commandant en chef de l'armée, le général Harard Abrham, qui avait refusé de prendre la tête de la rébellion. Mais lundi matin, des soldats appartenant au corps d'élite des Léopards se sont emparés de l'aéroport international de Port-au-Prince. Ils exigeaient la libération de leur chef, le colonel Rebu, principal acteur de la tentative de coup d'Etat. Ils menaçaient pour obtenir gain de cause d'incendier les dépôts de carburant de l'aéroport.

Les Léopards avaient relâché dimanche en fin de journée trois membres de la famille du général Avril, ainsi que le ministre de l'intérieur et de la défense, M. Acedius Saint-Louis, et son fils, qu'ils avaient pris en otage. N'ayant pas obtenu en échange la liberté du colonel Rebu, les mutins s'estimèrent floués. La tension et la confusion se sont aggravées lundi en début d'après-midi, lorsque plusieurs centaines de manifestants ont érigé des barricades à Port-au-Prince, et sur la route de Delmas, qui relie cette localité à la capitale. Criaient des slogans hostiles au général Avril, les manifestants ont incendié des pneus, lapidé des voitures et pillé plusieurs commerces.

Au même moment, une escouade des Léopards a pris le contrôle de la télévision et de la radio nationales, qui ont interrompu leurs pro-

grammes. Une fusillade nourrie a éclaté vers 15 h 30, lorsque une unité de la garde présidentielle appuyée par plusieurs blindés est intervenue contre les Léopards dans le secteur de la route de Delmas. Au moins quatre Léopards ont été tués au cours des combats - les plus violents entre des unités de l'armée haïtienne depuis 1957, année de la prise du pouvoir par Jean-François Duvalier.

Le calme est revenu en fin de journée lorsque les Léopards ont abandonné l'aéroport sans mettre leur menace à exécution et regagné leur caserne située à Frères, à une douzaine de kilomètres de la capitale. Isolés, les Léopards ne semblent pouvoir compter sur l'appui d'anciens des principales unités de l'armée haïtienne. Les puissantes casernes Dessalines, commandées par le colonel Guy François, paraissent s'être rangées aux côtés du général Avril après un temps d'hésitation.

Les Léopards semblent également divisés sur la marche à suivre. Les jeunes recrues, qui sont à l'origine de la prise de l'aéroport et de la radio-télévision nationales, sont d'évidence les plus déterminées à obtenir la libération de leur chef. Le colonel Rebu, selon des informations non confirmées, pourrait être envoyé en exil en République dominicaine.

#### La population indifférente

Le général Avril a limogé lundi plusieurs officiers supérieurs, pour la plupart membres de la même promotion que le colonel Rebu. Le colonel Georges Valcin, chef de la police de Port-au-Prince, a été remplacé par le colonel Henri Robert Augustin. Le chef de la garde présidentielle, le colonel Philippe Bimby, qui aurait trempé dans le complot, a également été écarté. Le général Avril a nommé à sa place le colonel Christophe Dardemphe, chef

de pénitencier national, qui passe pour un fidèle du président et sans ambition politique.

La volonté du général Avril de neutraliser, sur les instances de Washington, des officiers impliqués dans le trafic de drogue a sans nul doute joué un rôle important dans les événements des derniers jours. Mais le grogne des officiers de la promotion 1971-1973 montait, depuis plusieurs semaines, pour d'autres raisons. Depuis la mi-mars, le général Avril avait réagi fin, sans explication aux réunions qu'il convoquait avec ses chefs d'unité. Par ailleurs, l'empoisonnement du colonel Jean-Claude Paul a aggravé le climat de défiance et de suspicion dans la hiérarchie militaire. Et de récentes rumeurs faisaient état de fortes réductions des allocations versées aux soldats.

La province est restée calme. Les affrontements entre militaires ont apparemment laissé l'ensemble de la population indifférente. Les activités n'ont cessé que temporairement, là où les rumeurs se rapprochaient ou s'intensifiaient. La classe politique est d'une grande prudence. Seul, jusqu'à présent, le Parti démocrate-chrétien du pasteur Sylvio Claude (centre, populiste) a réagi en appelant au « patriotisme » des protagonistes pour éviter un affrontement au sein de l'armée. M. Serge Gilles, qui dirige le PAN-FRA, une formation socialiste, estime pour sa part que « la tentative de coup d'Etat vient des secteurs d'extrême droite liés à la drogue et aux duvaliéristes ».

Quant aux autorités, elles sont restées muettes, lundi, après que le général Avril ait appelé, la nuit précédente, l'armée, la population et les belligères de fonder des comités de travail en faveur de la consolidation de la démocratie et d'un « véritable Etat de droit » en Haïti. « Une tâche ardue et de longue haleine », a dit le président.

JEAN-MICHEL CAROIT.



# Politique

## La situation en Corse

### Le silence du gouvernement inquiète les élus

En dépit des signes de lassitude et des divisions syndicales qui apparaissent sur l'île, les fonctionnaires de Corse, réunis dans diverses assemblées générales, ont reconduit leur mouvement de grève, lundi 3 avril.

Une cinquantaine de militants du STC (syndicat nationaliste) ont occupé, lundi, les locaux de la chambre régionale des comptes à Bastia. Ils ont fait des photocopies de plusieurs dossiers, afin de dénoncer « la chaîne de la magouille » dans laquelle, selon eux, l'Etat est impliqué. Les services hospitaliers de la direction départementale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes ont également été occupés quelques heures lundi par des syndicalistes CFDT. Des membres de la CGT ont interrompu le trafic aérien à Ajaccio en occupant la tour de contrôle. Depuis que les syndicats de Corse ont rejeté ses dernières propositions, vendredi, le

gouvernement n'a pas fait de nouvelles offres précises aux grévistes. Ce silence commence à déconcerter certains grévistes.

Les élus de l'île tentent d'intervenir dans un conflit dans lequel ils n'ont joué pratiquement aucun rôle, en dehors de leur réception à l'Hôtel Matignon, le 20 mars. M. Pierre Pasquini, député RPR de Haute-Corse, a annoncé lundi que les six parlementaires de l'île devaient réunir mardi à Paris, une conférence de presse... qui finalement n'aura pas lieu. Deux de ces parlementaires, les MRG de Haute-Corse, François Giacobbi (sénateur, président du conseil général) et Emile Zuccarelli (député), ont publié un communiqué dans lequel ils lancent « un appel pressant » aux syndicats et au gouvernement pour que, « d'urgence », s'impose « l'esprit de dialogue » car « il faut impérativement en sortir ». Les

deux parlementaires souhaitent que des discussions sur la dernière offre de M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, reprennent « sans délai », après que le gouvernement aura défini des « garanties » en trois points à l'intention des syndicats.

A l'Assemblée nationale et au Sénat, le PC a provoqué, lundi, jour de la rentrée parlementaire, deux brefs incidents de séance en interpellant le gouvernement à propos de la Corse. Une centaine de membres du secteur public, à l'appel de la CGT, ont déposé lundi à l'Hôtel Matignon des motions et des pétitions de solidarité avec les grévistes de Corse.

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, est intervenu dans la polémique sur la destination des sommes allouées à la continuité territoriale. Sur Europe 1, lundi, M. Juppé a notamment déclaré que « l'argent que l'Etat verse à la

Corse » va « dans la poche d'Air Inter, d'Air France et des compagnies maritimes qui touchent des centaines de millions de francs au titre de la continuité territoriale (...) et qui continuent à pratiquer sur Paris-Bastia et Paris-Ajaccio des tarifs prohibitifs ».

« Il faut supprimer les subventions aux compagnies de transport », a ajouté M. Juppé. « Il faut faire jouer la concurrence. (...) Il faut que l'argent que l'Etat verse à la Corse soit versé désormais sous la forme d'exonérations fiscales. » Le secrétaire général du RPR a jugé qu'« il est légitime d'aider la Corse » car « l'insularité est un problème difficile » et conclu : « La situation actuelle est très grave. M. Rocard a vraiment accumulé les maladroites. Il est en train (...) de pousser l'ensemble — ou en tout cas — un grand nombre de Corses vers les autonomistes. »

### Un lent pourrissement

BASTIA  
de notre envoyée spéciale

Le continent a boudé la Corse lundi 3 avril, jour fixé par le gouvernement pour la reprise du travail des fonctionnaires. Après avoir accueilli brutalement vendredi, les grévistes ont attendu un coup de fil jusqu'à tard dans la soirée, mais le téléphone n'a pas sonné. Seul élément positif, le temps a changé en même temps des deux côtés de la mer, mais il s'est refroidi.

Six semaines après le début du conflit, le couple infernal Corse-continents n'a toujours pas résolu ses problèmes de communication. Des continents congratulent un ministre parce qu'il tient tête aux Corses ; les insulaires, après avoir gémis sur l'incompréhension et hâté à l'effort, commencent à s'attrister franchement d'un décalage pareil. Le gouvernement a d'ailleurs envoyé M. Toulmon (1) passer une journée à Ajaccio et une à Bastia, et celui-ci n'a pas reparu. Son rapport devait être terminé le 31 mars ; il n'était toujours pas publié le 3 avril.

Un mois après son lancement médiatique, la continuité territoriale reste un triangle des Bermudes à peine balisé. Le gouvernement, qui dispose de deux représentants au conseil d'administration de l'Office des transports qui gère l'enveloppe, n'a toujours pas expliqué qui profite indument de la subvention. Le continent a la conscience tranquille. Le ministre du budget, M. Michel Charasse, a pourtant affirmé, samedi dernier, qu'il ne savait pas encore où passaient les crédits de l'Etat. En clair, que le gouvernement ignorait ce que devient l'argent du contribuable auvergnat qui en a assez de payer pour les Corses. Jusque dans les villages du cap-Corse, où les vieux ouvrent une boîte de sardines lorsqu'un visiteur arrive, on attend avec impatience de savoir où va l'argent.

Le gouvernement a joué le pourrissement et il semble avoir réussi. Le temps s'est mis au gris et la situation s'est pourrie. Les touristes ne sont pas venus pour Pâques, et, dans les hôtels de Bastia, il n'y a plus que des journalistes, et parfois « une cousine de Corte ».

Les réservations sont annulées pour avril, et, même si l'économie reprenait il faudrait plusieurs semaines pour faire revenir quelques groupes, et des mois pour regagner la confiance des tour-opérateurs. Les chauffeurs de taxi ne gagnent plus que 25 francs par jour, et l'un d'eux a dû faire crédit à un client pour 200 francs.

Une entreprise d'équipement hôtelier de Bastia a annoncé le licenciement de vingt-trois personnes. Les avocats se croisent les bras puisqu'il n'y a plus de courrier, sans oublier les cinq huissiers d'Ajaccio, dont le téléphone a été coupé par des grévistes prévoyants.

L'argent, qui tourne en circuit fermé, pourrait commencer à manquer. La Banque de France ne distribue plus de billets : on repasse les vieux dans les distributeurs. Certains feraient des stocks pour ne pas manquer de liquidité. Les banques profitent sans honte de la situation : crédit relais entre 12 % et 13 % pour les entreprises afin de permettre de payer le personnel, autorisation de découvert de deux mois de salaire pour les particuliers, mais avec des

agios. A la caisse des supermarchés, on remplit son cadet à ras bord et on signe le dernier chèque. Sans se mettre en colère, sans descendre dans la rue en rassemblant d'usagers mécontents ; avec encore beaucoup de patience, mais, depuis le week-end, « on commence à en avoir marre ».

#### « Ils vont nous lâcher »

Que fait le gouvernement ? Partout la question revient. Que se passe-t-il sur le continent ? Les CRS ne dégageant pas les administrations occupées, n'intervenant pas dans les centraux téléphoniques passés aux mains des grévistes. Le gouvernement laisse faire. Et le matin, « chacun se fixe son objectif », comme dit un syndicaliste, mais c'est presque trop facile. On monte dans la tour de contrôle d'Ajaccio, on prend la direction de la concurrence de Bastia. Air Inter annule quelques vols. Tous ces petits, mais l'île se punit elle-même. L'Etat est en grève de réaction.

Indifférence ou tactique ? La « démission » des pouvoirs

publics, comme dit M. Edmond Simonet, leur « désengagement rampent », alimentent les tortures intérieures. On prête au premier ministre une stratégie de nettoyage où les nationalistes joueraient les femmes de ménage, ou l'intention de préparer un statut d'autonomie pour la Corse. « Ils vont nous lâcher. » Comme dans un rêve ou un cauchemar, un dockeur a réveillé un soir la préfecture d'Ajaccio pour proclamer qu'il empêcherait l'accostage du bateau de renfort de CRS qui arrivait. Il n'y avait pas la moindre menace à l'horizon.

La Corse est livrée à elle-même. Les structures traditionnelles, l'Assemblée régionale, les chambres de commerce, sont défaillantes. A part les fonctionnaires, qui s'en tiennent à leur prime, la population s'accroche à un mot d'ordre : « Pour un règlement global des problèmes corses ».

CORINE LESNES

(1) Inspecteur général des finances, M. Toulmon est chargé de rédiger un rapport sur la situation des fonctionnaires en Corse.

### L'occupation de la chambre régionale des comptes

#### « Mettre l'Etat au pied du mur »

BASTIA  
de notre envoyée spéciale

Sur les étagères, l'annuaire de la jurisprudence. Sur la table, un saucisson corse. La chambre régionale des comptes de Bastia est occupée, lundi 3 avril, par le syndicat nationaliste STC et la bibliothèque sert de salle à manger.

Une trentaine de militants se sont retrouvés à l'ouverture de la porte électronique, à 9 heures. Ils sont entrés tranquillement dans l'édifice et, avant l'arrivée des gendarmes mobiles, ils ont eu le temps de dépanner quelques dizaines de dossiers qui traînaient dans les bureaux : l'hôpital d'Ajaccio, l'Office de développement agricole, le parc régional...

La chambre régionale est encerclée. Les militants lisent les dossiers, remettent du papier dans la photocopieuse, plantent sur les minitel. Sur le bureau du secrétaire général, le temps s'est arrêté au 3 mars, date du début de la grève des dix-huit employés.

Dans la salle de réunion des conseillers, M. Marie-France Giovannarelli tient une conférence de presse. Vingt-six ans, diplômée de l'Ecole supérieure de commerce de Marseille, elle est rentrée en Corse pour travailler dans un cabinet de gestion. Il y avait « un paquet de problèmes sociaux ». Elle est devenue l'une des trois permanentes du STC. Les nationalistes réclament la publication des rapports de la Cour des comptes, notamment sur l'Office des transports qui gère la continuité territoriale. « Rocard et Charasse doivent assumer jusqu'au bout leurs propos. Nous voulons des actes. Tout doit être mis en place. »

#### « La chaîne de la magouille »

Le président de la chambre régionale, M. Gilbert Canet, a demandé aux Sainis Just de la transparence de ne pas égarer les mandats et les pièces justificatives pendant le déménagement, ce qui irait « à l'encontre du but recherché ». Il a téléphoné au préfet mais il n'a pas demandé l'intervention des forces de l'ordre. Il espère que les syndicalistes n'ont pas trouvé les clés des coffres où sont conservés les dossiers

jugés mais il sous-estime ses visiteurs. Dans l'armoire métallique des communes de Corse, entre Aghione et Ziani, les militants en sont déjà à la lettre « p ».

Un dossier au hasard. Une petite affaire d'une grande banalité. « Toute la chaîne de la magouille », résume Marie-France Giovannarelli, M. le maire de Fiodicece est mis à l'index pour avoir fait financer par la commune (pour 165 000 francs) et le département (pour 135 000 francs) l'aménagement du chemin de Puzoli et avoir fait réaliser, à la place, la desserte de l'habitation d'un médecin du village ; et pour avoir, ensuite, confié les travaux à l'entreprise gérée par son mari. Il se trouve enfin que deux fonctionnaires, aux noms parfaitement continentaux — un agent de la direction de l'agriculture et un ingénieur du génie rural — ont établi de faux certificats pour que le maire puisse recevoir ces subventions. « Il y a des magouilles chez nous, mais l'Etat n'a jamais pris ses responsabilités. »

Selon l'un des conseillers de la chambre, il n'y a « rien de très croustillant dans les dossiers ». Pourtant, le déballe promis par les nationalistes inquiète assez la préfecture pour que M. Edmond Simonet arrive en mission de médiation à l'heure où les occupants mordent dans leurs sandwiches. Le dirigeant historique du mouvement autonomiste est accompagné des dix membres de son comité corse de l'ut, décidé à intervenir « là où il y aura le feu ».

Les « casques bleus » s'installent dans les fauteuils de cuir des conseillers. Le STC indique qu'il n'a pas quitté pas les lieux tant qu'il n'aura pas reçu l'assurance qu'un rapport récent de la Cour des comptes à Paris sur l'Office des transports sera publié. « Tout est pourri et tout le monde le sait. Mais il faut mettre l'Etat au pied du mur. »

En fin d'après-midi, la préfecture promet aux squatters qu'un dossier sur la continuité territoriale sera rendu public avant la tenue des tables rondes. Ils promettent, en contrepartie, de ne pas emporter d'autres dossiers. Et ils ressortent, mission accomplie, avec leur bande-roule, pour une « solution globale ». C. L.

### Au Parlement

#### Le PC interpelle M. Durafour sur la crise sociale dans l'île

Les groupes communistes de l'Assemblée et du Sénat ont, dès le début de la séance, lundi 3 avril, jour de la rentrée parlementaire, interpellé le gouvernement sur la situation sociale en Corse. Au Palais-Bourbon, M. Georges Hugué, élu du Nord, s'est ainsi déclaré, au nom des députés communistes, « pleinement solidaire de la lutte des fonctionnaires corses », avant d'être interrompu par les claque-morts de pupitres provenant des bancs de l'opposition, lancés à l'instigation de M. Gérard Longuet (UDF-PR, Meuse).

Au Palais du Luxembourg, M. Alain Pélissier, président du Sénat, venait à peine de déclarer ouverte la session ordinaire de printemps, que M. Hélène Luc, sénateur (PC) du

Val-de-Marne, a reproché aux pouvoirs publics de « prendre une lourde responsabilité en jouant le pourrissement du conflit ».

Par le biais de la procédure du rappel au règlement, la présidente du groupe communiste du Sénat s'est adressée à M. Michel Durafour, ministre d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives, présent dans l'hémicycle, en lui demandant « quel jour et à quelle heure » il comptait engager des négociations. M. Luc a dénoncé l'attitude « méprisante » du gouvernement à l'égard des grévistes corses et a défendu la revendication d'une prime d'insularité.

En réponse au sénateur du Val-de-Marne, M. Durafour a affirmé que

l'octroi de cette prime va à l'encontre du « principe d'unicité de la fonction publique » et que les syndicats corses s'en sont eux-mêmes rendus compte puisqu'ils y ont, selon lui, renoncé. De même, l'application à l'île du barème de la « zone zéro » n'est-elle pas envisageable. Cette mesure entraînerait, selon M. Durafour, des « risques de demandes récurrentes de la part de régions frontalières ou climatiquement défavorisées ». Le ministre d'Etat a rappelé les offres du gouvernement.

M. Jean Franconi, sénateur (Un. cent.) des Bouches-du-Rhône, a, pour sa part, souhaité que le dossier corse fasse l'objet d'une déclaration du gouvernement et d'un débat devant le Parlement.

V. D.

### La construction de l'«eurogauche»

#### Les renovateurs communistes répondent à l'offre de M. Mauroy

« De quelque côté qu'ils se tournent, les communistes français ne peuvent qu'évoluer ou se marginaliser », écrivait M. Pierre Mauroy en conclusion d'un article publié dans le Monde du 31 mars. Le premier secrétaire du PS invitait alors le PCF à s'associer à la construction de l'eurogauche. Coordinateur du Mouvement des renovateurs communistes (MRC), M. Claude Liabres donne sa réponse en ces termes :

« Pierre Mauroy s'adresse aux communistes pour leur proposer une union de la gauche qui passerait de la défensive à l'offensive. Il juge positivement le mouvement démocratique de la perestroïka. Il indique que ce processus ouvre des perspectives nouvelles en Europe. »

« La réponse du Parti communiste est tombée : c'est une fin de non-recevoir. Eh bien, pour les renovateurs communistes, c'est oui. Oui si, bien entendu, on reconstruit le dire et le faire. Et puisque Pierre Mauroy parle de nécessaire rénovation de la social-démocratie, la spécialiste en rénovation que je suis peut se permettre une question : les socialistes vont-ils pousser plus loin leur

volonté de réforme, non seulement en défendant les valeurs universelles dont la gauche est porteuse, mais en ayant également le courage de rompre avec la seule logique du profit ? »

« Hors de ce choix, tout ce que la gauche peut dire sur la réconciliation de l'économie et de l'écologie, sur le désarmement, sur la démocratie autrement, sur l'égalité, sur la morale en politique, ne sont que des mots qui sonnent creux, sinon faux, quand ils sont confrontés à la politique du gouvernement Rocard. »

« De Moscou à Budapest, de Rome — avec nos amis du PCI — à Paris, les nouveaux communistes ouvrent effectivement des perspectives nouvelles qui dépassent Yalta et peuvent reconstruire l'histoire et la géographie en Europe. Pour participer à ce grand dessein, l'eurogauche se doit de pousser vers la transformation de la société. Sans l'eurocommunisme, l'eurogauche claudiquerait. De nombreux communistes, bien au-delà du PCF, veulent que la maison commune européenne se bâtit sur ces deux piliers : le réformisme transformateur et le réalisme révolutionnaire. Si Pierre Mauroy admet cette donnée, alors les travaux peuvent commencer. »

« Les hommes politiques et les médias qui prétendent distinguer entre ceux qui ont l'Europe et les communistes qui seraient contre occultent délibérément le vrai débat. » Cette remarque faite, lundi 3 avril, par M. Philippe Herzog, chef de file de la liste PCF aux élections européennes résume la première difficulté que les communistes vont avoir à surmonter dans cette nouvelle campagne électorale : l'image.

Au-delà des mots, le PCF est perçu par l'opinion comme un opposant inconditionnel de l'Europe. Il ne nie pas, du reste, son opposition à la voie empruntée depuis trente ans pour la construction de la CEE mais il affirme que, pour l'Europe de 1993, il faut « construire autrement et autre chose », selon le titre du dernier livre de M. Herzog.

Dénonçant la « domination évidente des sociétés dominatrices, des Etats-Unis et de la RA » sur la Communauté européenne, le PCF préconise « la promotion de tous les salariés et de chaque peuple », en prenant appui sur « une organisation nouvelle des rapports en Europe fondée sur de nouveaux

pouvoirs des travailleurs et de leurs élus, sur la coopération des secteurs publics et une autre économie mixte ». Selon M. Herzog, « faire des promesses sociales tout en rétrograder les gens ».

Pour atteindre cet objectif le PCF veut utiliser « les luttes sociales » en Europe, en les faisant converger. « Il y a là un énorme enjeu syndical », n'hésite pas à indiquer M. Herzog qui marque un intérêt certain pour les propositions de la CGT dans le domaine européen. « Les syndicats doivent pouvoir, de façon autonome et créatrice, préciser-t-il, coopérer pour répondre à ces attentes, ce qui n'a rien à voir avec une intégration dans les appareils technocratiques de Bruxelles, cédant aux mirages de leur Europe sociale. »

Au handicap d'image s'ajoute, pour le PCF, celui de l'isolement à gauche. « Il ne suffit pas de prétendre unir les forces de gauche, et au-delà, afin de se faire élire à la tête des institutions communautaires, pour pouvoir fabriquer une Europe du progrès social », lance M. Herzog implicitement à l'adresse de M. Pierre Mauroy qui préconisait

récentement la construction de l'«eurogauche». Et pensant peut-être au PC italien, avec lequel le PCF a « des différences fortes en ce qui concerne l'intégration européenne », dit M. Herzog, le dirigeant communiste poursuit : « Faut-il accepter de se placer sous la domination politique de l'Internationale socialiste et des partis sociaux-démocrates, plus ou moins associés à un apport de forces de droite ? Une «eurogauche» électoraliste ne sera pas acceptée par ceux des Français, des Espagnols ou des Italiens qui, chacun pour des raisons propres, éprouvent les fléaux de la domination financière et cherchent une construction alternative. »

La troisième difficulté pour M. Herzog sera la concurrence d'autres listes qui peuvent mordre sur l'électorat communiste : elles sont socialiste, écologiste, nationaliste ou même, éventuellement, communiste renovatrice. A cela s'ajoute le soutien critique d'ores et déjà apporté par les « reconstruc-teurs » communistes, relevant que le PCF avait « les moyens de construire une liste composée et dirigée par des militants dont l'emvergure correspond à la hauteur de l'enjeu ». Ils

regrettent « l'absence de toute ouverture » et ils notent « un contraste frappant entre les affirmations répétées sur le thème de la remontée de notre influence et des pratiques et des choix qui prouvent que l'on s'installe toujours plus dans la dynamique du recul ».

O. B.

● PRÉCISION. — Dans la liste des candidats du PCF pour les élections européennes publiée dans nos éditions du 1<sup>er</sup> avril, nous avons indiqué, par erreur, que M. Maxime Gremetz est parlementaire à l'Assemblée de Strasbourg. Si M. Gremetz a bien été élu en 1984, il a démissionné en devenant député de la Somme aux élections législatives de 1988. Il ne siège plus à l'Assemblée nationale après avoir été battu en 1988. Par ailleurs, M<sup>me</sup> Jackie Hoffmann, qui ne figure pas sur la liste du PCF en 1989, avait bien été élue en 1984 mais avait, elle aussi, démissionné plus tard. Ils avaient respectivement été remplacés par M<sup>me</sup> Sylvie Mayer-Leroux et par M. Louis Baillet.

### La préparation des élections du 18 juin prochain

#### Les premiers pas de M. Philippe Herzog pour une autre Europe

« Les hommes politiques et les médias qui prétendent distinguer entre ceux qui ont l'Europe et les communistes qui seraient contre occultent délibérément le vrai débat. » Cette remarque faite, lundi 3 avril, par M. Philippe Herzog, chef de file de la liste PCF aux élections européennes résume la première difficulté que les communistes vont avoir à surmonter dans cette nouvelle campagne électorale : l'image.

Au handicap d'image s'ajoute, pour le PCF, celui de l'isolement à gauche. « Il ne suffit pas de prétendre unir les forces de gauche, et au-delà, afin de se faire élire à la tête des institutions communautaires, pour pouvoir fabriquer une Europe du progrès social », lance M. Herzog implicitement à l'adresse de M. Pierre Mauroy qui préconisait

récentement la construction de l'«eurogauche». Et pensant peut-être au PC italien, avec lequel le PCF a « des différences fortes en ce qui concerne l'intégration européenne », dit M. Herzog, le dirigeant communiste poursuit : « Faut-il accepter de se placer sous la domination politique de l'Internationale socialiste et des partis sociaux-démocrates, plus ou moins associés à un apport de forces de droite ? Une «eurogauche» électoraliste ne sera pas acceptée par ceux des Français, des Espagnols ou des Italiens qui, chacun pour des raisons propres, éprouvent les fléaux de la domination financière et cherchent une construction alternative. »



## Politique

La rentrée parlementaire  
Être jeune ou ne pas être

Profitant, lundi 3 avril, d'une rentrée parlementaire réduite à sa plus simple expression, les députés ont, dans les couloirs, longuement discuté sur la notion de jeunesse et de renouvellement en politique. La tentative de la jeune garde des députés de l'opposition de contraindre l'OPA des casques sur la future liste européenne est venue apporter à ce débat théorique une application concrète.

Il est en tout cas un point sur lequel les parlementaires, toutes générations et tous groupes confondus, se sont accordés : la jeunesse ne saurait se réduire à une simple date sur un fichier d'état civil : « Brassez le chantant déjà : Le temps ne fait rien à l'affaire, quand on est con on est con », rappelle-t-il. M. Philippe Vasseur (UDF-PR), qui refusait avec vigueur le « clivage jeunes-vieux ». La solution ? « Une liste Giscard-Chirac avec, derrière, soixante-dix-neuf jeunes », répondait-il, tout en insistant sur le fait que ce type de débat « passe complètement au-dessus de la tête des Français ».

« C'est plus grave d'être jeune avec des idées de vieux que vieux avec des idées de jeunes », insistait M. Georges Hage (PCF), toujours vert pour ses soixante-sept ans. M. Bernard Tapie, vedette de la journée, rappelait au passage qu'en sport « il y a des poussins, des juniors et des seniors, et que, parfois, les poussins sont les pires ». Quant au président du groupe socialiste, M. Louis Mermaz, n'ayant rien oublié de ses humanités, il rappelait avec philosophie que « ce débat est séculaire et que, déjà, Cicéron en son temps... ».

La plupart des députés interrogés se sont bien gardés d'introduire des questions de personnes dans leurs réponses. Et c'est tout à fait du bout des lèvres que M. Alain Mayoud (UDF-PR) admettait qu'une tête de liste Giscard, « ça ne fait pas très renouvelé ». « Giscard a, en tout cas, une œuvre dimension internationale que Michel Noir », bégayait M. Norbert Faure (RPR).

Le député bariste, M. François d'Aubert, restait volontairement prudent : « Nous ne sommes pas contre tel ou tel. La question qui est posée est celle du renouvellement : il faut faire une liste de décentralisés et d'autonomes, pas de décalés... ». « Il ne s'agit pas d'une querelle des jeunes et des vieux », constatait pour sa part M. Patrick Ollier (RPR), tandis que M. Jean Royer (non inscrit) expliquait que les dernières élections municipales avaient surtout montré que les Français « voulaient des hommes politiques proches d'eux. C'est cela le véritable renouvellement ». « On ne crée aujourd'hui les

Les discussions tous azimuts continuent au sein de l'opposition, la préparation de l'élection européenne étant utilisée par ceux qui souhaitent le « renouvelé » de la droite. Mardi matin, l'initiateur de la liste « jeune », M. Charles Millon, a continué son offensive en affirmant que « si Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac ne pouvaient « symboliser le renouvelé ». La réunion des deux députés du RPR et de l'UDF, conduites justement par MM. Chirac et Giscard d'Estaing, a été maintenue à la date prévue, c'est-à-dire le mercredi 5 avril au matin. D'après l'entourage du président du RPR on ne devrait y discuter que des travaux de la commission « Madelin-de-la-Malène », chargée d'analyser les positions des deux partis sur l'Europe, sans discuter la composition de la liste. Le comité d'orientation politique du RPR se réunira le même jour en fin d'après-midi, de même que le bureau politique de l'UDF.

jeunes, les jeunes, les jeunes, comme jadis l'Europe, l'Europe, l'Europe. Le problème, aujourd'hui, ce n'est pas celui de la relève des générations, c'est celui d'une rupture avec des mœurs politiques dépassées », renchérit M. Jacques Bannier (RPR).

M. André Santini (UDF-PSD) préfère, quant à lui, sourire de toute cette agitation autour de l'âge

M. Jacques Godefroid (RPR) admettait également que c'était un obstacle important.

M. Pascal Clément (UDF-PR) trouvait l'idée d'une liste de renouvelé pleine d'attrait, encore eût-il fallu qu'elle puisse se constituer plus vite : « C'est un peu tardif. Les choses sont empaquetées maintenant. Elle n'a guère de chance de voir le jour. Il y a trois mois, je ne

## Brève séance

La première séance de la session parlementaire de printemps, lundi 3 avril à l'Assemblée, n'aura duré qu'une dizaine de minutes. Le temps pour son président, M. Laurent Fabius, d'annoncer la nouvelle composition du bureau de l'Assemblée, — marquée par une seule changement : l'entrée de M. Pascal Clément (UDF-PR, Loire) en remplacement de M. André Rossinot (UDF-rad., Meurthe-et-Moselle) (1) — et de souhaiter la bienvenue à deux nouveaux élus, MM. François Aensel (PC, Seine-Saint-Denis) et Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône), qui a annoncé sa décision de siéger parmi les non-inscrits. « Je ne suis pas inscrit parce que je n'ai jamais été socialiste en tant que citoyen, je ne vois pas pourquoi je serais socialiste en tant que député », explique M. Tapie, précisant toutefois que sa « sensibilité » était « très nettement marquée pour la gauche ».

L'élu de Marseille, souriant et hâlé, a été reçu par le président de l'Assemblée, M. Laurent Fabius, dans une atmosphère de bienvenue. M. Tapie, député de la Seine-Saint-Denis, a été reçu par le président de l'Assemblée, M. Laurent Fabius, dans une atmosphère de bienvenue. M. Tapie, député de la Seine-Saint-Denis, a été reçu par le président de l'Assemblée, M. Laurent Fabius, dans une atmosphère de bienvenue.

du capitaine : « J'ai quarante-huit ans. Je suis le plus vieux des jeunes et le plus jeune des vieux ». A deux pas, son « jumeau », M. André Billardet (PS), trouvait curieux le fait que la plupart des jeunes turcs engagés dans l'opération de renouvellement devaient démissionner de leur mandat une fois élus pour cause de cumul : « C'est de la jûnerie ! ».

dis pas... », ajoutait avec une pointe d'amerume ce bariste, qui se qualifiait d'« arché-jeune » pour enterrer définitivement le débat sur jeunesse et archaïsme. Une seule lueur à l'horizon pour lui : « M. François Léonard se lance dans la bataille des centristes et des rénovateurs du RPR. La partie serait peut-être gagnable. Mais l'opération semble

## PROPOS ET DÉBATS

## M. Millon

## Prendre le relais

L'initiateur de la liste « jeunes », M. Charles Millon, a constaté, le mardi 4 avril à RTL, que la réponse à son idée avait « été relativement extraordinaire aussi bien dans le monde politique que dans l'opinion publique, alors de l'idéal, on va passer aux actes ». Il a ajouté : « Ce n'est pas un problème de jeunes et de vieux, c'est un problème de génération d'idées (...). En politique, il y a des moments où on passe le relais. Je crois que le moment est venu pour que les hommes de grand talent, comme Giscard ou Chirac, passent le relais dans un certain nombre de domaines (...). On veut le renouvelé de la vie politique française, alors qui symbolise le renouvelé ? Je ne crois pas que ce soit ni Valéry Giscard d'Estaing ni Jacques Chirac. Ils étaient déjà là comme chefs d'orchestre en 1974, et on est en 1989. » M. Millon a expliqué que pour créer « une grande formation d'alternance » il fallait « d'abord un bouillonnement d'idées, puis un bouillonnement d'initiatives, et puis, enfin, un grand congrès, une grande convention où l'on puisse tous se retrouver ».

## M. Stoléru

## Soutien à M. Fabius

Invité de France-Inter, le lundi 3 avril, M. Lionel Stoléru a indiqué qu'il n'était pas question « pour l'instant » qu'il figure sur une liste centriste conduite par M. Simone Veil, précisant qu'il « soutiendrait, bien évidemment, celle de M. Laurent Fabius ». Le secrétaire d'Etat au Plan a ajouté : « Actuellement, nous avons une formation qui paraît assez stabilisée entre la majorité et l'opposition (...). On aurait pu avoir un schéma différent avec une liste Simone Veil qui aurait pu être transcurante, totalement européenne,

sans se référer ni à la droite ni à la gauche (...). Les choses n'ont pas évolué comme cela. »

## M. Queyranne

## « Les jeunes-vieux »

Au cours de son point de presse, du lundi 3 avril, M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, a ironisé sur la tentative d'OPA faite sur les appareils de l'UDF et du RPR par de jeunes radicaux qui sont surtout de jeunes-vieux. Il a ajouté : « Leurs idées sont aussi archaïques que les anciennes conceptions du RPR en ce qui concerne l'Europe (...). Ils sont en train de répéter les vieilles habiletés neutres de la droite (...). Mais pendant ce temps, on ne parle pas de propositions sur l'Europe ».

## M. Lamassoure

## Tous rénovateurs

Le porte-parole de l'UDF, M. Alain Lamassoure, a déclaré, le lundi 3 avril au micro de RTL : « Nous sommes tous des quadragénaires rénovateurs, et j'en suis un comme les autres. » Il a ajouté que les candidats de l'opposition, qui seront élus à Strasbourg, devront abandonner les mandats « qu'ils ont en trop », et siéger effectivement à l'Assemblée européenne.

## M. Galland

## Faux débats

La président du Parti radical, M. Yves Galland, dans un communiqué publié le 3 avril, estime que les discussions actuelles au sein de l'opposition sont de « faux débats ». Il suggère de choisir « les meilleurs candidats, en particulier ceux de la nouvelle génération », mais en précisant « ceux qui se sont engagés à siéger à Strasbourg en tête de liste et en position éligible, et ceux qui, touchés par le cumul des mandats, n'auront pas fait ce choix en fin de liste ».

## M. Barnier remplace M. Séguin à la vice-présidence du groupe RPR

Le bureau du groupe parlementaire RPR a été renouvelé lundi 3 avril avec l'élection de trois nouveaux membres, MM. Robert Paudrat (Seine-et-Marne), Jean-Yves Charnaud (Vienne) et Jean de Gaulle (Deux-Sèvres). Ils remplacent MM. Alain Peyrefitte (Seine-et-Marne), qui a été battu et MM. Philippe Séguin (Vosges) et Frank Borotra (Yvelines) qui ne se représenteront pas.

M. Michel Barnier, député de Savoie, déjà membre du bureau a été élu premier vice-président du groupe par M. Bernard Pons. Deux autres vice-présidents ont été élus pour la première fois, MM. Michel Giraud (Val-de-Marne) et Jean-Pierre Delalande (Val-d'Oise) alors qu'ont été réélus vice-présidents MM. Robert-André Vireux (Val-de-Marne) et Jacques Godefroid (Aveyron). M. Etienne Pinte (Yvelines) proche de M. Séguin a été battu comme membre du bureau.

Les neuf autres membres du bureau sont : MM. Jacques Toubon (Paris), Patrick Ollier (Hautes-Alpes), Dominique Perben (Saône-et-Loire), Robert Galley (Aube), M. Michèle Alliot-Marie (Pyrenées-Atlantiques), MM. Eric Raoult (Seine-Saint-Denis), Pierre Mazera (Savoie), Jean-François Maxeul (Oise), François Fillon (Sarthe).

Enfin, les trois secrétaires RPR au bureau de l'Assemblée ont été réélus : M. Arnaud Laperche (Vienne), M. Christiane Papon (Val-de-Marne) et M. Pierre Mangier (Vendée).

M. Michel Barnier succède ainsi à M. Séguin qui aura été candidat avant d'être élu par acclamations premier vice-président du bureau du groupe en juin dernier. Le député de Savoie qui a été choisi la semaine dernière par MM. Chirac et Juppé comme membre du comité d'orientation politique du

teint du mirage à plus d'un renouvelé.

Salle des Quatre Colonnes, M. Jean-Claude Gaudin semblait s'amuser en voyant M. Giscard d'Estaing presser le pas pour échapper à la mente des journalistes. « Il faut aller la jeunesse à l'expérience », disait, sans se mouvoir, le président du groupe UDF.

Quant à M. Dominique Baudis (apparenté UDC), avant de faire un saut à TF1 pour une réunion amicale rassemblant tous les présentateurs de cette chaîne depuis sa création, il estimait que « les clivages au sein de l'opposition ne recoupent plus les différences de sensibilités ».

« Ces clivages résultent de vieilles structures qui datent de trente ans ou plus. Il faut créer une grande confédération de l'opposition au sein de laquelle s'organiseront des courants. Il faudrait par exemple que les conservateurs et les libéraux de chacune des formations de l'opposition se retrouvent dans un même courant qui corresponde à leur véritable sensibilité. Le PS a des courants et une rigueur du jeu pour les faire vivre, alors qu'il n'y a pas de l'opposition « ça se la fait la jungle ».

« A gauche, le spectacle des déchirements de l'opposition attise plus l'ironie que la compassion : « Je crois qu'il faut avoir des formations dans un bien plus grand pour poser le problème dans de tels termes », s'indignait M. Pierre Mauroy.

« A côté de cela nous sommes de courants, c'est de la rouille de sonner », soulignait M. Dominique Strauss-Kahn (PS), tandis que M. Guy Carcassonne, conseiller du premier ministre pour les relations avec le parlement, expliquait qu'on ne pouvait pas parler de la génération des « jeunes turcs » de l'opposition par référence aux « jeunes turcs du Parti radical qui s'étaient illustrés dans les années 30 : « A l'époque, des hommes comme Zay, Mendès France ou Cot s'entendaient entre eux et avaient une ambition collective ».

Quant à M. François Hollande, trente-quatre ans, et M. Frédéric Rivière, trente-deux ans, ils estiment que le problème n'est bien sûr pas un problème d'âge : « Ce qui importe ce n'est pas l'âge du capitaine mais sa valeur », explique le premier, tandis que le second, secrétaire du cabinet M. François Mitterrand, dévoile le secret du président de la République : « Il aime s'entourer de gens jeunes et il est lui-même jeune d'esprit. Et il y a également beaucoup de femmes à l'Elysée ».

PIERRE SERVANT.

## Responsable du mouvement barriste CLES

## M. René Ricol rejoint l'Association des démocrates

En annonçant lundi 3 avril la démission de son poste de député général de la Convention libérale européenne et sociale CLES (bariste), M. René Ricol porte un coup très rude à M. Raymond Barre.

Bien qu'encore peu connu du grand public, M. Ricol symbolisait tout à la fois la jeunesse, le dynamisme, l'ouverture et était le parfait représentant de ces socio-professionnels entrepreneurs pour qui le barisme était synonyme de concret et d'efficacité et qui constituaient jusqu'à présent le noyau dur du réseau. M. Ricol n'était pas seulement un lieutenant de M. Barre. Il était l'un de ses plus actifs fantasmes, constamment sur le terrain depuis l'échec à l'élection présidentielle de l'année dernière, pour tenter de lever une nouvelle armée barriste.

M. Ricol rend donc les armes pour rallier « ses amis », MM. Michel Durafour et Jean-Pierre Soisson à l'Association des démocrates, qui affichent leurs projets de remodelage au centre gauche. On dit aussi que ce transfert serait assorti d'une promesse de figurer en bonne place sur la liste européenne des socialistes. M. Ricol n'a jamais caché ses amitiés à gauche, « ses bons contacts » avec l'Elysée. Ce n'est, raconte-t-il, qu'à la demande expresse de M. Barre qu'il avait renoncé à appeler au soutien de M. Mitterrand au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle.

Ce qui frappe, c'est que dix mois plus tard M. Barre n'a pas réussi cette fois à attirer auprès de lui cet homme qui lui avait toujours été d'un dévouement exemplaire. Et l'on peut se demander si ce départ de

M. Ricol, qui entraîne avec lui celui de député général adjoint de la CLES, M. Pierre-Henri Pico, ne va pas donner le signal de la désertion vers la gauche. M. Barre a perdu sur sa droite tous ceux qui n'ont pas compris ses prises de distance par rapport à l'opposition. Il est menacé maintenant d'être abandonné par tous ceux qui ne comprennent pas son refus de faire le pas définitif vers la majorité présidentielle. Etrange phénomène prouvant qu'à ce train la barrière risque de terminer rogné par les deux bouts.

M. Ricol s'en va donc par le complotement de M. Barre qui lui semble de plus en plus vouloir se retirer sur son Olympe. Il peut le comprendre. « Les municipales de Lyon ont été un véritable coup pour lui, note-t-il, plus dur sans doute que son échec à l'élection présidentielle. » Mais comment se à faire l'idée de soutenir quelqu'un qui est « ailleurs » ? M. Ricol s'en va parce qu'il ne croit plus à la recomposition au centre. « M. Mitterrand s'est radicalisé à droite », la CLES, qui avait vocation selon lui à se transformer en véritable parti barriste, va rester « un laboratoire d'idées » livré désormais aux seules mains de M. Gilberte Beaux, surnommée par les baristes « mamie » parce que sans doute plus portées à la résistance qu'à l'ouverture. Le barisme va-t-il se résumer maintenant à la chronique d'une mort annoncée ? M. Ricol veut lui se consacrer comme il peut : « Au fond ce que je fais doit bien faire rire Raymond Barre. Cela correspond très bien à ce qu'il pense. » Allez savoir !

DANIEL CARTON

## Dans le seizième arrondissement

## M. Mesmin accuse à la fois le RPR et l'UDF de lui avoir fait perdre la mairie

M. Georges Mesmin, député UDF-CDS, n'est pas du tout heureux d'avoir perdu son fauteuil de maire du seizième arrondissement de Paris au profit de M. Taubinger, UDF-PR. Et il le dit bien fort. Au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale, lundi 3 avril, il a même accusé M. Chirac et le RPR d'avoir rompu le contrat en faisant voter leurs conseillers pour un candidat dissident de l'UDF, en l'occurrence M. Gantier, député UDF-PR. Il assure même que « dès le début, le RPR était d'accord pour le complot ». Et il décrit ainsi cette machination dirigée contre lui : « Une conspiration avec deux marionnettes [MM. Gantier et Taubinger] dont les ficelles étaient tirées par MM. Dominati et Tibéri » (les responsables de l'UDF et du RPR à Paris). Selon ce schéma, « Taubinger, très déçu de n'avoir pas été choisi comme maire en 1983, a prémédité son coup de façon masquée et habile. Quant à Gantier, il a joué la comédie pour les deux premiers tours en étant le complice, l'acolyte de Taubinger. Enfin le CDS de Paris m'a abandonné parce que tous ses élus avaient obtenu des fromages de

Chirac et étaient devenus des « bêt-out-out ».

M. Dominati répond simplement à ces accusations que « voyant que les choses paraissent à peu près », il a préféré qu'une majorité confortable ne se dégage sur « un complot d'union » et il a admis qu'existait dans le seizième « un problème de personnes liées à l'UDF ».

M. Jean Tibéri assure, au contraire, que lorsque sont apparues des divisions au sein de l'UDF du seizième arrondissement, les conseillers RPR ont été « invités à se pas s'en mêler » et à laisser les deux concurrents se départager. C'est seulement lorsque M. Dominati a désigné M. Taubinger comme candidat officiel de l'UDF que le RPR a reçu l'instruction de voter pour lui.

Il n'en demeure pas moins que l'échec du maire sortant de l'UDF a été de décevoir au RPR l'on se souvient que les relations de M. Mesmin avec M. Chirac ont souvent été difficiles. Il en va de même à l'UDF où les rapports étaient particulièrement tendus et depuis longtemps : entre M. Gantier qui, lui aussi, aurait souhaité être maire dès 1983, et M. Mesmin.

A. P.

composé de cent cinquante mille particuliers et cinq mille entreprises.

[Né en octobre 1941 à Toulouse (Haute-Garonne), Daniel Nefzalski est licencié en droit, ancien élève de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr (1960-1963) et ancien élève de l'ENA (promotion Rabatel, 1973). Directeur de cabinet du préfet à la région Corse (1973-1975), du gouverneur de la Polynésie française (1977), il est conseiller technique au cabinet de M. Paul Duvault, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM (1978-1980), puis chargé de mission au cabinet du premier ministre, M. Raymond Barre. En 1982, il entre à la mairie de Paris et l'année suivante, est nommé à la tête du cabinet de M. Camille Cabanis, alors secrétaire général de la Ville de Paris. Il sera directeur adjoint du cabinet du maire de Paris, M. Jacques Chirac, de 1984 à 1986, date à laquelle il devient directeur de cabinet jusqu'en février 1989.]

**ALTERNATIVES ECONOMIQUES** n° 66  
avril

**EN KIOSQUE**

**POLLUTION**  
A quand les  
17 F produits propres ?

ANDRÉ PASSERON.

CP 110150



## RELIGIONS

En visite à Prague

### Le cardinal Lustiger défend la liberté religieuse des catholiques de Tchécoslovaquie

Pour la première fois, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a pu rendre une visite de quarante-huit heures, les samedi 1<sup>er</sup> et dimanche 2 avril, au cardinal František Tomasek, archevêque de Prague. Ils ont célébré la messe, dimanche, à la cathédrale Saint-Guy, où Mgr Lustiger a également prié s'entretenant avec des prêtres, des séminaristes et des laïcs.

Plus d'un demi-siècle a séparé les deux dernières visites d'un archevêque de Paris en Tchécoslovaquie. Celle du cardinal Verdier remontait à 1935. « L'Europe est morte à Prague », dit le cardinal Lustiger, évoquant les événements de 1938. Il a décliné les applaudissements de l'assistance à la cathédrale Saint-Guy lorsqu'il s'est écrié : « Vous n'êtes pas oubliés ; nous reprenons le chemin commun. (...) Le cœur de l'Europe, qui est un cœur chrétien, bat à Prague ! »

L'oubli, telle est la principale hantise de la population croyante de ce pays. D'une visite trop furtive, l'archevêque de Paris retient surtout, en effet, le sentiment de solitude des fidèles, dont les tracasseries quotidiennes pour vivre leur foi ressemblent à un chemin de croix, largement ignoré du reste de l'Europe. Les violations de la liberté religieuse font de la Tchécoslovaquie l'un des régimes athées les plus durs de l'Est.

Dix sièges épiscopaux sur treize ne sont pas pourvus depuis trente ans. L'effectif du clergé est ébranlé par le *numerus clausus* imposé à l'entrée des deux seuls séminaires du pays. Aucune activité de culte, de réunion, de catéchisme n'est autorisée en dehors des églises. Les ordres religieux sont interdits, sauf quelques rares congrégations féminines, chargées de veiller sur des vieillards et des handicapés. « Pour les Tchéques, la Pologne c'est le paradis », dit Mgr Lustiger, qui estime à plusieurs centaines le nombre de prêtres ordonnés et exerçant leur ministère de façon clandestine.

Il a pu rencontrer des opposants de la Charte 77, qui font cause commune avec les croyants pour tenter de lever cette litane d'interdits religieux. Tous réclament la séparation des Eglises et de l'Etat pour pouvoir vivre en parfaite autonomie. Cette revendication grandit dans un pays où la pétition pour la liberté reli-

gieuse, lancée il y a un an par l'Eglise catholique et son chef, le cardinal Tomasek, a recueilli plus d'un demi-million de signatures. Le « réveil » d'une Eglise, que quarante ans de propagande athée n'ont pas réussi à démanteler, toucherait notamment les populations jeunes et urbaines si l'on en croit l'archevêque de Paris, à la différence des campagnes, de plus en plus déchristianisées, encadrées par un clergé vieillissant et solitaire. Il a commencé en 1985, quand la commémoration du 1100<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Saint-Méthode à Velhrad, en Slovaquie, a tourné en manifestation, en présence du cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat au Vatican. Aucun autre évêque occidental n'avait alors été autorisé à entrer dans le pays.

#### Le « crédit moral » de l'Eglise

« L'Eglise de Tchécoslovaquie n'est pas, comme en Pologne, porte-parole de l'identité nationale, estime Mgr Lustiger, mais elle dispose d'un étonnant crédit moral. Elle le doit surtout au vieux cardinal Tomasek qui, malgré ses quatre-vingt-neuf ans, le pape maintient en fonction. Il est entouré de deux évêques auxiliaires, également âgés. La personnalité en pointe de l'épiscopat est Mgr Jan Sokol, évêque de Trnava (Slovaquie), cinquante-cinq ans, dont la nomination, il y a sept mois, avait été précédée d'une négociation longue et ardue entre le Vatican et le gouvernement de Prague. L'archevêque de Paris a pu le rencontrer, ainsi que deux autres évêques, empêchés quant à eux d'exercer leurs fonctions. Mgr Matoušek et Mgr Očenasek. Tous les autres diocèses sont dirigés par des administrateurs provisoires choisis par les autorités. Le pape refuse toute nomination à l'épiscopat de prêtres issus de l'opposition, association proche du Parti communiste et contrôlée par l'Etat, qui, selon l'archevêque de Paris, ne toucherait plus que 10 % des membres du clergé.

« Courageux, mais sans illusions », a dit le cardinal Lustiger des chrétiens tchécoslovaques, qui ne redoutent rien de plus que l'enfermement culturel de la jeune génération et l'ignorance du reste du monde.

HENRI TINCQ.

## MÉDECINE

Un rapport de la DDASS et saisines au procureur

### L'administration de la santé demande la fermeture du centre d'instinctothérapie

La direction générale de la santé après avoir pris connaissance d'un rapport concernant le centre d'instinctothérapie de Montramé en Seine-et-Marne, a saisi la justice pour obtenir la fermeture de l'établissement. On reproche au centre qui propose pour tout traitement des aliments crus, d'exercer illégalement la médecine et de faire de la publicité irrégulière pour des méthodes thérapeutiques.

Lorsque les « instincts » ont débarrasé le château de Montramé, en 1984, le village de Soisy-Bouy (Seine-et-Marne) a été sous le choc. Le maître des lieux, un physicien de quarante-neuf ans aux allures de prophète, prêchait avec ferveur le retour à « l'alimentation originelle ». Point de produits laitiers, d'assaisonnement, et surtout de cuisson. Les pensionnaires de Guy-Claude Burger devaient en chœur fruits et viande crus autour de grandes tables de bois du château. De deux dingues, disaient-ils. Des âmes saines, disaient-ils. Des âmes saines, disaient-ils. Des âmes saines, disaient-ils.

La direction départementale de l'action sanitaire et sociale de Seine-et-Marne (DDASS) prêche malgré tout l'ordre. Les « enseignements en instinctothérapie » de Montramé ne paraissent pas encore - au moins publiquement - de soins, voire de miracles, mais leurs discours étaient suffisamment insensés pour inquiéter la DDASS. Di les disciples de Guy-Claude Burger s'étaient contents de manger crus en famille, personne n'y avait trouvé à redire, mais au fil des mois, les « instincts » sont allés plus loin, beaucoup plus loin, en prétendant tout guérir. Du cancer aux myopathies. De la sclérose en plaques aux polyarthrites, sans oublier aujourd'hui, le Sida. Et tout cela grâce à la seule magie des aliments crus. Sans médicaments. Sans suivi médical. Le centre, qui n'est pas un établissement de soins et qui n'est ni reconnu, ni agréé par la Sécurité sociale, ne possède aucun médecin à demeure. Aucun équipement médical, aucun instrument d'analyse, aucun laboratoire non plus. Tout juste un potager.

Il faudra pourtant plusieurs années pour que l'administration s'en inquiète. Car les secrets de Montramé sont bien gardés : rares sont les fidèles qui se tournent vers la justice, l'administration, ou la médecine, dont Guy-Claude Burger dit pis que pendre en privé. Le fondateur de l'instinctothérapie est, de plus, habile : il se garde bien lorsqu'il est en public, de parler de soins ou de recommander aux malades de Montramé d'abandonner leur traitement médical du jour au lendemain. Guy-Claude Burger reste prudent. Officiellement, le château de Montramé demeure un centre d'accueil et d'information sur l'instinctothérapie. Soit un établissement « de type hôtel-restaurant ». Rien de plus.

Le vaisseau commence à tanguer au printemps 1987. Au mois de mars la brigade de gendarmerie de Provins ramène au château une jeune femme désorientée qu'ils ont découverte errant dans la région. Et découvre alors la curieuse atmosphère qui règne à Montramé. Un procès-verbal est transmis au parquet du tribunal de grande instance de Melun, qui en copie à la DDASS du département, le 19 mars.

Les médecins de l'hôpital Léon-Binet de Provins, eux aussi, s'inquiètent. Ils recueillent de plus en plus souvent de grands malades épuisés par leur séjour chez Guy-Claude Burger. « A intervalles réguliers depuis 1984, certains malades de ce centre sont hospitalisés dans différents services médicaux ou chirurgicaux de l'hôpital », écrivent-ils le 11 mars 1987. Certains d'entre eux sont hospitalisés en urgence, agonisant ou dans un état d'extrême faiblesse physique. Des décès ont été observés dans certains jours après leur admission. A de nombreuses reprises, les responsables du centre, non médecins ou se prétendant tels, sont intervenus de façon intempestive dans le suivi des soins et de l'alimentation des patients hospitalisés, exigeant d'aliments crus (viande, fruits, etc.) aliments qu'ils apportent d'ailleurs souvent clandestinement aux malades hospitalisés. Le 11 mai suivant, leurs dires se trouvent confirmés : la famille d'une femme décédée à Provins après un séjour à Montramé porte plainte pour homicide volontaire et non assistance à personne en danger.

#### L'Ordre des médecins alerté

Cette année-là, un premier prétexte permet de fermer le centre : des manquements aux règlements de sécurité. Le château ferme ses portes le temps de faire les travaux - fort coûteux - exigés par l'administration. Et s'ouvre à nouveau aux instincts quelques mois plus tard.

Dans leur missive du 11 mars les médecins de l'hôpital Léon Binet de Provins demandaient « aux autorités

responsables » une « enquête approfondie sur les conditions de fonctionnement de cet établissement ».

Tout comme la DDASS qui souhaite qu'une inspection générale ait lieu, plusieurs rapports sont rédigés et transmis au ministère de la santé. Les conclusions d'une inspection, réalisée le 19 novembre 1987, au château de Montramé, sont sans ambiguïté : « Si, pour M. Burger, il s'agit d'un véritable d'un simple méthode de mise en forme et dont il aurait conscience des limites, il se devrait de refuser d'accueillir des personnes présentant une pathologie lourde ou au moins exiger un certificat médical autorisant le séjour dans ce centre », écrit le rapporteur, qui ajoute que les comptes rendus d'hospitalisation prouvent que les patients ont souvent arrêté tout traitement. « Il me paraît regrettable qu'une action en justice n'ait pas été entamée en 1983, à la suite de certaines hospitalisations », poursuit-il. De même, le rapporteur ne retrouve dans le dossier aucune trace des appels et constatations du docteur Fenot (ce médecin de Goux, le plus proche du centre), qui, n'ayant pas le temps d'écrire, a appelé relativement souvent le conseil de l'Ordre des médecins. « Et de demander également une étude approfondie du budget de cette association, qui ferait appel quasiment exclusivement à des bénévoles. L'administration fiscale doit, elle aussi, se pencher sur le mode de fonctionnement et de rémunération de ces bénévoles, et tout au moins des permanents », conclut le rapporteur.

Plaintes, enquêtes, lettres au procureur de la République. Au tribunal de Melun le dossier concernant Montramé s'épaissit. En juillet 1988, la DDASS s'inquiète à nouveau : Guy-Claude Burger souhaite accueillir une colonie de vacances durant l'été. Le 22 août, la DDASS signale un premier cas de sida évolué au château. Une information judiciaire contre X... est ouverte à la fin du mois d'août pour « exercice illégal de la médecine et publicité irrégulière pour méthodes thérapeutiques ».

Il aura donc fallu plus de quatre ans pour inquiéter sérieusement Guy-Claude Burger. Quatre ans pendant lesquelles la direction générale de la

santé estime avoir fait son devoir. « La DDASS de Seine-et-Marne a saisi une première fois le procureur de Melun en novembre 1987 et a recommencé en juillet 1988 », y explique-t-on. Les échanges de courrier ont, semble-t-il, été fort nombreux. Les décisions, elles, ont visiblement demandé plus de temps.

Guy-Claude Burger a maintenant affaire à la justice. Et ce n'est pas la première fois. Le 29 septembre 1978, le tribunal correctionnel de Cossonay, dans le canton de Vaud, en Suisse, condamne le fondateur de l'instinctothérapie à quatre ans de réclusion pour « attentat à la pudeur sur des enfants et débauche contre nature ». Sa femme, Nicole Burger, était, elle, condamnée à quatre mois d'emprisonnement avec sursis pendant deux ans pour complicité.

Guy-Claude Burger passera vingt mois en détention préventive à la prison de Bois-Mermet, avant de purger sa peine dans son pays, en Suisse. Lors du procès, il parlait d'« amour », de « communication », d'« énergie », de « structuration méaphysique ». Il se dira alors persuadé d'avoir redécouvert « les lois de la sexualité infantile ».

Rien de tel ne semble s'être passé au château de Montramé, mais les discours actuels de Guy-Claude Burger sur l'instinct « réveillent de curieux souvenirs. Celle d'une trouble « philosophie » exposée devant le tribunal de Cossonay un beau jour de 1978. Guy-Claude Burger parlait alors du « développement harmonieux » des individus débarrassés des entraves sociales, et énonçait alors l'un des principes clés de son univers : l'obéissance aux lois de la nature. Il justifiait ainsi ses penchants pour les jeunes enfants. Il invoque aujourd'hui ce même principe pour expliquer ses choix en faveur de l'alimentation « originelle ». La fascination pour l'état « de nature » conduit parfois à d'étranges errements. Hier, les victimes de Guy-Claude Burger étaient de jeunes enfants. Aujourd'hui, il s'agit de grands malades fous d'espoir à l'idée de guérir soudainement grâce à la seule vertu des aliments crus.

ANNE CHEMIN.

### Catholiques, orthodoxes et protestants français préparent le rassemblement œcuménique de Bâle

Près de deux cents responsables de l'œcuménisme en France (80 catholiques, dont 7 évêques, une centaine de luthériens et de réformés, 8 orthodoxes et 3 anglicans) se sont réunis, du 28 mars au 3 avril à Chantilly (Oise), pour faire le point du dialogue entre les confessions chrétiennes, altéré en France par des prises de position divergentes entre les Eglises chrétiennes, notamment sur les questions de société. L'objectif était de vérifier et de clarifier les fondements de leur « confession de foi commune » pour « surmonter les difficultés œcuméniques conjoncturelles ».

« Il n'est pas vrai de dire que le dialogue œcuménique piétine, voire recule, ont déclaré le pasteur Michel Freychet et le Père Damien Sicard, responsables nationaux, protestant et catholique. Les relations vont en s'approfondissant. Nous avons atteint des étapes irréversibles au plan de l'annonce de l'Evangile, seul moyen de dépasser les discussions interminables sur l'avenir de nos Eglises ».

Cette réunion de Chantilly préparait aussi le rassemblement sans précédent qui, sur le thème « Paix et justice », aura lieu à Bâle du 15 au 21 mai prochain, réunissant 700 délégués catholiques, protestants, orthodoxes et anglicans de toute l'Europe. C'est la première fois que le Conseil des Eglises chrétiennes d'Europe (protestants, orthodoxes et anglicans) et le Conseil des Conférences épiscopales d'Europe (26 Eglises représentées) appellent à une manifestation commune. Une importante délégation du Vatican sera présente. La délégation française comprendra 38 catholiques (dont trois évêques, Mgr Vilnet, Mgr Brand et Mgr Deloz), 12 protestants et 3 orthodoxes.

## ENVIRONNEMENT

La marée noire en Alaska

### Exxon présente ses excuses

Le pompage du pétrole resté dans les soutes de l'Exxon-Valdez s'est achevé, lundi 3 avril, avec l'aide d'un troisième tanker, l'Exxon-Baytown, venant en renfort des deux premiers, l'Exxon-San-Francisco et l'Exxon-Baton-Rouge. Si le temps le permet, une tentative de renflouement sera conduite, mercredi 5 avril, à la faveur de la marée haute. La nappe de bruyère qui s'est échappée des soutes, évaluée à 42 000 tonnes, a tué des milliers d'oiseaux, des loutres de mer et détruit des frayères à poissons vitales pour les pêcheurs de l'Alaska.

La société Exxon a fait publier une pleine page d'excuses dans plusieurs quotidiens nationaux américains. Le président d'Exxon, M. Lawrence Rawl, y dit notamment : « Je tiens à vous dire combien je suis navré par cet accident. (...) Depuis le 24 mars, l'accident est suivi de très près et je veille personnellement à ce suivi. »

Devant certaines menaces de boycottage lancées en France, la société Esso a publié un communiqué où elle rappelle que la compagnie

Exxon « a clairement souligné son intention de répondre entièrement à toutes les conséquences de la pollution, qu'elles soient à court ou à long terme ».

Les autorités américaines ont annoncé que les livraisons de pétrole au terminal de Valdez allaient retrouver leur rythme normal à partir du mardi 4 avril. (A.F.P.)

● Manifestation en Hongrie contre le barrage de Nagymaros. — Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées, le lundi 3 avril, sur le site du barrage en construction de Nagymaros, sur le Danube, a rapporté l'agence de presse hongroise MTI. Les manifestants, qui considèrent le barrage comme une « catastrophe écologique », ont demandé la démission du ministre de la protection de l'environnement et des eaux, M. Laszlo Marothy. Les travaux du futur complexe hydroélectrique, entreprise par la Hongrie et la Tchécoslovaquie, sont en partie financés par l'Autriche, qui recevra en échange du courant électrique. (A.F.P.)

MERCREDI (numéro daté JEUDI)

## LE GRAND RENDEZ-VOUS DE L'IMMOBILIER

Le Monde



## LA TOUR EIFFEL A 100 ANS

Hommage de la Monnaie de Paris.

### UNE NOUVELLE PIÈCE DE COLLECTION EN OR OU EN ARGENT.

## 5 F TOUR EIFFEL

Une pièce de collection en Or ou en Argent, vient d'être émise le 23 mars 1989 par la Monnaie de Paris, pour célébrer les 100 ans de la TOUR EIFFEL.

Devenez le possesseur privilégié de la pièce 5 F TOUR EIFFEL.

Offrez-la, c'est un objet d'art, au tirage limité, le plus élégant souvenir de Paris. C'est aussi une valeur sûre. Ce sera un cadeau toujours apprécié.

Pièces disponibles :

- Galerie de vente
- 2, rue Guisot, 75006 PARIS
- Etablissement monétaire de Pesage
- Vole Royale, 93884 PESSAC Cedex

Vente par correspondance :

- LA MONNAIE DE PARIS
- 11, quai de Conti, 75270 PARIS CEDEX 06
- Tel. (1) 46 46 56 39
- (1) 46 46 56 36

Monnaie de Paris  
Créatrice de Trésors

Je désire recevoir gratuitement votre dépliant sur la pièce 5 F TOUR EIFFEL en Or ou en Argent (écrire en capitales).

NOM \_\_\_\_\_ PRENOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

La MONNAIE DE PARIS 11, quai de Conti, 75270 Paris Cedex 06. L.M.







# Culture

## ARTS

Le Monde • Mercredi 5 avril 1989 11

La photographe Germaine Krull à Chalon-sur-Saône

### La dame de métal

Derrière une œuvre rare et méconnue, le portrait d'une femme multiple qui mena une vie pour le moins mouvementée.

Avec Laure Albin Guillet, Gisèle Freund et Florence Henri qui fut son professeur, Germaine Krull est une des représentantes les plus typiques de la photographie de son époque.

Proche des avant-gardes des années 30, elle participe de la « nouvelle vision » qu'elle contribue à imposer en France. « Germaine, vous et moi sommes les plus grands photographes de notre temps, moi dans le genre primitif, vous dans le moderne », lui écrivait Man Ray, peignant ironiquement le Douanier Rousseau.

Née en Pologne en 1897 de parents allemands, elle étudie la photo de 1916 à 1918. Et commence son activité professionnelle en 1919 comme portraitiste en studio à Munich où elle épouse un anarchiste ukrainien. Captivée par l'architecture et l'industrie, elle photographie en 1924 le pont modèle de Rotterdam auquel Joris Ivens consacre un film. Quittant la Hollande où elle se sent à l'étroit, elle arrive à Paris en 1926.

Elle y réalise l'essentiel de sa carrière. Sa production est prolifique. Elle découvre les petits métiers, le marché aux fleurs, les coulisses du théâtre. En même temps que Brassai, elle s'intéresse à la prostitution et à l'homosexualité.

Elle-même se dénie toute spécificité. « J'aime la photographie sous tous ses aspects », déclare-t-elle. Cette femme caméléon curieuse et décidée vit à cent à l'heure. En 1927, elle obtient la citoyenneté française en épousant Joris Ivens.



Autoportrait avec Ikarette, 1925

Dans son studio du 95, boulevard Saint-Michel défille le Tout-Paris. Elle est l'amie d'Eisenstein, de Walter Benjamin, de Paul Poiret, des Delaunay.

« Faire des nus, pourquoi pas ? »

En bonne fille d'ingénieur, elle croit en l'objectivité de l'objectif qui est « un œil mieux fait que l'œil ». Son idéal de rigueur et de netteté la mène à vaster la beauté des formes élémentaires (rails, moteurs, chemi-

nées). Monstre d'acier, la tour Eiffel, apparaît à contre-jour, telle une araignée géante. Grues en action, turbines ou le pont Transbordeur de Marseille sont cadrés sous des angles inédits. L'organisation de la lumière, la dynamique de la composition confinent presque à l'abstraction. Cet hymne au modernisme trouve son aboutissement dans son album *Métal* qui paraît en 1929.

Ironiquement surmontée par ses destructeurs « la Walkyrie de fer », Germaine Krull ne se contente pas de célébrer le progrès technique.

Opposée aux trucages, elle prend aussi des vues conventionnelles de la Concorde et des toits de Paris. Ses portraits de villes alternent avec ceux de Louis Jouvet, Picabia ou Cocteau. Dans *Défective*, elle publie des photos sur l'affaire Violette Nozière. Et édite à compte d'auteur ses études de nus. « Faire des nus, pourquoi pas ? Parce que c'est beau toujours et qu'un matin d'été, ça m'a plu ».

Elle ne cesse de voyager. Dès 1930, elle fait des photos en roulant, à travers le pays-bris de sa voiture. En 1940, elle fuit la France pour le Brésil et, devenue correspondante de guerre, elle photographie de Gaulle à Alger en 1943. Elle ralentit fortement son activité après la guerre et passe la seconde moitié de sa vie en Asie.

En 1965, elle se retire dans le nord de l'Inde parmi les réfugiés tibétains et se lie avec le dalaï-lama. Grâce à André Malraux, une rétrospective de son œuvre a lieu à Paris en 1967. Germaine Krull meurt le 30 juillet 1985 à Weizlar, en Allemagne, où une fondation porte son nom.

L'œuvre de Germaine Krull, très diverse, participe à l'euphorie du modernisme. « Chaque angle nouveau multiplie le monde par lui-même », disait-elle. Des vues cambrées de Berlin, en 1924, aux motifs de machines, ses documents, dont on a perdu tous les négatifs, sont formidablement évocateurs d'une époque. Ils sont aujourd'hui réus par Christian Bouchet, et accueillis par Paul Jay à Chalon-sur-Saône, après Cérét et Arles.

PATRICK ROEGERS.

\* Germaine Krull, photographes 1924-1934, Musée Nicéphore, 25, quai des Messageries, Chalon-sur-Saône, jusqu'au 28 mai.

Expositions de Charlton, Lewitt, Rückriem

### Fidélité, infidélité

Trois minimalistes exposent à Paris. Les uns changent, les autres pas.

Au commencement de l'œuvre de Charlton était le gris. C'était il y a vingt ans. Ce naïf de Sheffield accrochait aux murs des rectangles étroits couverts d'une couche monochrome de gris sombre. Apparues au plus fort du minimalisme, ces toiles appliquaient avec la plus ferme rigueur le principe de la réduction de l'œuvre à un objet sans charme.

Au même moment Ulrich Rückriem introduisait dans la sculpture une méthode guère différente. Il sciait en volumes réguliers des blocs de granit gris. Arêtes droites, flancs bruts ou polis : de tels monuments à la géométrie jouaient peu de la variété. N'aurait été la beauté du matériau lui-même, le grain de la roche et la luminosité du quartz et du mica, les blocs de Rückriem n'auraient pas été beaucoup plus intéressants que des pierres tombales fabriquées en série. N'y avait-il pas au reste quelque allusion à l'industrie funéraire dans un travail si sévère ?

Deux décennies ont passé. Charlton et Rückriem exposent ensemble, l'un des quadrilatères de peinture grise, l'autre des carrés d'ardoise grise. Le Britannique, que l'on peut voir aussi à l'Arc, n'a pas changé d'un pouce. Tel ou le découvre, tel il demeure, ne poussant la fantaisie que jusqu'à user de plusieurs nuances de sa couleur — ou non — favorite. L'Allemand n'a pas plus que lui comme l'œuvre des métamorphoses. Ses pièces récentes sont plus « pauvres » et plus « pures » encore que celles qu'il montrait au début des années 80. On dirait du Carl André transposé dans l'ardoise des écoliers.

Cette fidélité est sans doute admirable. Elle n'a le temps, elle donne

au spectateur l'illusion de revenir quinze ans en arrière, elle lui procure les plaisirs de la nostalgie esthétique. Mais elle tient de la monomanie. Tant qu'il fut réaction contre l'expressionnisme, le minimalisme avait sa nécessité. Reconnu, promu, à l'ancienneté, sujet d'études et d'expositions rétrospectives, il « date » et lasse.

Trapèzes vus en perspective

Comme tout avant-gardisme, il se fige en formule. Ses défenseurs font désormais figures d'anciens combattants qui ignorent que l'histoire est ailleurs, du côté du retour au sacré des uns et de la description ironique de l'état des lieux que mènent quelques autres. Gare à l'artiste qui ennuie, car le royaume des ombres lui est promis.

Sol Lewitt cherche à se prémunir contre une si triste fin. Lui qui fut l'un des pères de l'angle droit et du cube, lui dont les constructions orthogonales blanches ont symbolisé le minimalisme new-yorkais, est passé dans le camp de la couleur et du décoratif. Il peint, ou fait peindre, des frises de triangles et de trapèzes vus en perspective.

Chaque face a sa nuance de vert pâle ou de brun roux. Après avoir expérimenté son procédé sur mur, il l'a étendu aux paravents. Ceux-ci n'auraient pas déparé le fumoir du paquebot Normandie. Comme retour aux années 30, c'est parfait. Il ne manque plus que le galuchet.

PHILIPPE DAGEN.

\* ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, jusqu'au 21 mai.

\* Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Hautes-Écoles, jusqu'au 16 mai.

\* Galerie Yves-Lambert, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris, jusqu'au 11 avril.

Huit photographes britanniques exposés à Metz

### Des insulaires excentriques

Huit auteurs peu connus en France prouvent que la Grande-Bretagne participe au renouveau de la création photographique en Europe.

La photographie anglaise contemporaine est assez connue en France. Le Centre national de la photographie, voici quatre ans, en avait donné un aperçu montrant que les jeunes opérateurs d'outre-Manche étaient moins influencés par Fenton ou Bill Brandt que par les célèbres « young angry men », incarnés dans les années 60 par Osborne au théâtre ou Lindsay Anderson au cinéma.

Plus récemment, des reporters comme Martin Parr et Paul Graham ont renoué avec la tradition du documentaire social. L'un, dans la lignée de Tony Ray-Jones, dans une cinglante chronique en couleur sur la plage de

Brighton. L'autre par une enquête approfondie sur le chômage et la sécurité sociale.

A cela, on peut ajouter les portraits de Brian Griffin et de David Buckland, les paysages de Raymond Moore, les recherches plastiques de Karen Knorr, celles plus conceptuelles de John Hilliard ou de Victor Burgin, sans parler de Richard Long et Hamish Fulton qui sont mondialement connus. Par leur diversité d'approche, ces créateurs prouvent que la photographie britannique a fort évolué depuis Cecil Beaton et David Bailey.

La révélation Craigie Horsfield

C'est un tout autre projet que propose l'exposition du British Council (1), conçue par Jean-François Chevreton et James Lingwood. Leur but est clairement défini dans la préface du catalogue. Il s'agit de considérer la création photographique aujourd'hui dans le contexte de l'art contemporain. Et donc de dépasser le cadre national.

Les huit auteurs qu'ils ont choisis ne représentent pas une quelconque identité britannique mais sont simplement des artistes qui « utilisent la photographie ». La seule chose qui les unit serait une certaine idée de l'excentricité.

C'est pourtant bien la conscience d'un état de fait qui dicte la description documentaire du nord-est de l'Angleterre par Chris Killip. Son portrait des marginaux, plans et « hooligans » de l'île de Man, où il est né, évoque irrésistiblement le lyrisme engagé de Kundera. De même le compte rendu minimal, en un long travelling panoramique, d'une rue de Londres par Stuart Brisley est un constat accusateur de la réalité socio-économique. Quant à la démarche critique de l'irlandais Doberty, bâtie sur le montage textuel, elle ne pourrait exister ailleurs que dans sa ville natale de Derry où il traîne, sans convaincre, un conflit qui le concerne directement.

Certes, les relevés topographiques de John Davies sont à l'antipode de la tradition romantique du paysage anglais. La rigueur objective de ses vues à la chambre, parfaitement mises en forme, est adoucie par un sens aigu du détail qui relève avec ironie les anachronismes des sites industriels.

Elève tardive de Burgin, Jo Spence est la plus âgée de l'ensemble. Née en 1934, elle est dactylo. Son travail, moins accompli que

celui de Cindy Sherman, met en cause les stéréotypes de la femme dans la société anglaise. Dégénérée, méconnaissable, elle interprète tous les rôles. Et n'hésite pas à camper des situations extrêmes, en se versant par exemple une boîte de sel sur la tête. Jo Spence admet qu'elle utilise l'autoportrait comme une thérapie personnelle.

Finalement seuls trois auteurs émergent réellement au domaine de l'art visé par les deux commissaires. L'ex-sculpteur néo-zélandais Boyd Webb est le plus connu. Ses fables métaphysiques sont inspirées par un humour absurde, 100 % britannique. Son monde est poétique et drôle. Marqué par la prédominance de l'eau, il décrit des situations impossibles. A coup de promesses dérisoires, ses héros naufragés, survivants en survie, voguent à la dérive dans un vide sidéral. L'imaginaire est pour Webb une forme d'engagement. Sa cosmogonie fantasmagorique évite les clichés de l'imagerie illustrative.

Mais la révélation de cette exposition est Craigie Horsfield, trentenaire, inconnu de ses compatriotes. Il n'avait encore jamais exposé. Qu'il traite un corps, une tête, un pan d'architecture, il réussit à rendre singulier l'ordinaire. Expression de l'indescriptible, ses immenses tableaux concilient le mystère et l'évidence.

A la fois proches et distants, indistincts et douloureux, ses portraits ont une présence envoutante. Plus que la perfection de la forme, Horsfield revendique, lui aussi, le social comme sujet de son travail. Il est encore plus présent dans l'autre volet de cette exposition (2), tout comme la Londonienne Hannah Collins, trente-trois ans, qui exacerbe l'espace même de la perception dans une pièce monumentale de 8 mètres de long.

Après Nantes et Saint-Etienne, « Matter of facts » est accueilli à Metz par Michèle et Jean-Luc Tassin. Ce panorama est moins exébrant que celui de la photographie hollandaise qui l'a précédé. L'abus arbitraire des grands formats nuit au rythme de l'ensemble. N'en déplaise aux commissaires, leur a priori théorique ne se vérifie pas sur les murs. Et apparemment un propos dont l'originalité est intrinsèquement britannique.

P. R.

(1) « Matter of facts », photographie art contemporain en Grande-Bretagne, Caves Sainte-Croix, rue du Haut-Poirier, 57000 Metz, jusqu'au 16 avril.  
(2) « Une autre objectivité », CNAP, 11, rue Berryer, Paris 8, jusqu'au 30 avril.

### VENTES

Vraies ou fausses

#### Les toiles d'Utrillo seront mises aux enchères

Dix-neuf toiles et dessins de Maurice Utrillo qui passeront prochainement en vente chez Sotheby et Christie's, à Londres, et chez M<sup>rs</sup> Loumder, à Paris, ont été acquis par les deux maisons de vente anglaises et saxonnes et l'étude parisienne ont immédiatement démenti les accusations de Jean Fabris, qui se présente comme le légataire universel de la veuve du peintre.

Pour M<sup>rs</sup> Loumder, qui a déjà saisi son avocat à l'occasion d'une tentative de négociation un trafic d'influence ». Quant à Sotheby, elle ne reconnaît à Jean Fabris aucun droit à l'expertise ou qualification formelle dans ce domaine et fait remarquer que ce dernier n'a pas examiné les tableaux.

De plus, d'après Sotheby, cinq des toiles mises en vente le 5 avril à Londres font partie du catalogue raisonné de M. Paul Péron, expert international reconnu de l'œuvre d'Utrillo.

De bonne foi ou non, M. Fabris n'en est pas à son premier coup d'essai dans le match qui l'oppose aux maisons de vente aux enchères et à l'étude de M<sup>rs</sup> Loumder. Il y a quelques années, il avait essayé sans succès de faire interdire la publication de photos des œuvres d'Utrillo dans les catalogues.

Pour l'instant, la situation reste confuse et semble se résumer à une simple bataille d'influence pour contrôler le marché.

Dans tous les cas, ces œuvres seront vendues comme prévu, fait-on savoir à Paris comme à Londres. Même si lundi soir, chez Christie's, le *Maison natale de Napoléon à Ajaccio* d'Utrillo n'a pas trouvé preneur, il faudra sans doute attendre la fin des ventes pour savoir si cette annonce a été prise au sérieux ou non par les acheteurs.

A. S.

« Vente aux enchères pour l'Arménie ». Le 10 avril aura lieu la deuxième vente des commissions-prisures de Paris au profit des orphelins d'Arménie. Les tableaux modernes, estampes, lithographies, sculptures, argenterie, etc., seront dispersés à 14 heures à Drouot.

A Sotheby's

### La revanche de l'avant-garde russe

Jeté aux oubliettes de l'histoire par les autorités soviétiques pendant plus de cinquante ans, l'art russe des années 20 sort des placards. Il est en passe de devenir la nouvelle coqueluche de l'Occident.

La valeur marchande des œuvres russes des années 20 ayant considérablement augmenté durant ces dernières années, les collectionneurs s'en désaisissent plus volontiers. Sotheby's a organisé à Londres une première dispersion en 1987. Le 6 avril, elle récidive en mettant aux enchères quelques deux cent vingt tableaux, dessins, collages, céramiques, affiches, livres, dessins de costumes et décors de théâtre, tous réalisés pendant le premier quart du siècle en Russie. A l'exception des dessins d'architecture de Iakov Tchernikov, vendus au profit du Forum international des jeunes architectes, à Sofia, toutes ces œuvres proviennent de collections privées occidentales.

A commencer par une *Composition suprématiste* (1 million de francs) aux crayons de couleurs et aquarelle de Kasimir Malevitch. On y retrouve sa théorie sur la suprématie de la couleur et des formes géométriques, qu'il définit dès 1916 dans son livre *Du cubisme et futurisme au suprématisme : une nouvelle peinture réaliste*, estimé ici à plus de 38 000 F.

Son élève Liubova Popova, cette fois-ci, surpasse le maître, avec trois toiles gracieuses *Painterly Architecture*, de 1918, et estimées chacune autour de 2 millions de francs. Face à ses tableaux puissants, à la géométrie équilibrée et aux couleurs franches qui jouent avec les ombres, les deux triangles superposés de *Composition*, d'Alexander Rodchenko, paraissent plus anodins (330 000 F).

Évaluée à plus de 1 million de francs, *Architectonic Composition* (1920-1921), d'Ivan Kliun, autre adepte de Malevitch, mise sur le mouvement, avec ses lignes droites, ses demi-cercles, ses pyramides et ses triangles dont les angles se fondent dans le fond du tableau.

La *Composition* d'Alexandra Ester (1912) s'apparente aux

œuvres de Sonia Delaunay, que l'artiste a fréquentées durant son séjour à Paris. Estimée à plus de 5 millions de francs, elle a fait partie d'une des plus fabuleuses collections privées avant-gardistes : celle de George Kousakis, un Soviétique d'origine grecque, aujourd'hui retiré à Athènes.

En 1922, Lasar El-Litsitzky, après l'exposition de Berlin, dessine la couverture du catalogue de la première exposition d'œuvres d'art russe au Stedelijk Museum à Amsterdam (20 000 F).

Alors que le mouvement d'avant-garde commence à se faire connaître en Europe, le climat artistique en URSS, en revanche, se dégrade après la mort de Lénine (en 1924). Vassily Ermilov lui rend hommage la même année avec *Composition constructiviste* (plus de 1 million de francs), faite de bois, de métal, de tissus, sur un fond couvert de sable. Représentant les chiffres en bois de la date et l'heure exacte de la mort du politicien, cette œuvre avait été exposée au Los Angeles County Museum of Art en 1980.

Record pour Rodchenko

Anna Kogan, élève de Malevitch, refusant de se soumettre aux canons du réalisme socialiste et continuant à peindre ses *Compositions* (22 000 F) mais n'exposera plus ses œuvres. A sa mort, en 1974, les vingt-huit toiles de son atelier prendront discrètement le chemin du marché de l'art occidental.

Aujourd'hui le temps des valises diplomatiques par lesquelles nombre de ces œuvres sortaient du pays semble révolu. Révolues aussi les ventes organisées par les musées soviétiques, qui naguère encore échangeaient des compositions d'avant-garde contre des devises. Quant aux collections privées d'URSS qui, dit-on, sont très importantes, il semble pour l'instant impossible de les faire sortir légalement du pays. Les quelques toiles, affiches et photos de Rodchenko (un record pour *Line*, vendue 3 300 000 F, provenant de la famille de l'artiste) qui ont été intégrées dans la vente spectaculaire d'œuvres contemporaines, le 7 juillet dernier à Moscou, n'auront servi qu'à appâter les amateurs.

ALICE SEDAR.

\* Vente : le 6 avril à Londres chez Sotheby's.

à famille

à famille



## Culture

## CINÉMA

Hommage à Edward Pressman

## Un producteur coup de poing

Le 2 avril, la Cinémathèque française a donné le coup d'envoi à un hommage au producteur indépendant Edward Pressman et présente — en dix jours — dix films sur les trente qu'il a produits en vingt ans.

Edward Pressman ne dit jamais « mes films », mais « les films que j'ai produits ». Trente en vingt ans, allant du *Conan le barbare* de John Milius au *Badland* de Terence Malick en passant par la première réalisation de David Byrne, *True Stories*, et *Despair* de Fassbinder, le *Fantôme du Paradis* de Brian de Palma, *Good Morning Babylon* de Tavian...

Il y a vingt ans, dans ses premiers bureaux, sur la 23<sup>e</sup> Rue à New York, se concentraient des cinéastes en herbe. Brian de Palma, Scorsese, Paul Schrader y passaient leur temps. Au moment où il essaie de monter *Conan le barbare*, et cherche un scénariste, il reçoit le script de ce qui deviendra douze ans plus tard *Platoon*. Il produira d'abord le premier film d'Oliver Stone, *The Hand*, et les trois suivants.

Entre Oliver Stone, Fassbinder, de Palma, Sylvester Stallone (*Paradis Alley*, sa première mise en scène), l'écurie de Pressman n'est pas composée de « doux ». « A part les frères Taviani, c'est vrai, reconnaît-il. Je dois être attiré par les personnalités fortes. A la limite, c'est presque — dans la tête — un rapport érotique ».

Dès 1969, sa première production, *Qui qu'il*, de Paul Williams, a donné le ton : « Il n'y avait pas de frontière entre la création et le business ». Il affirme : « Mon entrée dans la production s'est faite naturellement. Je ne me suis pas dit un matin que j'allais exercer ni demandé comment trouver un bon sujet ».

C'est vrai et ce n'est pas tout. Edward Pressman est né dans un milieu aisé. Son père était fabricant de jouets, ce qui explique *Conan le barbare* ou *Les Maitres de l'univers*. Sa mère, qui avait repris l'entreprise familiale a financé sa première production. Elle s'est trouvée dans l'obligation de le faire, car le compte en banque d'Edward, alors étudiant, était à découvert. Il l'avait vidé pour financer le court métrage de son camarade d'université Paul Williams : *Girls*, d'après

une chanson de Lennon et McCartney. Aujourd'hui, Mrs. Pressman aujourd'hui soutient et conseille son fils. Il a une réputation de négociateur redoutable et de vrai corbeau financier. Il est peut-être le seul indépendant à avoir duré vingt ans sans interruption et sans collaborer avec les studios. « Je vais d'abord les voir, mais en général ils disent non. Il faut donc trouver l'argent ailleurs ».

Comme les Anglais Jeremy Thomas et David Putnam, c'est au Japon que Pressman a trouvé l'argent de ses prochaines productions (il en a peut-être en train, à différents stades de développement). L'une, *Reverend of Fortune*, d'après l'œuvre de Klaus von Bülow, sera réalisée par Barbet Schroeder (*Barfly*). L'autre, *New Rose Hotel*, d'après une nouvelle de William Gibson, scénariste du prochain film *Alien*, se passe dans un Tokyo du futur et sera tourné par une Américaine, Kathryn Bigelow.

Enfin, avec Brian de Palma il prépare une nouvelle version de leur *Fantôme du Paradis*.

HENRI BEHAR.  
\* Jusqu'au 10 avril à la Cinémathèque.

## MODE

Concours, défilés, films dans le cadre des « Journées »

## Le clinquant et l'éphémère

« La mode se met sur son trente et un » : tel est le slogan des Journées de la mode (prévues jusqu'au 8 avril).

Le coup d'envoi de cette manifestation — dont l'association regroupe les présidents des fédérations de habillement, du prêt-à-porter de la chambre syndicale des couturiers et des créateurs et, enfin, des succursalistes, a été donné samedi 1<sup>er</sup> avril sur A2 au cours d'un mémorable « Champs-Élysées spécial mode ».

Parmi les invités, Christian Lacroix, Jean-Paul Gaultier, Angelo Tarlazzi, Kenzo, des « humoristes » habillés en « Coco Singer » ou « Azeddine Tati », des mannequins et aussi Karl Lagerfeld, auquel Michel Drucker a fait la fameuse déclaration : « Vous seriez pu être Jackie ». Ce dernier se venge en fin d'émission : « Vous avez tout montré, de l'avant-garde au ringard ».

Une telle manifestation, limitée à un jour, sorte de Mardi gras de la mode, avait eu lieu en 1987. Cette fois, l'événement est plus ambitieux : redonner aux Français — les plus faibles consommateurs de vêtements en Europe — le goût de la mode.

Il est vrai que la femme française dépense pour s'habiller trois fois

moins que la femme allemande, deux fois moins que l'Anglaise et la Hollandaise ou encore une fois et demi moins que l'Italienne. A la médiocrité de la demande s'ajoute la progression des importations à bas prix. Deux mille affiches publicitaires ainsi que deux millions d'exemplaires du « magazine » intitulé « Vivez les Journées de la mode » ont été édités pour l'opération, à laquelle participent une dizaine de villes seulement.

Le programme, des concours de vitrines, de défilés dans les écoles, des défilés organisés par les commerçants ou les marques, des projections dans les cinémathèques d'un film sur « Cent ans de couture française », des nuits de l'élegance. « Nous voulons sensibiliser le marché final, montrer combien la mode est quotidienne. Il y a en France quarante millions de créateurs », affirme Jean-Pierre Joly, à la Fédération du prêt-à-porter. Grâce à des tickets « Grattez, gagnez », il sera possible de se faire

des souvenirs avec une cravate « Journées de la mode ». Mais on imagine mal les répercussions que pourront avoir l'oscar du café le plus « in » (Toulon), ou l'exposition de machines à coudre du dix-neuvième siècle (Remiremont) sur le marché intérieur.

Quant au « mieux-disant culturel », il risque de se résumer, sauf exception (une conférence de Ricardo Bofill sur le thème « Mode et urbanisme » le 6 avril, à Troyes), à des caricatures (promenade d'une vache grimpée avec un couple « branché » à Parthenay, équipe de rugby de Tarbes habillée « mode »), des formules de livre de records (l'envoi du plus grand gant et de la plus grande robe du monde, à Orléans, Le Mans, Bordeaux). Des manifestations aussi clinquantes qu'éphémères. Officiellement, 6 millions de francs ont été investis dans l'opération.

LAURENCE BENAM.  
\* Renseignements : 47-27-72-36.

## MUSIQUES

Trois groupes soviétiques au Printemps de Bourges

## La glasnost du rock

Du rock venu de l'Est. Il ne ressemble guère à celui de l'Ouest. Mais sa musique et ses paroles ont été pendant longtemps le seul exutoire de la contestation.

Voilà huit jours, ils n'avaient toujours pas leurs visas. L'association Janus, qui, depuis des mois, préparait leur venue pour le Printemps de Bourges, était aux cent coups. Mais, la journée machine s'est soudain dégringolée. Les membres des trois groupes, Kino, Zvozdiki Mou et Aukon, soit un bataillon de vingt-cinq personnes parties de Moscou ou de Leningrad, sont arrivées dimanche à Paris, où, sans doute pour contraindre les boussoles, on les a fait ôter au Terminal Nord.

Deux grandes tables un peu étonnées, un peu répliquées sur leur langue commune, peut-être encore surprises du vigoureux effet de la glasnost et de la perestroïka réunies, vaguement méfiantes et, ce qui est aussi surprenant qu'un Français sans baret ni baguette, sobres comme des chameaux, ou presque. Pas du tout ce à quoi on s'attendait.

Il faut dire que ces trois groupes ne sont pas non plus franchement orthodoxes. Ils appartiennent à cette caté-

gorie du rock soviétique qu'on nous permettra de résumer ici sous le label « non officiel », tant les catégories sont compliquées et surtout, tant le comportement des autorités a changé depuis l'apparition du genre, au début des années 80.

En France, on a commencé à entendre parler, on plutôt chanter, avec l'édition par Janus de *Rocking Soviet*, une compilation de chansons d'origines très diverses, de Leningrad au fond de la Sibirie.

Le rock glané par Janus, une association qui s'est donné pour vocation de « multiplier les échanges culturels entre les deux Europes », ne ressemble guère à celui de l'Ouest, même si les Soviétiques ont intégré avec plus ou moins de succès toutes les formules musicales ou spectaculaires du genre. Car si c'est une musique, c'est d'abord une langue qui sait se préserver et des paroles qui ont longtemps été le seul exutoire d'une contestation politique parfois sacrement radicale. Situation aujourd'hui paradoxale puisque ils sont, pour la plupart, chahutés par les médias de la glasnost à laquelle ils doivent de pouvoir chanter.

Même en France, où le ministre de la culture, qui a largement contribué à leur venue, les accueillait lundi 3 avril.

FREDERIC EDELMANN.

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

## Gracq : un écrivain à découvrir

## 1 L'orange de Retz et le bleu de Voltaire

J'ai trouvé très chic et presque émouvant de recevoir un *Piélade* dédié par son auteur. C'est ce qui m'est arrivé avec le tome I des œuvres complètes de Julien Gracq, en l'honneur vivement le donateur. On a l'impression, ce faisant, que Gracq par ces quelques lignes manuscrites, a levé la consigne, qu'il veut maintenant tous se révéler et me présenter, depuis le Moyen Âge, la Bible, l'Antiquité jusqu'à nos jours, leur « tout particulier hommage », leur « sympathie », leur « encouragement » et, pourquoi pas, leur « sincère admiration ». Que Chrétien de Troyes, Rutebeuf, Ronsard, Racine, Voltaire, Chateaubriand, Paul-Louis Courier, Mérimée, Gogol, Dickens, Proust, Colette et tous les autres qui se morfondent derrière les rayonnages des bibliothèques ne demandent pas mieux désormais que de venir nous taper sur l'épaule, que nous leur disions enfin, les yeux dans les yeux, ce que nous pensons d'eux.

Ce que j'ai le moins aimé dans la livrée de Gracq, c'est son *cui-havane*. L'auteur n'y est pour rien. Dans *Le Piélade*, on le sait, c'est la couleur obligatoire du vingtième siècle, couleur qui m'avait déjà fait tiquer lorsque je l'avais rencontrée pour la première fois avec le *Journal de Gide*. Je me demande si le vingt et unième siècle m'ira. Je le vois d'un grain gris foncé comme le Beluga, le plus cher des caviars. Ou rouge vif. Et pourquoi pas noir ? Ce noir qui va avec tout. De toutes les façons, les couleurs que j'aime sont déjà prises : l'orange du dix-septième siècle et des *Mémoires*, du Cardinal de Retz, le bleu de Voltaire et de Saint-Simon.

Je remercie que dans cette dédicace sur papier bible, qui m'a donné l'impression presque physique que la littérature existait pour de bon, Gracq s'est permis d'ajouter un « à mon nom ». S'il persiste, je lui ôterai le sien. Et j'ajoute plutôt l'air décomposé qu'il aurait Gracq sans son C. Il serait méconnaissable.

Vous trouverez dans le premier tome des œuvres complètes, trois de ses plus fameux romans :

a) *Au château d'Argol* qui fut écrit en 1937 (Gracq avait donc vingt-sept ans), refusé par la NRF, en 1938 et publié chez Cerd, en janvier 1939, moyennant une participation de l'auteur aux frais. Ce refus de la NRF ne doit pas nous surprendre. C'est plutôt un signe encourageant. « *Le Piélade* » est non seulement cette collection de luxe qui fait saliver les amateurs, mais le moyen trouvé par les Gallimard pour récupérer les écrivains du siècle qu'ils avaient refusés, négligés ou, tout simplement, qui les avaient snobés. Qu'importe, se disent-ils, si notre comité de lecture a des oublis, il y aura toujours « *Le Piélade* » pour servir de rattrapage.

Proust, Céline, Montherlant, Mauriac, Malraux, Bernanos, aujourd'hui Gracq, nous en administrent la preuve. C'est devenu une manie chez ces éditeurs de transformer cette collection illustre en entreprise de remassage de vieux papiers et, quand ils sont encore vivants, d'écrivains du troisième âge. A tel point qu'il suffit, parfois, pour un pluriel qu'il passe, d'avoir des tirages pléthoriques, un nom qui dit quelque chose à tout le monde dans les sondages, et de ne pas avoir publié un seul ouvrage chez les Gallimard, pour qu'assurément « *Le Piélade* » se mette en branle et fasse fonctionner ses grands bras orientables. C'est ainsi que Bazin, en toute innocence, qui a toutes les qualités du monde sauf d'être un écrivain, a failli y passer. Je l'ai sauvé de justesse.

b) *Un beau dimanche*, mis à l'impression à la fin 1943, mais qui ne paraîtra qu'au début

de 1945 : « *Cord ayant dû, après l'arrestation de sa femme et de son fils, abandonner sa maison d'édition pour échapper aux recherches de la police allemande* », nous précise l'éditeur de Gracq dans « *Le Piélade* ». Bernadette Bole. Un mot sur cette édition, elle le mérite. Que ce soit l'introduction, la chronologie, les notices et les notes sur les œuvres envisagées, bref ce que Gallimard appelle l'appareil critique, expression qui me fait très sérieusement penser à un appareil dentaire, l'ensemble est de premier ordre. Le bizzare (oui, j'ai dit bizarre) c'est que nous arrivons à en savoir plus grâce à Bernadette Bole sur ce Julien Gracq (et son œuvre), qui se dérobe, que sur les écrivains à la confiance ébahissante. L'on souhaiterait que les auteurs de « *Le Piélade* » bénéficient tous d'un prothésiste aussi attentif aux genévies, à la bouche de leur patient. C'est une évidence qui remonte à nos livres scolaires que les professeurs chargés de nous éclaircir un texte ont la manie d'annoncer ce que nous avions déjà compris et de passer à toute vitesse là où nous aurions voulu quelque explication.

L'un des plaisirs de cette édition, c'est de nous parler du tirage et de la vente d'un livre. Ainsi nous apprenons qu'« *Au château d'Argol* » a été tiré à mille deux cents exemplaires, dont cent trente se sont vendus l'année de sa publication (1939) et qu'il faudra attendre six ans (1945) pour que ce premier tirage soit épuisé. « *Et c'est seulement dans le sillage du Beau dimanche que José Corti peut entreprendre un second tirage en décembre 1945* ». Cette nouvelle édition a d'ailleurs fait le mérite d'attirer notre attention sur l'écrit de la critique qu'elle cite abondamment. Le public croit trop souvent qu'après quelques péripéties fâcheuses, les écrivains dont les noms sont devenus communs se sont appelés Racine ou Corneille, Hugo ou Musset avec la complicité bourgeoise, mais affectueuse, de la critique plutôt bonne fille. Il n'en est rien. La critique n'est pas si molle qu'on le pense et, s'il n'avait tenu qu'à elle, les écrivains n'auraient jamais passé la rampe. Son mot d'ordre a toujours été que « *personne ne sort du rang* » et Dieu y retrouvera les siens. Parlant d'une pièce de Gracq, les deux plus célèbres critiques dramatiques de l'époque, Jean-Jacques Gautier du *Figaro* et Robert Kemp du *Monde* s'exclament, le premier « c'est ruisselant d'ennui » et l'autre, « ce n'est que l'artifice... » C'est une leçon, c'est presque un châtiment ! Leurs épigones n'ont certainement pas changé de méthode. Et je me garderai bien de dire qu'ils ont eu tort.

## 2 Je n'avais rien compris

C'est par le *Rivage des Syrtes*, qui figure dans ce premier tome, que Gracq, d'écrivain remarqué devient un de ces noms qui brillent dans la littérature. Il franchit cette ligne invisible qui fait que désormais chaque livre d'un écrivain prend sa place avec plus ou moins de bonheur dans ses œuvres complètes. C'est en automne 1945 que naît le projet de ce roman qui sera, dans l'œuvre de Gracq, ce que *Madame Bovary* est dans celle de Flaubert. Et c'est durant l'été 1949 que Gracq en écrit la dernière page, « à l'exception des sobriquets des personnages » qui seront rédigés pendant le printemps 1951. Le livre paraît en septembre et reçoit l'accueil que l'on sait : le Goncourt et son refus.

Ce Goncourt refusé, devenu hémérique, fait partie avec le Nobel de Sartre de notre pénologie littéraire. Il est commenté à l'École de

guerre des écrivains comme un cas de figure particulièrement intéressant devant un public de débutants médusés, qui ne sait où donner de la tête : un Goncourt, c'est déjà beau, un Goncourt refusé c'est encore mieux. Surtout quand ce Goncourt avait été refusé avec beaucoup de politesse et d'élegance avant même d'avoir été donné et que ce refus superbe n'avait rien empêché. Tout serait donc possible : manger le beurre et l'argent du beurre. Dans ce premier tome, vous pourrez lire également les poèmes en prose de Gracq réunis sous le titre un peu gauche, un peu trop à la Breton de *Liberté grande*. « *Écrit, entre 1941 et 1963, les textes qui composent aujourd'hui Liberté grande ont fait l'objet de trois éditions successives entre 1948 et 1969 et dont chacune constitue une augmentation de la précédente* ».

Sur Breton précisément, Gracq publie en 1948 chez l'indispensable Corti, sous le titre : *André Breton. Quelques aspects de l'écrivain*, une étude qui passe par la plus belle, la plus perspicace jamais écrite sur cet auteur et, dans le même temps, pour un autoprotrait de Gracq et de sa doctrine. C'est souvent ce que l'on dit lorsqu'un écrivain se consacre à un confrère qu'il aime ou qu'il intéresse. En parlant du voisin, il ne ferait que parler de lui. Dans son *Saint-Genet*, Sartre s'était roblotté contre cette façon de voir. Il me semble évident qu'il faut passer par soi pour bien parler de l'autre, mais ça ne veut pas dire, s'il est réussi, qu'il n'y a que soi dans le portrait que l'on fait d'un écrivain. Autrement dit, c'est par la similitude que l'on s'introduit et par la différence que l'on s'enrichit.

En feuilletant ce *Piélade*, en émettant un par un les livres qui s'y cachent, je m'aperçois combien Gracq, le Gracq de la Liberté, a échappé à l'adolescent que j'étais, trop occupé par les vedettes d'alors. Je n'ai pas compris du tout par exemple ce que Gracq avait en commun avec Sartre, qu'il aurait pu être son rival malheureux, qu'en somme il l'a échappé belle, que Sartre en l'occurrence l'occupait, en occupant toutes les places de l'orchestre, lui a rendu un fier service, lui a permis d'être Gracq avec retard, pleinement. Oui, leurs ressemblances, qui me sautent aux yeux aujourd'hui, comme tout le monde ne les avait pas vues. Qu'à cinq ans près, cinq ans qui comptent, certes, ils avaient le même âge. Deux normiens. Deux professeurs. Beaucoup de province. De la musique, mais Bach chez Sartre et Wagner, hélas, chez Gracq. Ils publient leur premier vrai livre la même année, en 1939. Même guerre studieuse qui finit dans un camp de prisonniers (s'ilag débordant chez Sartre, ottag aristocratique à la Pierre Freney). Même libération anticipée en 1941. Au fond, le seul qui avait peut-être avant tout le monde était Raymond Queneau, qui, le jour du Goncourt, aurait bredouillé au lieu du *Rivage des Syrtes*, les *Ravages de Sartre* (à suivre).

## 3 Gentleman Walsh (1887-1980)

Si j'ai manqué jadis un déjeuner avec Raoul Walsh au Fouquet's, je me suis rattrapé avec ses films. Et moi qui me couche maintenant de bonne heure, ce dimanche, après le papier, j'ai revu, pour la cinquième fois peut-être, *Objective Burma* (s.t. : *Aventures en Birmanie*) que nous offrait le « *Cinéma de minuit* » sur la troisième. Quelle rapidité ! Pas un moment de perdu. Pour une fois, Errol Flynn est sobre, égaré à sa légende. Quel bonheur, quel repos, cette absence de digression !

**FIBO**  
Salon international de la Forme Physique pour l'Amateur/Quasi/Endurance/Jogging/Aérobie et Bodybuilding  
Parc des expositions Cologne (Allée) 03.04.-09.04.1989  
06.07.04 pour les professionnels exclusivement  
08.09.04. pour le grand public  
Heures d'ouverture : 9.00 - 18.00 heures

**ORCHESTRE DE PARIS**  
Directeur Musical Daniel Barenboim  
Directeur Général Pierre Vostinsky  
SALLE PLEYEL 20 H 30

12, 13 avril  
Semyon Bychkov, direction  
Michel Benet, hautbois  
André Sennedat, basson  
Pascal Moragues, clarinette  
Michel Garcin-Marron, cor  
Mozart, Symphonie Concertante pour instruments à vent et orchestre K.287 b  
Chostakovitch, Symphonie n° 11  
Ces concerts sont parrainés par NT Meridian rétro.

19, 20 avril  
Kent Nagano, direction  
Cho-Liang Lin, violon  
Stravinsky, Symphonie pour instruments à vent  
Mozart, Concerto pour violon n° 4 K.218  
Reich, Four Seasons  
Création en France  
Ravel, La Valse

RENSEIGNEMENTS - LOCATION  
SALLE PLEYEL 45 6 10 96

## CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHATELET Vendredi 7 avril 20 h 30 (a. Valentin Montpellier)	<b>GUSTAV MAHLER</b> 5 <sup>e</sup> Symphonie « des 1000 » <b>ORCH. PHILHARMONIQUE</b> CHEF DE MATTHEU DE RADIO FRANCE Petite chorale de Paris Dir. : Eliahu
SALLE PLEYEL Lundi 10 avril 20 h 30 (a. Valentin O.L.A.)	<b>INBAL</b> ISAAC <b>STERN</b> Jean-Pierre <b>RAMPAL</b> MSTISLAV <b>ROSTROPOVITCH</b> Jean-Christophe BACH TELEMAN HAYDN, MOZART
CHATELET Lundi 10 avril (a. Valentin)	<b>JOHN ALER</b> Téor Michael GORDOVANA Piano R. HAHN, SCHUBERT LIZET, RACHMANNOV
CHATELET Mardi 12 avril 20 h 30 (a. Valentin)	<b>BERIO</b> Chambre II, Serenata Corale <b>RICHARD STRAUSS</b> Le Bourgeois gentilhomme ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN Dir. : PIERRE BOBLEZ
CHATELET Mardi 12 avril 20 h 30 (a. Valentin)	<b>GUSTAV MAHLER</b> 4 <sup>e</sup> Symphonie <b>MOZART</b> Symphonie de mai, n° 34 MARGARET MARSHALL Soprano HELMER STYRHOJER Dir. : CLAUD PETER FLOR

JP 11/04/89



**Mardi 4 avril**

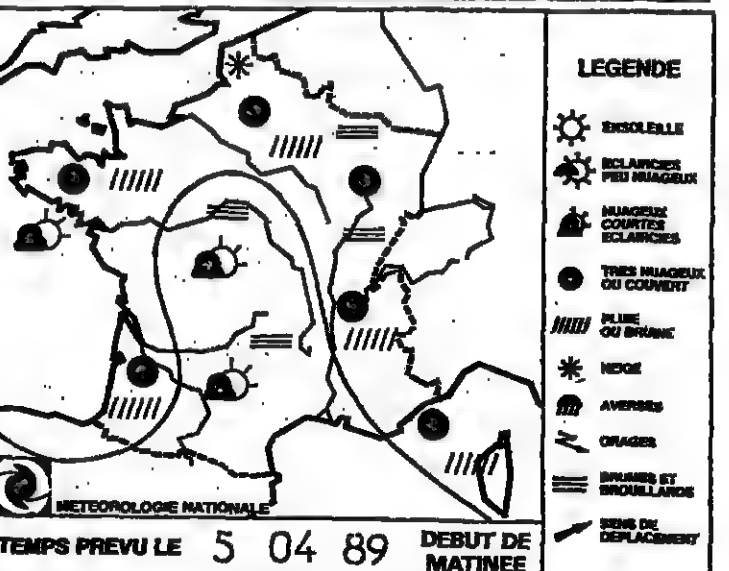


## Informations « services »

## Mardi 4 avril

**Mercredi 5 avril**

<b>O</b> orage	<b>P</b> pluie	<b>T</b> tempête	<b>*</b> neige
-------------------	-------------------	---------------------	-------------------



# TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre

le 3-4-1983 à 6 heures TU et le 4-4-1983 à 6 heures TU

## FRANCE

LYON			
MARSEILLE	14	-	5
NANTES	13	6	P
TOULON	13	6	P
CAEN	13	4	P
PARIS	13	4	P
STRASBOURG	8	4	P
LYON-MONTPEL	10	7	P
STRASBOURG	12	6	P
PARIS	14	7	P
PARIS	7	0	P
PARIS	9	5	P
PARIS	15	9	P
MARSEILLE	16	12	A
PARIS	16	12	A
PARIS	13	5	C
PARIS	16	12	A
PARIS	9	2	P
PARIS	11	8	P
PARIS	12	4	P
PARIS	12	4	P
STRASBOURG	9	4	C

## ÉTRANGER

TOULON	9	1
TOULOUSE	9	5
PARIS-PIRE	29	21
ATLÈS	21	10
AMSTERDAM	8	1
ATHÈNES	16	13
BANGKOK	37	27
BANGKOK	37	27
BARCELONE	21	13
BERLIN	6	1
BERLIN	6	1
BUDAPES	6	1
LE CAIRE	26	14
CHYPRE	2	-1
CHYPRE	23	17
DELHI	30	14
DIARRA	31	17
GENÈVE	12	8
SINGAPOUR	27	23
VIENNE	20	10
JERUSALEM	20	7
LEZARD	11	7
LONDRES	8	2

LOS ANGELES	25	13	P
LYONSBURG	25	13	P
MADRID	8	1	P
MARRAKECH	15	8	P
MEXICO	25	10	P
MILAN	17	10	P
MONTREAL	9	4	P
NAIROBI	2	-1	N
NAIROBI	2	-1	N
NEW-YORK	13	6	P
OSLO	6	-3	D
PALMA-DEMAI	0	-6	D
ESSEN	20	6	P
NOU-SAMBO	27	24	N
SINGAPOUR	19	12	P
STOCKHOLM	0	-8	D
STONEY	23	21	D
TOKYO	15	11	D
TOKYO	29	10	D
VIENNE	4	-3	P
VIENNE	17	13	P
VIENNE	5	3	P

A

B

C

D

E

F

G

H

I

J

K

L

M

N

O

P

Q

R

S

T

U

V

W

X

Y

Z

0

1

2

3

4

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

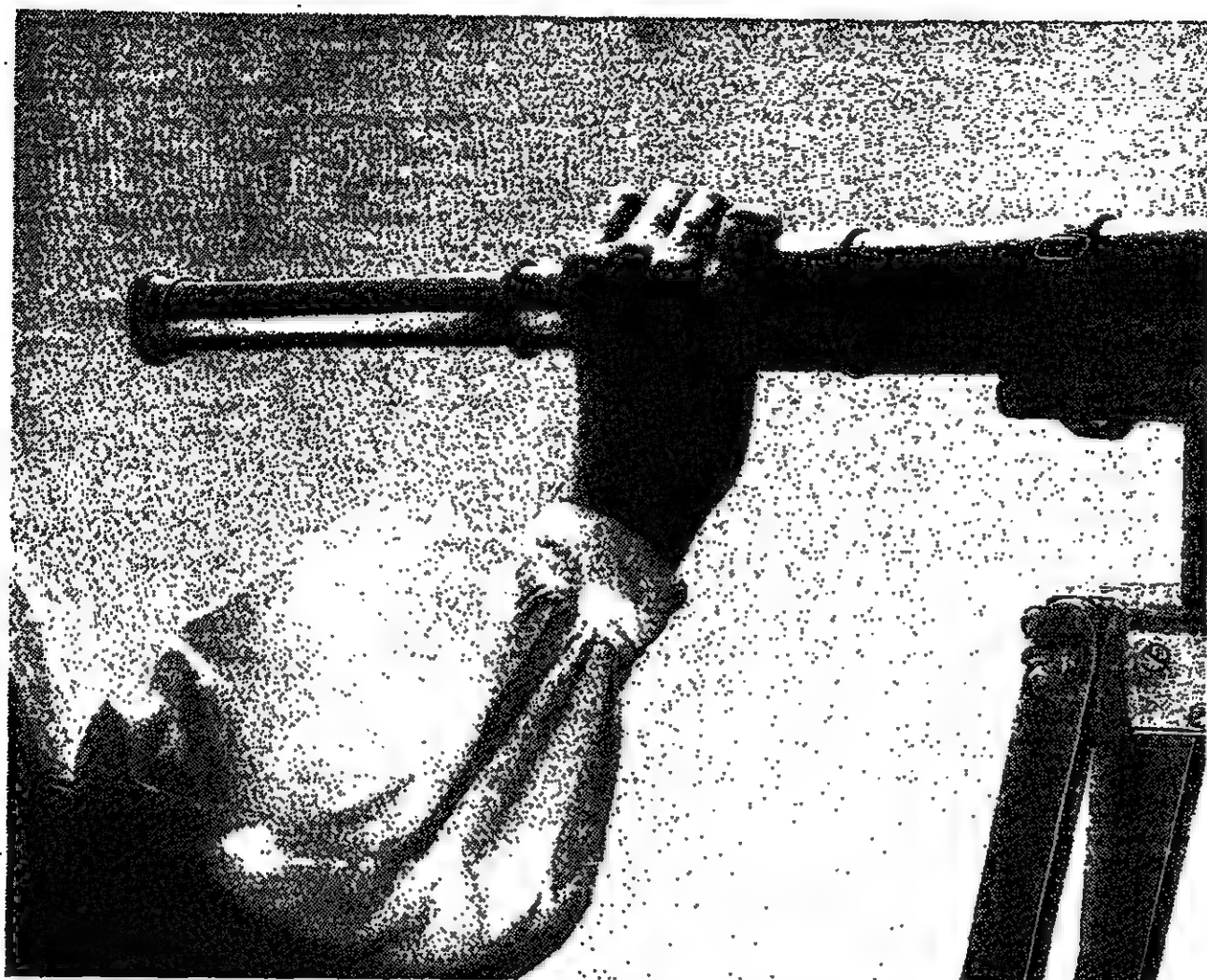
214

215

216



## SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE



Galilée, inventeur de la lunette et astronome

## SLIGOS, CONCEPTEUR ET EXPLOITANT DE SYSTÈMES

*"On n'excelle jamais que dans ce qu'on pratique": la maxime de Montaigne est toujours d'actualité. Et dans l'informatique plus qu'ailleurs. Bien concevoir un système informatique, c'est aussi prendre des options techniques qui auront un effet déterminant sur son exploitation, donc sur son efficacité. On le fait mieux quand on a l'expérience de l'exploitation. De même pour être un bon exploitant de services informatiques, il faut aussi avoir une expérience étendue de concepteur. Concepteur et exploitant, SLIGOS réalise la synthèse de l'ingénierie de haut niveau et de l'exploitation de moyens informatiques à la pointe de la technologie. Cette double compétence apporte à ses clients une inégalable garantie d'efficacité.*

**S SLIGOS**







# Le Monde

## SCIENCES ET MEDECINE

### Le crâne d'Amadeus

On vient d'identifier le crâne de Mozart.  
Le compositeur était atteint  
d'une malformation rarissime des sutures frontales.

LE 5 décembre 1791, à 0 h 55, mourait à Vienne Wolfgang Amadeus Mozart, « maître de la Chapelle impériale et royale » et compositeur de la chambre, né à Salzbourg, décédé au n° 970 dans la Rautenstraßgasse, de fièvre militaire aiguë, à l'âge de trente-six ans (1). Frère de deux siècles plus tard, le crâne de Mozart vient seulement d'être formellement identifié par des anthropologues français et autrichiens. C'est parce qu'il avait une déformation très rare du crâne résultant d'une soudure précoce d'une suture du front que cette identification a pu être effectuée.

Mais revenons en 1791. Constance, la femme de Mozart, étant donnée sa situation financière précaire, ne put organiser qu'un enterrement de troisième classe. Le corps de Mozart fut tout d'abord conduit à la cathédrale Saint-Étienne, puis au cimetière de Saint-Marx, dans les faubourgs de Vienne. Jeté dans la fosse commune dans une totale indifférence, l'un des plus grands génies de la musique n'eut que des fossoyeurs à son enterrement.

Cinquante ans plus tard, en 1842, l'année où mourut

Constance, Jacob Hirt, un célèbre anatomiste autrichien, retrouva le crâne présumé de Mozart. Il en donna une description dont firent état les responsables du Mozarteum de Salzbourg quand ils organisèrent, en 1901, le transfert du crâne dans la maison natale du compositeur.

Mais il subsistait toujours un doute quant à l'identité de ce crâne. En dépit de nombreuses « preuves historiques », comme disent les anthropologues, rien ne permettait d'établir avec certitude qu'il s'agissait bien du crâne de Mozart. Aussi les responsables du Mozarteum décidèrent-ils de retirer le crâne de son lieu d'exposition et de l'envoyer dans un placard de la bibliothèque.

Il fallut attendre la pièce de Peter Shaffer, *Amadeus*, et le film de Milos Forman en 1984, pour que l'on s'intéresse à nouveau au crâne de Mozart. A la demande du conservateur du Mozarteum, Gottfried Tichy, un paléontologue autrichien, fut en effet chargé de récapituler tout ce que l'on savait sur ce crâne. A cette fin, une expertise médico-légale fut demandée.

C'est un géologue-anthropologue français, Pierre-François Puech, qui fut chargé en grande partie de ce travail (2). Travaillant à l'Institut de médecine légale de Marseille et au laboratoire

d'anthropologie du Musée de l'Homme de Paris, il commença dans un premier temps par « épilcher » le crâne de Mozart : examen au scanner et au microscope à balayage, microanalyses, le moindre indice fut étudié.

La première surprise de M. Puech fut de constater que le crâne de Mozart avait une déformation extrêmement rare, une craniosynostose, due à une fermeture prématurée de la suture météopique du front. Le problème est que cette déformation n'avait jusqu'alors jamais été décrite chez l'adulte. La première description chez le nouveau-né remonte à 1981 et ce n'est, en fait, qu'à partir de 1985 que ces malformations ont été bien connues. Les trente mille crânes du Musée de l'Homme furent passés en revue et, sur le lot, quatre seule-

ment portaient une craniosynostose de ce type.

A la suite d'une longue et minutieuse enquête, le crâne de Mozart put être formellement identifié. Ce travail anthropologique nécessita en outre la mise en parallèle des différentes constatations faites sur des portraits du compositeur, en particulier sur le plus ressemblant d'entre eux, celui de son beau-frère Lange. Sur ce portrait apparaît, en effet nettement, un bombement du front, caractéristique d'une craniosynostose.

Cette identification du crâne de Mozart fait aujourd'hui l'objet de trois publications scientifiques : l'une, dans le *Journal of Forensic Sciences* de mars 1989, porte sur sa malformation cra-

nienne; une autre, dans *The American Journal of Physical Anthropology* (février 1989), est consacrée à l'identification proprement dite du crâne; enfin, dans le *Yearbook of Physical Anthropology* (1988), à paraître prochainement, un article, signé de Mehmet Yasar Irfan, explique, à partir de cette identification, quel intérêt peut avoir l'anthropologie en matière de médecine légale (3).

Cela dit, pourraient se demander certains admirateurs du « divin compositeur », à quoi bon consacrer tant d'efforts pour identifier un crâne ? Au-delà du caractère « historique » de cette identification, remarquons tout de même qu'elle a constitué une « première » en ce sens qu'il s'agit de la première description chez l'homme adulte d'une craniosynostose de la suture météopique. Sans le savoir, Mozart a ainsi - aussi - fait progresser la science...

Un détail pour finir : cette malformation n'a pas empêché Mozart d'avoir une capacité cérébrale légèrement supérieure à la normale de l'ordre de 1 585 centimètres cubes.

FRANCK NOUCHI.



Sur cette photographie du crâne de Mozart apparaît nettement un bombement du front, signe de craniosynostose.

### TRANSPARENCE DES ÉPROUVETTES

LA fécondation *in vitro* a trouvé sa passionnée. Son nom : Chantal Ramogida, présidente de l'association Pauline et Adrien : bébés FIV (1). Son mot d'ordre : la transparence. Avec elle sur le dos, les spécialistes de la procréation médicalement assistée (PMA) et les pouvoirs publics n'ont qu'à bien se tenir. Consumerisme et FIV, le mélange pourrait être explosif.

L'irruption de Chantal Ramogida sur la scène médico-médicale de la PMA n'aurait sans doute pas eu lieu si la clinique du Chesnay (Yvelines) - où, après avoir subi une FIV, elle avait eu deux jumeaux, Pauline et Adrien - avait obtenu l'agrément du ministère de la santé. Choquée par une telle « injustice » - « l'équipe du Chesnay est formidable », affirme-t-elle, son non-agrément est scandaleux », - elle décide de créer une association de soutien à l'équipe. Journaux, télévisions, les médias s'emparent d'elle. Les histoires d'agrément, ils n'y comprennent rien. Alors ils m'écrivent, comme on jette une bouteille à la mer. » Que veut-elle cette femme mariée, mère de trois enfants, qui a abandonné son poste de cadre dans une entreprise d'import-export, pour se consacrer à plein temps à son association ?

« D'abord de la transparence. Que les centres de PMA affi-

chent leurs résultats pour que nous, les consommatrices, sachions quelle chance de réussite nous avons en allant dans tel ou tel centre. Pour cela, il faut revoir, avec davantage de rigueur, la liste des centres agréés telle qu'elle a été établie par la Commission nationale de médecine et de biologie de la reproduction. Il faut en outre, moraliser tout cela. Dénoncer les pratiques de certains spécialistes qui n'hésitent pas à se faire payer au noir. » Et de citer le cas de ce célèbre chef de service parisien qui propose à ses patientes pour une consultation « au choix » 8 000 F par chèques ou 3 500 F en liquide...

Visiblement, à en juger par son carnet de rendez-vous, les arguments de Mme Ramogida ont un certain poids. Outre M. Evén et le directeur général de la santé, Mme Barzach et la quasi-totalité des spécialistes français de la FIV ont demandé à la rencontrer. « Mme Robert Edwards », le père de la FIV, ajoute-t-elle fièrement.

De manière un peu enfantine, elle parle sans cesse de « ses » médecins, de ses « petits préférés », de son « choucho », et des « ripoux » de la profession. Le 25 avril, elle inaugura, en grande pompe, à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), son local. Suivront l'ouverture d'antennes à Lorient, Lyon, Nice et Lille. « Vous allez devenir le Gault et Millau de la FIV », lui a récemment confié un membre de l'entourage de M. Evén. Un compliment ambigu comme pourraient l'être les objectifs de son association si elle persistait à se développer en faisant appel au sponsoring pharmaceutique...

F. N.

(1) 4, rue Yves-du-Manoir - 92500 Rueil-Malmaison.

### L'or noir et ses pompes

Le pétrole non dégazé pourrait bientôt circuler dans les pipe-lines, supprimant ainsi l'obligation des gigantesques et onéreuses plates-formes.

L'INSTITUT français du pétrole (IFP), Total et Statoil (la compagnie nationale norvégienne) viennent de mettre au point, conjointement, le système Possidon après cinq années d'études. Les trois partenaires se sont partagés en parts égales le coût de ces études : 200 millions de francs, mais Total et l'IFP ont reçu une aide de 40 millions de francs des Communautés européennes.

Possidon était le dieu grec de la mer. Le système qui porte son nom a pour objet de diminuer sensiblement le coût de l'exploitation offshore en permettant le transport par pipe-lines, sur des distances de 150 kilomètres et plus, du pétrole dans l'état où celui-ci sort des puits.

Le pétrole qui sort d'un gisement contient toujours du gaz, de l'eau et des matières solides - sable, paraffine et hydrates (1). Au fond, dans la couche productrice qui est soumise à de fortes pressions, le gaz est dissous dans le pétrole. Au cours de la montée vers la tête de puits, la pression diminue, le gaz se détend. Cette détente a un effet bénéfique : elle donne à la colonne de pétrole - au moins au début de l'exploitation d'un champ - l'énergie nécessaire à la montée. Mais elle a aussi un effet pervers : arrivé en

surface, le gaz n'est plus dissous dans le pétrole : il est sous la forme de bulles. Le fluide, après sa sortie de la tête de puits, est donc le mélange de trois phases : phase liquide (pétrole et eau), phase gazeuse (gaz), phase solide (sable, paraffine et hydrates). Ce qui en complice singulièrement le transport vers la terre ferme.

Dans les tuyaux plus ou moins horizontaux, comme le sont les pipe-lines, la phase liquide coule en bas, entraînant les particules solides si celles-ci ne sont ni trop nombreuses ni trop grosses. La phase gazeuse circule dans la partie haute des tuyaux. Mais liquide et gaz s'écoulent à des vitesses différentes. Le gaz, plus rapide, crée des vagues à l'interface. D'où la formation de « poches » de gaz et de « bouchons » de pétrole qui se courent après, se bousculent, s'accumulent jusqu'à ce qu'une accumulation de gaz vienne défoncer la paroi du « bouchon » liquide sinée devant elle. « Poches » et « bouchons » sont encore mal connus, mais on pense qu'ils peuvent atteindre des longueurs égales à mille ou deux mille fois le diamètre du tuyau où se produit tout ce remue-ménage. Soit 300 à 600 mètres dans un tuyau de 300 millimètres de diamètre.

Bien entendu, les tuyaux et surtout les installations de bouts de ligne (vannes, réservoirs) souffrent beaucoup de la course turbulente du pétrole et du gaz. En outre, au-delà d'une dizaine de kilomètres, le transport par tuyaux du pétrole non dégazé est impossible. D'où l'installation, tout à côté des têtes de puits, de séparateurs volumineux et lourds dans lesquels, par détente, le gaz sort du pétrole et qui nécessitent la construction de grandes et coûteuses plates-formes.

Si l'écoulement pouvait se faire à grande vitesse, le mélange pétrole-gaz serait une émulsion, assez comparable à une mayonnaise liquide, dont le cheminement dans les pipe-lines se ferait en douceur. Mais la grande vitesse suppose beaucoup d'énergie et, sur de longues distances, l'énergie se perdrait dans les frottements et les turbulences inévitables ; l'émulsion s'autodétruirait et on viendrait vite aux deux phases liquide et gazeuse avec tous les problèmes que nous avons évoqués plus haut. Même la puissance des pompes qui assurent la propulsion du pétrole ou du gaz dans les longs pipe-lines n'y peut rien. Au contraire, les pompes classiques séparent le pétrole et le gaz par effet centrifuge.

La principale astuce du système Possidon est une pompe à l'intérieur de laquelle alternent des éléments tournants (les rotors) fixés sur un arbre et des éléments fixes (les stators). Dès 1971-1972, l'IFP avait mis au point, pour activer les puits « ago-

nisants » d'un champ en fin d'exploitation, une pompe acceptant un mélange diphasique grâce à l'alternance de rotors et de stators. Les rotors tournant à 4 000-6 000 tours-minute et munis d'aubes conféraient la vitesse. Les stators munis d'éléments canalisant le mélange freinaient cette vitesse et transformaient l'énergie en pression. Vitesse et pression combinaient leurs effets pour maintenir l'homogénéité de l'émulsion pétrole-gaz.

#### Une extrême précision

L'idée est simple. Mais sa réalisation n'a été possible que par la détermination très complexe de la longueur de l'arbre, de la forme des aubes des rotors et des éléments canalisateurs des stators. En outre, toutes les pièces sont conçues avec une extrême précision : si l'arbre est trop long, il se produirait des vibrations au cours desquelles les rotors pourraient toucher les parois ; si les rotors sont trop éloignés des parois, il y aurait des écoulements parasites.

YVONNE REBEYROL  
(Lire la suite page 19.)

(1) Les hydrates sont des cristaux de glace (de l'eau amenée à la congélation par le seul refroidissement dû à la détente) qui enferment des molécules de gaz en prenant des formes extraordinaires et des dimensions parfois importantes. Les hydrates peuvent ainsi tout boucher. On emploie la formation des hydrates en injectant de l'antigel (glycol ou méthanol) au niveau des têtes de puits.

Un grand physicien découvre le biomagnétisme

Yves ROCARD

La Science & Les Sourciers

Baguettes, pendules, biomagnétisme

Dunod

215 F



# Des crottoirs pour piétons

Les excréments de chiens provoquent une maladie parasitaire qui pose un problème de santé publique : la toxocarose.

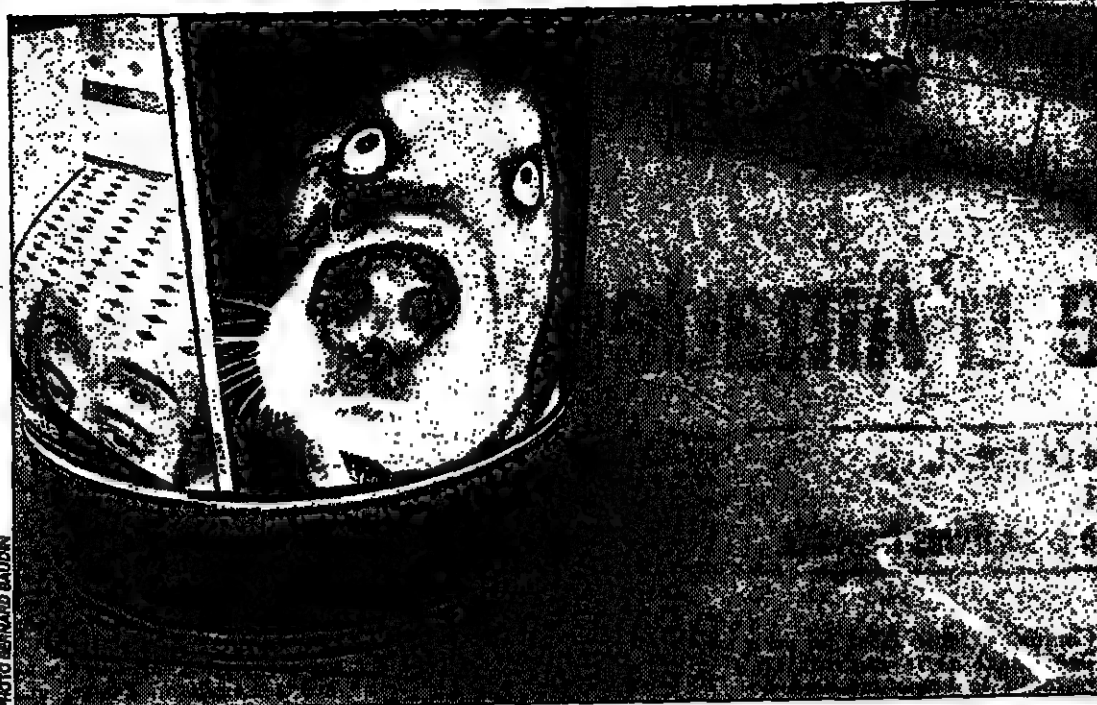
JUSQU'À maintenant la présence d'excréments de chiens dans les lieux publics a été critiquée pour la nuisance et le coût qu'elle impose à la collectivité. A ces critiques, plusieurs études récentes conduites en Europe et en Amérique du Nord ajoutent une information d'une tout autre gravité : les excréments de chiens sont à l'origine d'une maladie parasitaire qui pose un sérieux problème de santé publique. Selon les conclusions de ces études, l'incidence de cette maladie chez l'homme serait largement sous-estimée. Une fraction importante de la population souffrirait de symptômes qui lui sont associés.

L'agent de cette maladie est un parasite présent dans les excréments de chiens : *Toxocara canis*. Or le nombre de chiens contaminés est très élevé en France. Le docteur Dominique Chabasse, (centre hospitalier universitaire d'Angers) donne le chiffre de 23 % pour sa région. Pour toute la France, cette proportion varie de 10 % à 50 %. Les chats sont porteurs dans la même proportion d'un parasite apparenté, *Toxocara cati*. Mais leurs habitudes fécales réduisent le risque de transmission à l'homme.

Une fois dans l'environnement, les œufs microscopiques et très résistants du parasite sont propagés sur les aires de jeux, les bacs à sable (à Paris, plus de la moitié d'entre eux en contiennent) et dans l'habitat par les

patte d'animaux domestiques ou les semelles de chaussures. L'homme se contamine en avalant les œufs après contact répété de la main souillée avec la bouche. Ce mode d'infestation explique en partie que la maladie soit plus fréquente chez l'enfant. Après diagnostic sérologique, le traitement médicamenteux doit être fait par un spécialiste.

Le parasite jusqu'ici n'était tenu pour responsable que de quelques cas graves mais rares. Sous sa forme qu'on peut aujourd'hui appeler « classique », la toxocarose s'exprime par des lésions de la corne parfois irréversibles et par des complications neuro-psychologiques. Le faible nombre de maladies déclarées — mille neuf cent vingt dans le monde jusqu'en 1979 — était en contradiction avec le haut taux de séropositivité au parasite rencontré sur l'ensemble de la planète. « Cette anomalie laissait prévoir l'existence de formes mineures de la maladie », explique le docteur Jean-François Magnaval (centre hospitalier universitaire de Purpan-Rangueil à Toulouse). Son étude montre que la contamination (séropositivité) chez l'adulte dans la région Midi-Pyrénées avoisine 5 % en milieu urbain et 15 % en milieu rural. Les chiffres donnés par les équipes britannique, irlandaise, américaine et canadienne sont



comparables, avec des pointes chez l'enfant en milieu rural allant jusqu'à 19 % en Ecosse et 23 % en Caroline du Nord.

Les observations cliniques du docteur Magnaval montrent que 2 % à 3 % des séropositifs expriment une toxocarose franche ou « classique ». Ce taux surprenant pour une maladie jusqu'ici considérée comme rare. Mais l'enseignement important tient à l'identification, chez certains malades, d'un large éventail de symptômes de gravité diverse qui auparavant n'étaient jamais associés à la maladie. Les plus fréquents sont la fatigue, les douleurs abdomi-

nales, les manifestations allergiques (fait trop souvent négligé par les allergologues), les troubles neuropsychologiques et les problèmes articulaires et pulmonaires. L'état des connaissances actuelles ne permet pas encore de mesurer avec précision leur incidence respective chez les personnes séropositives.

La diversité des symptômes est due à la nature migrante de la larve. Après éclosion dans le haut de l'intestin grêle, elle traverse la paroi intestinale et migre vers le foie puis le cœur. De là, elle entre dans la circulation sanguine gé-

rale et erre à travers les tissus, entraînant des dommages mécaniques et inflammatoires qui varient selon l'organe parasité. Ces données expliquent que l'on observe des pathologies semblables à celles retrouvées dans différentes spécialités médicales. L'erreur ou le retard du diagnostic entraîne une persistance des troubles et un coût élevé des soins. Le docteur Magnaval donne le chiffre de plus de 6 000 francs par patient. « La maladie peut durer des mois, des années. En France, les médecins devraient être mieux informés de ce problème », déclare-t-il.

Dans les pays anglo-saxons où les travaux sur la toxocarose sont plus nombreux, celle-ci est considérée comme un problème de santé publique. La pollution fécale animale tombe d'ailleurs sous le coup d'une sévère réglementation. De grosses amendes sont infligées au propriétaire du contrevenant. Il en coûte 100 dollars par crotte à New-York. La plupart des villes dans le reste du pays et au Canada ont des réglementations similaires. En Australie, elle s'applique avec une rigueur particulière sur les plages. Résultat : le canin ne sort plus sans un maître armé d'une poche plastique réversible qu'il peut se procurer dans n'importe quel supermarché. Il y trouve même des pelles télescopiques qui permettent de recueillir les déjections avant qu'elles n'atteignent le sol.

Les chiffres rapportés par ces études ne font pas l'unanimité en France. Nombre de spécialistes demandent des travaux complémentaires, car, à leurs yeux, les conclusions sont tirées trop hâtivement. Toutefois, pour l'Organisation mondiale de la santé, les risques d'infestation sont réels depuis longtemps. Dès 1979, elle déclarait que « la toxocarose humaine pose un problème de plus en plus sérieux dont il faut se préoccuper et dont l'importance est sous-estimée ».

En toute hypothèse, la toxocarose démontre qu'un manque d'éducation sanitaire peut provoquer un sérieux problème de santé publique. Peu d'animaux domestiques sont vermifugés régulièrement. Il ne suffit pourtant que d'une pastille dans la pâtée deux fois par an pour éliminer les parasites dangereux pour l'homme.

CHRISTIAN CLANET.

## Griffes de velours

Nourrie, gérée comme du bétail, une partie de la faune sauvage ne survit en France que par la volonté des hommes.

AVEC leurs 2,30 mètres d'envergure et leur tête chauve engoncée dans une collerette blanche ils sont impressionnants, les vautours qui planent au-dessus des gorges de la Jonte, en Lozère. Chaque été, des milliers de touristes se tortent le cou pour admirer ces symboles du retour de la vie sauvage. Ils ignorent que depuis vingt ans ces superbes planeurs sont des assistés. Chacun est baptisé, nourri, soigné s'il est souffrant, surveillé lors de ses déplacements.

Le chiffre inscrit sur la bague qu'il porte à la patte est l'équivalent d'un numéro de Sécurité sociale.

Ainsi en va-t-il de la plupart des grands oiseaux et des mammifères qui peuplent aujourd'hui nos campagnes. Ils ne s'abattent que dans une apparente liberté. S'ils vivent leur vie, c'est que l'homme les y a autorisés et de plus en plus souvent encouragés. Les cent cinquante spécialistes réunis récemment à Saint-Jean-du-Gard pour

faire le point sur les réintroductions en France d'espèces animales ont dû en convenir. La simple protection de la nature ne suffit plus. Pour sauver la vie sauvage, il faut réinstaller les animaux disparus ou en voie d'extinction. Mais le milieu est devenu tellement hostile, et même impitoyable, que les spécimens pionniers doivent recevoir aide et assistance, parfois durant les décennies.

Curieusement, le concept de réintroduction est né simultanément chez nous dans deux clans opposés : les chasseurs et les protecteurs de la nature. Les premiers voulaient compenser les ravages que provoquait la myxomatose dans les terriers. Les seconds rêvaient de réparer les dommages opérés chez les grands animaux par la civilisation industrielle et... les chasseurs. Partiellement au cours des années 50, ponctués d'échecs dus à l'expérience, le mouvement a pris aujourd'hui une ampleur impressionnante. Organismes publics, associations et particuliers y participent dans l'enthousiasme et le désordre. La liste des réintroductions s'allonge : Office national de la chasse, fédérations de chasseurs, éleveurs de gibier, Office national des forêts, ministère de l'environnement, parcs nationaux et régionaux, associations d'écologistes, propriétaires privés, etc.

Notre bestiaire compte aujourd'hui davantage d'espèces qu'il y a trente ans, mais méritent-elles encore l'appellation de « sauvages » ? Une bonne partie du gibier que les chasseurs traquent par monts et par vaux a été littéralement « fabriquée » par des éleveurs français ou étrangers. C'est vrai pour 10 % à 20 % des canards et des lièvres, pour plus de 60 % des perdrix et pour 95 % des faisans figurant aux tableaux. On ne compte pas moins de six mille élevages en France qui « produisent » bon an, mal an dix millions de pièces. Sans compter les animaux importés et les centaines de milliers de lapins repris dans les zones épargnées par la myxomatose, dûment vaccinés et relâchés ailleurs.

Si les lâchers de cerfs ne dépassent pas quelques dizaines par an, ceux de chevreuils atteignent le millier. Le sanglier, orgueil des forêts gauloises et nourriture favorite d'Astérix, n'est plus qu'un cochon costumé. Le Syndicat national des producteurs de gibier avoue que ses membres agréés

vendent chaque année quarante mille bêtes aux sociétés de chasse, mais que de très nombreux petits élevages échappent au recensement. La sociologue Anne Vourc'h, qui a fait une minutieuse enquête sur la chasse dans le parc des Cévennes (1), révèle l'étendue de cette « pollution génétique ». Par souci de rentabilité, les sangliers sont croisés avec des cochons, nourris de maïs, de glands et de déchets d'abattoirs, puis vendus comme « sauvages ». Ceux qui s'échappent sont tellement inféodés à l'homme qu'ils reviennent en plein jour quémander de la nourriture aux enfants sur le chemin de l'école ou, la nuit, labourer les potagers. Finalement, estime-t-on, la quasi-totalité des quatre-vingt mille sangliers tués chaque saison en France sont, directement ou par descendance, issus d'élevages. Les blaireaux eux-mêmes, réputés totalement libres, sont transportés d'un terrier à l'autre par les groupes de « déterreurs ».

### La mort des loups

Pour les espèces menacées ou en voie d'extinction, la vogue des réintroductions bat son plein. Selon un recensement partiel effectué par Martine Bigan pour le compte du ministère de l'environnement, cinquante-huit opérations ont eu lieu depuis les années 50, portant sur vingt-six espèces différentes. Le castor, sympathique et facile à vivre, bat tous les records. De nouvelles colonies ont été douillettement installées en treize points du territoire. Les chamois dans les Alpes et les isards dans les Pyrénées ont fait l'objet de huit tentatives, la plus souvent couronnées de succès. La nomenclature des espèces dont on favorise l'installation ou la multiplication est réjouissante : bouquetin, mouflon, cerf de Corse, marmotte, tortoise caennaise, coq de bruyère, phoque, vautour, lynx... Des fanatiques de la vie sauvage ont même lâché des loups en castimidi. Ce fut un fiasco. Amollis par le confort de leur enclos, les fauves n'ont pu supporter la liberté.

Les enfants prodiges de la vie sauvage ne peuvent se maintenir qu'avec le concours des hommes. Le cas du vautour est exemplaire. Voilà un charognard dont les colonies hantaient encore les falaises cévenoles jusqu'à la veille de la dernière guerre. Trente ans plus tard, en 1968, quelques ornitholo-

gues se mettent en tête de le réinstaller au même endroit. Or il a fallu une mobilisation générale (experts, gardes du parc, population locale, éleveurs de moutons), des moyens techniques considérables et douze ans de persévérance pour obtenir enfin la première naissance en liberté. On a construit des volières d'acclimatation au bord du causse. Dans les self-services protégés des pillards, on dépose chaque semaine cent vingt kilos de viande de mouton amenés des abattoirs. Comment rompre ce cordon ombilical ? A l'encontre des règlements sanitaires, les bergers cussenards acceptent à présent de laisser sur place leurs bêtes mortes. Chaque printemps, les gardes descendent en rappel sur les aires pour bagner les jeunes et parfois les élever d'un émetteur radio. Comme les oiseaux s'électrocutent sur les lignes à haute tension, EDF équipe certains pylônes « stratégiques » de dispositifs de protection. On parle d'enterrer les lignes. Si les colonies de vautours fauves sont aujourd'hui fortes de soixante-dix individus, on les considère comme à peine sorties d'affaire.

### L'ours qui a vu l'homme

Des efforts équivalents ont été déployés pour la réintroduction de quelques lynx dans le massif vosgien. Une intense préparation psychologique, la surveillance constante des fauves, les protections matérielles et légales et une facture atteignant déjà 3,2 millions de francs n'ont pas suffi. Il ne reste plus que six lynx vivants, trop dispersés pour faire souche. Il faudra donc leur amener du renfort dès le printemps prochain.

Restait l'ours, le plus grand mammifère sauvage de France. Bravant promeneurs, forestiers et braconniers, il se maintenait dans les Pyrénées en dehors du parc national et sans rien demander à personne. On vient de s'apercevoir que Martin est perdu si on n'intervient pas rapidement. Non seulement il faut fermer les chemins qui parcourent son domaine, mais M. Brice Lalonde a annoncé aux congressistes de Saint-Jean-du-Gard que le nourrissage artificiel des derniers animaux était prévu « à titre conservatoire ». En outre, on envisage très sérieusement de lâcher sur les mêmes territoires des plantigrades d'impor-

tation pour renforcer les effectifs indigènes.

Ailleurs, les projets de réintroduction fleurissent. Le parc des Cévennes, qui était naguère un quasi-désert, a déjà réinstallé sur ses 84 000 hectares cerfs, chevreuils, castors, vautours et coqs de bruyère. Mais la pyramide écologique est encore loin d'être complète. On pourrait remplir ses niches encore vides en introduisant le barbeau, l'écrevisse et la loutre dans les cours d'eau, la chouette, le gémite, le dain, le chat haret et le lynx dans les bois, la marmotte sur les pelouses du mont Lozère, le bouquetin dans les escarpements gardois, le bison et l'attaché dans les landes de la Margueride. Avec un petit coup de pouce aux lapins et aux lièvres, le parc deviendrait le paradis des naturalistes. Chargés de contrôler par leurs tirs sélectifs l'expansion excessive de telle ou telle population, les chasseurs y trouveraient leur compte. On y songe.

Non, la faune sauvage n'est plus vraiment en péril dans l'Hexagone. Le seul risque est à présent celui de la semi-domestication. Avec une population humaine tendant vers les 10 milliards d'individus en 2020, il n'y a plus de place sur le globe pour d'autres espèces vraiment libres ailleurs que dans les zoos. Ceux-ci peuvent être soit du mode classique, comme Vincennes, soit des parcs de vision, soit encore d'un type nouveau. Il s'agit des parcs de l'espace rural abandonnées par les agriculteurs, retournant à la forêt et à la friche, mais peuplées d'espèces autrefois sauvages et gérées par de nouveaux gardiens de la nature. On les appelle déjà les zoos du troisième type.

MARC AMBROISE-RENDU.

(1) Chasseurs en Cévennes, un jeu avec l'animal, par Anne Vourc'h et Valentin Pelosse, Edusud-Éditions du CNRS, Paris 1988, 300 p., 135 F.

(Publicité)

### INFORMATIQUE ARABE : LE BOOM

Au Maghreb comme au Machrek, le marché des « puces » est en pleine expansion. Quels sont les acteurs des leaders occidentaux, de leurs partenaires arabes, et les performances des différents systèmes ?

Dans le numéro d'Avril d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris. Tél. : 46.22.34.14

VICTOR  
**WEISSKOPF**  
LA RÉVOLUTION DES QUANTA

**Au cœur de la matière**

QUESTIONS DE SCIENCE-HACHETTE  
Collection dirigée par Dominique Lecourt

2011/150



# Des plates-formes sur des volcans

Les risques d'éruption pendant le forage des puits d'exploration pétrolière.

**P**ROCHAINEMENT la Grande-Bretagne et la Norvège, les deux principaux « propriétaires » des fonds de la mer du Nord, vont discuter des mesures à prendre pour réduire les risques d'éruption qui se manifestent pendant le forage de certains puits d'exploration. En septembre 1988, la plate-forme semi-submersible *Ocean Odyssey* coula dans le secteur britannique où elle forait pour Atlantic Richfield (bilan : un mort). Récemment, dans le secteur norvégien, Saga Petroleum a lutté activement contre des menaces d'éruption, et Elf-Norge a résolu des problèmes similaires. Sans compter les quelques engins de forage qui ont été détruits par des éruptions un peu partout dans le monde.

Il ne s'agit pas d'un problème nouveau. Depuis des années, les responsables des opérations de forage sont astreints à mûrir tous les deux ans des stages où ils rafraîchissent leurs connaissances théoriques et pratiques sur le risque d'éruption. De la rapidité de leurs réactions, en effet, dépend la sécurité des forages où se manifeste très brutalement une importante surpression.

La pression interne d'un puits augmente avec la profondeur (1). Si la couche géologique est faite de roches suffisamment résistantes pour supporter leur propre poids, on a affaire à la seule pression hydrostatique, c'est-à-dire à la pression due au poids de la colonne de fluides (eau, hydrocarbures) qui circulent plus ou moins bien, plus ou moins vite dans ces roches. La pression augmente

alors de 1 bar (1 atmosphère, soit 1 kilo par centimètre carré) tous les 10 mètres, comme en pleine eau. A 5 000 mètres, par exemple, la pression hydrostatique est de 500 bars (500 kilos par centimètre carré).

Mais il arrive que le trépan pénètre dans une couche où règne une pression beaucoup plus forte que celle qui serait due à la seule pression hydrostatique. Cette surpression peut avoir diverses causes :

- La couche géologique située au-dessus peut être faite de roches — des argiles, entre autres — qui ne « tiennent pas ». Le poids de cette couche s'ajoute alors et la densité de celle-ci étant souvent de 2,4, 2,5 ou même 3, la pression « géostatique » est importante.

- La couche géologique peut être imprégnée de gaz sur une hauteur de 1 000 mètres, sa partie inférieure étant occupée par de l'eau qui est à la pression hydrostatique. Le gaz ayant une densité égale au dixième ou au cinquième de celle de l'eau et étant très compressible, la pression dans toute la hauteur de sa colonne est la même que celle qui règne en bas, à l'interface gaz-eau. Si le trépan perce le toit de la zone imprégnée de gaz, il trouve tout de suite une très forte surpression.

- Il peut aussi exister, comme dans le jurassique de la mer du Nord, des compartiments de faibles dimensions, imprégnés de gaz ou de pétrole et étanches (isolés complètement des couches environnantes). Au cours de l'histoire géologique, ces compartiments —

les pétroliers disent « panneaux » — ont été entraînés dans la subsidence (la descente) générale des fonds de la mer du Nord. La pression interne de ces panneaux a augmenté avec la profondeur puisque le gaz ne pouvait pas s'échapper.

Ce sont ces panneaux qui créent des problèmes en mer du Nord, car la surpression y est importante. Leur pression interne peut être, par exemple, pour une profondeur de 400 mètres, de 800 bars, soit le double de la pression hydrostatique normale.

Certes, les forumeurs combattent les pressions internes des gisements en injectant dans les puits des boues spéciales dont la densité est soigneusement choisie de façon à équilibrer ces pressions. Mais les panneaux sont difficilement détectables par la prospection sismique et la surpression se manifeste sans préavis. Si les boues sont trop denses, le réservoir peut être fracturé, les boues se perdent dans les fractures, et n'équilibrent donc plus la pression interne et le gaz ou le pétrole monte. Si les boues sont trop légères, le gaz ou le pétrole monte aussi. Dans l'un et l'autre cas, on risque l'éruption.

De même, si la roche réservoir (imprégnée de gaz ou de pétrole) est peu résistante, elle se fracture lorsque la densité des boues est trop grande.

- Il peut enfin y avoir des couches où règne une forte pression interne et que le forage met en communication avec les couches voisines. C'est ce qu'on appelle une éruption interne. Ce type d'éruption est très difficile à contrôler puisque les boues, à la suite du gaz ou du pétrole, passent dans les couches voisines.

Ce sont les zones à surpression les moins profondes qui sont les plus dangereuses. Supposons qu'à

500 mètres de profondeur règne une pression de 100 bars, l'éruption se déclenche très vite : quelques secondes suffisent pour que le gaz monte de 500 mètres de profondeur jusqu'à la tête du puits.

Dans certains cas, le dégagement gazeux dans la mer est tellement important, forme tellement de bulles que la flottabilité de l'engin de forage n'est plus assurée. C'est un tel phénomène de « bullage » qui a provoqué la perte d'*Ocean Odyssey*.

En mer du Nord, le jurassique est la seule couche géologique où se rencontrent des panneaux en surpression. Et encore pas dans toute la mer du Nord. Dans le nord de la mer du Nord, le jurassique n'est pas faillé, et comporte peu d'argile. Les conditions nécessaires au confinement de panneaux ne sont donc pas réunies. On le sait d'autant mieux qu'il s'agit d'une couche où des gisements (Alwyn, entre autres) sont déjà en production.

Dans le sud et dans le centre de la mer du Nord, en revanche, ces panneaux à forte pression, sont beaucoup plus fréquents. Ce qui rend les opérations de forage très délicates. On trouve ainsi à 5 000 mètres des pressions de 1 000 et même 1 100 bars ! D'où l'utilisation sur les têtes des puits de forage d'obturateurs — rares et chers — dont les valves peuvent tenir à des pressions de mille cinq cents bars. Mais les obturateurs ne peuvent être mis en place pendant les tout débuts du forage. Cette première phase est donc toujours la plus délicate à mener.

Y.R.

(1) Nous ne parlons ici que de la profondeur du puits lui-même (mesurée depuis le fond de la mer) et non pas de la profondeur de l'eau.

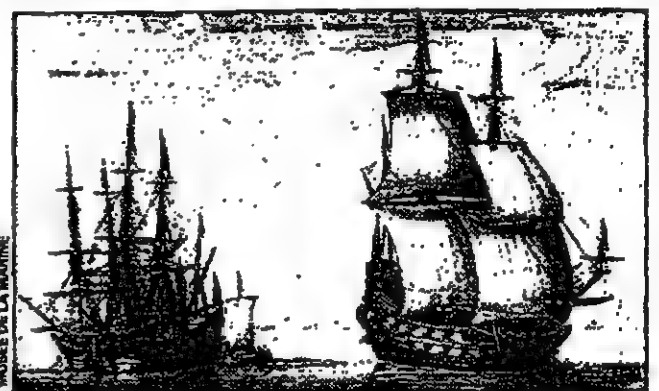
## LE MAURITIUS, UNE ÉPAVE DU ZINC

**L**E 19 mars 1809, le *Mauritius*, navire de la toute jeune Compagnie néerlandaise des Indes orientales (VOC, d'après le sigle hollandais usuel), fait naufrage près du cap Lopez (actuellement au Gabon, tout près de Port-Gentil). Au printemps 1885, la société pétrolière Elf-Gabon découvre l'épave du *Mauritius*, sous une dizaine de mètres d'eau, en effectuant des levés bathymétriques et géologiques aux alentours du chenal d'accès à son terminal de chargement du cap Lopez. Ainsi était localisé le plus ancien bateau retrouvé à ce jour de la VOC (1).

En février, mars et avril 1986, des spécialistes français de

permettaient des profits très confortables. Au dix-huitième siècle, le thé deviendra la marchandise principale.

Outre ce poivre, dont les archéologues ont retrouvé quelques milliers de grains, le *Mauritius* transportait 122 tonnes de zinc presque pur en lingots de 1 à 13,5 kilogrammes. Ce zinc est une « première ». Certes, ce métal était utilisé depuis très longtemps puisque, allié au cuivre, il donne le laiton. Mais jamais en Europe sous forme de métal pur. Certes, on sait que les Hollandais, suivis par les Anglais, ont importé du zinc métal — baptisé « tutenague » d'après 1813.



« Gravure hollandaise », d'après Bruegel (1570-1622).

l'archéologie sous-marine fouillent l'épave sous la conduite de Michel L'Hou et de Luc Long (de la direction des recherches archéologiques sous-marines, DRASM). Et ce sont leurs trouvailles qui sont présentées au Musée de la marine, en compagnie de quelques objets récupérés dans les épaves analogues, mais postérieures de quelque cent cinquante ans, du *Prince-de-Conty* (de la Compagnie française des Indes orientales), du *Griffin* (de la Compagnie anglaise des Indes orientales) et de l'*Amsterdam* (de la VOC).

Les quatre navires étaient très comparables : 45 mètres de long environ, trois mâts, charge utile probable de 300 tonnes, vitesse de croisière de 4 à 5 nœuds, armement d'une trentaine de canons. Mais le *Mauritius* est particulièrement intéressant. Lors de son naufrage, il revenait de son second et dernier voyage aux Indes orientales, accompli au moment où les Hollandais, qui avaient créé la VOC en 1602, se substituaient aux Portugais dans le commerce avec les Indes orientales.

L'essentiel de la cargaison était très vraisemblablement constitué de 120 à 140 tonnes de poivre. Au seizième et au dix-septième siècles le goût et le prix des « épices » en Europe étaient tels que les longs et dangereux voyages vers l'Asie du Sud-Est

On sait aussi que les Chinois fabriquaient et exportaient des lingots de zinc. Mais, avec le *Mauritius*, c'est vraiment la première cargaison de zinc que l'on trouve. D'après les analyses faites au laboratoire de recherche des Musées de France, ce zinc pourrait venir du Japon, mais la forme des lingots semble bien être chinoise.

Au temps du *Mauritius*, les importations en Europe de porcelaine chinoise étaient à leur tout début. On peut donc penser que les plats, assiettes, bols — plus ou moins entiers — trouvés dans l'épave représentaient plutôt un échec commercial que le début d'une étude du marché hollandais d'Europe. Parmi cette porcelaine blanche à décors bleus figuraient deux motifs rares : celui de la « tête de sceptre royal », dont un seul exemplaire était connu en Europe, et un enfant au bûche.

Y.R.

\* Musée de la marine, palais de Chaillot, place de Trocadéro, Paris 16. Jusqu'au 11 septembre. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 10 heures à 18 heures. Entrée 20 F.

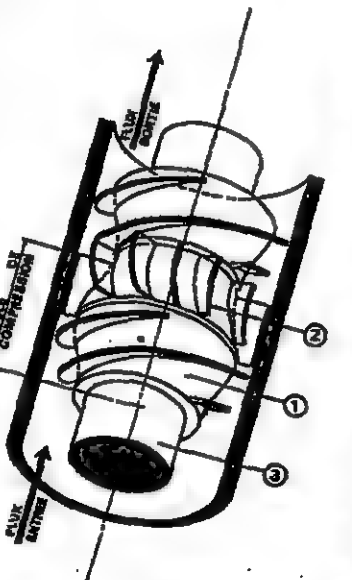
(1) L'histoire du navire et celle des trouvailles sont relatées en détail dans un très beau livre, *Le Mauritius, la mémoire engloutie*, de Michel L'Hou, Luc Long et Eric Rieth. Castorama, collection : « Dossiers Archives du temps », 272 pages, 320 documents en couleurs et en noir et blanc, 290 francs.

## L'or noir et ses pompes

(Suite de la page 17.)

Cette pompe imaginée pour équiper des fonds de puits à l'interface Total, d'abord pour un des champs indonésiens, ensuite, en 1982-1983, pour le pétrole de mer du Nord. Ce qui explique l'association constituée alors entre l'IFP, Total et Statoil pour étudier un système complet de production et de transport d'un mélange multiphasique. L'IFP se chargeait de la pompe ; Total du moteur d'entraînement de cette pompe et de l'architecture de la station sous-marine ; Statoil du pipeline acceptant des mélanges diphasiques.

De 1984 à la fin de 1988, chaque partenaire a mené à bien la mise au point des éléments dont il avait la charge. L'IFP est arrivé à une pompe construite par Technicatome, une filiale du Commissariat à l'énergie atomique, avec la participation de la société norvégienne FRAMO. Cette pompe est longue de



① rotor  
② stator  
③ arbre

2,50 mètres. Elle comprend treize étages (un élément rotor et un élément stator par étage) et la pression augmente au passage de chaque étage. Les rotors sont séparés des stators par quatre dixièmes de millimètres et tournent à 6 000 tours-minute. Et les rotors ne sont qu'à quelques dixièmes de millimètres des stators.

Total a conçu et fait construire par Jeumont-Schneider un moteur électrique de 1 mégawatt qui tourne à 700 tours-minute et qui est muni d'un multiplicateur de vitesse dû à la société suisse MAG. Moteur et multiplicateur ont été essayés pendant deux mille heures sous 150 mètres d'eau dans un fjord norvégien au cours de l'hiver 1987-1988. Quant à la station sous-marine, elle est de type modulaire de façon que les différents éléments puissent être changés au fond de l'eau. Ainsi Total a mis au point (selon une conception de l'IFP) un connecteur sous-marin de 1 mégawatt, unique au monde par sa puissance.

Les recherches faites par Statoil portaient sur des sujets très complexes puisqu'il s'agissait d'étudier les processus d'écoulement (avec les pertes de charge, les variations de température et du contenu du liquide), la forma-

tion et l'évolution des hydrates et les injections d'antigel. Le prototype industriel est en cours d'essai dans le Centre d'études et de développement industriel de l'IFP à Solaise (Rhône). Dans un circuit spécialement conçu pour lui, le système Poséidon « tourne » avec tous les mélanges diphasiques et tous les « bouchons » possibles. Après des tests d'endurance de deux mois, le système partira à l'automne prochain pour la Tunisie, où le champ Sit (sur la terre ferme, près de Gabès) a été équipé par Total et Statoil d'une boucle d'essai de façon que le prototype industriel de Poséidon « marche » en conditions réelles.

Si les essais sont réussis, le système Poséidon ouvrira la voie à des modes d'exploitation tout à fait nouveaux des gisements pétroliers offshore. Avec lui, le pétrole sous-marin pourra être envoyé directement sur la terre ferme, sans passage obligé par des séparateurs. Sans séparateurs, plus besoin de plates-formes, qui deviennent de plus en plus monstrueuses par leur hauteur (492 mètres — équipements compris —) à Bullwinkle dans le golfe du Mexique et par leur prix (14,5 milliards de francs pour *Statfjord C*, en mer du Nord)...

YVONNE REBEYROL

### Le Monde DE L'EDUCATION

17 F

#### ENQUETE

##### 40 ANS, DEVENIR INSTITUTEUR

Il commencent une deuxième vie en entrant dans l'enseignement. Qui sont-ils ? Quelles sont leurs attentes et leurs motivations à l'égard des enfants et du système scolaire ?

#### LE PALMARES '88 DES IUT

Pour chaque discipline, le classement des IUT les plus performants.

#### EXCLUSIF

Le texte intégral du rapport Bourdieu/Gros sur la réforme des programmes de l'enseignement.

NUMERO D'AVRIL. 120 PAGES. 17 F  
En vente chez votre marchand de journaux

#### VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 45-63-12-66  
MINITEL 36.15 CODE A 3 T  
puis OSP

Vente au palais de justice de Paris, jeudi 20 avril 1989, à 14 h 30 - EN UN LOT :  
**UN APPARTEMENT DE 2 PIÈCES**  
cuis. w.-c. am 3-6sq. à Paris (19\*)  
**38, rue Curial**  
117, passage Duguesne  
Mise à prix : 60 000 F  
S'ach. à M<sup>re</sup> B.-C. Lafont, avocat, 20, quai de la Magisserie, Paris (1<sup>re</sup>) - 42-33-78-08.

Vente/sais. pal. just. Créteil (94) jeudi 13 avril 1989 à 19 h 30  
**APPARTEMENT à CRETEIL (94000)**  
57/59, rue de Monty - Bât. B sur 2 étages : entrée s. de séj. cuis. 2 chambres s. cab. w.-c. dégar. M. à P. : 88 000 F. S'ach. à M<sup>re</sup> Th. Bégue, avocat, 4, allée de la Touche-d'Or à Créteil (94000). Tél. : 49-88-51-85, M<sup>re</sup> E. Mandin, avocat, 24, avenue Victoria à Paris 1<sup>re</sup>. Tél. : 42-36-77-50 ou 42-36-35-27.

#### La SSII qui s'engage

Notre contrat moral : « la haute qualité des prestations que nous fournissons à nos clients ».

#### ADELIE

informatique Conseil

15 rue de Rome, 75008 PARIS - Tél. : (0) 43.87.12.10

(Publicité)

**Vous cherchez à vendre ou à acheter**  
une boutique, un local commercial, une alimentation,  
un café, une librairie ou tout autre commerce  
C'EST DANS LE JOURNAL SPÉCIALISÉ **"LES ANNONCES"**  
EN FOND DE COMMERCE  
que vous trouverez tous les lundis les toutes dernières offres  
En vente partout 6,20 F et 36, rue de Maube, 75011 PARIS. Tél. : (1) 48.65.30.30

### Le Monde SERVEUR

PLUS DE 150 DESSINS  
PARUS DANS LE MONDE  
ET DE NOMBREUX INÉDITS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
OU PAR CORRESPONDANCE - 148 p. - 47 F.

FRANCE (hors de port local)  
Nbre de : 1282 F =  
Dessins : 1282 F (hors de port local)  
Nbre de : 1287 F =  
Commande et règlement à adresser à :  
**Le Monde**  
Service ventes au détail  
2, rue du Louvre, 75001 Paris

BON DE COMMANDE SERVEUR

NOM : \_\_\_\_\_  
PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_  
PAYS : \_\_\_\_\_



# **SECTEURS DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## **VOS TALENTS NOTRE EXPERIENCE, UNE REUSSITE DEJA PROGRAMMEE...**

### **GRENOBLE ET CASTRES**

L'automate programmable : l'outil de la production d'aujourd'hui et de demain. Un marché difficile et fortement concurrentiel. Si April s'est hissé en 5 ans au rang des premiers constructeurs mondiaux, ce n'est pas le fruit du hasard. Notre stratégie est claire : la qualité, les hommes. Entrer chez April, c'est s'attacher très vite à un réel esprit de communication, de responsabilisation et d'initiative à tous les niveaux de l'entreprise. Ici, nous comptons sur vous pour participer pleinement à notre objectif : la satisfaction totale de nos clients. Venez partager notre réussite, on entend parler de vous !

### **INGENIEURS ELECTRONICIENS**

- Vous concevrez des cartes électroniques sur station de travail CAE. Vous participerez aux actions communes de l'équipe "Interfaces". Cette mission vous conduira à animer un groupe de travail. Votre formation est du type ENSEEIHT, ENSERG... Votre première expérience dans une fonction de conception sera un plus. Réf. IEC 1.
- Vous prendrez en charge la maintenance et le développement des logiciels embarqués sur modules TOR. Votre formation généraliste (INSA, ENSEEDHT...), votre culture en micro-informatique et une expérience en développement microprocesseurs seront appréciées. Réf. IEC 2.
- Vous concevrez des produits de communication destinés à l'automate programmable : coupleurs, unités centrales dédiées communication. Cette mission inclut également la qualification industrielle des cartes et des produits complets. Réf. IEC 3.

### **INGENIEURS DE CONCEPTION ET DE DEVELOPPEMENT LOGICIEL**

- Vous participerez aux spécifications et à la conception de traducteurs et de compilateurs. Une expérience ou des stages significatifs dans les techniques de générateurs, de traducteurs et compilateurs est souhaitable. Réf. ICLC 1.
- Vous serez chargé de projets processeurs entrée/sortie. Nous vous demandons une expérience ou des stages significatifs dans le domaine du temps réel et des logiciels sur micro-processeurs. Réf. ICLC 2.
- Vous interviendrez sur des logiciels intercalés sur IBM-PC ou compatibles ou sur stations de travail. Connaissances appréciées : Microsoft, MS Windows ou les méthodes de conception orientées objets. Réf. ICLC 3.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation Ingénieur Grande Ecole, option ou spécialité informatique.

### **INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT REGULATION**

Vous prendrez en charge un projet de boîtes fonctionnelles de régulation. Votre rôle sera, en particulier, de faire évoluer la bibliothèque de fonctions disponibles par des sélections et des achats d'algorithmes ou des développements internes, et d'assurer le maintien des boîtes fonctionnelles de régulation existantes. Ingénieur Automaticien, option informatique industrielle, vous avez, si possible, une expérience de développement en milieu industriel. Réf. IRG.

### **INGENIEURS EN TELE-INFORMATIQUE**

Vous assurerez l'intégration de protocoles standards dans l'automate en relations avec les autres équipes et les différents partenaires de l'entreprise. Votre formation est de type E.S.E., ENST, ENSIMAG option télé-informatique ou équivalent. Une première expérience est souhaitée. Réf. ITG.

APRIL dispose des moyens de conception les plus avancés : entrer chez APRIL, c'est entrer dans un univers de performance. La culture de l'entreprise repose sur un professionnalisme construit à partir de la formation continue. L'environnement d'APRIL requiert une bonne pratique de l'anglais usuel.

Parlez-nous de vous ! Et faites-nous partager vos motivations en adressant votre dossier de candidature, sous référence choisie, à Madame Le Guet, APRIL, BP 73, 81103 CASTRES.

### **INGENIEUR CHARGE DE PROJET MECANIQUE**

Vous suivrez le développement d'ensembles mécaniques pour automates programmables depuis la spécification jusqu'à la mise en fabrication. Cette mission vous conduira également à suivre les partenaires extérieurs (fournisseurs, sous-traitants). Une bonne connaissance en tolérance fine et injection plastique ainsi qu'une expérience dans l'environnement constructeur électronique, informatique ou grand public est requise pour ce poste. Réf. IMC.

### **INGENIEUR PLANIFICATION**

Vous coordonnerez toute la planification de projets en Recherche et Développement et animerez la cellule de planification. Ingénieur généraliste, vous avez une bonne culture informatique et I.A.E. Une première expérience en planification est souhaitée. Réf. IPC.

**april**  
ET LES TALENTS FLEURISSENT



## **ingénieurs électriciens...**

Leader français sur notre marché, notre première richesse est humaine : 3500 ingénieurs et techniciens... Présent sur les multiples fronts de la technique, dans des domaines les plus avancés, notre savoir-faire est pleinement reconnu de nos partenaires.

Notre développement nous amène aujourd'hui à rechercher plusieurs ingénieurs chargés de missions d'assistance et de contrôle. Après une complète formation, ils interviendront en toute autonomie auprès d'une clientèle très diversifiée, notamment industrielle.

Débutant ou quelques années d'expérience, vous êtes diplômé de l'ESIEE, l'ESME, l'EEMIL ou d'enseignements proches. Votre goût de la rigueur, vos aptitudes relationnelles, en un mot votre sens du conseil, vous entraîneront vers une carrière très ouverte.

Pour ces postes situés en région parisienne et proche province, merci d'adresser votre candidature sous référence 8901-LM à EUREMPOI, 66 rue La Fayette, 75009 PARIS.



Division d'un des premiers groupes industriels de la CEE, recherche pour un de ses établissements en proche banlieue parisienne, spécialisée dans les ECHANGES THERMIQUES et la FILTRATION :

### **RESPONSABLE DE LA FONCTION ACHATS**

30/40 ans, Ingénieur avec une formation complémentaire en achats et approvisionnement, parlant anglais, vous devrez assurer la coordination des différents services achats de l'établissement, contrôler le respect des procédures d'achats et le suivi des commandes (relances, inspections, livraisons). Vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans une fonction semblable exercée dans une grande société produisant des biens industriels. Réf. 13666 A

### **RESPONSABLE DE BUREAU D'ETUDES**

(8 - 10 personnes), 30/40 ans, Ingénieur AM ou équivalent ayant une expérience dans la fonction et de bonnes connaissances en calculs de structure, anglais indispensable. Nombreuses possibilités de développement de carrière à moyen terme. Réf. 13666 B

### **INGENIEUR DE BUREAU D'ETUDES**

25/30 ans, Ingénieur AM ou UTC, ayant de bonnes connaissances en acoustique et vibration, parlant anglais. Cette fonction inclut également des actions dans le domaine de la Recherche et Développement. Poste évolutif qui convient à un jeune ingénieur ayant environ 2 ans d'expérience de bureau d'études et ayant l'esprit d'initiative, de la rigueur et de la méthode. Réf. 13666 C

### **INGENIEUR D'AFFAIRES**

35/40 ans, diplômé d'une grande école avec connaissances approfondies en Thermique, parlant l'anglais, chargé du suivi technique et commercial de projets en France et à l'étranger. Réf. 13666 D

### **RESPONSABLE QUALITE**

35/40 ans, Ingénieur de formation (Mécanique) ayant une expérience dans la fonction, et l'esprit "CODE DE CONSTRUCTION". Vous serez chargé de promouvoir la notion de qualité à l'intérieur de l'établissement : mise en place de procédures, suivi, animation de groupes de travail, qualification des fournisseurs... La connaissance de l'anglais technique est indispensable. Réf. 13666 E

POUR UN DE SES ATELIERS DE MECANIQUE EN PICARDIE

### **RESPONSABLE DE PRODUCTION**

35 ans environ, Ingénieur diplômé AM ou équivalent. Vous assurerez la gestion humaine, technique et administrative de l'Atelier (35 personnes). Poste de responsabilité avec large autonomie pour un homme d'expérience (environ 5 ans dans la fonction), rigoureux et méthodique. Réf. 13666 F

Adresser lettre manuscrite, CV, sous référence choisie à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



Notre Laboratoire Matériaux situé à VELIZY renforce ses équipes et recherche

## **Ingénieur d'Etude Matériaux**

Pour participer à la recherche, l'évaluation et la caractérisation de matériaux polymères pour l'ensemble du groupe MATRA. Vous suivrez l'évolution des polymères (adhésifs, résines, thermoplastiques) sur le marché. Vous conseillerez les utilisateurs sur les choix et les performances de ces matériaux. Ingénieur de formation (ENSI Chimie, ENSICP...), vous possédez 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine des matériaux organiques et la maîtrise de la langue anglaise. Vous aurez à vous déplacer en France et à l'étranger. Votre esprit d'analyse et de synthèse, votre goût du travail en équipe sont des atouts supplémentaires pour votre évolution dans notre Société.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence EC/044 à Emmanuelle CHEDAL-MATRA - Centre de Montigny - 3 avenue du Centre - 78182 ST-QUENTIN-YVELINES

**MATRA**



Nous sommes une Société française dont le dynamisme nous a permis de nous hisser au top-niveau dans notre créneau. Nous concevons, fabriquons et commercialisons des systèmes de haute technologie dans les domaines de la TÉLÉMATIQUE et des RESEAUX. Nous recherchons :

## **INGENIEURS D'ETUDES**

### **CONCEPTION DE MICROSYSTEMES**

- bases 68000/68030
- formation hardware
- connaissances Assembleur.

REF. IE/CM

### **DEVELOPPEMENT LOGICIELS**

- Langage C
- Environnement temps réel et/ou MSDOS-UNIX.

REF. IE/DL

Pour ces postes, le profil est celui d'Ingénieurs Diplômés, débutants à quelques années d'expérience, motivés par leurs projets et faisant preuve de dynamisme, autonomie et esprit d'initiative.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel sous référence choisie à Brigitte GIBEAUX - SITINTEL - Immeuble ORSUD - 3/5, avenue Gallieni - 94250 GENTILLY.

JP 1/10 150



# Votre talent, notre avenir

Entrer chez HP, c'est choisir une entreprise qui investit sur les hommes : si vous êtes ambitieux, enthousiaste, exigeant, chaleureux, c'est toute votre équipe qui gagnera, c'est l'entreprise qui prendra l'avantage. Nous vous donnerons les moyens de faire de votre vie professionnelle un lieu de développement et de plaisir.

Nous vous offrons les opportunités suivantes :

## INGENIEUR PROCESS

Votre objectif est d'optimiser la productivité, la qualité, les délais et les coûts des outils et méthodes de production.

## INGENIEUR PRODUIT

Présent dès la phase de conception du produit Réseaux Privés dont nous avons la responsabilité mondiale, vous en assurerez ensuite l'industrialisation, le développement et en améliorerez la qualité en relation avec nos fournisseurs stratégiques.

## INGENIEUR TESTS

Dans l'équipe "engineering", vous participerez à l'élaboration et à la mise en place de la stratégie de tests destinée à contrôler la qualité des produits.

## INGENIEUR MECANICIEN

Vous serez l'expert en mécanique du groupe Product Engineering et l'interlocuteur privilégié du département Recherche et Développement dans ce domaine.

## INGENIEUR ACHAT

Dès la phase d'introduction de nouveaux produits, vous serez le partenaire des équipes Recherche et Développement et Production pour garantir la fiabilité, la qualité, la disponibilité et le coût des composants achetés à nos fournisseurs.

Certains de ces postes seront basés à Grenoble, d'autres à l'Isle-d'Abeau.  
Débutants ou expérimentés, vous êtes diplômés d'une Grande Ecole, adressez votre CV à : HEWLETT-PACKARD France, Ressources Humaines, boulevard Steve Biko, 38030 Villefontaine.



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## INGENIEUR DE DEVELOPPEMENT (ELECTROMECHANICIEN)

Notre vocation nous place au cœur d'enjeux économiques et technologiques fondamentaux. Nos atouts, ce sont notre rayonnement international (1 RM 5 pour le secteur santé du groupe 3M) et les performances de notre filiale française. En France, 3M SANTÉ (600 personnes, 540 M.F. de CA, 15 % de croissance par an) conçoit, fabrique et commercialise des produits très diversifiés et innovants. Pour développer la prochaine génération de matériels biomédicaux, nous recherchons un ingénieur de développement

Venez développer les technologies qu'attendent demain les spécialistes mondiaux de la SANTÉ.

En coordination étroite avec nos équipes de recherche, les laboratoires américains et les sous-traitants extérieurs, vous piloterez les nouveaux projets de développement. De plus, vous prendrez en charge l'amélioration des processus de fabrication déjà implantés (MOON - logiciel, micromécanique, ...) sur notre site industriel. Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs (ENSEEHT, INPG...) avec une spécialisation en électromécanique, vous recherchez un projet-remplir qui valorisera votre première expérience professionnelle. Pour réussir dans cette mission complète, vous possédez des

compétences techniques (CAO, CFAO, Optique de pointe, micromécanique) ainsi que de réelles qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 4505 à l'attention de Richard COULOMME, Département des Ressources Humaines - Laboratoire 3M SANTÉ 3, rue DANTON - 92245 MALAKOFF Cedex.

**3M  
SANTÉ**

## Jeune Ingénieur Informaticien, optez pour la Finance...

Important groupe d'établissements financiers, nous recherchons pour notre Direction Financière un jeune ingénieur intéressé par la finance.

Ingénieur Grande Ecole, vous êtes débutant ou vous possédez une première expérience de 2 à 3 ans qui vous a permis d'acquérir de solides connaissances en informatique (connaissance L. 4G appréciée).

En liaison étroite avec le Back-Office, la Salle des Marchés et la Trésorerie, vous participerez au développement des projets informatiques de notre Direction Financière dans une configuration micro-informatique en

réseau, connecté sur un IBM 3084. Vous aurez également à former et à aider les utilisateurs lors de la mise en place de ces projets.

Votre rigueur et votre créativité vous permettront d'évoluer facilement au sein de notre Groupe.

Poste basé en proche banlieue Est de Paris à 5mn du RER.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Média-System (Réf. 51208), 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris cedex 17, qui transmettra.

## KODAK-PATHÉ

Filiale du Groupe EASTMAN KODAK

Pour servir ses marchés français et internationaux KODAK-PATHÉ (6 Milliards de C.A.) développe les activités de son complexe industriel (Unités de production - Centre de Recherches et de Technologie - Effectif : 3000 personnes) installé sur 230 hectares à

CHALON-SUR-SAÔNE

et offre des opportunités de carrière à des

## INGÉNIEURS GÉNÉRALISTES

DE FORMATION GRANDES ÉCOLES

## RESPONSABLE DE PRODUCTION

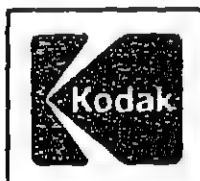
Vous devrez créer, former et animer une équipe de production de 150 personnes. Une expérience de management de 3 à 5 ans dans un secteur de haute technologie est essentielle.

## RESPONSABLE DEVELOPPEMENT PROCESS ET INSTALLATION

Vous devrez en particulier :  
- réaliser l'étude, l'installation et le suivi des équipements d'un département de production  
- superviser une équipe de techniciens  
- assurer la formation du personnel de production et de maintenance. Une première expérience dans un secteur de petite mécanique ou de transformation du métal est requise. La connaissance de la langue allemande est souhaitable.

La maîtrise opérationnelle de l'anglais est indispensable. Ces postes offrent aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. et photo à KODAK-PATHÉ Direction Gestion des Cadres 26, rue Vilhail, 75594 PARIS CEDEX 12



## KORTX INTERNATIONAL

Le numéro un européen de modems intégrés recherche

### 1) LE RESPONSABLE DE SA FILIALE KORTX SERVICES INFORMATIQUES

- VOTRE MISSION : offrir un service de qualité dans le domaine de développement d'applications spécifiques de télécommunications.
- VOTRE CHALLENGE : faire passer le C.A. de 5 à 25 MF en 3 ans.
- VOTRE OBJECTIF : développer de nouvelles activités (réseaux et télécoms, ingénierie).
- VOTRE PROFIL : diplômé d'une école d'ingénieurs, âgé de 32 ans maximum, vous avez été chef de projet dans une société de services.
- excellentes maîtrise du MS DOS, PC et télécoms.
- excellentes compétences en organisation et en gestion.

### 2) UN INGÉNIEUR LOGICIEL DÉBUTANT OU EXPÉRIMENTÉ

- VOTRE OBJECTIF : développer des applications à la pointe de la technique dans le domaine des télécoms sur PC, PS, MAC, UNIX, et réseaux.
- VOTRE PROFIL : diplômé d'une école d'ingénieurs.

Ces postes sont à forte rémunération.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite, sous réf. 124-7.  
KORTX - 71, rue Archereau, 75019 PARIS.

## L'École des Mines de Paris

RECHERCHE POUR

LE CENTRE DES MATÉRIAUX D'ÉVRY

### CHERCHEURS

JEUNES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES  
AGRÉGATION - DEA

Les recherches réalisées dans le cadre de formations doctorales, concernent les MATÉRIAUX MODERNES : alliages métalliques, polymères, composites, céramiques. Elles s'appliquent à des THÈMES MOBILISATEURS : création, technique de mise en forme, études microstructurales, fiabilité, modélisation numérique du comportement par éléments finis.

Les travaux sont menés en relations contractuelles avec l'INDUSTRIE française et internationale (programmes EURÉKA, BRITE, EURAM...)

- Préparation de la thèse de DOCTORAT de l'École des Mines de Paris.
- Rémunération annuelle nette : 85 kF (DEA) à 130 kF (fin de thèse). Contrats CIFRE.

Envoi du C.V. détaillé et lettre de motivation :  
CENTRE DES MATÉRIAUX P.M. FOURT de l'ENSMF  
BP 87, 91003 ÉVRY CEDEX.

## GRISAPAG

L'INVESTISSEMENT SÉCURITÉ

Filiale de PONT A MOUSSON S.A. et l'un des leaders européens de la robinetterie industrielle, nous recherchons pour accélérer le développement de nos produits à vocation internationale, des

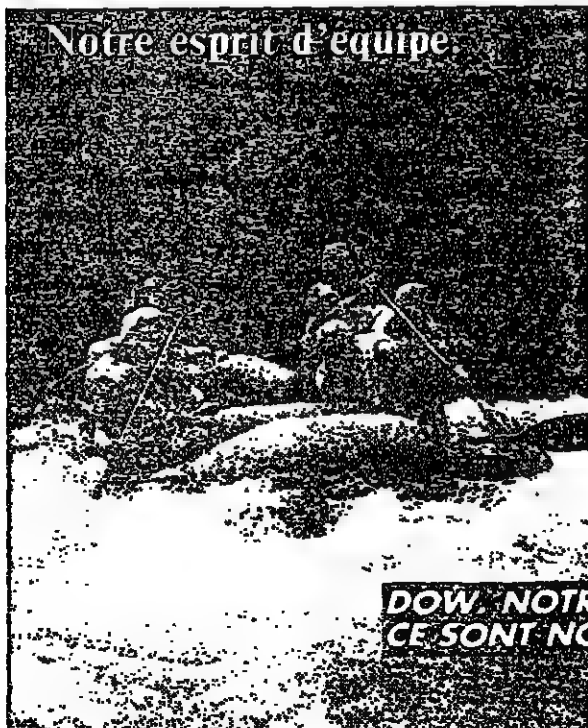
## INGÉNIEURS BUREAU D'ÉTUDES

De formation ENSAM, INSA, ENI... vous avez une première expérience. Vous parlez couramment anglais, la connaissance de l'allemand serait un plus. Vous serez chargés de la conception et de l'industrialisation des produits nouveaux, et de l'animation d'une petite équipe, en qualité de Chef de Projets.

Ces postes, basés dans une ville agréable à proximité de Nancy, offrent de réelles perspectives d'évolution. Adressez lettre manuscrite + CV à : G.R.I. SAPAG - Direction des Ressources Humaines Z.I. de la Croix de Metz - 54200 TOUL.



Notre esprit d'équipe.



Gagnez avec Dow !

## Ingénieur/Achats

Dow est une entreprise aux dimensions internationales : 1<sup>er</sup> groupe de chimie aux U.S.A., 6<sup>ème</sup> dans le monde. Dans chaque pays, sa structure est soignée et adaptée aux réalités du "terrain" ce qui permet de créer et d'entretenir un cadre aux dimensions humaines dans lequel chacun doit s'épanouir. La philosophie d'entreprise de Dow est de miser sur des hommes et des femmes à haut potentiel qui se sentent totalement responsables et engagés avec eux-mêmes. La priorité est donnée à l'initiative, à l'esprit d'équipe et à la compétence dans le cadre d'une grande disponibilité et d'une mobilité géographique compatibles avec une carrière internationale. Implanté en France depuis 1963, Dow exerce les activités suivantes : Chimie de base et chimie fine. Produits d'isolation. Produits pharmaceutiques. Produits polymériques. Recherche. Fabrication.

Nous recrutons pour notre usine de DRUSENHEIM (25 km de STRASBOURG) UN ACHETEUR PROJET (INGÉNIEUR), débutant ou première expérience (24-30 ans) possédant une bonne maîtrise de l'anglais.

- Vous êtes diplômé d'une école d'ingénieur (AM/HEI/IDN/ ENSI).
- Une spécialisation ACHATS : IAE, MAI, DESS, serait un atout.
- Anime d'un réel tempérament de négociateur, vous serez responsable, dans le cadre d'une unité de production, d'un budget annuel de 30 M.F. d'investissements et instrumentation - Tuyauterie - Génie Civil - Équipements de production.
- Vous assurerez également un rôle charnière entre les responsables projets - Achats - Production et fournisseurs. Votre succès à ce poste vous permettra d'évoluer rapidement au sein de Dow Europe.

Ecrivez en envoyant CV + photo et précisez la réf. : IAE/M Daniel REGORDA DOW FRANCE S.A. Département Ressources Humaines BP 20 - 67410 DRUSENHEIM.



CGEE ALSTHOM

avec 22 000 personnes dans le monde dont 8 000 ingénieurs et techniciens CGEE ALSTHOM est n°1 français en contrôle industriel, entreprise électrique et assistance technique. Nous recherchons pour notre secteur Contrôle Industriel des

## Ingénieurs mise en service industrielle

A votre formation Ingénieur Electronicien / Informaticien (ESE - INPG - ENSEEHT...) vous alliez si possible une 1<sup>re</sup> expérience dans des applications temps réel (Pétrole / Verre / Papier / Agro-alimentaire).

Nous vous proposons de prendre en charge les études et les mises en service sur sites de systèmes temps réel de Contrôle industriel gemme SPS 5, VAX PC. Pour réussir dans cette mission, vous maîtriserez l'anglais et accepterez les déplacements à l'étranger.

Merci d'écrire à JD. AUROY CGEE ALSTHOM Division Contrôle Bailey 5 avenue Newton 92140 CLAMART





SECTEURS  
DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

traces l'avenir

## Jeunes Ingénieurs votre talent pour notre expansion

La dimension du réseau, la puissance de la flotte, la diversité et la qualité des produits "passagers" ou "fret", le professionnalisme sont les atouts immédiats d'Air France. Votre formation technique et votre talent sont les atouts de notre réussite. Nous recherchons notamment :

### Ingénieur en recherche opérationnelle

Consultant interne chargé de la conception et de la réalisation de systèmes d'aide à la décision, vous intervenez auprès des différentes fonctions de la compagnie grâce à vos connaissances en optimisation, méthodes scientifiques de gestion ou en intelligence artificielle. Réf. RO.

### Ingénieur "avion"

Rattaché au Chef de Production pour la maintenance d'un avion, vous avez un rôle d'animation d'équipe, participez activement à l'amélioration des méthodes et à la qualité de l'exploitation : initiatives et qualités de contrat sont vos mots clés. Réf. AV.

### Chef de projet informatique et télécoms

L'informatique d'Air France c'est une équipe de 1000 personnes, un réseau Télécoms de 120.000 km et des développements à l'échelle planétaire. Dans un environnement de grands systèmes en temps réel et de réseaux connectés, vous participez à l'un de nos grands projets de pointe. Réf. CPL.

Plus qu'un poste, AIR FRANCE vous offre un itinéraire professionnel rapide. Votre progression se fera au sein de filières très variées : le fonctionnement des escales, la gestion de la flotte et des équipages, la maintenance des avions, la planification stratégique, le développement des ressources humaines, le contrôle de gestion, l'audit interne... Vous débutez ou bénéficiez déjà d'une première expérience professionnelle, traces l'avenir avec nous en écrivant sous la référence du poste choisi avant le 20 avril à AIR FRANCE, Recrutement Cadres, Orly Sud 114, 94396 Orly Aéroport Cedex.



Vous assurez la qualité logiciel sur des projets de développement de logiciels "embarqués" dans le domaine **DEFENSE/ESPACE**

## INGENIEURS QUALITE LOGICIEL

Nous vous offrons l'opportunité :

- de profiter d'un savoir-faire éprouvé dans le domaine de l'assurance qualité.
- d'intégrer une équipe à fort potentiel dans un groupe industriel jouissant d'une notoriété internationale.

Votre PROFIL :

Ingénieur Informaticien (ECL, ENI, ISEN, ISEP, ...).

Votre EXPERIENCE :

- 3 à 5 ans de développement logiciel "temps réel" environnement VAX/VMS : SUN/UNIX ; PASCAL et langage C.

Vos MISSIONS :

- Vous veillez à faire appliquer les standards en méthodologie de développement.
- Vous assurez la rédaction des plans de qualité logiciel et des plans de gestion de configuration logiciel et leur suivi.
- Vous organisez et animez le pilotage des revues logiciel.
- Vous réalisez les contrôles qualité logiciel, définissez les objectifs de validation et assurez le suivi de tests associés.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. IQL/PR à

**Hautes Technologies Conseil**  
34-38, rue Camille Pelletan 92300 LEVALLOIS



**LES MUTUELLES DU MANS**  
PREMIER GROUPE FRANÇAIS D'ASSURANCES MUTUELLES  
(CA 13 milliards) 1300 agents généraux.

## JEUNES INGENIEURS GENERALISTES INSA, ENSI, ENI, HEI...

Débutants ou avec une première expérience de 2 à 3 ans.

### IL Y A BEAUCOUP A FAIRE EN MATIERE DE RISQUES INDUSTRIELS L...

Nous n'avons jamais rencontré parmi vous de vocation spécifique pour l'Assurance, mais ce sera un challenge motivant que de valoriser votre technicité et votre dynamisme dans un environnement pluridisciplinaire.

Après avoir été formés au Siège du MANS et sur le terrain à nos produits et à notre méthodologie, vous prendrez en charge dans les régions :

- l'audit des risques d'entreprise,
- l'assistance à nos agents généraux pour le développement et le suivi de leur portefeuille de risques techniques et pour les sinistres.

Il existe d'intéressantes possibilités d'évolution de carrière.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence M/G à notre Conseil Albert AUPÉTT.



43, avenue Général Leclerc 72000 LE MANS

Établissement à taille humaine - 170 collaborateurs - membre d'un puissant groupe financier international, nous intervenons sur les marchés pour la négociation des valeurs mobilières. Pour notre département organisation et informatique, vecteur majeur de notre développement, nous créons le poste de

### Responsable système-réseau-exploitation VAX

établissement financier

Rattaché au responsable du département, il a pour mission de couvrir, assisté de deux collaborateurs, l'ensemble des éléments techniques des systèmes d'information mis en œuvre : exploitation et système, pour les matériels du constructeur Digital, VAX 8530, 6210, une dizaine de MICROVAX 2000 connectés sur un réseau ÉTHERNET - réseau, gérant les accès aux serveurs de la profession, REUTER, RELIT, SDB, et à ceux de l'entreprise, notamment des salles de marché, enfin à ceux relevant des sites internationaux du groupe.

Pour cette création de poste, nous recherchons un ingénieur école, déjà confirmé dans son expérience des matériels Digital - VMS, DECNET, RDB. Nous lui proposons de rejoindre un des établissements leader des marchés financiers qui appuie son développement sur un accroissement et une sophistication permanents de ses moyens informatiques.

M. D. A.

Marie - Agnès VALLEE étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la référence 8904.366 au cabinet M.D.A. 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

Conseil en ressources humaines.

## Au cœur de la santé

ROUSSEL UCLAF dispose d'un potentiel de Recherche de pointe en France et dans le monde. 12 % du C.A. lui sont consacrés et 2 000 personnes contribuent avec compétence à son succès. La recherche et la mise au point de molécules à usage thérapeutique constituent pour le groupe des objectifs prioritaires.

## STATISTICIEN

Vous apporterez votre soutien dans le domaine des statistiques aux unités scientifiques, et mettrez en œuvre, en collaboration avec les chercheurs, la méthodologie statistique la plus appropriée aux protocoles expérimentaux.

Vous possédez une excellente connaissance de la statistique classique et de l'analyse de données, et une très bonne pratique de l'informatique. Les nombreux contacts qu'implique cette fonction demandent une bonne aptitude relationnelle et le goût du travail en équipe. Le poste est basé à Romainville (93).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., + photo sous la réf. 106/M à ROUSSEL UCLAF, Recrutement des Cadres, 35, Bd. des Invalides, 75007 PARIS.

**ROUSSEL UCLAF**

DANS UN ENVIRONNEMENT  
HAUTE TECHNOLOGIE,  
CONDUIRE DES HOMMES  
ET INNOVER AVEC EUX.



Ouest Paris (1h30)

Société du Groupe British VITA, leader mondial de la production et transformation de mousses polyuréthanes et polymères alvéolaires, nous sommes depuis 20 ans précurseur dans cette activité (650 personnes - 425 MF CA - 2 sites de production - 2 filiales en France). Notre stratégie : anticiper et innover. Notre objectif : développer nos marchés par une implantation internationale (vente de licences et partenariats). Nous vous offrons de participer au sein de notre unité de production pilote de Brienne (27) à notre expansion car notre Directeur recherche pour l'un de ses ateliers spécialisés dans la fabrication de pièces techniques pour l'automobile un

### ADJOINT AU CHEF DE PRODUCTION

Vous êtes responsable au quotidien de l'animation et la coordination d'un effectif de 40 personnes dans un objectif de qualité et de productivité croissantes. Vous participez à la définition, la conception et la mise en œuvre de nouveaux procédés. Vous possédez une expérience d'environ 5 ans dans une fonction d'animation et d'encadrement d'ateliers ou de lignes de fabrication (+ 20 personnes) à process fortement automatisés.

A 30 ans environ, maîtrisant l'anglais, vous êtes ingénieur mécanicien diplômé AM, ECAM, ICAM, IDN, INSA ou équivalent. Votre capacité à faire partager vos idées, la qualité de vos résultats font de vous l'un des hommes clés de nos futurs succès.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. P 140/TM à notre Conseil : 34, rue du Collège - 75008 PARIS.

MORENO CONSULTANT  
REIMS - PARIS - LYON

Importante société de conception et de fabrication d'équipements électroniques de grandes et moyennes séries, spécialisée dans les télécommunications, recherche un :

## DIRECTEUR COMMERCIAL CHARGE DU DEVELOPPEMENT

Il s'agit d'un ingénieur d'affaires international qui collabore avec la direction générale et définit les tables de diversification marché ou produit, prenant en charge la négociation et le suivi des contrats en France et à l'étranger ; l'entreprise possède l'outil de production, un personnel hautement qualifié et un savoir-faire important, pouvant intéresser les groupes industriels les plus importants dans le secteur des télécommunications, mais aussi de l'armement, l'aéronautique, l'automobile, etc.

Profil du poste :

- 35-40 ans.
- Formation électronique supérieure, E.N.S. Télécom, Supélec, IDN, ISEN ou équivalente, justifiant d'une expérience de négociation de contrats techniques de haut niveau auprès des directions commerciales, de recherche développement, etc.
- L'ouverture d'esprit, le goût de la recherche sont des qualités qu'il faut associer à la rigueur pour discuter tant des aspects techniques que financiers.
- D'excellentes aptitudes relationnelles sont également nécessaires pour réussir.
- Connaissance et pratique de la langue anglaise indispensables.

Lieu de travail : grande ville de la région Nord.

La rémunération prévue est en rapport avec les qualités et les compétences recherchées, perspective d'avenir dans un groupe dynamique pour un candidat de valeur.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, en indiquant salaire actuel et prétentions, sous référence 680, à : PROMONOR, 52 rue de Douai, 59000 LILLE. Discretion absolue et réponse assurée.

**promonor**



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Synthélabo**

- une recherche performante
- une internationalisation croissante
- un développement industriel chimique et pharmaceutique de niveau international

Quatrième groupe pharmaceutique français, **SYNTHELABO** emploie 4 800 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 3 milliards de francs. Ses activités s'exercent dans le domaine de la santé humaine autour de deux grands pôles : le médicament et le matériel biomédical.

La Direction Générale Technique Pharmaceutique de **SYNTHELABO** a en charge les opérations d'achat, de production chimique et pharmaceutique et de distribution pour les médicaments à usage humain. Au sein de cette Direction, l'encadrement est principalement constitué de pharmaciens, ingénieurs chimistes et ingénieurs AM ou assimilés.

C'est dans ce cadre que nous recherchons actuellement pour notre Direction Centrale de la Qualité (92 - Le Plessis-Robinson) :

## UN ADJOINT AU RESPONSABLE DE L'ASSURANCE QUALITE

Après une période de formation, l'Adjoint du Responsable de l'Assurance Qualité devra pouvoir mener des missions d'audit, de formation, d'information, de préparation de directives de qualité ainsi que toutes les actions d'assistance réclamées pour la fonction. Il aura comme interlocuteurs privilégiés, les responsables de production et d'assurance qualité. Il participera à l'agrément des fournisseurs, fournisseurs et licenciés.

C'est un Pharmacien possédant une solide expérience dans ce domaine capable d'appréhender la fonction dans une entreprise privilégiant la communication. La pratique de la langue anglaise et la connaissance des méthodes internationales d'audit sont indispensables pour ce poste qui comprend de fréquents déplacements en particulier sur les 7 sites européens.

Sérieuses perspectives d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 89/47 LM à l'attention de Monsieur VOLTZ - **SYNTHELABO** - 22, avenue Galilée 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

**AERAZUR** (groupe ZODIAC), leader en Equipements Aérospatiaux de Sécurité-Sauvetage, recherche :

## INGENIEUR CHARGE DU BUREAU D'ETUDES CAO ET CFAO EQUIPE DE CATIA

Ce poste s'adresse à un candidat possédant obligatoirement des connaissances en informatique IBM et, si possible, des connaissances en micro et la pratique de l'anglais.

## CONCEPTEURS DE PRODUITS SUR CAO / CATIA

Ces postes s'adressent à des candidats de niveau BTS minimum ayant, si possible, la pratique de l'anglais.

Nous souhaitons rencontrer des opérationnels dynamiques recherchant des responsabilités au sein d'une entreprise novatrice et de dimension humaine.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. DEA/DT au Chef du Personnel - **AERAZUR** - 58, Bd Gallieni - 92137 Issy-les-Moulineaux Cedex.

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES DÉBUTANTS OU CONFIRMÉS rejoignez**

**SAGEM**

1<sup>er</sup> CONSTRUCTEUR EUROPÉEN DE SYSTÈMES DE NAVIGATION

Vous êtes compétents en :

**INFORMATIQUE** : logiciels embarqués, logiciels temps réel, intelligence artificielle...

**OPTRONIQUE** : laser, imagerie infrarouge, asic...

et vous voulez créer et réaliser au sein d'une équipe unie, dynamique et performante. Venez concevoir avec nous LES SYSTÈMES DE NAVIGATION AÉRONAUTIQUES DU FUTUR ET LEUR ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL.

Merci d'adresser votre candidature (lettre et curriculum vitae) sous réf. SAG 10 à notre Conseil ARIANE SEARCH - 118, rue de Tocqueville - 75017 PARIS qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

Notre Département Electro-optique renforce son Service Commercial et recherche

## Ingénieur Technico-Commercial

Pour prendre en charge la prospection commerciale de composants optiques de haute technologie et d'ensembles optico-mécaniques, principalement à vocation Aérospatiale et Espace.

Ingénieur de formation, vous avez de solides connaissances en optique instrumentale moderne et possédez une première expérience commerciale dans une activité de prototypes et de produits à la demande. L'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier sous référence ITC/044 à Emmanuelle CHEDAL - MATRA - Centre de Montigny 3 avenue du Centre - 78182 ST-QUENTIN-EN-YVELINES

**MATRA**

**UAP l'un des leaders de l'assurance en Europe**

recherche des

## Ingénieurs d'études

**EN ORGANISATION**

Interfaces entre le Département de l'Informatique et les Secteurs utilisateurs, vous serez chargés de la mise en oeuvre de nouvelles procédures de gestion : • analyse des besoins des services opérationnels, • élaboration des cahiers des charges, • recherche de l'adhésion des utilisateurs pour la mise en place et le suivi des nouvelles procédures.

Jeunes diplômés d'école d'ingénieurs ou de gestion, spécialistes de l'organisation, possédant nécessairement une bonne maîtrise de l'informatique de gestion et des systèmes d'information. (Réf. JP).

**EN GESTION DE PERSONNEL**

Au sein de la Direction des Ressources Humaines, vous mènerez à bien des projets concernant la gestion du personnel : mise en place de nouvelles applications ou amélioration des systèmes existants en matière d'outils de gestion (appréciation - gestion prévisionnelle, paye et systèmes de prévoyance etc...)

Diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole d'ingénieurs, miage...) débutants ou possédant une première expérience, vous aurez à compléter votre formation en informatique (systèmes experts, langages naturels, systèmes de simulation) et en statistique (analyses de données). (Réf. BB).

Ces postes requièrent autonomie, rigueur et esprit d'équipe. Ils ouvrent de multiples évolutions possibles vers d'autres fonctions à responsabilités au sein du Groupe. Adresser lettre, CV, photo, prétentions sous référence choisie au Sous-Secteur Recrutements et Gestion des Carrières - 34ème étage Fleuve - TOUR ASSUR 92083 PARIS LA DÉFENSE - CEDEX 14.

**GENERAL FOODS**

**HOLLYWOOD**

**GENERAL FOODS FRANCE**

un des leaders de l'Agro-alimentaire recherche un

## Ingénieur Production

Pour son Centre Industriel très automatisé de fabrication du chewing gum situé près de Poitiers.

De formation ingénieur mécanique ou agro-alimentaire, il prendra en charge sur une équipe, la gestion complète d'ateliers de production (process, conditionnement). Ce poste est un excellent tremplin pour un jeune ingénieur qui souhaite assumer la responsabilité de ses engagements en quantité, qualité, délais, coûts, dans le contexte particulièrement motivant d'une usine en pointe tant sur le plan de la technologie que dans la gestion des ressources humaines. Plus que la première expérience professionnelle que vous avez déjà éventuellement acquise, se sont vos capacités d'initiative et d'animateur qui nous intéressent. La réussite dans ce poste peut ouvrir des perspectives de carrière dans le Groupe.

Merci d'adresser dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) à : Jérôme DE CHILLACQ, Responsable de la Confiserie 21-23 du SYNDICAT DES CONFISERES 86140 LENGLONTE.

**géné informatique**

**SENIOR**

Après une formation supérieure, vous avez acquis une solide expérience (7-8 ans) de la vente de services. Votre dimension d'intervenant sera le secteur public auquel vous proposerez nos prestations de qualité.

Pour des candidats de valeur, des perspectives d'évolution vers une direction d'agence sont envisageables.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M0504, en indiquant le poste choisi à :

**GROUPE**

**JUNIORS**

Vous avez complété votre formation (Ecole de Commerce) par une première expérience (1 à 3 ans) dans le secteur.

Vos premiers domaines d'intervention seront les secteurs de la finance et de l'industrie. Vous serez chargé de la prospection pour l'ouverture de nouveaux comptes, du développement de la clientèle existante.

Michelle ZIGLIARA - SG2 Génie Informatique - 55, quai de Grenelle - 75015 PARIS.

## Ingénieurs commerciaux rejoignez les acteurs du progrès

**RENNES**

**Important Organisme Régional recherche**

## UN EXPERT EN CERTIFICATION D'ENTREPRISE

Le candidat sera un spécialiste de l'organisation qualité et disposera d'une solide expérience audit qualité auprès des entreprises.

Il devra, pendant trois ans, sensibiliser les acteurs économiques (CCI, services de l'Etat, syndicats professionnels) ainsi que les entreprises, aux enjeux nationaux de la certification du système d'assurance qualité.

Envoyez lettre manuscrite, CV et photo, en indiquant votre dernière rémunération, sous référence 8576, à :

**HERTZ CONSULTANTS**  
34, rue de l'Arcade 75008 PARIS

Je suis prêt



**SECTEURS  
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Le développement Produits à l'international**

POUR VOUS :

**Jeune Ingénieur Chimiste !**

Filiale Française d'un Groupe Américain, nous sommes l'un des leaders mondiaux dans le domaine des papiers spéciaux (90% à l'exportation).

Notre Direction Technique doit intégrer 1 jeune Ingénieur à qui nous confierons différentes missions de développement de produits ou de process.

De formation **INGÉNIEUR (CHIMIE, PHYSICO CHIMIE ou A & M)**, à moins de 30 ans, vous avez déjà un solide tempérament.

Vous souhaitez évoluer dans une Industrie en pointe dans son domaine.

Basé dans notre unité de Bretagne Sud (860 personnes), la pratique de l'allemand et la connaissance de l'anglais seront indispensables pour réussir dans notre Groupe.

Laurence LENOIR vous remercie de lui envoyer votre candidature motivée sous la référence IC/LM.



Raymond Poulain Consultants 6, rue Montebell - 44000 NANTES - Tél. 01 40 35 50 26

**Ingénieur d'affaires**

PARIS

IMM. KCM 04



CAP SESA MAINTENANCE. Filiale de CAP GEMINI SOGETI, 1er groupe européen de conseil en informatique et télécommunications, spécialisée dans la TIENDE MAINTENANCE, offre à ses clients dans le Monde entier des prestations de haute technicité dans la mise en oeuvre et la maintenance de systèmes informatiques et de réseaux. Nous vous proposons de participer à l'expansion de la société en rejoignant CAP SESA MAINTENANCE.

**VOTRE FONCTION** - Après formation à l'environnement technique et contractuel de CAP SESA MAINTENANCE, vous devrez, d'une part, effectuer le suivi technique commercial des contrats en cours et, d'autre part, développer, principalement auprès de nouveaux partenaires, l'ensemble des activités de la société.

**VOTRE PROFIL** - 30 ans environ, de formation Ingénieur vous possédez une bonne base technique en informatique et TELECOM acquise en tant qu'ingénieur de réalisation ainsi qu'une expérience de quelques années, en tant qu'ingénieur Commercial dans le domaine de la TIENDE MAINTENANCE ou chez un constructeur ou distributeur informatique. Autonome, rigoureux mais imagé, vous saurez intervenir au niveau de Directions en négociant des contrats de maintenance complexes. Une rémunération motivante et de réelles possibilités d'évolution sont offertes pour ce poste.

Merci d'envoyer CV + photo + prétentions à Mme KONOP en précisant la référence.

**CAP SESA SELECTION**

Tour Matib, 207 rue de Bercy, 75012 Paris

**Réseaux intelligents  
Télécommunications de l'avenir**

**Ingénieurs logiciel**

Alcatel TITN développe l'informatique pour transmettre le son, les images et les données : une informatique de pointe, celle des grands projets. Filiale du groupe Alcatel, regroupant près de 600 collaborateurs, Alcatel TITN, a su identifier l'importance du défi à relever : un défi maîtrisé par la haute technicité de ses produits et l'envolée de ses prestations intellectuelles, un défi à la mesure de ses collaborateurs, précurseurs, passionnés de communication de télématique, des systèmes de productique.

L'avenir appartient à ceux qui s'y préparent. Alcatel TITN prépare l'avenir.

Ingénieur logiciel, de formation Grandes Ecoles, débutant ou avec une première expérience professionnelle (5 ans), vous connaissez le C et possédez des compétences Réseaux ou Temps Réel. Au sein de notre département réseaux, vous étudiez et développerez des projets concernant les Télécoms de l'avenir : réseaux intelligents haut débit, messagerie, télédiagnostic... utilisant les ressources d'UNIX, des stations de travail, de l'intelligence artificielle...

**ALCATEL**

TITN

Merci d'adresser votre candidature sous référence 8300 à Ariane Chartier, Alcatel TITN, 1 rue Galvani, 91300 Massy.



**BIENVENUE DANS UN MONDE DE PROGRES !**

RHONE-POULENC fonde sa réussite sur l'engagement et le professionnalisme de ses hommes.

Le centre d'INDUSTRIALISATION de Décines en région lyonnaise (1000 personnes), est le pôle essentiel de notre développement industriel.

Son objectif : passer des résultats de la recherche à l'atelier performant.

Pour renforcer nos équipes, nous recherchons :

**3 INGENIEURS  
AUTOMATICIENS CONFIRMES**

En appui aux Ingénieurs Procédés, ils sont chargés de conduire les études de conception d'installations automatisées jusqu'à leur mise en route dans nos unités industrielles.

Diplômé d'une grande école, vous avez déjà fait vos preuves dans l'automatisation et la REGULATION de procédés (chimie, pétrochimie, pétrole, papeterie, agro-alimentaire...) et vous maîtrisez l'anglais.

Si vous souhaitez valoriser votre acquis technique, soyez des nôtres et exprimez vos motivations à notre conseil :

COORDONNEES - 7, rue Victor Hugo - 69002 LYON sous référence 1110 LM.



**RHÔNE-POULENC**



**INFORMATICIEN ET BANQUIER  
DONNEZ-VOUS TOUTES  
LES COMPÉTENCES**

L'informatique vous attire. Vous souhaitez développer vos compétences à partir d'un site IBM très ouvert aux technologies des années 90 (DB2, MVS/ESA, atelier de génie logiciel).

**INGÉNIEURS DÉBUTANTS  
GRANDES ÉCOLES ET UNIVERSITAIRES**

Rejoignez notre société créée pour gérer l'informatique de 3 établissements bancaires. Dans un contexte novateur et enrichissant, après plusieurs semaines de formation intensive, vous prendrez en charge des missions stratégiques pour l'avenir de nos trois partenaires. Étroitement associés à la mise en oeuvre de nos projets, vous serez bien placés pour élargir vos responsabilités dans les domaines informatique et bancaire.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous la référence JPV/816 à notre Conseil.

**UNILOG**

Conseil en Recrutement  
9, rue Alfred-de-Vigny  
75008 PARIS

Membre de SYNTIC Informatique



**SOMFY**

Entreprise, 500 personnes, leader mondial des systèmes électriques et automatiques pour stores et volets roulants, réalisant 75% de ses ventes sur les marchés internationaux (y compris USA et Japon) et se développant au rythme de 20% l'an grâce à sa stratégie très innovante, offre une opportunité à un

HAUTE SAVOIE

**Jeune ingénieur  
conception développement**

A vocation mécanique ou micromécanique

En prise directe avec le Marketing Recherche, il animer une petite équipe travaillant de façon très autonome, au sein du département technique, sur des études de nouveaux produits sortant de la gamme standard et mettant en oeuvre des technologies variées. Il interviendra également dans le cadre d'un projet EUROPEA en liaison avec des partenaires étrangers.

Il évoluera dans une entreprise dotée de moyens modernes et puissants, notamment en matière de CAO et apportera si possible une compétence reconnue dans le domaine des engrenages et du calcul mécanique. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un ingénieur désireux, après une première expérience en Bureau d'Etudes, d'exprimer son dynamisme et son goût des contacts dans la conception et le développement de produits destinés à être fabriqués en grandes séries.

Les personnes retenues seront reçues le lundi 24 avril après une première étude des candidatures précisant la rémunération, par

josette vanden borre  
réf. 934

Chamandre - 01340 Foissiat



**SOMFY**

**S.E.E.E.**

**Société d'Ingénierie  
du Groupe GTM - ENTREPOSE**

Recherche, pour ses développements informatiques, scientifiques (PRIME, MICROS), CAO (INTERGRAPH, Micros) et systèmes experts :

**JEUNES INGÉNIEURS DIPLOMÉS**

Formation et expérience BTP souhaitées

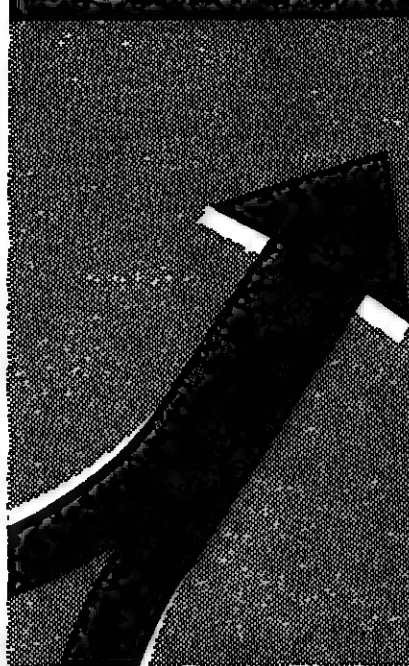
Envoyer lettre manuscrite, photo, CV et prétentions à SEE - service informatique  
174, bd de Verdun, 92413 COURBEVOIE Cedex.



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

S'unir, c'est gagner



## COTE D'AZUR

THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES

Nous concevons et développons des systèmes ultra-sophistiqués de détection sous-marine. Nos succès sur d'importants programmes résultent d'une convergence de compétences dans des techniques et des métiers complémentaires. Nous souhaitons recruter de

### JEUNES INGENIEURS DIPLOMES

ESE, ENST, ECP, ENSAM,...

Nous les intégrerons dans des équipes œuvrant dans les domaines suivants :

- Maîtrise d'œuvre de développements matériels et logiciels de type "système"
- Développement de logiciels temps réel (protocoles de communication en environnement VME/68020)
- Génie logiciel
- Qualité logiciel
- Gestion et suivi de logiciels développés en sous-traitance
- Conception et validation d'algorithmes de traitement de signal, avec simulation sur ordinateur et dépouillement de signaux réels
- Etude et développement de circuits analogiques ou mixtes analogiques/numériques (chaînes d'acquisition sonar)
- Définition, gestion et suivi de la sous-traitance cartes électroniques
- Développement, réalisation et suivi de prototypes de sondes acoustiques
- Recherches et études en acoustique physique
- Négociation et gestion des approvisionnements de pièces mécaniques et d'ensembles fabriqués en sous-traitance
- Rédaction en anglais et édition des propositions et documentations techniques, en liaison avec les responsables de projets.

Vous êtes ingénieur électronicien, informaticien, physicien ou mécanicien. Vous débutez ou possédez une première expérience dans un domaine analogue. La croissance de notre activité s'effectue dans un contexte français et international ; elle offre d'intéressantes perspectives d'évolution pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et prétentions sous réf. M 53/2030 N en précisant le poste souhaité à :

EGOR TECHNOLOGIES  
125, avenue des Champs Elysées 75008 PARIS

THOMSON

NORD DE LA FRANCE

## PLASTIQUES ELASTOMERES

Nous sommes une PME, filiale d'un Groupe dont le siège est en RFA, leader dans notre gamme de produits (films polyéthylène). Nous recherchons notre

### INGENIEUR CHIMISTE

Ingénieur chimiste diplômé, vous serez chargé de veiller au respect de la qualité de nos fabrications pour assurer la satisfaction de nos clients. Progressivement vous serez appelé à secondar le responsable production/maintenance, tout en gardant vos responsabilités en matière de qualité. Après une première expérience professionnelle, vous souhaitez intégrer une PME dynamique, exigeante, mais gratifiante. La disponibilité, le sens du contact, une autorité naturelle, sont des qualités que vous savez mettre en œuvre.

Vous avez une parfaite connaissance de la langue allemande et de bonnes notions d'anglais. Pour ce poste basé à proximité de Valenciennes, nous avons chargé notre Cabinet Conseil AXONE, de traiter confidentiellement votre candidature sous la référence 89.111.

Immobilier métropole  
Florence Schneider-Allemant  
59650 VILLENEUVE D'ASCQ

AXONE

LILLE-PARIS-LYON-STRASBOURG-NANTES-MARSEILLE

SAGEM : Société d'Applications Générales d'Electricité et de Mécanique.  
Siège social : 6, avenue d'Iéna 75783 Paris Cedex 16.



SAGEM : 4,76 milliards de francs HT.  
C.A. 1988 : 7700 personnes dont 1200 ingénieurs et Cadres.  
Effectifs : 7700 personnes de haute technologie :  
- navigation, guidage, pilotage  
- télécommunications et informatique  
- équipements industriels

En France :  
- 4 Centres Recherches - Etudes  
- Prototypes en Banque Parisienne (Argenteuil, Pantin, Eragry, Saint-Christophe)  
- 3 Centres de Fabrication en Province (Montluçon, Saint-Etienne-du-Rouvray, Fougères).

A l'étranger :  
- 175 implantations dans 94 pays.  
Vocation : étude, développement et fabrication de systèmes complexes dans les secteurs les plus avancés de l'Automatisme, de l'Electronique, de l'Informatique et de l'Optique.



La très haute technologie dans le domaine de la télé-informatique vous intéresse. Adressez lettre de candidature, C.V. et photo à SAGEM - Gestion des Ressources Humaines : 6, avenue d'Iéna - 75783 PARIS Cedex 16.

Dans le cadre de ses activités COMMUTATION et MESSAGERIE, SAGEM recherche pour son centre de Cergy Saint-Christophe (proche banlieue Nord-Ouest),

### Ingénieurs Logiciel Temps Réel

ENST - INT - ESK - ESIEE - INSA...

Débutants ou possédant 2 à 5 ans d'expérience dans le domaine de l'informatique temps réel en Télécommunications. Possibilité de courtes missions à l'étranger.

### Maîtrises Informatique

Pour développement de logiciels sur autocommutateurs et systèmes de messagerie.

Notre Division TERMINAUX et SYSTEMES est parmi les leaders mondiaux du marché des systèmes de péage pour transports publics (métro, bus, chemins de fer).

### Ingénieur Informaticien

disposant d'une solide formation de base en informatique (ENSIMAG - INSA Lyon...), vous êtes débutant, ou souhaitez valoriser une première expérience professionnelle. Vous possédez de bonnes connaissances en base de données relationnelles.

Nous vous proposons de prendre une part active à la conception et à la réalisation de logiciels sur les bases de données relationnelles dans un environnement IBM (PS2 - OS2 - AS 400). Cette activité, orientée en grande partie vers l'export, vous amène à effectuer des déplacements de courte durée à l'étranger.

La pratique de l'anglais est indispensable.

Ce poste est à pourvoir à VALENCE.

Envoyez votre dossier de candidature sous référence PEVALM au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Vedrines - 26027 VALENCE cedex.



## RANK XEROX

**Commerciaux en informatique devenez formateurs systèmes puis évoluez à vitesse Rank Xerox !**

De formation supérieure et passionné d'informatique, vous souhaitez enrichir votre première expérience commerciale en partageant vos connaissances avec nos ingénieurs de vente et technico-commerciaux. Vous connaissez les réseaux de communication et les environnements IBM, Bull ou DEC...

Entrez maintenant dans le monde des systèmes d'impression électronique haut de gamme et celui des connexions Rank Xerox en environnements hétérogènes (postes de travail, réseaux, publishing, systèmes d'impression électronique).

Vous évoluerez ensuite en fonction de vos aspirations et des opportunités vers des postes d'encadrement opérationnel ou fonctionnel.

Les nouveaux métiers de la formation chez Rank Xerox vous ouvriront les meilleures opportunités dans l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. P/LM/98 à Bernard SARFATI (en précisant vos prétentions), Rank Xerox, Direction de la Formation, 93607 Aulnay sous Bois Cedex.

## P.S.A. ETUDES ET RECHERCHES

recrute

### Ingénieurs électroniciens

ESE... ENSEEIHT... ESEO...

Connaissances mécanique appréciées.

Candidatures à adresser à : Jérôme SERRES - V1079

P.S.A. ETUDES ET RECHERCHES

18, rue des Fauvelles,

92250 LA GARENNE-COLOMBES.

FIILALE DU GROUPE SCHNEIDER (CA : 350 MF, 700 personnes dont 160 ingénieurs), nous sommes spécialisés dans l'étude de systèmes et matériels de pointe. Nous rejoindrons, c'est l'opportunité pour vous, débutants ou expérimentés d'être responsables, de vous épanouir personnellement et d'évoluer professionnellement au sein d'équipes jeunes, dynamiques, dans une entreprise à taille humaine.

## INGENIEURS ELECTRONICIENS - INFORMATIENS

### DIRECTION DES ETUDES PARIS

■ Vous serez chargé de développer des matériels associant micro-informatique, réseaux locaux et systèmes temps réel. Une bonne connaissance des micros et des périphériques associés (68000-68020), la pratique de l'assembleur et du langage C, ainsi que le sens du dialogue et de la communication sont indispensables (réf. 151).

■ Vous avez au moins 3 ans d'expérience pour développer :  
- soit des matériels (réf. 151)  
- soit des logiciels temps réel (réf. 152)  
dans le domaine de l'acquisition, de la numérisation et du traitement de l'image. La connaissance de l'environnement PC MS/DOS et la pratique du langage C seront appréciées.

■ Vous êtes débutants ou avez quelques années d'expérience dans le développement de systèmes temps réel. Votre connaissance du langage C, d'UNIX et votre pratique de l'utilisation de bibliothèques graphiques (type GKS) seront appréciées (réf. 153).

### DEPARTEMENT CONTROLE PONTAULT-COMBAULT - 77

■ Responsable du suivi technique, à la tête d'une équipe, vous serez chargé :  
- d'assurer les contrôles techniques, la conformité aux cahiers des charges, les recettes d'équipement de haute technologie en respectant coûts et délais.  
- d'adapter ou d'élaborer les méthodes de contrôle et de tests des nouveaux produits.  
- de veiller au respect des procédures, de proposer les améliorations visant à étendre l'assurance QUALITE.

Vous avez environ 5 ans d'expérience en développement production ou contrôle et possédez de réelles qualités d'animateur et d'organisateur. (réf. 154).

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite sous la réf. du poste choisi à SECRE, Direction du Personnel, 214, rue du Faubourg Saint Martin 75010 PARIS.



**NORDON & Co NANCY**  
CHAUDRONNERIE TUYAUTERIE ENGINEERING INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES

recherche :

**INGENIEURS D'AFFAIRES**

Appartenant au Département Travaux Extérieurs (DTE) et traitant des affaires importantes de montage avec les responsables directions industrielles en France et à l'étranger (notamment en Allemagne) et les superviseurs les travaux. Agés de 30-35 ans, ayant déjà une expérience industrielle, parlant impérativement Allemand (et/ou Anglais) et très polyvalents, ils doivent pouvoir s'affirmer dans divers secteurs : technique, commerciale, gestion, conduite des hommes. Perspectives d'évolution intéressantes.

Appeliez confidentiellement le 85.35.42.65 ou écrivez en indiquant la réf. 1497 à :

**???** Claude BLIQUE  
BP 3097  
54013 NANCY CEDEX

**Cabinet Blique**

Appeliez 85.35.42.65



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

mais où sont passés  
les oiseaux rares ?...

## UN PROJET D'ENVERGURE A VOTRE MESURE



Nous sommes la première entreprise française dans notre activité : conception, production et commercialisation de matériels et produits de soudage coupe. Nous conservons notre avance par un important investissement en R & D et par une adaptation permanente de nos procédés aux nouvelles technologies. Dans ce contexte nous recherchons pour l'une de nos usines (250 Personnes) un :

## JEUNE INGENIEUR

Electrotechnique ou Electronique de Puissance

Dans un souci d'optimiser le contrôle qualité de notre production, vous procéderez à l'étude et à la mise en place de l'automatisation des plates-formes de Contrôle. Fonctionnant comme un véritable "ingénieur projet", vous êtes responsable après audit des besoins, de la mise en œuvre des méthodes, procédures et moyens techniques. Ingénieur diplômé grandes Ecoles (HEI, INPG, INSA, ENSIEHT...) débutant ou fort d'une première expérience, votre réussite dans ce projet d'envergure vous ouvre de nombreuses perspectives d'évolution au sein de notre groupe. Pour ce poste basé dans l'OISE, merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous la réf. 2210 SM à notre Conseil : 17, rue Courmeaux - 51100 REIMS

MIRENO CONSULTANTS  
REIMS - PARIS - LYON



## Ingénieur développement Grande Ecole - option matériaux + 1<sup>re</sup> expérience

Notre Société, filiale du Groupe Pechiney, fabrique et commercialise des interconnexions hermétiques, des boîtiers hermétiques et des refroidisseurs pour l'électronique. Aujourd'hui nous vous proposons de rejoindre notre équipe en Provence.

A partir de l'analyse des besoins en refroidissement de nos clients, vous déterminerez et vous testerez les technologies appropriées pour les développer industriellement.

De formation supérieure Grande Ecole - option matériaux -, débutant ou avec une 1<sup>re</sup> expérience, vous possédez une solide culture dans la thermique et la thermodynamique. Pour réussir dans cette mission, vous

maîtrisez parfaitement l'anglais et acceptez les déplacements fréquents tant en France qu'à l'étranger.

Ce poste offre de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe

Merci d'adresser votre candidature, (lettre manuscrite, curriculum vitae et photo), sous la référence X06, à Société XERAM - Service des Affaires Sociales - B.P. 203 - 84500 BOLLENE.



UNE SOCIÉTÉ DU  
GROUPE PECHINEY

## P.S.A. ÉTUDES ET RECHERCHES

recrute

Ingénieurs assistance micro-informatique  
Ingénieurs assistance CAO  
Ingénieurs réseaux

Candidatures à adresser à : Jérôme SERRES - V1079

P.S.A. ÉTUDES ET RECHERCHES

18, rue des Fauvelles,  
92250 LA GARENNE-COLOMBES.

Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes - LYON



Notre Ecole d'ingénieurs assure une fonction d'enseignement mais aussi de recherche et de conseil en entreprise. Dans le cadre de la poursuite de notre développement en Agro-Alimentaire, nous recherchons

Enseignant/Consultant  
en production Agro-Alimentaire  
Futur responsable de département

Homme d'industrie, intéressé par la PME et l'univers du frais, vous devez, dans le domaine de la technologie et de la gestion de production et en relation avec les équipes existantes, répondre à une double exigence :

- développer des missions en entreprise,
- contribuer au renforcement et à la réalisation d'un programme de formation.

De formation ingénieur ou DEA, vous justifiez d'une expérience réussie d'au moins 4 ans dans l'Agro-Alimentaire (élaboration, conduite de projets, optimisation procédés, innovation, organisation...).

Vous possédez : le sens des contacts, du travail en équipe, des aptitudes pédagogiques et surtout une forte motivation à développer la création d'un département dont vous devez être le futur responsable. Ce challenge vous tente ? Notre Ecole a 20 ans... et plein de projets ambitieux !

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. EC à Synthic, Bernard Desgeorge, 55 Montre de Choulans, 69323 Lyon Cedex 05.

synthic



## Télesystèmes : 3 compétences incontournables

C'est l'annonce de notre stratégie du succès pour les années 90. Elle englobe l'ensemble de nos métiers autour de trois pôles de compétences : Services et Exploitation Informatiques, Réseaux et intégration de systèmes, Logiciels. Complémentaires, ils permettent une solution globale dans la construction et le développement des systèmes de communication des grandes entreprises. Cette stratégie est le fruit de l'engagement de nos 2000 collaborateurs qui ont permis nos résultats et notre croissance.

## Télesystèmes : 3 valeurs engagées

Nos collaborateurs ont une façon claire de voir et de vivre TELESYSTEMES : professionnalisme, synergie et agressivité commerciale. Ces valeurs mettent en évidence un vrai savoir-faire allié à une réelle volonté de perfection. Intégrées à notre stratégie, elles situent clairement votre rôle dans notre organisation et offrent à chacun un champ d'action considérablement élargi. Elles traduisent enfin notre volonté de continuer à grandir (100 % de croissance interne en 5 ans).

## Télesystèmes : une volonté de vaincre.

Vous l'avez saisi, TELESYSTEMES évolue et se tourne résolument vers l'avenir. Avec sa nouvelle organisation et l'esprit qui l'accompagne, TELESYSTEMES vous présente un schéma clair dans lequel inscrire votre parcours professionnel. Ingénieurs Conseil, Ingénieurs Concepteurs, Ingénieurs d'Affaires, Chefs de Projets Logiciels, vous possédez une expérience de 2 à 6 ans dans un environnement IBM, Bull, DEC. Vous trouverez au sein de TELESYSTEMES, à Paris, St Quentin-en-Yvelines, Lyon, Marseille ou Sophia Antipolis, le contexte où s'exprimera votre professionnalisme, dans le pôle de compétences de votre choix.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo), sous réf. LM/44 à :  
TELESYSTEMES - Direction des Ressources Humaines  
115, rue du Bac - 75007 PARIS - Tél. : 45.49.87.00

**Telesystemes**  
GAGNONS ENSEMBLE



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## ANALYSTES-PROGRAMMEURS

### Banque

Nancy - Une banque française réputée dans son secteur et membre d'un groupe bancaire de premier plan recherche trois analystes-programmeurs pour sa division études du département informatique. Basés au siège à Nancy et placés sous la responsabilité d'un chef de projet, ils assureront la réalisation technique d'une partie ou de la totalité des applications informatiques. Ils prendront en charge les maintenances et adaptations nécessaires au bon fonctionnement de ces applications. Ces postes s'adressent à des candidats débutants,

diplômés de l'enseignement supérieur (MAGE...) ou de niveau DUT informatique et ayant une première expérience de préférence en milieu bancaire. La pratique de développements sur gros systèmes IBM (VM - MVS - IMS - CICS) constituerait un plus. La rémunération sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9494M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting  
Group

Creating Business Advantage



## SYSTEMES AERONAUTIQUES ET SPATIAUX

Pour cette filiale d'un groupe international située en région Parisienne, spécialisée dans la conception et la réalisation d'équipements et systèmes embarqués "haute performance", nous recherchons deux jeunes talents

### INGENIEUR LOGICIEL TEMPS REEL

L'environnement est stimulant : des ingénieurs de haut niveau étudient et réalisent des logiciels de communication spatiale. Pour participer à cette aventure technologique vous justifiez d'une expérience réussie en informatique temps réel et faites preuve d'autonomie et d'initiative.

### JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN

Débutant, ou premier job, vous êtes issu des meilleures Ecoles : Supélec, SupTélécoms... Vous serez initié à la conception et à la mise en œuvre de systèmes électroniques numériques "pointus". Nous utilisons les dernières techniques en vigueur et disposons de moyens d'études et de développement qualitatifs à la hauteur de l'enjeu.

Le contexte de travail, technique et humain, est enrichissant. A l'avenir, vous pourrez évoluer vers des responsabilités de chef de projet ou de chargé d'offices. Pratique de l'anglais professionnel. Pour confronter nos points de vue, merci d'écrire sous réf XXXM à notre conseil, ALLEN Ressources Humaines, 119, grande Rue - 92310 SEVRES



## ASK COMPUTER SYSTEMS : LE SYSTEME DE GESTION MANMAN

Leader mondial de la GPAO sur DEC et HP, (avec plus de 2000 installations mondiales dont plus de 130 en Europe, et plus de 800 millions de Francs de CA), recherche pour son Centre de Support Technique Européen situé à MILTON KEYNES (Angleterre).

## INGENIEUR DE SUPPORT TECHNICO-COMMERCIAL

ayant une expérience concrète de l'implantation de systèmes informatiques et d'applications dans le domaine industriel et de la gestion sur HP. Après formation, ce poste débouchera sur des actions de maintenance logiciel, et d'installation et de formation des clients au plan général Européen. Ce poste s'adresse à un ingénieur parlant couramment Anglais et Français, intéressé par un challenge international et par les opportunités qui y sont liées. Adresser CV détaillé et prétentions en anglais à :

ASK COMPUTER SYSTEMS - Attn : Sarah TIBBLE

ASK - 2, rue de la Couture  
SILIC 223 - 94528 RUNGIS Cedex

### MATRA AUTOMOBILE

Au sein d'un groupe d'innovation et de haute technologie, recherche pour poursuivre le développement de son unité de production à ROMORANTIN (LOIR et CHER) un

## Ingénieur Méthodes et Industrialisation

230 KF+ (Mines, Centrale, AM, INSA, UTC...)

Il optimise les procédés de fabrication existants. Il conçoit des procédés originaux en vue du lancement de nouveaux véhicules, produits en petite et moyenne série. Il travaille en étroite collaboration avec les Etudes, la Qualité et la Fabrication. Directement rattaché au Directeur de l'usine, il agit en véritable chef de projet (respect des plannings et des budgets). Nous confierons ce poste à un candidat possédant une première expérience de la production en grande série, sensibilisé à l'esprit ingénierie et désireux d'élargir son champ de responsabilité dans un environnement créatif.

Pour un premier contact, adressez votre dossier de candidature sous réf. 110 à Solange MONTEIL

PLEIN EMPLOI - 18 rue du Mail - 75002 PARIS

**MATRA AUTOMOBILE**

Filiale d'un groupe multinational, nous poursuivons notre développement en France et en Europe ; modernisant nos outils de télécommunication (informatique IBM, PABX téléphonique) nous cherchons, en banlieue lilloise,

## notre ingénieur télécom

pour construire notre réseau !

Venez analyser et remettre en cause l'existant, étudier les techniques nouvelles (intégration voix-données), rédiger les cahiers des charges et procéder à la mise en œuvre de notre réseau, dans un environnement européen.

Ingénieur, vous avez une première expérience réussie en réseaux et télécommunication et désirez travailler sur des projets d'envergure. Vos qualités relationnelles et votre maîtrise de l'anglais font partie de votre passeport pour ce poste.

Ecrivez à notre consultant, Ph. THERY (rél. 655 LM)

à « Carrières de l'informatique »



ALEXANDRE TIC S.A.  
24, BOULEVARD CARNOT - 59600 LILLE

PARIS - LYON - GRENOBLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG



**NORTHERN TELECOM** est une entreprise prestigieuse axée sur la haute technologie et l'innovation, dans les télécommunications.

Liée à un Groupe international puissant et implanté durablement en France, nous étoifons nos équipes et cherchons deux ingénieurs pour notre direction « Commerciale et Marketing » à Paris La Défense

## un chef de service, prévisions et études de prix

Votre mission : veiller à la marche efficace de votre service réalisant les études de prix et d'exécution. Assurer la cohérence de notre politique de prix. Etablir nos prévisions de ventes pour planifier nos fabrications. (réf. 5420 LM)

## un chef de produits

Votre mission : faire évoluer nos produits, les adapter aux marchés français et européens, en tenant compte des besoins de nos clients et des administrations. Ingénieur diplômé, 32 à 35 ans, avec une spécialisation en électronique et de bonnes connaissances informatiques, vous avez déjà travaillé chez un constructeur d'équipement électronique, voire de matériel de télécommunication ou téléphonie. Vous êtes bilingue anglais. (réf. 5421 LM)

Ecrivez à notre consultante, Mme E. PRIMAULT, ss. réf. cor. à « Nouvelles Technologies »



ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG



Rejoignez l'une des divisions françaises d'un important groupe chimiste suédois (7 000 collaborateurs) établie dans la région de Douai.

Nous élaborons et commercialisons des produits de synthèse destinés à des applications industrielles variées. Nous cherchons, pour compléter nos équipes,

## un ingénieur commercial chimiste

Basé dans le Douais, vous conseillez notre clientèle française. En collaborant avec nos équipes Recherche et Développement, vous faites évoluer nos produits et trouvez de nouveaux marchés.

Chimiste de formation (ingénieur ou équivalent), vous possédez une expérience réussie de la vente de produits chimiques industriels. La connaissance de l'anglais est un atout.

Nous vous formons à nos techniques et mettons à votre disposition une voiture de société.

Ecrivez à notre consultante, Mme K. LEMAN (réf. 647 LM)

à « Carrières commerciales »



ALEXANDRE TIC S.A.

24, BOULEVARD CARNOT - 59600 LILLE

PARIS - LYON - GRENOBLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

## Ingénieur recherche et développement

C.E.R.C.A., nous sommes une des Sociétés du Département Nucleaire du Groupe PECHINEY. Notre Etablissement de Bonneuil-sur-Marne (94) recherche un jeune ingénieur métallurgiste

A 28 ans environ, diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur option métallurgique, vous possédez une expérience industrielle de 1 à 2 ans. Directement rattaché au Directeur de l'Usine, ce poste nouvellement créé comporte étude et réalisation par sous-traitance externe ou interne au groupe. Pour réussir dans cette mission complète, vous

possédez rigueur et sens des contacts, la parfaite maîtrise de l'anglais et si possible, de l'allemand. En outre, vous acceptez des déplacements fréquents en France et ponctuels à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. CER/04, à notre Service Recrutement

PECHINEY  
23, rue Balzac  
75008 PARIS



Dans le cadre d'un Groupe important, nous sommes une Division Industrielle leader européen de notre marché, basée à 150 km au Nord de Paris.

Nous souhaitons intégrer rapidement un

## Ingénieur AM/ou Textile

### Option Informatique

Sa fonction : la responsabilité du suivi informatique (IBM 39 - AS 400).

28, 30 ans environ, directement rattaché à la Direction Générale, vous serez membre permanent du Comité Informatique.

Durant 3 ou 4 ans, vous aurez exercé des fonctions d'adjoint sur un site d'importance.

Conseil des Directions opérationnelles, responsable du management du centre (matériels, personnels, logiciels, logiciels), vous serez bien entendu responsable des procédures d'exploitation et de la sécurité.

Si vous recherchez votre autonomie et une responsabilité réelle, adressez votre CV + lettre manuscrite + photo + rémunération actuelle à notre Conseil RCC, en précisant la référence 89013/4.

REC

89, Bd Malesherbes 75008 PARIS

5013/4



**SECTEURS  
DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**... Ils vont tous chez Matra Communication**

Les oiseaux rares ont besoin d'espace, un espace de compétence où les technologies vont plus loin, les débats sont plus pointus, les solutions originales. Les oiseaux rares ont besoin de Matra Communication, 2<sup>ème</sup> pôle français en communication d'entreprise (6500 personnes, plus de 4 milliards de CA) pour concevoir, développer et commercialiser ce qui sera la communication de demain. Demain, la communication sera plus mobile, grâce au développement du réseau PANEUROPEEN; elle sera aussi plus pratique, pour offrir aux entreprises tous les services de transmission des voix, images et données. Demain, les oiseaux rares seront ceux qui auront conçu et développé avec nous la communication publique et privée, l'architecture et l'intégration de systèmes, les simulateurs, les logiciels...

**RESPONSABLE LOGICIEL  
EN COMMUTATION ET RESEAU  
DE RADOTELEPHONE**

Vous avez une responsabilité technique, d'organisation de projets et d'animation d'équipes chargées de concevoir et de développer les logiciels de communication et d'exploitation de réseaux dans différents domaines : transmission de données, protocoles de réseaux (RNIS), systèmes d'exploitation et d'interface homme/machine, configuration des systèmes. Votre expérience professionnelle, 5 ans minimum, confirme votre compétence en informatique temps réel si possible dans le domaine des réseaux télécommunication, informatique, transmission de données. Vous avez de la rigueur et de l'imagination et vous créez autour de vous un véritable esprit d'équipe pour réussir dans une fonction impliquant également ouverture et sens du dialogue avec d'autres services. Réf. RL/M.

**INGENIEUR ETUDE  
ET DEVELOPPEMENT  
SIMULATEURS**

Vous participerez à la définition, au suivi de réalisation et à la validation des simulateurs d'environnement nécessaires à l'intégration des systèmes en radiotéléphonie. Ingénieur en Electronique/Informatique, vous avez une expérience en intégration de systèmes et des compétences en techniques de simulation. Réf. IED/M.

**INGENIEUR LOGICIEL  
CONFIRME**

A partir d'un cahier des charges et en coopération avec nos partenaires européens, vous définissez les spécialisations des sous-systèmes et vous participez à l'adaptation et au développement des logiciels pour de nouvelles fonctionnalités : traitement du signal, transports de données, systèmes d'exploitation. Après une période d'adaptation, vous pourrez prendre la responsabilité d'une petite équipe ou vous orienter vers des fonctions d'architecte de système. Ingénieur de formation, vous avez au moins 4 à 5 ans d'expérience acquise dans le domaine de la communication. Vous devez maîtriser l'anglais pour être rapidement opérationnel et prévoir des déplacements de courte durée à l'étranger. Réf. IL/C/M.

**INGENIEUR LOGICIEL  
DE BASE**

A partir de spécialisation de logiciels de base, moniteurs et operating system, vous participez à la conception générale et au développement de modules et fonctions de base. Ingénieur d'une grande école informatique : ESE, ENSIMAG, ENSEEHT..., vous avez des compétences en logiciel de base acquises si possible au cours d'une première expérience professionnelle. Réf. ILB/M.

Pour tous ces postes, la maîtrise de l'anglais est indispensable. Si vous avez besoin d'information, d'espace, si vous voulez donner libre cours à vos talents, contactez-nous. Envoyez-nous votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Nicole Kamenz, DEF. BP 26, rue JP Timbaud, 78392 Bois d'Arcy Cedex.

**MATRA COMMUNICATION**



les solutions  
de progrès

La Division "ACQUISITION DE DONNEES, DIALOGUE HOMME-MACHINE", recherche

**INGENIEUR LOGICIEL**

Vous avez une expérience de 3 à 5 ans de développement en Etudes de Produits, et une connaissance de langage Pascal - C - Assembleur.

**INGENIEUR  
ETUDES HARD**

Avec une expérience de 3 à 5 ans de développement analogique, vous effectuerez les Etudes de nouveaux produits et la conception des circuits intégrés. Ce poste implique une large utilisation des systèmes CAO.

Ces deux postes sont destinés à des ingénieurs confirmés de formation de base électronique et comportent des études sur dispositif de transmissions d'information à distance à base de technologies inductives et photoélectriques.

Anglais indispensable.

Lieu de travail : ANGOULEME.

Rémunération brute mensuelle garantie : 14700 Francs.

Adresser CV + photo à la Direction du Personnel et de la Formation - Zone Industrielle N°3 - 16340 L'ISLE D'ESPAGNAC - Tél. 45.69.22.22.

Grand Prix  
de l'innovation



Filiale du Groupe SCHNEIDER

**Schlumberger**

**Industries**

SCHLUMBERGER INDUSTRIES est le premier fabricant mondial dans les domaines des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz...

Notre Département conçoit, fabrique et commercialise des équipements avancés utilisateurs de cartes à mémoire.

Pour participer à notre développement et mettre en œuvre les outils de vente et d'enrichissement des relations avec nos clients, nous recherchons de jeunes

**INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS**

Responsable d'un portefeuille de clients Grands Comptes dans toute la France (Banques et organismes financiers, industriels, groupes de la grande distribution...), vos activités commerciales évolueront vers la vente de "produits-systèmes" clés en main.

Ingénieur de formation, vous avez débuté dans la vente de produits industriels (2 à 3 ans d'expérience). Vous y avez révélé vos qualités de battant et vous souhaitez évoluer vers des relations commerciales plus complètes et vers de plus larges responsabilités.

Pour ces postes, de fréquents déplacements sont à prévoir. Une bonne pratique de l'anglais vous permettra d'évoluer au sein de SCHLUMBERGER.

Les candidatures sont à adresser, sous la référence CL/C11, au Service du Personnel

SCHLUMBERGER INDUSTRIES  
Département Cartes Mémoire et Systèmes  
420, rue d'Estienne-d'Orves  
92700 COLOMBES



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## SYBEL INFORMATIQUE

### NOUVEAUX MARCHES FINANCIERS

### LOGICIELS DE GESTION ADMINISTRATIVE ET D'AIDE A LA DECISION POUR SALLES DE MARCHES

## INGENIEURS COMMERCIAUX 185 KF +

En développant les produits les plus sophistiqués pour des clients exigeants (Compagnie Bancaire, Elf Trading, Merrill Lynch, ...), nous sommes devenus leader en logiciels pour les Nouveaux Marchés Financiers (MATIF, OPTIONS, FRA's, ...).

Notre réussite passe aujourd'hui par Paris mais aussi Bruxelles, Genève, Séoul, Tokyo, ...

Notre gamme s'étend de la gestion Matif aux logiciels d'aide à la décision et de connexion aux bases de données financières (REUTER, TELETYPE, ...).

Nous recherchons de jeunes candidats à fort potentiel (HEC, ESSEC, Sup de Co, ...), débutants ou première expérience, très motivés par les problèmes boursiers et financiers actuels.

Vous êtes décidés à vous investir pour acquérir les compétences et maîtriser rapidement :

- l'organisation et les réglementations (CCIFF, COB, ...) de ces marchés complexes,
- les outils informatiques de demain.

Vous évoluerez au sein d'une équipe jeune et passionnée. Nous vous offrons des perspectives d'évolution à la mesure de notre croissance (1988 : CA + 100 %).

Adresser lettre de motivation, CV photo et prétentions à SYBEL INFORMATIQUE Recrutement Salles des Marchés - 36 rue Vivienne - 75002 PARIS -.

## GFF GROUPEMENT FONCIER FRANCAIS

### JEUNE ET BRILLANT N° 2 INFORMATIQUE

d'un des premiers groupes de promotion et de gestion immobilière en plein développement (CA + 160 %, résultats + 300 % en 3 ans).

### ECP, ESE, ENSIMAG...

Une solide expérience du développement, de bonnes qualités de communication et d'encadrement vous permettront de prendre en charge la coordination de l'équipe sur des projets de gestion complexes et variés (site AS400).

Poste basé à La Défense.

Merci d'adresser lettre, C.V. et photo, sous la référence 58/815, à notre Conseil

**UNILOG** Conseil en Recrutement  
9, rue Alfred-de-Vigny  
75008 PARIS  
Membre de SYNTIC Informatique



## Ingénieur chimiste

Choisir la SNPE, c'est appartenir à un groupe innovateur qui privilégie la recherche permanente pour faire partie des industries du futur.

Rejoindre le Centre de Recherche du Bouchet (en proche région parisienne), c'est évoluer dans un environnement technologique exceptionnel.

Au sein d'une équipe de haut niveau, vous serez chargé de la mise au point de procédés chimiques. Ainsi, vous participerez à la définition des objectifs, à l'évaluation des programmes, aux études et rédigerez les documents techniques.

Jeune Ingénieur ENSI chimie, vous avez complété votre formation par une thèse sur un sujet de

synthèse organique préparative. Vous aimez innover et êtes passionné par la recherche finalisée pour apporter des solutions concrètes.

Esprit de synthèse et d'initiative, sens relationnel sont les qualités que nous attendons de vous.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 50602M à Chantal Jacob, SNPE, Direction des Ressources Humaines, 12 quai Henri IV, 75004 Paris.



LES HOMMES plus DE QUALITE

## INGENIEURS GRANDES ECOLES

### INFORMATIQUE INDUSTRIELLE GENIE LOGICIEL

Nous sommes une SSII de 76 personnes, implantée à Paris, Toulouse, Toulon spécialisée en Informatique Industrielle et Génie Logiciel.

Votre formation d'ingénieur et votre expérience vous ont permis d'appréhender Méthodologie et Qualité Logiciel. Nous vous proposons d'intégrer une équipe de spécialistes pour la réalisation de grands projets dans les domaines Aéronautique, Espace, Automobile.

En plus des connaissances en langage ADA, C, PASCAL, ASSEMBLEUR, vous avez acquis des compétences dans les domaines TEMPS REEL, SGBD, LOGICIELS GRAPHIQUES, LOGICIELS EMBARQUEES.

Enfin, votre personnalité favorisera votre évolution vers de nouvelles responsabilités.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) à 3IP, 104, rue Castagnary, 75015 PARIS



Société d'étude et de réalisation de process de fabrication située en Bretagne, recherche

### 2 INGÉNIEURS PROCESS

l'un à vocation commerciale (France + export) (Réf. EM 236)

L'autre responsable du développement et de la fabrication (Réf. EM 238)

Ces candidats de formation généraliste grandes écoles seront débutants ou disposeront d'une première expérience.

On retiendra particulièrement :

- Leur grande disponibilité,
- Leur forte capacité d'investissement personnel,
- Leur enthousiasme à participer au développement d'une P.M.E.
- Une parfaite maîtrise de l'anglais.
- Une troisième langue serait un plus.

Adresser CV + lettre manuscrite + photo à :

Eric Michel  
Consultant

Adresse : P. des Andes - 4, rue Marie Permal - 56100 Lorient

## SERVAIR

### ingénieur de projets

Filiale de compagnie aérienne, et les premiers dans la restauration du voyage en France, nous concevons et organisons, grâce à notre savoir-faire, des unités d'exploitation gérées par nous-mêmes ou par des tiers.

Nos objectifs : qualité, productivité, service.

Ingénieur généraliste, avec une première expérience en BE, travaux ou ingénierie (donc à 30 ans au moins), vous voulez contribuer à faire progresser la restauration embarquée, et vous parlez l'anglais.

Ecrivez aussitôt à Mme E. PRIMAULT (réf. 5419 LM) à « Carrières d'Ingénieurs ».

**ALEXANDRE TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTIC

## INGENIEUR COMMERCIAL

### EVOLUER CHEZ UN GRAND DE LA TELEMATIQUE

Notre Groupe, Leader tant en gestion et traitement des grands flux de données (Monétique - Télématique) qu'en prestations Ingénierie sur gros systèmes en intégrant les technologies Réseau, Carte à Mémoire et Intelligence Artificielle, souhaite renforcer les forces commerciales de son marché Presse et Médias.

De formation supérieure, vous avez acquis une première expérience commerciale Grands Comptes en SSII autour de la vente de prestations télématiques (hébergement on solutions clé-en-main) et vous souhaitez élargir vos domaines de compétence pour évoluer vers un poste d'ingénieur d'affaires, alors pour rejoindre le premier centre serveur français (300.000 heures de connexion/mois, plus de 4.500 accès simultanés) merci d'adresser votre candidature sous réf. : M 922 à Jean-Paul FRAY Directeur des Ressources Humaines - Groupe SEGIM - 3, rue Bellini - PARIS La Défense 11 - 92806 PUTEAUX.

### GROUPE SEGIM

MONETIQUE TELEMATIQUE INGENIERIE INFORMATIQUE

### INSTITUT NATIONAL TECHNIQUE DU CHAMPIGNON recrute

### DEUX INGÉNIEURS DE RECHERCHE

L'un, de formation biologie ou biotechnologie avec spécialisation en génie industriel, sera chargé du développement des nouveaux procédés. L'autre, de formation physiologie végétale à génétique, partagera l'animation de l'unité expérimentale.

Dans les deux cas, la pratique de l'anglais, le sens du contact, le goût de la vulgarisation sont nécessaires. Ils sont rattachés au directeur du centre qui est situé à 30 km Tours. Une première expérience est souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite et prétentions à M. le Directeur INTC, St-Patruin, 37370 NEUVY-LE-ROI, Tél. (16) 47-29-30-43.

## Valeo

Alternateurs  
Démarreurs

Recherche pour développer l'ambitieux projet industriel de sa Division Alternateurs,

usine d'ETAPLES LE TOUQUET (62)

### Ingénieur Acheteur

(ENLUM, ENCL, INSA, MONES, BEL, IDN, ICHM...)

Chargé des achats techniques de l'Usine, vous devez nécessairement avoir une expérience des achats en milieu industriel. Vous avez un potentiel vous permettant d'évoluer dans la filière achats ou en dehors de celle-ci.

Une formation complémentaire à la gestion est souhaitée et la pratique d'une langue étrangère est indispensable.

De larges possibilités d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence M/01 à Valeo Alternateurs - Direction des Ressources Humaines - à l'attention de M. RACLIN - Route de Montreuil - 62630 ETAPLES SUR MER.

**Valeo L'Équipement Automobile**

CROUZET : une Société diversifiée de 3600 personnes qui maîtrise des technologies de pointe dans un environnement international. Nous recherchons un :

### Agent Technique Electronicien

Vous participez à la maintenance des équipements en micro-informatique et télécommunications sur tous nos sites de l'agglomération valentignoise.

Autonome et compétent dans les domaines de l'électronique et de l'informatique industrielle, vous êtes jeune diplômé (BTS ou DUT).

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. DAS/OFM au Responsable du Recrutement - CROUZET S.A. - 25, rue Jules Védriens - 29027 VALENCE cedex.



Jep Miss 150



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Filiale du groupe SG2,

Ordina emploie 300 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 82 MF.

TEMPS REEL, RÉSEAU, IA, IMAGERIE: nous intervenons sur les projets les plus pointus. Nous recherchons:

**2 ingénieurs débutants**

Réseaux et / ou génie logiciel

**4 ingénieurs d'études**

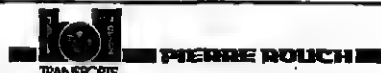
C / Unix - 68000 et/ou x 25 - 2 à 5 ans d'expérience.

pour développer des logiciels de haute technologie auprès de nos clients les grandes entreprises industrielles, aéronautiques et télécommunications.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous référence JTM8 à ORDINA - 10, rue Auber 75009 Paris.



LA FORCE VIVE



**Ingénieur Développement Logistique**

TRANSPORTS et DISTRIBUTION PIERRE ROUCH dont le Siège est à TOULOUSE, est Filiale de SAVAN et de SET INTERNATIONAL.

Cette Société développe son savoir-faire dans l'Entreposage, la Gestion des stocks, l'Approvisionnement de Surfaces de ventes, pour le compte d'industriels ou de Sociétés de la Grande Distribution. Son ambition est de conquérir les marchés européens.

A Toulouse, rattaché au PDG, vous intervenez en synergie avec le Service Commercial. En fonction des besoins exprimés par les Clients, vous menez les

ETUDES et assurez la mise en œuvre des PROJETS.

Vous établissez les spécifications techniques et les procédures, vous réalisez l'analyse tarifaire des coûts et élaborez les propositions.

Vous contrôlez la fiabilité des logiciels informatiques, vous assistez les PLANNINGS et les DELAIS. Pour les LANCEMENTS, vous assistez le Responsable de Plateforme et vous êtes sur le site pendant les "démarages".

Vous jouez également un rôle d'AUDITEUR et d'ORGANISATEUR pour des missions ponctuelles.

Agé de 35 ans minimum, diplômé Ingénieur ou Logisticien, créatif et constructif, vous êtes déjà très expérimenté en LOGISTIQUE.

Outre des capacités d'analyse et de synthèse, à la fois concepteur, homme de terrain et gestionnaire, vous avez un excellent contact.

Ces fonctions nécessitent que vous soyez parfaitement bilingue ANGLAIS.

Merci de communiquer votre dossier complet: lettre manuscrite, CV (photo), et présentations sous réf. M 9023, à notre Conseiller d'Entreprise

M.F. LAUTREC LEPY "Division Recrutement", 35 rue des Castelers, 31000 TOULOUSE, qui vous assure de sa totale discrétion.

marie-francoise lautrec lepy

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE RECRUTE PAR CONCOURS:

- 193 ingénieurs,
- 197 personnels techniques,
- 66 personnels d'administration.

Pour tous renseignements complémentaires (métiers, lieu de travail, formalités de candidature), composez sur Minitel:

Numéro de téléphone: 36-14

suivi du code d'accès: S.I.G.4

puis sélectionnez la rubrique: emplois-recherche.

Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers de candidature sont fixées respectivement au 28 avril et au 3 mai 1989.

BIO RAD S.A.

recherche

**INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL**

Domaine d'applications: semi-conducteurs spectrométrie infrarouge

Expérience souhaitée: anglais lu - parlé et écrit.

Lieu de résidence: Région Parisienne.

Adresser CV + lettre manuscrite + photo à: BIO RAD

5 bis, rue Maurice Rouvier - 75014 PARIS.

Notre challenge immédiat: occuper 20 % du marché français de la station de travail avec des produits très performants.

**Ingénieur de formation**

(Grandes Ecoles ou équivalent)

Vous êtes aujourd'hui un COMMERCIAL PASSIONNÉ ET TENACE

Vous maîtrisez les concepts de l'informatique distribuée et des réseaux locaux en milieu scientifique et technique.

Vous connaissez bien UNIX, Ethernet et l'environnement logiciel classique des stations de travail en réseau (X-Window, NFS, etc...)

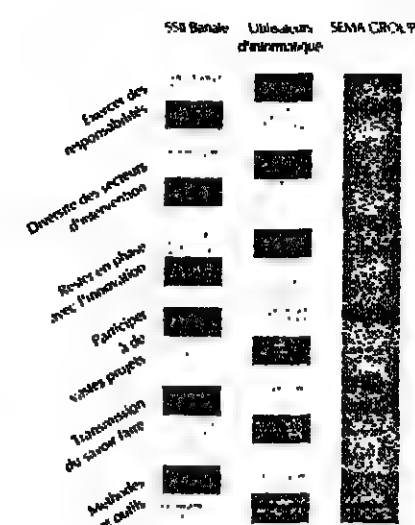
Vous remporterez des succès sur ce créneau car vous le connaissez parfaitement. Vous en connaissez les clients, leurs besoins et les solutions qu'ils attendent.

Rajoutez notre équipe d'INGÉNIEURS d'AFFAIRES de haut niveau au sein d'une entreprise à forte croissance où vous trouverez d'excellentes perspectives d'avenir, tant en France qu'à l'étranger.

Posté à pourvoir en Région Parisienne, Sud-Est, Toulouse et Rennes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV), s/réf. 5054, en précisant le lieu choisi à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

**Aéronautique, Espace, Défense**  
A la pointe de l'informatique de pointe



Notre département "Systèmes Techniques" basé à Paris et en province Sud est de longue date un partenaire privilégié dans la mise en œuvre de réalisations industrielles de pointe et de vastes projets de haute technologie: systèmes d'acquisition et de traitement de mesures, simulateurs d'études ou d'entraînement, systèmes d'armes...

Ces interventions font appel à des compétences de haut niveau en: ELECTRONIQUE, AUTOMATIQUE, TRAITEMENT DU SIGNAL, MODELISATION, ARCHITECTURE DE SYSTEMES...

Elles nécessitent l'utilisation des techniques informatiques les plus avancées: UNIX, GRAPHIQUE, TEMPS REEL, SGSD, RELATIONNELS, C, ADA, 68020...

Jeunes Ingénieurs (Grande école ou DEA), débutants ou ayant une première expérience, venez valoriser vos connaissances de l'informatique scientifique et technique en participant à la réalisation de projets logiciels de grande envergure.

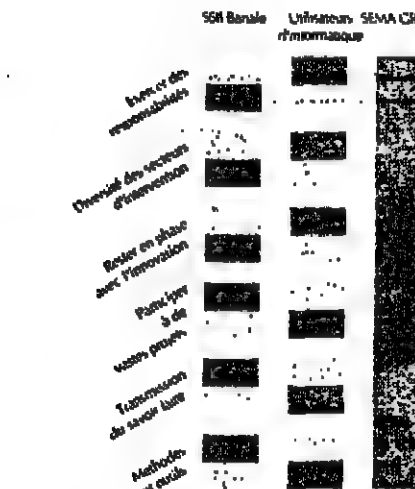
Ingénieurs Confirmés, utilisons ensemble votre expérience des techniques de pointe dans le cadre de missions de conseil en conception de systèmes, méthodologie de développement, assurance et contrôle de la qualité.

SEMA GROUP, fort de 6500 personnes en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Benelux, Espagne..., vous offre toutes les perspectives de carrière du premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence AEM2 à Patricia PANCHERI SEMA GROUP, Service Recrutement, 56, rue Roger Salengro - 94120 FONTENAY sous BOIS cedex

SEMA GROUP

**Technologies du logiciel**



Le département Techniques Avancées de SEMA GROUP développe ses activités dans les secteurs de l'informatique technique et industrielle, mettant en œuvre les systèmes et les outils les plus modernes: UNIX, C, X-WINDOW, ADA, HOOD, LISP, LOGO.

Jeunes ingénieurs, Ingénieurs confirmés et Chefs de projet, venez valoriser vos compétences en participant à des projets se situant dans les domaines: - du logiciel de base et du génie

logiciel (réalisation d'outils industriels, projets de recherche et développement) - des applications opérationnelles (image, traitement du signal, temps réel) utilisant ces outils.

SEMA GROUP, fort de 6500 personnes en France, Grande Bretagne, Allemagne Fédérale, Benelux, Espagne..., vous offre toutes les perspectives de carrière du premier groupe véritablement européen de services informatiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. GL/04 à Alain COSSEC Département Génie Logiciel et Techniques Avancées - SEMA GROUP 16, rue barbès 92126 MONTROUGE

SEMA GROUP

**Spécialistes UNIX de haut niveau «Programme US»**

La filiale d'un puissant groupe industriel français, spécialisée dans le développement de stations de travail graphiques sous UNIX et leurs applications en CAO/IAO collabore aujourd'hui à un important programme américain.

Dans ce cadre, elle recherche des

**Ingénieurs Etudes UNIX**

Rattachés à la direction du programme et plus particulièrement compétents dans les domaines suivants:

**Maintenance Logicielle**

Paris (ou Toulouse)

Mission: ils assureront la maintenance du logiciel de base des stations de travail dans un environnement (UNIX SYST. 5 & BSD 4.3 - Réseau ETHERNET et graphique X WINDOW).

Compétences: Ingénieur UNIX avec une bonne connaissance du noyau UNIX (SYST.5 & BSD), du réseau et/ou du graphique souhaités.

Réf. B.199M.

**Assistance-Expertise Logicielle**

Paris

Mission: interface entre le client et le service maintenance dédié au programme. Il aura à charge l'expertise logicielle des développements effectués pour tout ce qui concerne les outils de base de la machine (système, compilateur C, réseau et graphique X11).

Compétences: homme de communication et de challenge, il saura mettre en œuvre des techniques variées. Il possède une très bonne expérience de développement en langage C (environnement UNIX sous réseau ETHERNET).

Réf. B.200 M.

Pour ces postes, nous recherchons des Ingénieurs Grandes Ecoles (ou ENSI) ayant une expérience minimum de 3 à 5 ans. Ils possèdent un bon niveau en anglais (ou rapidement «fluents» après une formation). Une expérience américaine est souhaitée mais non indispensable. Compte-tenu de l'importance de ce programme, des évolutions certaines sont envisageables.

Nous vous remercions d'adresser lettre, CV et prétentions en précisant la référence choisie à l'attention d'Ernst & Whinney Conseil, 150 Bld Haussmann, BP 629-08, 75367 Paris cedex 08 qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.



Ernst & Whinney Conseil



# SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## INGENIEUR PREVENTION

AXA - MIDI constitue le deuxième groupe français d'assurances avec 55,7 milliards de C.A. en 1988, dont 52 % à l'étranger.

Aujourd'hui, l'une de nos sociétés spécialisée dans le courtage renforce son équipe et recherche pour la Direction des Entreprises un Ingénieur prévention.

A 28-30 ans, de formation Ingénieur Grandes Ecoles (Arts et Métiers, INSA, ENSI...), vous possédez une première expérience en sécurité industrielle (contrôle qualité usine, risk management...).

Au sein de la branche Responsabilité Civile,

- vous rechercherez et organiserez l'information technique nécessaire à la souscription et à l'établissement des plans de prévention pour certains de nos clients industriels ;
- vous assurerez la formation dans ce domaine des souscripteurs, vérificateurs et rédacteurs ;
- vous effectuerez sur les sites industriels des visites dans le but d'établir ou de contrôler des plans de prévention.



Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Des possibilités d'évolution au sein de la branche sont prévues à moyen terme.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à Madame Dubiez, Direction des Relations Humaines, UNII EUROPE : 11 place Stalingrad - 75494 Paris Cédex 10.

Les filiales françaises d'un groupe de services d'origine britannique coté en Bourse de Londres recherche pour son siège à Paris un

## Jeune Directeur Informatique

Notre expansion (+86% augmentation de CA en 1988) nous amène à créer la fonction de Directeur Informatique rattachant au Directeur Général France et en relation permanente avec notre Directeur Informatique européen. Vos principales missions seront : sélection et installation du Hardware et de packages logiciels ; support informatique du siège et des filiales en province ; utilisation et développement d'un système de base de données sur focus ; amélioration de nos systèmes informatiques : VAX3600, PDP, réseau Macintosh. Le candidat doit avoir environ 3 ans d'expérience dans un environnement VAX (système VMS), être familiarisé avec decnet et DCL. Une connaissance du PDP serait un plus. Si vous êtes intéressés par cette excellente opportunité, veuillez envoyer CV + photo + n° rti + rémunération actuelle à Charles-Henri Dumoulin, Michael Page France, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS.



Michael Page France

Paris-Lyon-Londres-Amsterdam-Bruxelles-New-York-Sydney

## Ingénieur électronicien

Former les techniciens aux hautes technologies **SONY.**

Hier, le transistor et le circuit intégré... Aujourd'hui le microprocesseur et une technicité de plus en plus complexe qui exige une formation constante des techniciens de notre réseau d'après-vente. Nous souhaitons aujourd'hui étoffer notre équipe formation avec un collaborateur qui, toujours ouvert aux technologies de pointe, évaluera les besoins de formation de nos stations techniques et élaborera des stages de courte durée (choix des outils pédagogiques...) dont il assurera l'animation. Jeune Ingénieur diplômé d'une école d'électronique ou d'un troisième cycle universitaire, débutant ou possédant une première expérience, vous avez de réelles qualités relationnelles et vous saurez faire évoluer de façon dynamique nos méthodes et outils pédagogiques. La pratique de l'anglais est indispensable. Ce poste, basé à Paris, nécessite des déplacements (30% du temps) sur toute la France ainsi qu'en Belgique ou en Suisse pour les réunions techniques européennes.

Cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 937.89 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



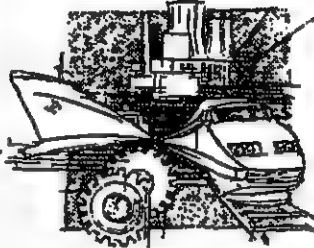
Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

## ALSTHOM

Notre établissement de Saint Ouen recherche

## INGENIEUR POUR SA DIRECTION MECANIQUE



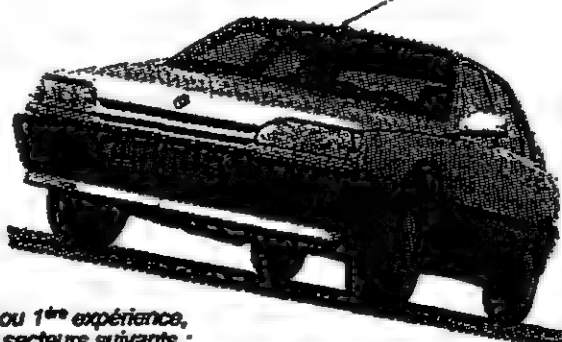
TRANSFORMATEURS DE GRANDE PUISSANCE



De formation grande école, option électrotechnique vous êtes débutant ou avez une 1<sup>ère</sup> expérience. Nous vous confierons dans un 1<sup>er</sup> temps une mission d'organisation générale et de réimplantation d'une unité autonome de production répondant au concept du "juste à temps" et de qualité totale. Maîtrisant parfaitement l'anglais, vous avez le sens de l'initiative. Réf. IDM

De réelles possibilités d'évolution de carrière vous seront offertes au sein d'un groupe résolument tourné vers l'avenir (28 milliards de CA). Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions au Service du Personnel ALSTHOM DTC TSC - 25, rue des Bateliers 93404 SAINT-OUEN Cedex.

## Ingénieurs moteurs



Nos programmes de développement moteurs sont ambitieux. Débutants ou 1<sup>ère</sup> expérience, pour valoriser votre formation, intégrez, dans un premier temps, l'un des secteurs suivants :

• Conception : vous intervenez sur tous les aspects de la technologie moteurs, en relation avec les équipes de calculs, de dessin (CAO) et d'essais.

• Essais : en relation avec les Bureaux d'Etudes, vous avez la responsabilité d'essais sur bancs et de mise au point de systèmes de carburation, d'injection et d'antipollution.

Ingénieurs mécaniciens de formation Centrale, ENSAM, ENSPM, ENSTA, INSA... votre champ de compétences s'étendra aux domaines acoustique, thermique, aérodynamique...

Votre potentiel technique et vos qualités relationnelles seront les atouts de votre réussite et de votre évolution au sein de notre groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre CV et une lettre de candidature à J.F. Gadeceau - RENAULT - Recrutement Ingénieurs et Cadres - 12, place Bir-Hakeim 92108 Boulogne-Billancourt Cedex, sous réf. MOTEUR.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.

## Responsable Support Production Une carrière dans l'imagerie médicale

GENERAL ELECTRIC MEDICAL SYSTEMS est leader mondial en Imagerie Médicale. Avec 6000 personnes et plus de 5 milliards de CA, GE OGA en est le pôle européen. Européenne aussi la destinée de notre futur Responsable Support Production.

**Mission :** sous l'autorité du Directeur de Production (Tubes et Détecteurs) et à la tête d'une vingtaine de personnes représentant les services Méthodes, Maintenance MAO, Support Production, vous maintenez et améliorez le processus de réalisation des sources RX, industrialisez les nouveaux produits, optimisez les coûts de production, définissez et gérez les investissements. Pour cela, vous opérez en étroite collaboration avec les Bureaux, la Gestion de Production, la Gestion Financière.

**Profil :** Ingénieur ENSM Nancy ou équivalent, vous disposez d'une formation complémentaire en physique/chimie. Bonnes connaissances en technique du vide et/ou en métallurgie fine seront appréciées. Expérience d'environ 5 ans dans une industrie similaire ou, pour le moins, en high-tech.



General Electric

## L'innovation en électronique et informatique

DIGILOG

GROUP DIGITONE

Filiale du Groupe DIGITONE, spécialisée dans les applications techniques de l'informatique, recherche

**INGENIEURS INFORMATIENS** débutants ou quelques années d'expérience

Compétences appréciées en électronique, traitement du signal, traitement ou synthèse d'image.

Postes à pourvoir à ALX EN PROVENCE ou TOULON. Merci d'envoyer CV et prétentions à DIGILOG 21, rue Frédéric-Joliot, Z.I. 13763 - LES MILLES CEDEX

## Ingénieur Projet

Depuis 1983, FRAMENETEC leader européen dans les applications de l'intelligence Artificielle, réalise des systèmes experts clés en main pour l'industrie et les services, développe des générateurs de systèmes experts, participe activement aux programmes européens de recherche, et propose une activité conseil et méthodologie.

Dans le cadre de son expansion, le Département Industrie recherche un Ingénieur Projet dont la mission consistera à participer à l'élaboration de systèmes pour les secteurs nucléaire, militaire et spatial.

Ingénieur grande école avec une spécialisation informatique, vous êtes débutant ou vous disposez d'une première expérience.

Vous connaissez UNIX/C, et éventuellement ADA et LISP et parlez anglais.

Votre esprit d'équipe et vos qualités relationnelles font de vous un excellent candidat.

FRAMENETEC

Jacques Guillermand, Chef du Dpt Industrie, attend votre dossier de candidature. TOUR FIAT, CEDEX 16, 92084 PARIS LA DEFENSE.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE APPLIQUEE

501



## SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

## AVEC LA PERFORMANCE...

Spécialisée dans les EQUIPEMENTS AERONAUTIQUES ET DE DEFENSE, la SFIM depuis plus de 40 ans maintient le cap, de la performance et de la compétence. Dans le cadre de son évolution, la Direction Recherches et Développement recrute des :

### INGENIEURS ANALYSTES

Temps Réel pour applications logicielles. Compétences techniques souhaitées : Assembleur 68000, microprocesseurs et chaîne croisée sur VAX/VMS.

Au sein de petites équipes jeunes et dynamiques, vous vous impliquerez dans des applications de haute technologie. Votre potentiel vous permettra d'évaluer au sein de notre société.

Que vous soyez débutants ou forts d'une première expérience, nous vous remercions d'adresser CV + photo sous la référence IA/03 à Françoise HENNEQUIN, SFIM, Direction des Affaires Sociales, 91344 Massy Cedex Tél. 69.20.88.90

sfim

## ...LA COMPETENCE

Société d'ingénierie d'innovation dans le domaine de l'Automatique et de la Robotique, implantée à Marseille, recrute :

**cybernetix**

### INGENIEUR D'AFFAIRES

Il aura, sous l'autorité directe du Chef de Département, la responsabilité technique, commerciale et financière des affaires qui lui seront confiées.

Sa mission implique l'étude et le développement de systèmes automatisés, robotiques et pérorbotiques dans les domaines de la logistique, de la production et du contrôle.

Une solide expérience de 5 ans minimum en conception et développement mécanique, définition de systèmes de contrôle commande, et mise au point de procédés, doit permettre à cet ingénieur généraliste d'utiliser rapidement ses compétences au sein de son équipe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à : Fabienne BERNARD - CYBERNETIX - BP 87 - 13274 MARSEILLE CEDEX 09.

### KODAK-PATHÉ

(6000 personnes  
6 Milliards de C.A.)  
Filiale du Groupe Mondial  
EASTMAN KODAK  
recherche

### INGENIEURS GRANDES ÉCOLES (Option INFORMATIQUE)

Souhaitant :

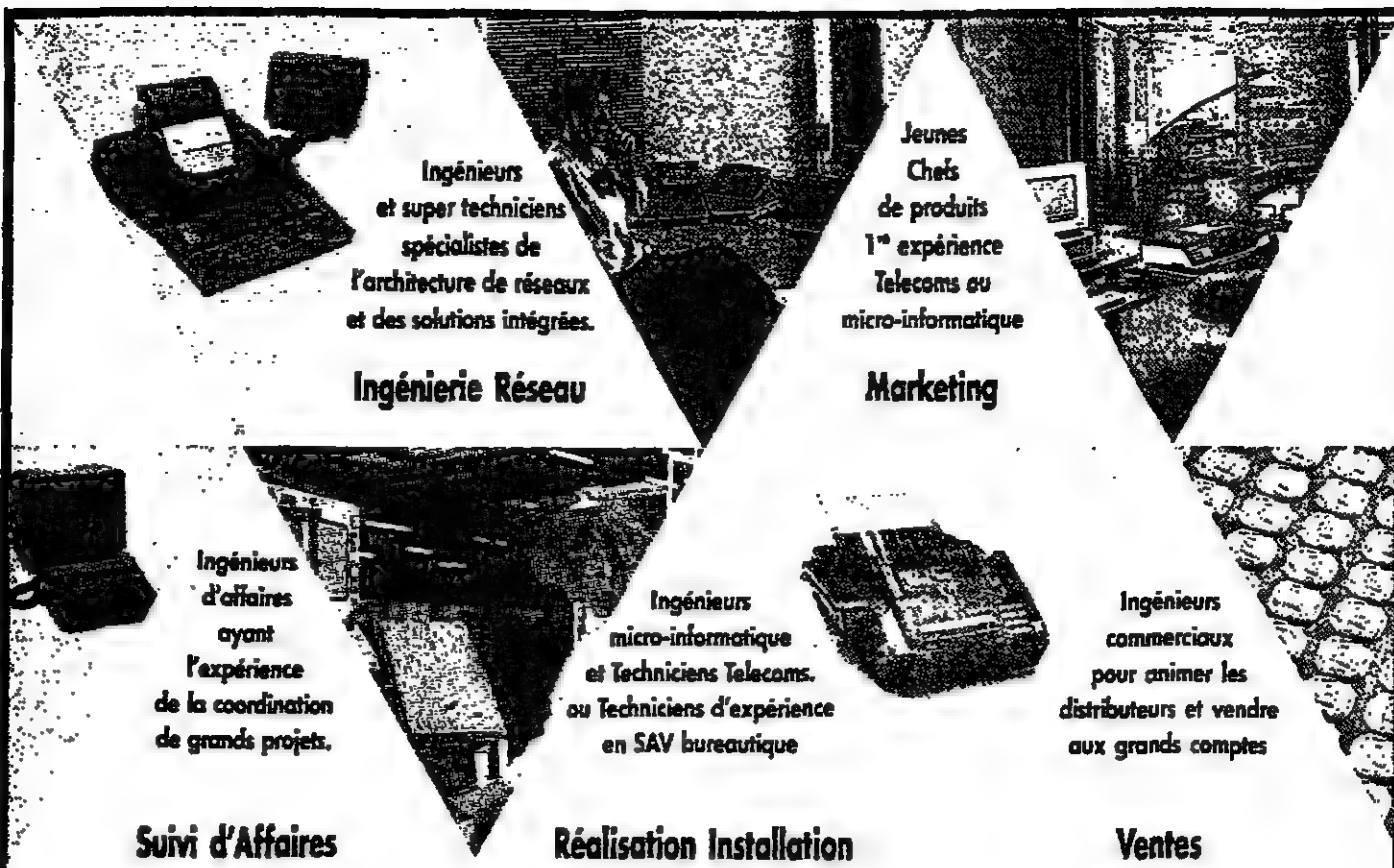
- s'intégrer à des équipes de développement d'importants projets informatiques en environnement technologique IBM (OS-MVS) ou DIGITAL (VAX) PARIS et CHALON-SUR-SAONE.
- ou rejoindre les équipes d'Ingénieurs Systèmes en environnement IBM (OS-MVS) et VAX (VMS) / PDP (RSX) CHALON-SUR-SAONE

Une expérience minimum de 2/3 ans est souhaitable. La connaissance de l'anglais est indispensable. Ces postes offrent de bonnes perspectives d'évolution aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle.

Merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V., photo et prétentions à :



KODAK-PATHÉ  
Gestion des Cadres  
26, rue Villiot  
75594 PARIS CEDEX 12



## Une communication d'avance

Dans un proche avenir, il faudra pouvoir tout communiquer, savoir tout communiquer, voix, sons, textes, images, données..., toujours plus vite, avec toujours plus de précision et de fiabilité. Cet enjeu désormais incontournable résume bien le credo de TELIC-ALCATEL : Une offre globale en matière de télécommunication d'entreprise. Leader européen en téléphonie privée et en télécopie, n° 1 mondial en terminaux à écrans, consacrant 12 % de son C.A. en recherche et développement, TELIC-ALCATEL envisage l'avenir avec sérénité.

Francis Bernard, Directeur de la Division Commerciale souligne : « En France, une entreprise sur trois fait confiance aux produits de marque TELIC-ALCATEL. Mais, le marché bouge. L'arrivée du RNIS, par exemple, va considérablement modifier la demande, et en conséquence l'offre. Notre force tient pour l'essentiel dans notre capacité à anticiper les techniques et les marchés de demain. En adaptant nos structures aux nouvelles conditions du marché, en intégrant de nouveaux talents à même de fertiliser les équipes en place, nous avons toutes les chances d'être à l'heure au rendez-vous du succès. »

TELIC

ALCATEL

Créatif, vous êtes intéressé par le développement de nos projets : adressez votre candidature en indiquant vos préférences de filières métiers à M. Dominique SAUBESTY, Direction des Ressources Humaines, TELIC ALCATEL, 4, rue de Chevilly, BP 31, 94267 FRESNES.



## LOGICIEL GRAND SYSTEME PRENEZ UN AVANTAGE DECISIF !

Division en forte croissance d'un important groupe industriel, nos réalisations d'avant-garde dans les domaines de haute technologie, principalement aéronautiques, nous permettent d'occuper une position de premier plan dans la compétition internationale.

Dans un premier temps, vous intégrerez notre division équipement, spécialisée dans les systèmes embarqués. Au sein de notre équipe, vous prendrez en charge le développement des logiciels de différents calculateurs dans le cadre d'ensembles complexes.

Diplômé d'une grande école, vous possédez une première expérience logiciel sur de grands projets, ou jeune ingénieur débutant vous souhaitez intégrer et évoluer dans un environnement compétent et impliqué.

Vous pourrez à terme prendre des fonctions de chef de projet ou vous orienter vers un rôle d'ingénieur d'affaires. Les postes sont basés à Vélizy (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil en indiquant la référence 545/M.



JD Conseil 8, rue Saint-Philippe-de-Roule, 75008 PARIS.







مكتبة الدكتور

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES**

*Vers les constructeurs*


**INGENIEURS / DEA / DOCTORAT**

**LOGICIELS** • de Base - ADA.  
• Applicatifs temps réel.  
• Télécom Réseaux.  
• Test Hyperfréquence.  
• CAO Electronique.

**INFORMATIQUE DE GESTION** • IBM et BULL.

SDI 78/80 Avenue Gallieni 93174 Bagnolet Cedex

**Peindre le futur avec talent**



Nous réussissons car nous sommes exigeants et notre première richesse est votre matière grise.

Nos équipes le savent et trouvent dans notre entreprise de quoi développer leurs motivations. Performances technologiques, relations avec des partenaires Européens, c'est ce que propose notre DIVISION COMBUSTIBLE à des

**Ingénieurs d'études neutroniques**

qui auront pour mission :

- l'évaluation de la sûreté du cœur du réacteur nucléaire et du suivi neutronique,
- la gestion du combustible en liaison avec les organismes Recherche et Développement,
- le développement des produits nouveaux.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer de jeunes ingénieurs ayant de préférence une spécialisation en génie atomique et une bonne maîtrise de l'informatique appliquée.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. AW 140, FRAMATOME, Service emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69006 LYON.



LE FUTUR EN TÊTE

Société spécialisée dans la Boulangerie-Pâtisserie Industrielle Surgelée (900 personnes), filiale d'un groupe important recherche

**Adjoint du directeur technique**

De formation Ingénieur, âgé de 28 ans minimum, vous justifiez d'une expérience de 3-4 ans dans l'agro-alimentaire et devrez répondre à la double exigence technique et administrative du poste.

Vous serez responsable de l'entretien, des travaux neufs et vous aurez pour missions l'élaboration de projets techniques, la mise au point des lignes de production, le suivi des investissements, etc.

Poste basé en Bretagne en bordure du littoral.

Déplacements à prévoir sur les différents sites.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à COMMUNICO, sous la réf. 2179 - BP 2009 X - 35040 Rennes Cedex qui transmettra.

**Ingénieurs grandes écoles**

sur Paris et Province

**Débutants acceptés**

Rémunération attractive et évolution de carrière.

Adresser dossier de candidature, CV, photo et prétentions à

**SEDI**

50, avenue Charles de Gaulle  
92000 Neuilly

**trailigaz**

Leader mondial des applications de l'ozone.  
Groupe de la Compagnie Générale des Eaux  
vous propose un poste d'

**INGENIEUR D'AFFAIRES**

Si vous êtes diplômé d'une grande école généraliste et âgé de 30-35 ans minimum.

En liaison directe avec la direction, vous aurez pour mission d'élaborer avec notre futur client un projet complet dont vous coordonnerez ensuite depuis le siège de Garges l'exécution.

Nombreux déplacements mais de courte durée dans le monde entier et plus particulièrement en Amérique du Nord. Anglais courant indispensable.

Adresser candidature manuscrite + photo + fourchette rémunération souhaitée à : TRAILIGAZ - 29/31, Bd de la Muette 95145 GARGES LES GONNESSE

Le CENTRE SCIENTIFIQUE et TECHNIQUE du BATIMENT recherche pour son CENTRE de MARNE-la-VALLEE

**INGENIEUR**

**grande école ou universitaire (doctorat) 25-35 ans**

pour développer des modèles de calcul des mouvements d'air dans les bâtiments.

Une expérience en modélisation numérique est vivement souhaitée.

Adresser C.V. au Service G.E.C.

**CHEF de PROJET**

**systèmes d'informations du bâtiment**

pour développer système d'information (notamment des banques de données), produire des services télématiques et participer à la définition des règles de cohérence au niveau national et européen.

Connaissance INGRES (SQBR, L4Q) langages orientés objets, systèmes experts.

Capable d'assurer la maîtrise de projets (conception et réalisation) et contacts à niveau élevé.

Adresser C.V. à M. J. LE QUERE

C.S.T.S. - BP 02 - 77421 MARNE-la-VALLEE CEDEX 2

**INGENIEURS DEBUTANTS**

**ou PREMIERE EXPERIENCE**

**ENSAM, INSA ou équivalent**

- MECANICIENS AERODYNAMICIENS.
- MECANICIENS ayant une expérience étendue et modélisation de problèmes vibratoires, des mesures du bruit, de l'analyse des essais.

Anglais indispensable, disponibles rapidement, recherchés par IMPORTANTE SOCIETE AERONAUTIQUE située banlieue Sud.

Merci d'adresser CV et prétentions à T21, 55, rue d'Amsterdam, 75008 PARIS ou tél. pour RV à M. François LAULAN au 42.85.98.41.

**Le Monde**

**CADRES**

**INGENIEURS D'AFFAIRES**

**CENTRALE - MINES - SUPELEC**

GRUPE EUROPEEN. LEADER DANS SON DOMAINE. NOUS RECHERCHONS AUJOURD'HUI, DANS LE CADRE DE NOTRE EXPANSION

Homme de contact et bon négociateur, vous saurez nous apporter votre expérience commerciale réussie dans une mission riche où vous participerez à la promotion et à la commercialisation de systèmes de sécurité, ce qui implique également de très bonnes compétences techniques.

Les besoins spécifiques de notre clientèle de haut niveau nécessitent une disponibilité et une implication permettant d'aller à la source des prescripteurs et d'apporter un service client de qualité.

Une fonction qui, tant en France qu'à l'étranger, vous permettra de valoriser vos compétences et de réussir avec nous.

Pour nous rejoindre adressez votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 34290 à Contesse Publicité, 20 avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra

**BURSON-MARSTELLER**

**N° 1 mondial du conseil en communication**

recherche

**UN(E) JOURNALISTE MEDICAL(E)**

pour son service santé

Chargé(e) de budget à temps plein, travaillant en étroite collaboration avec le Directeur du service santé, il (ou elle) sera amené(e) à développer des stratégies de communication après analyse des dossiers scientifiques et marketing, à organiser des actions médiatiques et à réaliser des études prospectives sur les problèmes de santé en France.

Une expérience rédactionnelle dans les revues spécialisées et grand public pendant au moins trois années est indispensable.

Une formation scientifique et médicale de base ainsi que la pratique de l'anglais courant et médical sont exigées.

Une activité conceptuelle en agence de communication sera appréciée.

Envoyer C.V. avec photo et prétentions au Directeur du service santé, BURSON-MARSTELLER, 11, rue Paul-Baudry, 75008 PARIS.

**GRENOBLE**

Notre société prestataire de services dans l'immobilier, intègre pour son agence de Grenoble, un

**SCIC REGIONS**

**Chargé d'affaires**

**Conducteur d'opérations**

**2 à 4 ans d'expérience**

**dans la construction et l'immobilier**

De formation ingénieur EIP, Centrale, A & M, INSA..., vous avez acquis une première expérience de 2 à 4 ans minimum dans le domaine de la construction et avez si possible conduit des opérations immobilières.

Soutenu par un assistant technique et en étroite relation avec le Directeur de l'Agence et le maître d'ouvrage, vous serez chargé de gérer les études techniques, le montage et la réalisation des opérations dans un cadre financier strictement défini vis-à-vis du maître d'ouvrage.

Vous serez appelé par les maîtres d'ouvrage à gérer les interventions de gros entretien dans leur patrimoine immobilier.

Au-delà de votre rigueur technique, vous possédez un tempérament commercial et un esprit de synthèse.

Vous maîtrisez si possible la micro-informatique.

Ce poste, surtout très relationnel, nécessite des qualités de négociateur et une bonne connaissance du département de l'Isère, puisque vous rencontrerez des visiteurs fréquents avec nos partenaires clients.

Notre activité et votre disponibilité vous permettront à terme d'évoluer au sein du groupe Caste des Dépôts-Développement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo et prétentions), sous référence 52.07, à SOC Régions, Maxime HESLON, 185 rue Duguesclin, 69003 Lyon.

**Projets, logistique, management.**

**Un challenge pour un jeune manager**

Nous sommes n° 1 dans le monde et en France, avec une progression de 20 % an qui nous oblige à repenser notre logistique basée à Paris-Sud. Des projets vous attendent en un premier temps, mais vous serez aussi amené à développer vos talents de manager sachant réfléchir, stimuler, réaliser.

Attiré par la logistique (achats, approvisionnement, entreposage, transports, distribution) vous justifiez d'un Bac + 2, d'une première expérience, d'un bon anglais, d'un fort potentiel d'homme de réflexion et d'action.

Nous avons confié la recherche à I.P.P.A. 57, rue d'Amsterdam 75008 PARIS, à qui nous vous prions d'adresser lettre + CV + photo + rémunération s/réf. 1515M à l'attention de Guy BRENGARD.



## Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### Aéronautique DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DES VENTES

Toulouse

AEROFORMATION, filiale d'Airbus Industrie (CA 320 Millions de Francs, effectif 350 personnes), a pour activité principale la formation des équipages et du personnel technique des avions Airbus : 10 % de son activité est consacrée à des activités de diversification en formation dans l'aéronautique et les hautes technologies. Pour faire face à son expansion, elle crée un poste de DIRECTEUR DU DEPARTEMENT DES VENTES.

Sous l'autorité du Vice Président Commercial d'AEROFORMATION, le candidat retenu a pour missions : l'animation de l'équipe des ventes, une participation directe à l'assistance des équipes de vente d'Airbus Industrie, la direction des campagnes de vente auprès des Compagnies Aériennes, la fonction Marketing sur l'ensemble des marchés.

Nombreux déplacements en France et à l'étranger.

Environ 35 ans, le candidat retenu sera de formation supérieure type HEC, ESSEC, SUP de CO ou BUSINESS SCHOOL. Expérience significative et réussie dans la direction d'une petite équipe de ventes dans un contexte international. Britannique si possible, il parle couramment 2 langues minimum. Qualités requises : manager, esprit d'équipe, esprit de synthèse, pragmatisme et bon vendeur. Il est à la fois homme des ventes et homme de marketing.

Les conditions offertes, le haut niveau technologique des produits, les moyens dont dispose la Société, son taux de croissance et l'esprit d'équipe, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 20/530 B, à :

**EGOR MIDI PYRENEES**  
Le Sully - 1, place Octave  
31072 TOULOUSE CEDEX

**EGOR**

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

En matière de ressources humaines, rien ne doit être laissé au hasard. Notre groupe pharmaceutique (1000 personnes, 750 MF de CA) en forte croissance, attache de plus en plus d'importance au développement de ce département.

Aujourd'hui, nous créons un poste de

### RESPONSABLE DES ETUDES STATISTIQUES ET ECONOMIQUES

Afin de mieux orienter nos réflexions et nos actions (politique salariale...) vous mettrez en place et assurerez la maintenance d'un système d'analyse quantitative (statistiques, tableaux de bords...).

De formation type ENSAE, une première expérience de 2/3 ans vous permet de bien maîtriser l'analyse quantitative ainsi que l'informatique.

Véritablement autonome, vous serez notre consultant interne ; ceci implique de votre part sens du contact, fiabilité et crédibilité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 14/MO :

Jouveinal  
DRH  
BP 100 - 94265 Fresnes.

jouveinal

**Ashland - Arébéne**

### Ingénieur-chimiste... diriger notre laboratoire

Membres d'un groupe international, leaders en France de spécialités chimiques pour la fonderie, nous diversifions nos activités dans le domaine des polymères. Nous confions au Responsable de notre Laboratoire la recherche et le développement, avec mission d'adopter les nouvelles technologies issues du groupe.

Animateur d'une équipe d'une dizaine de personnes, vous orientez l'étude et la mise au point de produits nouveaux adaptés aux exigences de notre clientèle industrielle. Vous coordonnez nos activités de développement, de contrôle qualité et de marketing produits.

Ingénieur chimiste de 35 ans environ, vous avez acquis une solide expérience dans le secteur des polymères, de préférence chez un fabricant. Au-delà de votre compétence d'homme de recherche, analytique et rigoureux, nous souhaitons trouver en vous la créativité et la capacité d'innovation nécessaires pour réaliser vos ambitions et les nôtres. Animateur, communicatif, décisionnaire, votre esprit d'entreprise vous fera évoluer dans notre Groupe. Pour ce poste, basé à une heure de Paris, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Merci de nous adresser lettre, C.V. et photo sous référence RC 148/1 M à mentionner sur le courrier et l'enveloppe 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES**

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

### IMMOBILIER DE LOISIRS REJOIGNEZ LE N° 1

**PIERRE &  
VACANCES**

Leader de l'immobilier de loisirs, nous sommes présents dans 50 stations parmi les plus prestigieuses à la mer et à la montagne. En plein développement, nous souhaitons intégrer deux

### RESPONSABLES DE PROGRAMMES

Promoteurs à part entière, leur mission est de conduire, gérer et mener à bien des opérations importantes sous tous leurs aspects.

Leur responsabilité s'étend de l'élaboration du projet et du dossier de permis de construire à la livraison, incluant les relations avec l'ensemble des intervenants : collectivités locales, notaires, architectes, entreprises. Ils prennent en charge la gestion financière des opérations.

De formation supérieure (commerciale ou technique), vous avez une première expérience de la promotion immobilière. Vous êtes un "battant" prêt à vous investir au sein d'une équipe jeune et très motivée. Les postes, basés à Paris, impliquent des déplacements de courte durée.

Ecrire avec C.V., photo et rémunération actuelle à PIERRE ET VACANCES  
J.L.G. - 27 rue de la Faisanderie - 75116 Paris.

Important Groupe de services spécialisé dans le domaine de la protection de l'environnement recherche :

### DIRECTEUR D'EXPLOITATION

- Responsable de l'exploitation de 3 Agences / 12 Centres d'entretien technique / 150 véhicules et engins de chantier.
- Il aura à résoudre les problèmes de terrassement et de Génie Civil.
- Ses moyens :
- un budget fonctionnel de 30 Millions de francs et un budget opérationnel de 10 Millions de francs.
- 50 personnes qui lui seront rattachées hiérarchiquement.

Profil du candidat :

- 28/35 ans.
- Ingénieur de formation du type TP, A&M.
- Concret, aimant le TERRAIN et l'EXPLOITATION.
- Familiarisé au problème de l'allocation des Ressources, de Budget, de l'animation des Hommes, des engins, du matériel (une expérience du type chantier serait souhaitable).
- Sens de la rentabilité.
- Communication aisée à tous niveaux (collectivités, clients...), capable de bien décliner, dans la société, les messages de qualité de la Direction Générale.
- Lieu de travail : Grande Ville Universitaire, 150 Kms de Paris.

Envoyer CV + photo + lettre manuscrite avec prétentions à SYNERVAL (Groupe SYNERCOM) sous référence 8903/DLM, 11 rue Tronchet - 75008 PARIS.

**SYNERVAL**

### CADRES BANCAIRES

DIRECTEUR D'AGENCE - ESSONNE

ADJOINTS AU DIRECTEUR D'AGENCE  
PARIS - ESSONNE

Actuellement :

Agé de 32 ans  
De formation supérieure, ITB ou CESC.  
Vous managez une équipe commerciale dans le milieu bancaire. Vous avez une parfaite connaissance de la clientèle des particuliers ainsi que de celle des PME / PMI, Artisans, Commerçants et Professions libérales.

Demain :

Devenez le Directeur d'une Agence. Encadrez une équipe de 8 à 10 personnes. Conduisez les actions commerciales sur le marché des particuliers et des entreprises. Cadre bancaire, donnez une nouvelle dimension à votre carrière.

Actuellement :

Agé de 27 ans minimum  
De formation supérieure, ITB ou CESC.  
Vous maîtrisez parfaitement, tant sur le plan administratif que commercial, la clientèle des particuliers, des PME/PMI, des artisans et des professions libérales.

Demain :

Valorisez vos qualités de manager. Collaborez étroitement avec votre directeur à la gestion de votre agence. Au titre de cadre bancaire, vous animeriez une équipe de chargés de clientèle et conserveriez néanmoins la maîtrise d'un portefeuille.

INFORMEZ-VOUS AU 42 22 02 98

Adressez votre C.V. avec photo et prétentions à  
PRO FEEL RECRUTEMENT 91 bis, rue du Cherche Midi 75006 PARIS

PME familiale, très bien située en Ile-de-France (25 personnes), spécialisée dans la transformation d'emballages.

Notre indépendance financière, nos résultats performants, notre capacité d'investissement nous garantissent des développements futurs.

Mais par une très forte finalité humanitaire, nous croyons au partenariat global.

Nous souhaitons intégrer dans ce contexte, un jeune ingénieur ayant la volonté de s'impliquer durablement dans notre projet comme :

### INGENIEUR DE FABRICATION

Vous êtes ingénieur AM, ICAM, ECAM... vous parlez anglais ou allemand et vous avez 6/10 ans d'expérience en PME, orientée vers l'électromécanique et la mécanique. Vous serez d'abord responsable de notre équipe entraineurs qui assure le maintien des nos équipements "40 machines", mais aussi coordonner l'ensemble de la Direction Générale des différents services : production, qualité, TN, logistique, prospective.

Vous devrez d'ici à 2 ans assurer le remplacement du responsable de la production. Vos qualités humaines, votre charisme, votre capacité à vous impliquer dans une structure participative seront les garants de votre développement personnel et professionnel.

Merci d'envoyer votre dossier, sous réf. 5232 M à notre conseil Sefio, 47 bis avenue Bouquet - 75007 Paris.

**SERIO**  
Membres de Syntec

**Chantelle**  
PARIS

Notre groupe, leader français dans son secteur d'activité, réalise 65 % de son CA à l'export et affiche d'excellents résultats financiers. Avec 6 sites industriels et 6 filiales commerciales en Europe, il emploie plus de 1200 personnes. Pour assurer sa croissance et sa compétitivité, la Direction Organisation et Systèmes d'Information (7 IBM 38 et AS/400 connectés) renforce sa structure en recrutant un

### Jeune organisateur

Vous serez chargé de la conduite des changements nécessaires au niveau de l'organisation pour assurer une meilleure efficacité des procédures et circuits d'information. De formation supérieure ingénieur ou école de gestion, vous possédez une expérience significative de 1 à 3 ans de la fonction dans une société industrielle et commerciale informatisée ou dans un cabinet conseil. L'expérience d'une mise en place bureautique (traitement de texte, messagerie...) serait un plus.

Le poste est basé au siège social de la société (Ile de France). Merci d'adresser votre dossier complet (lettre, CV et rémunération actuelle) à la Direction du personnel de la société, 8/10 rue de Provigny, 94230 Cachan.

Un environnement international

Ernst & Whinney est l'un des tout premiers réseaux d'Audit et de Conseil avec plus de 35 000 collaborateurs établis dans plus de 75 pays. En France, le Conseil en Recrutement dans les secteurs de la Finance et de l'Informatique fait partie de nos domaines d'intervention privilégiés et l'expansion de cette activité nous conduit à rechercher un

### Consultant à Fort Potentiel

qui participera aux missions de recrutement de Cadres Financiers confiées à notre Cabinet et sera progressivement associé au développement de notre clientèle.

Nous recherchons un candidat âgé d'environ 30 ans, ayant une excellente formation comptable et financière acquise en Cabinet d'Expertise Comptable ou d'Audit ou au sein d'une Direction Financière d'entreprise.

Une première expérience du recrutement de Cadres serait un atout supplémentaire.

La rigueur professionnelle, l'autonomie, l'esprit d'équipe, le goût des contacts et la pratique de l'anglais faciliteront votre intégration au sein de notre Cabinet.

Si notre proposition vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et rémunération actuelle) sous référence C 201 M à l'attention d'Ernst & Whinney Conseil, 150 Boulevard Haussmann, BP 629-04, 75367 Paris Cedex 08 qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.

**Ernst & Whinney Conseil**

JP 11/10/89



Le Monde  
CADRES

L'IMMOBILIER

**Ingénieur, demain diriger  
notre centre de profit...**  
Strasbourg

Leader mondial de notre spécialité, notre nom est presque devenu le générique de notre produit. Pour être ce que nous sommes, nous privilégions l'innovation technologique, une pratique commerciale rigoureuse et offensive, un service après-vente irréprochable et une responsabilité des hommes dans leur travail.

Notre Centre de profit sur l'Alsace (100 personnes) attend son futur patron.

Dans un premier temps, vous animerez notre équipe d'ingénieurs chargée du commercial et négociez les contrats importants. Puis vous dirigerez et développerez notre unité sur la région Alsace (technique, finance, commercial, humain, administratif).

Nous comprenons que cette offre vous séduise car elle constitue une véritable opportunité pour un ingénieur de 30 ans minimum ; alors merci d'adresser lettre, C.V. et photo sous référence 5366 M au GROUPE BERNARD JULHIET ALSACE - 1/3, place Gutenberg - 67000 STRASBOURG. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

**BERNARD JULHIET**  
RESSOURCES HUMAINES ALSE  
Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice

**PRINCIPIA**  
Société d'ingénierie  
Scientifique recherche  
pour ses établissements de :  
SOPHIA ANTIPOLIS (06)  
LE PLESSIS-ROBINSON (92)  
LA SEYNE-SUR-MER (83)

**INGÉNIEURS  
GRANDES ÉCOLES EN**

**MÉCANIQUE DES  
FLUIDES  
HYDRODYNAMIQUE  
AÉRODYNAMIQUE  
DES STRUCTURES  
ACOUSTIQUE**

ayant expérience de la  
modélisation informatique.  
**ELECTRONIQUE**  
**HYPERFREQUENCE**  
systèmes de communications  
informatiques.  
Envoyer dossier à :  
PRINCIPIA  
BP 22  
06551 VALBOISNE CEDEX  
SAINT-QUENTIN YVELINES  
recherche.

**INGÉNIEUR  
HYDRAULICIEN**

28 ans, ancien, diplômé grande  
école, anglais courant, espagnol  
maîtrisé, maîtrise autres  
langues, micro-informatique soude-  
tée. Demande hydrauliques  
solides, modifications. Quelques  
années expériences bureau études.

**UN INGENIEUR  
GRANDE ÉCOLE  
OU DOCTEUR**

ayant au moins quelques années  
de pratique professionnelle ;  
connaissant la propriété  
industrielle ou motivé par  
activité de  
CONSEILS EN BREVETS  
- Spécialité : physique ou  
électromécanique ou élec-  
tronique, informatique soude-  
tée.  
- Préférence CEE1 ou  
diplôme juridique.  
- Nécessaire capacités d'ana-  
lyse et de rédaction.  
- Excellente culture, élan-  
dant le progrès.  
- Expérience à l'innovation  
et à la production juridique.  
Activités très variées. Poste  
évolutif. Intéressantes possi-  
bilités de carrière pour un  
candidat de valeur possé-  
dant les qualifications sou-  
haitées. Salaires initiaux selon  
expérience et qualifications.  
Env. C.V., manuscrit, prêt-  
réf. sous n° 45342 SLEJ.  
17, rue Label, 94307 Vin-  
cennes Cedex, qui transmet.

**ASSOCIATION NATIONALE  
DU SECTEUR SOCIAL  
(aide à domicile)  
recherche  
pour son centre de formation  
en BRETAGNE**

**UN DIRECTEUR**

formation :  
conseiller en ESF  
ayant une expérience d'au  
moins 5 ans de la formation  
d'adultes.  
Expérience de direction  
apportée.  
Envoyer lettre manuscrite  
+ C.V. + photo et préten-  
tions au directeur général  
UNADUR  
184, rue du Puy-St-Denis,  
75010 Paris.  
Cherche éducatrice  
et économique  
DIRECTION COURSE  
PRIMAIRE PRIVE  
Motivation et C.V.  
n° 8 257  
Le Monde Publicité,  
5, rue de Montessuy,  
75007 Paris.  
Recherche  
SECRÉTAIRE-COMPTABLE  
"d'élite"  
pour administration  
modeste et textile.  
47-85-80-40.

**BILINGUE  
ANGLAIS**

Jeune femme, 30 ans,  
niveau Bac + 2, expérience  
clientèle, téléphone, secré-  
tariat, informatique et  
encadrement féminin, pour  
coordonner d'un service  
abonnement.  
Poste à pourvoir à  
BAGNOLET

**FÉDÉRATION  
représentant  
1 000 ENTREPRISES**

**RECHERCHE  
SON DIRECTEUR**

Compétence administrative  
et économique  
Expérience soutenue dans  
organisation professionnelle  
de préférence  
BÂTIMENT  
dans l'industrie.  
Adresser C.V., photo et  
prétentions  
sous n° 8256  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy,  
75007 Paris.

**appartements  
ventes**

**17<sup>e</sup> arrdt**  
Marché des notaires 2 P.  
36.50 m² + terrasse 52.50 m²  
Régime Champagnat sur place  
8-10/14 h 17 h 17 h 17 h  
1350 000 F. Tél. 43-88-15-16.

**94  
Val-de-Marne**

**VINCENNES PRÈS BOIS**  
Intr. bourgeois, rez-de-ch. rénové  
neuf. Veste 3 P., très clair  
1350 000 F. Tél. 43-88-15-16.

**appartements  
achats**

Recherche 2 à 4 pièces  
PARIS, préférence RIVE GAI-  
CHE, avec ou sans travaux.  
PAIE COMPTANT chez notaire,  
48-73-42-07 même le soir.

**locations  
non meublées  
offres**

**Paris**  
ST-MARCEL 400 m Bole  
Vincennes, M. Charanton-  
Ecoles, 5, r. des Suresnes  
Compagnie d'assurance loue  
de imm. neuf de qualité  
meub. avec de 3 à 5 P.  
Vieir mar., mar. 17 h-19 h  
sem.-dim. 14 h 30-17 h.

**locations  
meublées  
demandes**

**Paris**  
Sté multinationale  
rech. pour sa clientèle de  
STUDIO au 5<sup>e</sup> P. (bon état)  
meublés, loyers garantis.  
45-00-50-20.

**bureaux**

**Locations**

**VOTRE SIÈGE SOCIAL**  
**DOMICILIATIONS**  
SARL - RC - RM  
Constitution de sociétés.  
Déclarations et tous serv.  
Perman. téléphoniques.

**43-55-17-50.**  
Votre adresse commerciale ou  
**SIÈGE SOCIAL**  
bureaux, secrétariat, télé-  
phonie, etc.

**CONSTITUTION STES**

**ASPAC 42-93-60-50 +**  
Domiciliation depuis 50 F/m  
Paris 1<sup>er</sup> P. 12, 15 et 17.  
Concession SAH, 1000 F HT.  
INTER DOM 12, 43-40-31-45.  
CREADOM 17, 42-07-05-89.

**EMPLACEMENT N°1**

Foca Pontois N°1 500 m²  
Avec ou sans port de porte.  
Tous commerces. Cible idéale.  
DIRECT PFAIRE  
42-80-78-25.

**DOMICILIATIONS**

Forum des Halles, Bureaux.  
Constitution de sociétés.  
Télés. Téléfax. Secrétariat.  
ACCESS. 40-26-15-12.

**AGECO 42-94-95-28.**

**maisons  
de campagne**

**VILLERS/MEUR (Normandie)**  
IDEAL pour V.H.E. et vacances  
Petite construction, 300 m plots  
2 P. meublés, cuis. aménag.  
massive, s.d.b., bois, garage  
chauffage, pte terrasse. Cible  
230 000. 1191-31-67-09-88.

**viagers**

15+3 P. et ch. + terrasse  
+ jard. privé + beau fermé  
1450 000 F sans rente occup.  
72/75 ans. Viagers Cote. E. r.  
La Bédou. 42-85-15-00.

**FORMATION  
PROFESSIONNELLE**

**ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE**  
**Section spéciale d'études informatiques**  
**Génie logiciel**

Enseignement ouvert aux ingénieurs ou équivalents (BAC + 5) agréé  
par la formation professionnelle

**DIPLOME D'INGÉNIEUR  
MASTER D'INFORMATIQUE**

Ciôture des inscriptions : 15 mai 1989. Dossiers à retirer à  
École des Mines de Saint-Étienne,  
secrétariat informatique, 158, cours Fauriol,  
42023 Saint-Étienne Cedex 2. 77-42-01-65.

**DEMANDES  
D'EMPLOIS**

**Dir. comm., 44 ans, expérience 15 ans grossiste bâtiment**

- Maîtrise de l'encadrement commercial et des relations humaines,  
- sens développé de l'organisation, gestion et communication,  
- sachant négocier haut niveau (achats, ventes),  
- connaissance informatique IBM - IN2,  
- disponible géographiquement,  
- libre rapidement.

Recherche poste avec responsabilités importantes.

**DIRECTION COMMERCIALE ou  
DIRECTION CENTRE PROFIT IMPORTANT**

Ecrire s/réf. 8265 au journal qui transmettra  
ou téléphoner à Tours. 47-37-11-26.

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**

Age 30 ans, expérience en :  
haute technologie (matériaux)  
affaires (création d'entreprises),  
connaissance des pays de l'Est et des Etats-Unis,  
recherche un poste à responsabilité.

Ecrire sous n° 8274  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

**ETUDIANT  
EN GÉNIE MÉCANIQUE**

SAC F10 MÉCANIQUE  
COMPOSÉ EN ALUMINUM 6061  
**CHERCHE EMPLOI  
JUN-JUILLET**

Téléphone : 38-81-62-10

COMMERCE INTERNATIONAL  
Exp. 18 a. à l'étranger.  
7 pays au service du déve-  
lop. des relat. comm. Peut  
collab. à la progress. de  
votre présent. à l'étranger.  
H. 48 a., exp. port./angl.,  
spécialiste export des relat.  
publ. ext. des Franc.  
Et. prof. Paris, France Sud.  
étrang. (1) 68-06-77-22.

**ENTREPRENEUR  
ET LOGISTIQUE**

H. 40 ans, 15 ans d'exp.  
Etude tous problèmes.  
42-22-02-02.

H. 31 ans, SC. PO Doc-  
Hist., spécial. relations  
internat., exp. enseig. ch.  
emploi nouveau.  
42-22-94-94.

**REPORTER-ÉCRIVAIN**

Secrétaire de rédaction,  
20 ans métier, exp. tous  
propos. Presse-édition  
promotion, dispo. rapid.  
Ecrire s/réf. 8258  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy,  
75007 Paris.

**capitales  
propositions  
commerciales**

Offre 40 ans, ayant tra-  
vaillé comme secrétaire mé-  
dical, étudiant tes propos. dans  
tous pays étrangers.  
Ecrire sous le n° 8267  
LE MONDE PUBLICITÉ  
5, rue de Montessuy,  
75007 Paris.

**Ministère de la Solidarité, de la Santé  
et de la Protection sociale**

Assurez-vous un emploi de l'Etat aux activités motivantes en devenant  
**INSPECTEUR DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES**  
Recrutement par concours ouvert les 25 et 26 mai 1989 pour :  
**15 POSTES**

**Conditions d'inscription :**  
- Être âgé de moins de 35 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1989,  
- Être titulaire d'une licence ou d'un diplôme équivalent.

**Date limite de réception des candidatures : 29 avril 1989.**

**RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS :**  
DAGPB - Sous-direction de l'organisation des ressources  
humaines. Bureau des recrutements et concours - RH 4 -  
1, place de Fontenay - 75000 PARIS - Tél. (16-1) 40-56-55-85  
ou (16-1) 40-56-55-89.

**Mitsubishi Bank**  
THE MITSUBISHI BANK LTD (4<sup>e</sup> banque mondiale)  
Succursale de Paris  
12-14, rond-point des Champs-Élysées

**UN JEUNE CADRE**

récentement diplômé ou ayant 2 à 3 ans d'expérience, de formation  
supérieure.  
Anglais indispensable, sens des relations humaines et de l'analyse  
financière.

Merci d'envoyer, sous réf. HAY, lettre manuscrite,  
curriculum vitae, photo et prétentions.  
**Réponse rapide et discrétion assurée.**

**SYBEX**  
LEADER INTERNATIONAL DE L'ÉDITION  
DE LIVRES  
DÉDIÉS À LA MICRO-INFORMATIQUE

recherche pour poursuivre son développement  
**CONTROLEUR DE GESTION**

**NOUS OFFRONS :**  
- une situation stable dans une entreprise performante,  
- un climat serein, dynamique et très professionnel.

**VOUS PROPOSEZ :**  
- 3 années d'expérience dans un cabinet d'audit international,  
- une excellente connaissance de la comptabilité générale et analytique,  
- une parfaite maîtrise de la micro-informatique,  
- une solide pratique de l'anglais.

**VOS RESPONSABILITÉS :**  
sous l'autorité du Directeur Général :  
- élaborer et suivre les budgets et le tableau de bord,  
- mettre en place des procédures nouvelles,  
- organiser notre comptabilité analytique,  
- reorganiser notre informatique de gestion,  
- réaliser le reporting mensuel.

Une expérience dans l'édition n'est pas indispensable mais serait appréciée.  
Adresser CV et prétentions à : Joseph Ozman, SYBEX - 6/8, Impasse du Curé - 75018 PARIS

**Organisation parapublique  
Association régie par la loi du 01-07-1901  
(5<sup>e</sup> salariés)  
recherche**

**CHEF DE SERVICE  
ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Chargé du personnel, de la comptabilité et de la gestion. Ce poste convient à un jeune  
diplômé (e) d'une école de commerce ou formation équivalente. Contrat de droit  
privé. Rémunération adaptée au niveau de formation et à l'expérience.

Candidature avec C.V. à adresser à :  
**CENTRE NATIONAL DE L'ÉQUIPEMENT HOSPITALIER**  
Immeuble « Le Quadrant » - 3, av. du Centre  
78182 St-QUENTIN-EN-YVELINES

**CHEF DE PROJET**

profil marketing pour la pré-  
paration d'un Salon  
pneu mode et textile.  
Anglais parlé et écrit. Adre-  
mand souhaité. Homme ou  
femme de terrain et de  
contact.

Tél. : 47-85-80-40.

**RÉGION PARISIENNE  
LABORATOIRE FABRI-  
CANT  
DE MATÉRIEL  
MÉDICO-CHIRURGICAL**  
cherche

**PHARMACIEN (NE)  
ASSISTANT (E)**

Rattaché directement au  
PHARMACIEN RESPONSABLE.  
Votre fonction vous  
amènera à coordonner le  
service Contrôle Qualité  
avec ceux des Achats et de  
la Production.

Anglais indispensable  
pour un poste responsable  
évolutif (salaires négociables  
selon exp.).

Adresser CV s/réf. 8280 à :  
**LE MONDE PUBLICITÉ**  
5, rue de Montessuy,  
75007 PARIS.

**UN SPÉCIALISTE  
MOEN CFAO**

Au sein d'une équipe dynamique,  
il aura en charge la mise  
en œuvre d'actions de formation  
et de conseil auprès de PME-PMI.  
Le candidat de formation  
type BTS-DUT (fabrication  
mécanique ou équivalent) jus-  
sifié d'une expérience de 5 à  
8 ans en encadrement  
numérique et méthode  
fabrication. Rémunération  
selon expérience.

Envoyer lettre manuscrite,  
C.V., photo et prétentions à :  
A.E.P.I.  
8, route de Montessuy  
BP 303  
89006 Auxerre Cedex.

**JEUNE COMPTABLE**

de formation BTS-DUT,  
possédant l'anglais, le russe,  
l'allemand et l'espagnol, CV  
avec photo et prétentions  
sous n° 8228  
31, bd Bonne-Nouvelle, Paris 2<sup>e</sup>.

**JOURNALISTES  
PIGISTES  
EXPÉRIMENTÉS**

Ils devront :  
- Être titulaires de la carte  
de presse journaliste pro-  
fessionnel,  
- avoir une bonne connais-  
sance des questions  
d'éducation, d'orientation  
et de formation dans  
l'enseignement supérieur  
et/ou des questions  
d'immigration, d'emploi des  
jeunes, et de politique  
d'immigration des entre-  
prises.

Une collaboration régulière  
est envisageable.

Envoyer C.V., photo et  
dernières pages publiées à :  
Alice Alonso  
L'Éclair  
Service pigistes,  
27, rue du Chemin-Vert,  
75045 Paris Cedex 11.



# Economie

Les réunions monétaires à Washington

## Le comité intérimaire demande au FMI d'accélérer le processus d'allègement de la dette

### SOMMAIRE

■ L'Etat actionnaire a du mal à définir ce que peut être son rôle face à la construction d'une Europe libérale (lire page 47).

■ La maîtrise des dépenses de santé sera au cœur de la nouvelle négociation de la convention d'assurance-maladie (lire page 40).

■ Le groupe Bolloré continue de se développer dans le transport et dans le tourisme. (lire ci-contre).

■ Sur la dette comme sur le dollar, la concertation internationale a fait de nouveaux progrès lors de la réunion du comité intérimaire du FMI, lundi 3 avril à Washington (lire ci-contre).

WASHINGTON  
de notre envoyé spécial

Toujours fragile, la concertation internationale a marqué deux points, lundi 3 avril, dans des domaines aussi divers que menaçants pour l'équilibre mondial : les taux de change et la dette du tiers-monde. Sans s'avouer totalement convaincus par les signes de ralentissement de la conjoncture américaine qui éloigneraient la nécessité d'un relèvement des taux d'intérêt, les marchés ont joué le repli du dollar. La volonté du groupe des Sept, principales puissances industrielles, de contraindre le mouvement de hausse de la devise américaine (le *Monde* du 4 avril) avait, il est vrai, trouvé une application immédiate par des interventions sans défaut.

Sermonnés par ses partenaires pour son absence lors des opérations concertées des dernières semaines, la Banque du Japon, non contente de rentrer dans le rang des bons élèves de la coopération en vendant du dollar, avait annoncé très officiellement, son intention d'être désormais présente sur les marchés. Elle est intervenue dès lundi vendant symbo-

liquement une dizaine de millions de dollars. Psychologiquement, cette détermination a porté. Elle sera sans aucun doute mise à nouveau à l'épreuve.

À ce même moment, le comité intérimaire du Fonds monétaire international franchissait lui aussi ce qu'il est convenu d'appeler en termes diplomatiques un « pas dans la bonne direction ». Tirant la leçon du consensus dégagé non sans mal par le groupe des Sept dimanche, sur la nécessité d'instaurer un mécanisme multilatéral favorisant la réduction de la dette du tiers-monde, après des banques commerciales, les pays membres du Fonds sont tombés d'accord pour donner mandat au FMI d'accélérer le processus.

Oubliée l'opposition britannique, gommées les réticences néerlandaises, dépassées les hésitations allemandes, les participants finissaient par s'entendre sur les principes : dégrader au sein de la Banque mondiale et du FMI les fonds nécessaires pour assurer un flux de paiements partielle aux opérations « volontaires » de réduction de dettes décidées au cas par cas par

les banques créancières et les pays débiteurs. Et pour donner plus de poids à cette approche nouvelle, le gouverneur de la Banque du Japon, M. Satoishi Sumita, a réveillé les participants de la douce torpeur des déclarations officielles en annonçant que l'Eximbank japonaise, bras financier du gouvernement, mettrait jusqu'à 4,5 milliards de dollars de ressources supplémentaires « au cours des prochains années ».

### Le pragmatisme l'emporte sur les dogmatismes

La journée aura été martelée, de la part des pays industriels, par les rappels à la nécessité d'en passer par la rigueur chez les débiteurs et par les mécanismes du marché pour échanger les créances moyennant une décote, et par le caractère « catalyseur » de la stratégie adoptée. Confirmant le duo engagé au sein du groupe des Sept, Français et Américains mettaient en commun leurs initiatives dans l'espoir qu'un défilé favorable parviendrait enfin à amener les banques à reprendre sur des bases assises le chemin des investissements dans le tiers-monde.

Le pragmatisme l'emporte sur les dogmatismes. Il a été fait assaut de bonne volonté, et le ministre de l'économie, M. Pierre Bérégovoy, s'est retrouvé sur la même longueur d'onde que son collègue américain, M. Nicholas Brady, pour souligner l'importance des règles du jeu permettant de favoriser le rapatriement des capitaux dont la fuite limite la crédibilité de pays débiteurs lorsqu'ils plaident leur cause. Il n'est pas jusqu'à l'allocation de droits de tirage spécial (DTS) au sein du FMI chers à la France qui ne fasse son chemin. Préconisée par les pays en voie de développement bien sûr, mais aussi par les Italiens et les Japonais, elle n'a pas été totalement exclue par les Américains. Un rapport sur le bien-fondé d'une telle allocation générale devra être soumis en septembre prochain aux membres du Fonds. L'idée même d'une revitalisation des DTS, cette unité de compte fondée sur un panier de monnaies est remise au goût du jour.

La réunion du comité intérimaire n'a abordé que succinctement la nécessité d'une augmentation du

capital du FMI et par là même une répartition des quotas-paies plus cohérente avec le poids économique de chaque membre. Le Japon, actuellement au cinquième rang des actionnaires, a de sérieuses raisons de vouloir remonter au deuxième rang.

Le sujet sera repris dans six mois lors de l'assemblée générale du FMI. Mais, si la dette a de nouveau tenu la vedette, si l'urgence de la mise en place d'une nouvelle stratégie a été soulignée, la portée de cette avancée reste plus politique et psychologique que comptable. Selon de premières estimations du FMI, 15 milliards de dollars alimentés par des DTS ou sous autre forme de financement permettrait de réduire de 1,3 point les taux d'intérêt, soit de quelque 6 milliards de dollars les remboursements annuels des principaux débiteurs. Un défilé dont l'importance ne peut être sous-estimée. Il ne fait que renforcer l'enjeu pour le tiers-monde d'une concertation internationale permettant d'aboutir à une réduction des taux consacrant simplement une plus saine gestion... des pays industriels.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

### Les extraits du communiqué

Publié lundi 3 avril à Washington à l'issue de la réunion du comité intérimaire du FMI, le communiqué « accueille favorablement le fait que de nouvelles propositions ont été annoncées par plusieurs pays : la France et le Japon, plus récemment par le secrétaire au Trésor des États-Unis en vue de renforcer la stratégie de la dette pour accélérer plus d'importance à la réduction de la dette et du service de la dette ».

« Les apports de nouveaux financements privés et publics qui garantissent une importance cruciale et le retour des capitaux enflés dépendent de politiques appropriées par les pays endettés ».

« Le comité est convenu, ajoute le communiqué, que le FMI devrait fournir des ressources d'un montant approprié pour faciliter les opérations de réduction de la dette pour des pays poursuivants des politiques économiques saines en réduisant une partie des achats effectués par les pays membres en titre des accords appuyés par le Fonds. La question de la fourniture de ressources apportant un soutien limité au paiement des intérêts pour des opérations impliquant une réduction significative de la dette ou du service de la dette doit être examinée ».

## Armistice avec la Banque mondiale

WASHINGTON  
de notre envoyé spécial

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale (BIRD) ont fini par signer un armistice sous forme d'un mémorandum qui n'a pas été rendu public.

Il n'était que temps. Au moment où les rencontres internationales sont dominées par l'urgence d'une stratégie multilatérale destinée à aider le tiers-monde à sortir du cercle vicieux de la dette, d'une faible croissance et du désinvestissement (1), les deux institutions les plus éminentes impliquées dans ce processus s'affrontaient à fleur de mouchet. L'Argentine en a fourni le plus préoccupant exemple la semaine dernière. Poussés par Washington, la BIRD et la Banque mondiale ont pris de 1,25 milliard de dollars et accepté des objectifs de déficit budgétaire jugés inacceptables par le Fonds. Depuis lors les Argentins n'ont pu tenir leurs promesses et la BIRD a gelé son programme. Un faux pas qui a conduit à la suspension de l'aide et à l'obligation des deux frères ennemis à revoir de près leurs rôles mutuels dont la dernière définition remonte à 1966.

Des mois de discussions ardues, d'élaboration de multiples rapports ont abouti à la rédaction d'un texte clarifiant les terrains d'intervention de chacun. Écrit à la gloire de la

concertation, ce mémorandum mis au point à la fin du mois dernier, appelle un certain nombre de principes. Au FMI d'assurer les fondements de la croissance en suivant les « grands agrégats économiques » du budget à la politique des prix et des revenus, du crédit et des taux d'intérêt à la monnaie et aux taux de change. Une action de surveillance et de concertation à l'égard de la Banque mondiale pour promouvoir une expansion économique à long terme par l'allocation de ressources et de crédits entre les investissements et les réformes structurelles du secteur privé ou public pour permettre aux pays de retrouver leur crédit sur les places financières internationales.

Sur le papier tout au moins, chaque organisation s'engage désormais à négocier avec l'autre en cas de désaccord. Les « zones crises » d'influence commune n'ont fait que croître ces dernières années. Si le Fonds s'engage plus dans le long terme, à la fin avec l'aval de la Banque, elle-même appelée lorsqu'elle touche au court terme à en référer au Fonds. Pour limiter les désaccords, les instances de concertation seront multipliées, des échanges d'experts instaurés. Dans la mesure du possible, un seul chef de mission de l'une ou l'autre institution aura la responsabilité des programmes concernant notamment les pays les plus démunis.

Enfin chaque organisation veillera à ne pas s'engager dans un pays ayant accumulé des arriérés auprès de l'institution voisine, et des équipes mixtes étudieront l'établissement de « menus » permettant la réduction cohérente de la dette des États.

Reste à savoir si cet armistice rapprochera deux organismes séparés à Washington par quelques mètres d'asphalte, ou s'il s'agit d'une paix armée. Les premières réactions des experts, de chaque côté de la 30<sup>e</sup> rue, laissent perplexes. L'équipe du FMI (mille sept cents experts), est jugée légère en nombre mais rigide d'esprit par la Banque où le complexe de supériorité des « bures » trône. Les spécialistes du Fonds le lui rendent bien, dénonçant abondamment ce « monstre » de six mille cinq cents personnes mal remis du traumatisme d'une récente réforme et où chaque économiste se conduit comme un potentat local.

Ces frictions ne disparaîtront pas comme par enchantement. Mais avec de la patience et de nouvelles règles du jeu, une meilleure coopération pourrait s'instaurer. Les principaux intéressés, les pays en développement, sont en droit de l'espérer.

F. Cr.

(1) Le *Monde* du 4 avril a consacré deux pages à la stratégie de développement.

## Les ambitions du groupe Bolloré dans les transports

Le groupe Bolloré discute d'un rapprochement avec l'armateur Delmas-Vieljeux. Si l'accord est conclu, ce sera une association de plus pour ce groupe en croissance rapide qui, pratiquement tous les mois, annonce un rachat ou un partenariat (le *Monde* Affaires du 25 février). Les rachats ont concerné, notamment, Rhin-Rhône, la Société commerciale d'Arrière-Rhône et de combustibles (SCAR) et la Carte Diners Club, l'armateur la Société navale caennaise, le loueur de voitures Maitre et, dernièrement, le pétrolier Calpan. Quant aux associations, le groupe Bolloré les a nouées avec les hypermarchés de M. Michel-Edouard Leclerc pour vendre des voyages, avec le transporteur routier Goudrand ou avec des armateurs, Falckmann Woermann, les néerlandais Nedlloyd et le scandinave Hoegh.

M. Vincent Bolloré, le PDG, avait choisi de réactiver la société familiale, qui vivait dans la fabrication du papier-bible et du papier à cigarettes, et de diversifier à la japonaise. Bolloré exerce maintenant huit métiers : les films spéciaux, les produits médicaux, les papiers spéciaux, le tabac, le transport et la logistique, les voyages, les produits énergétiques, les matériaux.

L'entrée du groupe dans les transports a été accélérée par la nécessité de mieux contrôler la chaîne de ses exportations afin de les faire parvenir à temps et en bon état à l'autre bout du monde. Là encore, sa stratégie a consisté à viser la première place pour obtenir des économies d'échelle et des rabais pour des achats massifs. Quand on distribue 5,5 millions de mètres cubes de produits pétroliers, on peut

négocier directement les prix avec les producteurs. Assurer 12 % du chiffre d'affaires d'Air France autorise à demander des ristournes supplémentaires.

La SCAR, fer de lance du groupe Bolloré dans le transport, figure désormais parmi les grands de la logistique européenne aux côtés de Kuhn et Nagel, Scheerer, Danzas, Calherson et Panalpina. Diners Club relance la carte acceptative et vise l'homme d'affaires et les voyages haut de gamme.

Fort de ses 700 millions de francs de cash-flow et de son milliard et demi de francs de liquidités, appuyé par ses actionnaires, Vincent Bolloré entend poursuivre une stratégie qui lui a si bien réussi. Dans l'entretien qu'on lira ci-dessous, il dit son espoir d'un accord avec son vicaire Delmas-Vieljeux et confirme l'ouverture de discussions avec des compagnies aériennes.

## « Après le maritime, l'aérien » nous déclare M. Vincent Bolloré

« Pourquoi discutez-vous d'un rapprochement avec l'armateur Delmas-Vieljeux ? »

— Delmas-Vieljeux s'est rendu compte qu'il ne pourrait plus nous faire trébucher. Notre groupe est sorti de sa fragilité maritime. La raison l'emporte et, pour affronter les armateurs géants comme Evergreen ou Maersk, un rapprochement de nos équipes serait extrêmement bénéfique. Si nous mettions nos forces en commun, nous avons calculé que nous générerions 200 millions de francs de bénéfices supplémentaires. Dans ce cas, 1 + 1 = 3. Je suis donc partisan de cet accord avec M. Tristan Vieljeux qui a formidablement développé son groupe... mais à condition qu'il s'agisse d'un accord équilibré, où la SCAR trouvera son compte.

— On voit d'intérêt par une compagnie aérienne, par exemple Air Littoral.

— On parle aussi de TAT, d'UTA, etc. mais nous n'avons encore rien arrêté. D'abord régler la question « maritime », le tour de l'aérien viendra

tout de suite après. Nous commençons à étudier des dossiers et à parler avec les uns et les autres.

— Nous possédons déjà une compagnie d'affaires, Lendair, qui gère six Falcon 10, 20 et 30. Nous pourrions nous développer sur cette base, par croissance interne. Si nous choisissons la voie d'une coopération pour préparer le grand marché européen, l'accord technique ou l'association de capital serait passé, en priorité, avec un transporteur français.

— Jouez-vous la croissance interne ou la croissance externe ?

— Les deux. Parfois, la croissance est interne : nous avons investi 500 millions de francs dans nos usines, mais je sais que cet effort passera même la presse que les 20 milliards de francs déboursés pour le loueur de voiture Maitre. Dans d'autres cas, l'achat d'entreprises complètes nous investissent. Ainsi, pour faire face à l'explosion du marché du « jetable médical », ces masques, ces toques et ces bottes que l'on jette, dans les hôpitaux, jeter

plutôt que de nettoyer, notre nouvelle usine d'Angers trouve sa pleine utilisation parce que nous avons acquis l'allemand Proteom qui détient la moitié du marché de RFA.

— Pourquoi menez-vous à la fois sur le transport de personnes et sur le transport de marchandises ? Ce sont deux métiers différents.

— Il existe une grande synergie entre les deux secteurs. Autrefois, les armements navals complétaient les recettes des passagers avec du fonds de cale. Il est en train de se passer la même chose pour les compagnies aériennes. Regardez Air Inter qui transporte votre voiture dans le même Airbus que vous jusqu'à Nice ! Il faudra compléter les routes des avions et je suis persuadé que, d'ici dix ans, le fret aérien se substituera au fret maritime. Bien sûr, mais si je fais les comptes pour expédier à New-York mes papiers spéciaux, j'ai compris que cela prend un mois et demi par bateau, quarante-huit heures par avion et que, en définitive, j'y gagne par la voie aérienne. Evidemment, les

avions se remplissent d'années et pas de fret à béton !

— Envisagez-vous d'autres rachats de sociétés dans le tourisme ?

— Les entreprises touristiques françaises sont littéralement en comparaison de leurs concurrents allemands ou britanniques. Nous devons, là encore, nous rapprocher. Pas pour le plaisir d'être gros, mais pour être bénéficiaires car les marges ne sont pas minces dans ce secteur. Notre développement préoccupation reste le développement de notre réseau de distribution de cent cinquante-six agences, qui devra atteindre une taille comparable à celle de ses concurrents de Hays et de Wignons-Lis, soit deux cent cinquante agences environ.

— Une chaîne d'hôtels vous intéresse-t-elle ?

— Nous croyons que la chaîne du voyage sera complète ou ne sera pas. Mais je pense que nous préférons nous associer avec un partenaire hôtelier.

ALAIN FAUJAS.

## ENSPTT

LE MANAGEMENT DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION

L'ÉCOLE DE MANAGEMENT APPLIQUÉ AU SECTEUR DE LA COMMUNICATION FORME LES CADRES DIRIGEANTS DE LA POSTE ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS et vous offre

UN STATUT REMUNÉRÉ IMMÉDIAT, DES CARRIÈRES DE DÉCIDEURS À DES POSTES CLÉS : FINANCES, PRODUITS FINANCIERS, RESSOURCES HUMAINES, MARKETING, AFFAIRES INTERNATIONALES...

UN PROJET PÉDAGOGIQUE NOUVEAU AUTOUR DE DEUX PÔLES : L'économie de la communication - La gestion des systèmes complexes

DES ÉQUIPES D'ENSEIGNANTS/ENTRAÎNEURS universitaires, dirigeants de l'entreprise privée, de l'administration, consultants

Recrutement sur concours (22, 23, 24 mai 1989)

• Conditions d'accès : diplômés des grandes écoles de commerce et d'ingénieurs, IEP, diplômés universitaires en économie, ou sciences avec un niveau de gestion équivalent à un 2<sup>e</sup> cycle. • Clôture des inscriptions : 28 avril 1989. • Informations et dossiers d'inscription sur demande à la Division des Enseignements de l'ENSPTT. Numéro Vert 02 22 82 82

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS 37-39, rue Dareau, 75675 PARIS CEDEX 14 Téléphone : (1) 42 79 44 66 / 42 79 44 67 / 42 79 44 69

## ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

n° 66  
avril

EN KIOSQUE Les défis du Japon 17 F

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BHE BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE

Réuni le 22 mars 1989, sous la présidence de Daniel Deguen, le conseil a arrêté les comptes de l'exercice 1988.

Les concours bruts ont progressé de 7 649 millions de francs à 2 776 millions de francs. L'activité a été forte dans le domaine des prêts aux professionnels de l'immobilier : elle s'est, au contraire, ralentie pour les prêts à moyen et long terme dont la rentabilité s'amenuise en raison de l'intensité de la concurrence.

Poursuivant l'exécution du programme de modernisation et d'équipement lancé en 1987 en coopération étroite avec sa maison mère, la Mutuelle assurance artisanale de France (MAAF), la Banque hypothécaire européenne a encore accru son effort à ce titre en 1988. Le résultat d'exploitation dégage cependant un excédent de 7,2 millions de francs comparable à celui de l'an dernier.

Une plus-value immobilière de 66,9 millions de francs a été consacrée, à hauteur de 42 millions de francs, au renforcement des provisions pour éventualités diverses. Le total des prélèvements effectués sur les résultats depuis 1986 pour faire face aux conséquences des remboursements anticipés se trouve de ce fait porté à 65 millions de francs.

Les charges exceptionnelles s'élèvent, de leur côté, à 26,9 millions de francs, l'exercice supportant en particulier le coût des mesures prises à la fin de l'année pour favoriser un allègement des effectifs. Une réduction sensible des frais généraux se trouve ainsi amorcée dès 1989.

Au total, le résultat net de la banque s'élève à 5,2 millions de francs contre 3,8 millions de francs l'an dernier. Le résultat consolidé du groupe passe, de son côté, de 0,4 million de francs à 15 millions de francs.

(en million de francs)	GROUPE BHE		SOCIÉTÉ BHE	
	1987	1988 (1)	1987	1988
Produit net bancaire	496,8	524,7	409,4	434,6
Résultat d'exploitation	11,4	12,4	10,5	7,2
Résultat exceptionnel	(10,5)	55,6	(3,7)	40,0
Provisions pour éventualités diverses	(0,5)	(53,0)	3,0	(42,0)
Résultat net	0,4	15,0	3,8	5,2

(1) Après sortie du périmètre de consolidation de la Société anonyme immobilière du 58, rue La Boétie.

Chiffre 1989



# Économie

## CONJONCTURE

### Les comptes de la nation

## La croissance restera soutenue en 1989 et 1990 selon les prévisions du gouvernement

La croissance économique soutenue, malgré le commerce extérieur sans aggraver, ralentissement des hausses des prix : les prévisions pour 1989 et 1990 que présentera, vendredi 7 avril, le gouvernement à la Commission des comptes de la nation apparaissent un peu trop optimistes.

Non pas en ce qui concerne la croissance économique. Sur sa forte lancée de 1988, celle-ci peut facilement dépasser les 3 % cette année, un certain ralentissement ne se produisant qu'à l'automne. Beaucoup dépendra de l'environnement international et plus particulièrement, pour la France, de la conjoncture en RFA et en Grande-Bretagne. Il est en tout cas significatif que des économistes de plus en plus nombreux commencent à mettre en doute la proximité d'un ralentissement sensible de la croissance économique. La phase basse du cycle conjoncturel, qui se produirait dans quelques mois, serait à peine sensible en termes d'activité, et les affaires repartiraient de plus belle l'année prochaine pour une période de plusieurs années, confirmant les besoins nouveaux en équipement notamment - nés de la sortie de crise.

Dans ce contexte, le léger ralentissement qui pourrait se produire se ferait un peu sentir sur les investissements et davantage sur les stocks. La consommation des ménages resterait élevée malgré des prélèvements sociaux qui devront un jour ou l'autre être de nouveau alloués. Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages progresserait donc un peu moins vite. Le gouvernement ne prévoit pourtant pas de baisse du taux d'épargne.

C'est sur les évolutions des prix que les prévisions officielles pèchent manifestement par optimisme. Le taux d'inflation dépassera probablement d'un bon point le chiffre retenu par M. Bérégovoy pour 1989. La hausse des prix pétroliers va en effet peser sur les prochains mois. Les prix alimentaires eux-mêmes ne sont plus aussi sages. Il n'est que de voir l'évolution des prix de la viande, des produits laitiers, des corps gras... Cela dit, une hausse des prix qui en France se limiterait à 3 % en 1989, serait un fort beau résultat qui rassurerait l'écart avec la RFA et permettrait à notre pays d'espérer effacer complètement la différence d'ici à 1992. Un peu trop influencé par la Rue de

Rivoli et ses professions de foi, les experts du FMI n'hésitent pas à voir cet amarrage se faire dès l'année prochaine, avec des taux d'inflation voisins de 2,5 % pour les deux pays (*le Monde* du 4 avril).

C'est aussi sur le commerce extérieur que les prévisions officielles risquent de pêcher par optimisme. « Risquent », car retenu un déficit de 35 milliards de francs de nos échanges commerciaux cette année et de 30 milliards en 1990 n'est pas à coup sûr irréaliste. De nombreux experts s'attendent à une profonde dégradation de nos comptes extérieurs. La *Lettre de conjoncture* de la BNP prévoit un déficit de 30 milliards de francs au premier semestre 1989 et suggère au gouvernement d'appliquer un plan de refroidissement de l'économie pour calmer une demande se nourrissant de trop d'importations.

Il est vrai que la facture énergétique de la France va s'alourdir du fait

de la remontée des prix du pétrole. Mais outre que ceux-ci ne se maintiendront peut-être pas longtemps à leurs niveaux actuels, il n'est pas déraisonnable de penser que l'effort d'investissement accompli par notre industrie depuis deux ans aura un jour ou l'autre comme résultat de stabiliser, voire d'améliorer, nos échanges de produits manufacturés avec l'étranger. Il est un fait en tout cas que le gouvernement prévoit de stabiliser nos parts de marché après plusieurs années de dégradation.

Les résultats de notre commerce extérieur ont été encourageants sur les deux premiers mois de l'année, avec notamment de remarquables progressions de nos exportations. Le compte officiel peut être taxé d'optimisme excessif sur ce point. Il n'en a pas moins sa cohérence. La bonne tenue du franc en fait foi.

ALAIN VERNHOLES.

### Activité encore forte sans accélération de l'inflation

	1988 (estimations)	1989 (prévisions)	1990 (prévisions)
<b>Ressources de la nation</b>			
Produit intérieur brut marchand	+ 3,6	+ 3,1	+ 2,7
Importations	+ 8,3	+ 5,7	+ 5,4
<b>Emploi des ressources de la nation</b>			
Consommation des ménages	+ 2,6	+ 2,5	+ 2,3
Investissement des entreprises	+ 8	+ 7,1	+ 6
Exportations	+ 7,2	+ 5,7	+ 5,7
<b>Hausses des prix (en %)</b>			
En glissement (déc. à déc.)	+ 3,1	+ 2,2	+ 2,2
En moyenne annuelle	+ 2,7	+ 2,6	+ 2,2
<b>Pouvoir d'achat</b>			
Revenu disponible des ménages	+ 2,8	+ 2,4	+ 2,3

### Les prix en février

### La hausse des services privés est restée forte

#### VARIATIONS (en %) AU COURS...

	des 12 derniers mois (fév. 89/ fév. 88)	des 6 derniers mois (fév. 89/ août 88)	des 3 derniers mois (fév. 89/ nov. 88)	du dernier mois (fév. 89/ jan. 89)
<b>ENSEMBLE</b>	+ 3,4	+ 1,4	+ 0,9	+ 0,3
<b>ALIMENTATION (y c. boissons)</b>	+ 2,9	+ 2,1	+ 1,2	+ 0,3
Prod. à base de céréales	+ 2,9	+ 1,9	+ 0,8	+ 0,3
Vianes de boucherie	+ 7,2	+ 4	+ 2,5	+ 0,8
Pois et charcuterie	+ 2,9	+ 1,5	+ 1,1	+ 0,4
Vol., lap., gib., prod. base viande	+ 1,8	+ 2,4	+ 0,7	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 1,1	+ 0,8	+ 0,5	+ 0,2
Lait, fromages	+ 3,9	+ 2,8	+ 1,5	+ 0,6
Œufs	+ 3,4	+ 4,5	+ 0,9	+ 0,7
Corps gras et beurres	+ 6,3	+ 5	+ 2,1	+ 0,7
Légumes et fruits	+ 2,9	+ 2,4	+ 0,9	+ 0,2
Autres produits alimentaires	+ 1,6	+ 1	+ 0,6	+ 0,2
Boissons alcoolisées	+ 2,1	+ 1,2	+ 1	+ 0,5
Boissons non alcoolisées	+ 5,3	+ 1,8	+ 0,1	+ 0,1
<b>PRODUITS MANUFACTURÉS</b>	+ 2,9	+ 0,8	+ 0,8	+ 0,3
1) Habillement et textiles	+ 2,9	+ 1,5	+ 0,5	+ 0,2
Vêtements de femme	+ 2,8	+ 1,6	+ 0,5	+ 0,1
Autres vêtements et accessoires	+ 3,5	+ 2	+ 0,7	+ 0,3
Articles chaussants	+ 2,1	+ 1,2	+ 0,6	+ 0,2
Autres articles textiles	+ 2,7	+ 1	+ 0,5	+ 0,2
2) Autres produits manufacturés	+ 2,9	+ 0,6	+ 0,8	+ 0,3
Mobilier et tapis	+ 3,1	+ 1,4	+ 0,7	+ 0,2
Appareils ménagers élect. et gaz	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,1	+ 0,2
Autres art. équipement du ménage	+ 3,6	+ 1,7	+ 1	+ 0,4
Savon mén., produits extérieurs	+ 1,5	+ 1	+ 0,7	-
Articles toilette et soins	+ 1,6	+ 0,2	+ 0,7	-
Véhicules	+ 3,6	+ 1,4	+ 1,2	+ 1
Papeterie-bijouterie-journaux	+ 2,5	+ 1,5	+ 0,6	+ 0,2
Photo, optique, électroacoustique	+ 3,1	+ 1,8	+ 0,9	+ 0,3
Autres articles de loisirs	+ 2,3	+ 1,2	+ 0,5	+ 0,2
Combustibles, énergie	+ 3,9	+ 0,5	+ 2,3	+ 0,5
Tabacs, prod. manufact. divers	+ 6,5	+ 0,3	+ 0,1	+ 0,1
3) Produits manufact. secteur privé (1)	+ 2,2	+ 0,9	+ 0,4	+ 0,2
<b>SERVICES</b>	+ 4,4	+ 1,9	+ 0,8	+ 0,3
Services relatifs au logement	+ 5,7	+ 2,8	+ 1,2	+ 0,1
Ouvr. : loyers	+ 5,8	+ 2,9	+ 1,2	+ 0,1
Soins personnels, habillement (2)	+ 5,5	+ 2,6	+ 1,3	+ 0,3
Services de santé	+ 3,1	-	-	-
Transports publics	+ 2,9	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,2
Serv. d'utilisation véc. privé (3)	+ 4,8	+ 2,5	+ 1,5	+ 0,5
Hôtels, cafés, rest., cantines	+ 2,3	+ 2,3	+ 1,5	+ 0,5
Autres services (4)	+ 2,3	+ 1,7	+ 0,5	+ 0,2

L'indice des prix de détail, calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1980, s'est inscrit à 174,3 en février après 174,7 en janvier.

La hausse des prix des seuls « services privés » (excluant les services de santé) est restée forte en février : + 0,1 % en un mois, + 5 % en un an.

- (1) Hors énergie.  
(2) Le poste « soins personnels, habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, de coiffure, de nettoyage, de soins, mais aussi les dépenses de coiffure.  
(3) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.  
(4) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroacoustiques, tirage de films, redevance TV, etc.

**ALTERNATIVES  
ECONOMIQUES**


**n° 66  
avril**

**EN  
KIOSQUE**

**DESINFLATION**

**Qui perd ?  
Qui gagne ?**

**17 F**


**GROUPE PARIBAS**

## RÉSULTAT NET EN HAUSSE DE 54 %

Le Conseil de la Compagnie Financière de Paribas, réuni le 30 mars 1989 sous la présidence de M. Michel FRANÇOIS-PONCET, a examiné les comptes consolidés du groupe Paribas pour l'exercice 1988.

**Amélioration de la qualité des engagements**

- L'expansion des activités de banque commerciale se traduit notamment par une progression de 14 % des crédits à la clientèle d'un exercice à l'autre (346 milliards de francs contre 303 milliards de francs), et par une hausse encore plus marquée de 27 % des dépôts de la clientèle (223 milliards de francs contre 176 milliards). Au total, le bilan progresse de 13 % et atteint 738 milliards de francs au 31 décembre 1988.
- La dotation nette de l'exercice aux provisions bancaires représente 4.390 millions de francs en 1988. Les nouvelles dotations de l'année destinées à couvrir les engagements des banques du groupe sur les pays à risques ont permis, en dépit de l'accroissement des encours concernés du fait de la hausse du dollar, de porter le taux de couverture moyen à plus de 46 % en fin d'exercice contre 39 % un an plus tôt.

**Résultat consolidé (part de la Cie) : 2,65 milliards de francs**

Le résultat net global de l'exercice est de 4.440 millions (contre 3.291 millions de francs). Après déduction de 1.790 millions de francs correspondant à la part revenant aux tiers actionnaires des filiales, le résultat net consolidé de la Compagnie Financière de Paribas s'établit à 2.650 millions de francs. Sa progression ressort à 54 % par rapport au niveau atteint l'année précédente (1.725 millions de francs), la croissance du résultat de l'exercice 1987 ayant été entravée par la crise boursière.

**Reporté au nombre de titres existant au 31 décembre 1988 (diminué de ceux qui sont détenus par les filiales de la Compagnie à cette date), le résultat net consolidé par titre de l'exercice ressort à 49,2 francs, contre 32,6 francs pour 1987.**

**Forte progression des fonds propres et de l'actif net estimé**

- Après prise en compte de la part du résultat de l'année 1988 mise en réserve, les fonds propres comptables du groupe au 31 décembre 1988 dépassent 35 milliards de francs.
- L'actif net estimé du groupe à cette date, établi traditionnellement sans prise en compte des valeurs de fonds de commerce, atteint 50 milliards de francs. Après déduction de la part des tiers actionnaires des filiales, l'actif net estimé de la Compagnie s'établit à 33 milliards de francs. Il représente 610 francs par titre contre 459 francs un an plus tôt.

**Dividende en progression de 43 %**

Le Conseil de la Compagnie propose à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, qui devrait se tenir sur deuxième convocation le 18 mai prochain, de distribuer aux actions ordinaires (ainsi qu'aux certificats d'investissement privilégiés) un dividende net de 10 francs par action, soit 15 francs avant fiscal inclus. Cette proposition de dividende marque une progression de 43 % par rapport au dividende de 7 francs par action distribué au titre de l'exercice précédent.

**Perspectives pour 1989**

L'examen des budgets des différentes filiales du groupe pour l'année 1989 et les premières tendances observées au cours du premier trimestre, permettent de penser que le résultat net consolidé de la Compagnie pour l'exercice en cours sera en progression par rapport au niveau atteint en 1988.

# 36 29 36 19, C'EST L'AFP SUR MINITEL.

L'AFP en accès direct sur votre Minitel, sans abonnement ni mot de passe, c'est 700 dépêches quotidiennes dès le lendemain de leur diffusion, texte intégral, provenant du service général et économique de l'AFP, et remontant jusqu'à 6 mois. Un outil d'information indispensable au développement de l'entreprise.

Puisez l'information à la source en tapant le 36.29.36.19. Les professionnels de l'information le font déjà.





## Économie

## SOCIAL

## La négociation de la convention d'assurance-maladie

## Les partenaires sociaux veulent obtenir une autodiscipline des médecins et des patients

Les conventions ont eu pour premier objectif depuis 1960 de permettre à tous les assurés sociaux de bien se soigner en réglementant la prise en charge de la majeure partie du coût des soins — cela grâce à l'instauration de tarifs « opposables », c'est-à-dire que les médecins s'engagent à respecter, moyennant certains avantages. Mais au fur et à mesure qu'augmentaient les dépenses, en raison d'une croissance de l'offre (le nombre de praticiens), et de la demande beaucoup plus rapide que celle des ressources (ralentie par le chômage) s'est

manifestée la volonté de freiner l'ensemble des rémunérations.

Ainsi a-t-on tenté d'instaurer une « autodiscipline » des médecins. La convention signée en 1980 prévoyait déjà de fixer pour les honoraires et les prescriptions « des objectifs de dépenses compatibles avec les recettes disponibles », et renforçait le système de quasi-cogestion par des commissions paritaires locales mises en place antérieurement. En fait, ces dispositions ne firent jamais appliquées, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), principale organisation de praticiens libéraux ayant fait de leur suppression une condition pour signer la convention approuvée seulement par la Fédération des médecins de France (FMF, minoritaire).

En 1985, M. Dominique Couderc, alors directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), la plus importante, tenta, sans succès, de réintroduire l'idée d'objectifs chiffrés et de mécanismes plus contraignants pour ces commissions paritaires fort rarement actives. Les syndicats médicaux repoussent tout renforcement de contrôle. De même, rejettent-ils la proposition faite par M. Georgina Dufoux, alors ministre des affaires sociales et de la solidarité, d'accorder un « bonus » aux médecins s'ils ne dépassaient pas un certain nombre d'actes.

Cette année, cependant, les notions de « maîtrise de la croissance des actes et des prescriptions », de « régulation concertée », remises en avant par M. Evrin, semblent mieux admises. Si le docteur Jacques Beaupère, président de la CSMF, envisage encore parfois de réduire la part couverte par l'assurance-maladie au profit de financements supplémentaires, l'idée d'une maîtrise des dépenses de santé dans leur ensemble paraît gagner du terrain (1). « On ne sait pas si un accroissement des dépenses correspond à un gain en matière de santé », reconnaît le docteur Gras, secrétaire général de la Fédération des médecins de France. Les dirigeants de la Fédération des

Si l'enfer est pavé de bonnes intentions, la réévaluation de la convention de 1985 entre les caisses nationales d'assurance-maladie (salariés, agriculteurs et travailleurs indépendants) et les principaux syndicats de médecins, qui commence officiellement mercredi 5 avril, s'annonce proprement infernale.

Car, contrairement à ce qui s'est produit lors des négociations précédentes, en 1985 et surtout en 1980, les syndicats médicaux appelés à négocier semblent souscrire aux objectifs généraux de maîtrise de la croissance des dépenses mis en avant le 24 février (le Monde du 25 février) par M. Claude Evrin, le ministre de la santé et de la protection sociale (pourtant en théorie absent des discussions conventionnelles). Comment cela peut-il se concilier avec les avantages que syndicats et groupes professionnels espèrent pour leurs adhérents ?

médecins généralistes (MG-France), qui, pour la première fois, participent aux discussions, admettent volontiers que les habitants de pays voisins, qui dépensent moins pour se soigner, ne sont pas en plus mauvaise santé.

## Vive l'évaluation !

A cette évolution au moins apparente, plusieurs raisons. Une certaine prise de conscience, par certains syndicalistes médicaux comme par certains syndicats de salariés, des risques du déséquilibre de l'assurance-maladie, et de l'impossibilité d'augmenter sans cesse les cotisations. « Nous avons intérêt à ce que l'assurance-maladie soit en équilibre », dit M. Richard Botton, président de MG-France : « c'est elle qui paie les trois quarts de nos recettes ». La crainte aussi de mesures autoritaires : « Il faut une autodiscipline. Les médecins doivent prendre les devants s'ils ne veulent pas se voir imposer des mécanismes », souligne le docteur Maffioli, président des spécialistes de la CSMF.

En tout cas, la nécessité d'une évaluation des « méthodes de diagnostic et de soins », prônée par M. Claude Evrin, comme celle d'une formation continue semblent largement reconnues. Les formules préconisées sont diverses : comité d'évaluation au sein d'un syndicat ou par discipline, « conférences de

consensus », etc. Reste à savoir jusqu'où ira cette bonne volonté : on se souvient qu'en 1986 les syndicats médicaux, notamment la CSMF, ont contribué à tuer le projet de comité d'évaluation lancé avec le professeur Papernik. Jusqu'où accepteront-ils d'aller dans l'évaluation des technologies comme dans le contenu d'une formation continue dont ils souhaitent, sous une forme ou sous une autre, conserver le contrôle ? Or la CNAMTS n'envisage d'indemniser le temps passé en formation que sous bénéfice d'inventaire.

Mais l'évaluation et la formation ne suffisent pas : elles n'auront d'effet qu'à moyen terme. Il faut donc d'autres possibilités de limiter dès maintenant la croissance de « l'enveloppe », même si l'on admet à la CNAMTS qu'il faudra tenir compte de l'augmentation du nombre de médecins dans les années qui viennent.

C'est là que les difficultés commencent. Les généralistes, notamment ceux de MG-France mais aussi en fin de compte ceux de la CSMF, mettent l'accent sur une rationalisation du circuit des malades destinée à éviter le « nomadisme » des clients et les actes redondants, à « responsabiliser » médecins et patients : ceux qui s'adresseraient d'abord au généraliste et seraient orientés par lui bénéficieraient de meilleurs remboursements (ou d'une dispense

d'avance des frais) que ceux qui s'adressent directement aux spécialistes. Une hypothèse que ces derniers, évidemment, rejettent absolument et qui suscite des réserves à la FMF, qui envisage cette « rationalisation des filières » comme un objet d'expériences pour la prise en charge des personnes âgées.

En revanche, la FMF préconise un retour aux dispositions prévues en 1980 pour inciter à une maîtrise des prescriptions (médicaments, actes paramédicaux, analyses et même hospitalisations) : localement, caisses primaires d'assurance-maladie et médecins pourraient se fixer des objectifs précis d'économies (ou du moins de freinage des dépenses), une partie des gains étant redistribuée aux médecins sous forme d'un supplément temporaire d'honoraires.

## La revalorisation comme préalable

Surtout, tous les syndicats médicaux posent un préalable : celui d'une « revalorisation des actes médicaux dans la hiérarchie des services », comme l'on dit à la CSMF ou à la Fédération des médecins de France, d'un « maintien des revenus nets moyens », comme préfère MG-France. « Il faut que le médecin soit délivré de la préoccupation d'assurer la survie de son cabinet », dit en substance le docteur Gras, de la FMF.

De côté de la Caisse nationale d'assurance-maladie, on ne rejette pas cette demande : l'application du « plan Séguin » pour l'assurance-maladie en 1987 n'a-t-elle pas montré qu'on pouvait à la fois revaloriser sensiblement les tarifs et obtenir une stabilisation du nombre des actes — au moins de la part des généralistes ? En 1987, les caisses n'ont-elles pas, parallèlement, réussi à lancer des actions efficaces sur telle ou telle prescription ? « On ne peut pas vouloir une médecine économe en machines et en pilules et ne pas payer les actes. Mais, ajoute-on à la CNAMTS, le prix est la corollaire de la rareté. » Aux mesures

collectives et incitatives, il faut ajouter des mécanismes qui sanctionnent individuellement la multiplication des actes, pour les spécialistes comme pour les généralistes, même si cela doit consacrer un petit nombre de médecins.

Mais une telle approche, même avec ses contreparties, sera-t-elle acceptée par le gouvernement socialiste, notamment par le ministre de l'économie, toujours soucieux d'alléger l'évolution des tarifs médicaux sur celle des prix des services ? De son côté, M. Evrin a souligné qu'il n'admettrait qu'un « donnant-donnant » pour les revalorisations d'honoraires.

Au gouvernement, comme à la CNAMTS, on entend en outre réagir contre le passage d'un nombre important de médecins dans le secteur « à honoraires libres », surtout pour certaines spécialités (chirurgie par exemple). On ne se satisfait pas de la réponse des syndicats médicaux — « si le régime conventionnel normal redevient intéressant, les médecins y retourneront ». On estime que, si les honoraires libres donnent le moyen de s'assurer un revenu égal (voire supérieur) en effectuant moins d'actes, comme le montrent les études faites notamment à la CNAMTS, l'avantage persistera.

GUY HERTZLICH.

Il La part des dépenses de santé prise en charge par l'assurance-maladie est déjà plus faible en France que dans la plupart des pays de la CEE.

Des dissidents de la santé CFDT : Des syndicats santé-sociaux d'Ile-de-France, médiés de la CFDT, ont créé, le 1<sup>er</sup> avril au cours d'un congrès constitué, une fédération régionale CRC (coordonner-rassembler-construire). « Prenant acte de la scission provoquée par la confédération CFDT et sa fédération », ces syndicats ont adressé des mandats syndicaux à l'ensemble des salariés de leur secteur dans la perspective d'agir à la transformation du mouvement syndical.

# Nos innovations en classe affaires changent la vie des hommes d'affaires.



Curieusement, l'un des avantages les plus appréciés de l'EuroClass SAS n'a strictement rien à voir avec le vol proprement dit. S'il vous est arrivé un jour de pénétrer dans l'un de nos 23 salons EuroClass à travers le monde, vous savez de quoi nous parlons.

Si ce n'est pas le cas, soyez les bienvenus. Pour entrer, pas besoin de carte de membre : une carte d'embarquement EuroClass SAS vous ouvrira toutes les portes.

**SAS**  
EUROCLASS

Depuis 1980



# Économie

## REGIONS

### Les maires injectent chaque année près de 400 milliards de francs dans l'économie nationale

Elus ou réélus, les nouveaux maires sont aux commandes depuis quelques jours. Leurs équipes se répartissent les rôles, et le personnel municipal (quarante mille fonctionnaires pour la Ville de Paris, mais un secrétaire de mairie à temps partiel dans les bourgades rurales) attend des instructions et brèle de connaître le style et les priorités de leur « patron ».

Voilà les trente-six mille cinq cent trente-huit maires – dont huit cent trente et un à la tête de villes de plus de dix mille habitants et vingt-cinq mille six cent cinquante-six présidents de communes de moins de dix mille habitants – prêts à lancer une politique originale, celle du moins dont ils ont prononcé les mots pendant la campagne électorale.

Leur marge de manœuvre reste cependant étroite. Si leur bonne volonté est entière, car pour 1989, tout est déjà réglé ou presque : c'est-à-dire que le budget est déjà fait et engagé. La loi fixe, en effet, cette

année au 15 avril la date butoir du vote du budget primitif et des taux des quatre impôts directs locaux. Il faudra donc patienter jusqu'à l'automne pour présenter éventuellement un budget rectificatif ou supplémentaire qui infléchira plus ou moins profondément le cours des dépenses et des recettes de la commune et qui imprimera, en termes financiers, la volonté du maire.

Mais les choses sérieuses, en termes d'impôts ou d'investissements, ne commenceront vraiment qu'en 1990. D'ici là, les maires fourbiront leurs armes. Des armes qui doivent être de plus en plus sophistiquées. On ne gère plus aujourd'hui – à l'époque de l'informatique et de la multiplication des instruments financiers – les communes comme il y a dix ou vingt ans.

L'ensemble des budgets communaux en 1988 ne représente pas moins de 390 milliards de francs, alors que ceux des départements et

des régions, c'est-à-dire des collectivités locales, s'élevaient seulement à 149 milliards et 33 milliards (1). Qui plus est, pour la dernière année précédant les élections municipales, les maires, sans doute désireux de se faire valoir aux yeux de leurs électeurs, en l'absence d'abondants projets, avaient substantiellement augmenté leurs dépenses : + 6,5 % en francs constants par rapport à 1987. Des dépenses qui recouvrent une palette aussi variée que les zones d'habitat, l'éclairage public, la voirie, les crèches, l'équipement des stades, les subventions aux innombrables associations, les marchés de travaux publics, le paiement de quelque neuf cent mille agents communaux ou encore le remboursement des dettes des emprunts.

Quels qu'ils soient, les maires auront sans tarder à répondre à la lancinante question de leurs concitoyens : « C'est bien d'être actif, de lancer des idées et des projets, de revendiquer à pleins les pouvoirs

issus des lois de décentralisation depuis 1982 et de conduire les communes lambour battant, comme une entreprise qu'on veut gagner. Mais tout cela ne va-t-il pas provoquer une explosion des impôts locaux ? »

#### Inégalités d'une ville à l'autre

La question n'est ni démagogique ni superflue. D'abord parce que, d'une ville à l'autre (d'un département ou d'une région à l'autre aussi), les inégalités devant l'impôt sont considérables. Maugebe fait payer un taux de taxe d'habitation de 24,6 % ; Marseille de 35,5 %, et Saint-Gaudens de 4,9 %, ou Boissieu de 4,9 %, ou Rouen, de 4,5 %. Même écart pour la ponction sur les entreprises : le maire « frappe dur » à Salomon-de-Provence, où la taxe professionnelle monte à 23,9 %, ou encore à Angoulême (25,8 %), alors qu'elle dépasse à peine 5,3 % à Chamaillères

(près de Clermont-Ferrand) ou 6,6 % au Mans (12 % avec la part de la communauté urbaine).

A regarder les comptes de la nation, les pourfendeurs de la décentralisation peuvent trouver quelque crédit à leurs thèses. Car, entre 1982 et 1987, la part des prélèvements obligatoires opérée par les collectivités locales est passée de 4,82 % à 5,94 % du produit intérieur brut, tandis que celle des impôts d'Etat régressait de 18,11 % à 17,47 %. Mais, si l'on tient compte du fait que la décentralisation a conféré aux collectivités locales de nouvelles charges et que, par conséquent, l'Etat leur a transféré des ressources fiscales qui, auparavant, lui revenaient, les pourcentages apparaissent beaucoup moins défavorables aux villes, aux départements et aux régions : 3,03 % en 1982 et 3,38 % en 1987. Certes, la part de la richesse nationale qui se trouve « aspirée » dans le circuit des collectivités locales a augmenté, mais dans des

proportions somme toute raisonnables.

Il reste que, sur une longue période (1981-1986), le rythme annuel de croissance des impôts locaux a toujours dépassé de beaucoup (2 points à 7 points) celui des ressources fiscales de l'Etat. Mais un rapprochement entre les deux courbes commence à se manifester depuis 1985. Échéances municipales obligées : les maires, l'année dernière, se sont montrés plus raisonnables que leurs collègues présidents de conseils régionaux ou généraux vis-à-vis des contribuables, puisque les impôts directs ont augmenté de 3,15 % dans les communes, mais de 3,84 % dans les départements et même de 13 % dans les régions qui, il est vrai, partent de plus loin, puisqu'elles ne sont des collectivités locales de plein exercice que depuis 1986, lorsque leurs conseillers ont été élus pour la première fois au suffrage universel direct.

## AFFAIRES

### Les désarrois de l'Etat-actionnaire

(Suite de la première page.)

Nationalisant à 100 % par la loi – c'est-à-dire on ne peut plus clairement – l'Etat met fin à la concurrence suicidaire des groupes, relance l'investissement à long terme alors que le secteur privé vive de profits immédiats, et il réconcilie, grâce à une nouvelle politique de « démocratisation sociale », les travailleurs avec l'entreprise. Les grandes firmes industrielles et les grandes banques doivent servir de « force d'entraînement » ou de « fer de lance » dans la guerre économique mondiale.

Le programme est limpide dans ses grandes lignes même s'il demeure flou dans ses priorités, ce qui laisse croire à chaque ministre, qu'il a le devoir d'intervenir pour sa cause. Il fut appliqué vaillamment. Un redéploiement des activités fut opéré (chimie, électronique, acier) et des champions furent désignés pour pacifier les querelles intestines, une loi de « démocratisation » fut votée et 100 milliards de francs ont été versés en dotation en capital entre 1982 et 1988 (le Monde du 16 mars).

Néanmoins, dès 1984, une rupture doctrinale est provoquée par M. Laurent Fabius. Alarmé par les pertes qui s'annonçaient (14,5 milliards de francs en 1983 et 20,5 milliards en 1984), le ministre de l'Industrie d'alors réclame un retour au profit pour l'année 1986 et abandonne tout autre but. Les entreprises nationalisées deviennent des entreprises comme les autres, dotées d'une totale « autonomie de gestion ». Banalisation, ce recentrage est conforme à l'agencement de la politique économique socialiste.

#### Jeux financiers nouveaux

Ensuite, la cohabitation entraîne les privatisations de Paribas, Suez, Société générale, Saint-Gobain, CGE... Puis le retour des socialistes gèle le paysage. « Ni privatisation ni nationalisation (...) arrêtons le ballet », promet M. Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français. Mais l'explication manque. En dehors d'une phrase floue, « l'économie française est mixte par nature », à teneur d'ailleurs conservatrice – ce qui a été dit-il demeure ? – le gel,

compréhensible d'un point de vue politique (se placer au centre), n'est pas justifié économiquement.

Or l'objectif qu'avait fixé M. Fabius a été atteint. Les profits sont là et bien là : 8,9 milliards de francs pour Renault ; 4,5 milliards pour la sidérurgie ; plus de 31 milliards pour l'ensemble des sociétés nationalisées industrielles (1). Faut-il dès lors fixer d'autres objectifs aux nationalisées ?

La tâche est difficile car, si le secteur public a ainsi prouvé qu'il n'était pas synonyme de gouffre financier, dans le même temps le secteur privé a su convaincre les socialistes qu'il n'était pas le « succeur de sang » dénoncé. L'argument principal du sous-investissement des firmes privées, qui a en fin de compte justifié les nationalisations de 1982, n'est plus bon. « Il existe désormais un marché financier qui fonctionne bien. Le système remplace les patrons incompetents et même parfois les bons », explique M. Lionel Zinsou, auteur du livre *Le Fer de lance* (2). Il ajoute : « Les ordres de grandeur de capitalisation en Bourse ont changé depuis 1982. Les firmes levaient deux à trois centaines de millions de francs au maximum ; les opérations aujourd'hui se comptent en milliards, qu'il faut savoir mobiliser à toute vitesse. Or l'administration n'est pas assez souple pour participer à ces jeux financiers nouveaux et répondre vite. Sans évoquer les risques de délit d'intérêt qu'on a rencontrés dans le cas de l'affaire Pechiney... »

Faute de référence précise, chacun va à sa guise et l'ouverture politique amplifie le brouhaha. M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, fait signer par les entreprises dont il a la tutelle des « contrats d'objectifs » (exportation, développement d'activités, etc.) qui rappellent que le profit ne peut être le seul critère, mais M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, ne croit pas utile d'en conclure avec les banques et les assurances dont il est l'actionnaire...

C'est dans ce contexte qu'intervient la construction européenne. La France dispose de plus vaste secteur nationalisé des Douze, et les auteurs du traité de Rome, comme ceux de l'Acte unique, se sont bien gardés de

trancher le débat sur les mérites respectifs de l'actionnariat public ou privé des entreprises. Le choix est politique, il relève des gouvernements élus et non pas des commissaires européens. Pourtant, le neutralisme n'est que théorique. Renault est accusé pour l'effacement de 12 milliards de dettes par l'Etat, Usinor-Sacilor pour des aides diverses, Pechiney pour son investissement dans l'aluminium à Dunkerque, etc. L'Etat-actionnaire est suspecté en permanence par Bruxelles de « aider » ses entreprises et, ce faisant, de « fausser la concurrence ».

#### Actionnaire comme les autres

Les profits élevés de Renault pour 1988 sont ainsi volontairement « bien tombés » pour démontrer aux commissaires européens que l'entreprise était redressée et que l'Etat, avec ses fameux 12 milliards, n'y faisait pas un investissement à perte, mais qu'il avait un comportement d'actionnaire « normal ». Paris, sur la défensive, arrive à cet extrême spécieux : une entreprise nationalisée doit désormais faire de très gros profits pour se faire pardonner d'être nationalisée. L'Etat doit être plus capitaliste que les capitalistes pour être un actionnaire légitime.

Une clarification s'impose sur la conception « libérale engagée » des commissaires européens ; elle devrait être faite bientôt, assure-t-on au gouvernement. Mais, est-ce possible ? N'y a-t-il pas une contradiction de fond entre le choix européen et la sauvegarde de cette « mixité » du capitalisme français ? Car de deux choses l'une : si les nationalisations sont de bonne politique, pourquoi s'interdire d'en faire de nouvelles ? Si elles sont devenues inutiles, pourquoi ne pas privatiser ?

Au-delà de ces questions sans réponse, deux obstacles s'élèvent : le financement de firmes qui restent

nationalisées à 100 %, et leur degré

de liberté d'action. Pour l'argent, explique un conseiller gouvernemental, il n'y a aucun problème. Au cas par cas nous trouvons des solutions malgré la rigueur budgétaire. Soit par emprunt ou certificats d'investissement, soit par des opérations de jumelage comme celle entre l'UAP et la BNP, qui augmente de 2,5 milliards le capital de chacun des partenaires, soit encore par des alliances européennes. A ce propos, le premier ministre a fait glisser dans le dixième Plan une phrase qui autorise l'échange de participations croisées entre firmes européennes et qui marque le finis du « ni-ni ». (3). On saura bientôt si M. Mitterrand en accepte le principe, puisque Usinor-Sacilor négocie une « première » : le rachat du sidérurgiste ouest-allemand Secor, suivant des modalités de paiement qui feront marquer le La de Sarre de façon minoritaire dans son capital.

Si le cas par cas est possible, il n'empêche qu'un emprunt est plus coûteux qu'une augmentation de capital. On a beau vanter l'habileté des financiers du Trésor, le gel présidentiel reste pénalisant.

#### Défendre un patrimoine

Il l'est aussi pour les firmes lorsqu'elles veulent en acquérir une autre. La liberté d'action des nationalisées est totale à l'étranger, mais en France tout mouvement est dangereux. Dès 1983, Saint-Gobain se voyait interdire une OPA sur la Compagnie générale des eaux, privée, pour cause de nationalisation dite « rampante », c'est-à-dire non prévue au programme. Depuis, les choses ne se sont guère arrangées, comme l'a prouvé la levée de bouillottes provoquée par le raid contre la Société générale. On a beau croire, entre la rue de Rivoli et les firmes privées, des « arrangements » possibles, élaborés ou facilités par ceux qui se veulent des « parrains », tels M. Jean Peyrelevade pour le clan public, M. Ambroise Roux ou, de plus en plus, M. Jean Calvet pour le clan privé, – le reste que le pragmatisme ne peut servir de règle. L'Etat est incertain. Dans l'affaire de la Générale, l'UAP a refusé d'obéir, tout comme les AGF, mais

la Caisse des dépôts et le GAN, deux autres organismes publics, ont eu des politiques différentes. Pourquoi ? Comment peut-on utiliser l'épargne des Français ou des assurés sans dommage ? Comment peut-on être sûr que les PDG obéissent à l'intérêt de leur firme et non aux ordres du gouvernement ? Tant que les réponses ne seront pas données clairement, tant qu'une doctrine (des objectifs et une déontologie) n'aura pas été établie, l'Etat actionnaire restera hémiparalysé (libre à l'étranger, paralysé en France). L'économie mixte restera un concept, au mieux vide ou, pire, politique, c'est-à-dire inventé pour camoufler un rééquilibrage entre l'Etat-PS et l'Etat-RPR ou UDF.

Certaines tentatives de réponse économique à toutes ces questions s'élaboraient : « Je crois encore légitime, en 1989, le rôle de l'Etat actionnaire », explique M. Lionel Zinsou. C'est d'abord un très bon protecteur d'entreprises menacées par d'éventuelles attaques étrangères. C'est ensuite le seul agent économique capable d'investir vraiment à long terme et à grande échelle. Défendre un patrimoine ou investir dans les technologies jugées stratégiques : ces deux objectifs pourraient servir de base de réflexion. Mais au sein du PS les questions sont la plus souvent étudiées, les analyses rationnelles. On se réfugie dans le seul pragmatisme. « Les socialistes ont honte d'avoir nationalisé », mesure qu'ils jugent aujourd'hui archaïque », conclut le PDG d'une nationalisée. A-t-il raison ? Le PS ne croit-il donc plus en l'Etat ? Si oui, les « affaires » et les désarrois de l'Etat-actionnaire risquent de perdurer.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Elf-Aquitaine, Bull, EMC, Orkem (ex EDF-Chimie), Pechiney, Renault, Rhône-Poulenc, Thomson, Usinor-Sacilor.  
(2) Lionel Zinsou : *Le Fer de lance. Essai sur les nationalisations industrielles*, Éditions Olivier Orban, 1985.  
(3) « Les conditions de fonctionnement des entreprises publiques du secteur concurrentiel devront demeurer suffisamment souples pour que ces entreprises puissent émettre des quasi-fonds propres, créer des filiales cotées et s'ouvrir davantage au partenariat en prenant des participations croisées, notamment dans le cadre d'accords avec les entreprises européennes. » Le plan 1989-1992. Projet soumis à l'aval du Conseil économique et social, p. 48.

Sans crouler sous l'or (car leurs charges et leur domaine de compétence se sont multipliés et parce que les élus, surtout les maires, sont de plus en plus sollicités par leurs concitoyens pour intervenir dans les secteurs les plus divers de l'économie, de l'emploi, de l'éducation, de l'urbanisme), les responsables des collectivités territoriales ne manquent pas de moyen pour agir. Ils disposent d'ailleurs d'autres leviers financiers que leur seul budget et, par exemple, de tout l'arsenal des sociétés d'économie mixte, dont les règles de gestion et de placement de la trésorerie apparaissent beaucoup plus souples que celles des budgets communaux proprement dits. Et ils ne s'en privent guère, avec des partenaires privilégiés que sont le groupe de la Caisse des dépôts ou les chambres de commerce et d'industrie, pour aménager une zone industrielle, rechercher des investisseurs à l'étranger, rénover un quartier ou construire un palais des congrès.

Paradoxe de la décentralisation, qui voudrait plutôt que les élus entre l'Etat – ancien tuteur – et les collectivités territoriales se distendent : les transferts financiers, que le gouvernement verse aux communes, aux départements et aux régions, ne cessent de croître : 141 milliards en 1986, 150 en 1987, 193 en 1989. La loi impose, en effet, que la part principale de ces transferts, qu'on appelle la dotation globale de fonctionnement, soit indexée sur les recettes de TVA perçues par l'Etat. Des recettes qui, précisément à cause de la bonne conjoncture économique actuelle, restent très abondantes et augmentent d'année en année.

Sauf réforme fiscale « scélérate » à venir, l'année 1990 ne devrait donc pas être moins favorable pour les élus locaux et les plus démunis d'entre eux (ce qui ne signifie pas qu'ils dilapient leur budget), à savoir les maires. Inutile de dire qu'ils regarderont avec une vigilance extrême les projets annoncés par M. Michel Charasse, ministre du budget, pour réviser les critères qui servent de base aux impositions locales, ainsi que les conséquences qu'ils auront sur deux impôts essentiels pour leurs finances : la taxe professionnelle, qui, à elle seule, apporte plus de 45 % des ressources fiscales, et la taxe d'habitation, applicable aux ménages et aux familles – selon des modalités que tout le monde s'accorde à juger déshabituées – et qui, elle, en procure le quart.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) L'ensemble des budgets des collectivités locales atteint environ 48 % du budget de l'Etat et plus de 10 % du produit intérieur brut (PIB).



# Au départ de Paris, Swissair vous emmène aux quatre coins du monde.

108 destinations dans 67 pays







Marchés financiers

Le Monde • Mercredi 5 avril 1989 43

# Marchés financiers

## BOURSE DU 3 AVRIL

Cours relevés à 17 h 33

Règlement mensuel																	
Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%
3885	CALF 3% 1991	1000	1000	1000	- 0 48	103	Echo Bay Mines	97 80	96 95	96 95	+ 0 87	103	Echo Bay Mines	97 80	96 95	96 95	+ 0 87
1251	B.N.P.T.P.	1208	1085	1085	+ 0 47	104	Quembeck Bank	1275	1275	1275	+ 1 85	104	Quembeck Bank	1275	1275	1275	+ 1 85
1205	C.C.F. T.P.	1206	1206	1206	+ 0 17	105	Dynacore Bank	1040	1066	1066	+ 1 62	105	Dynacore Bank	1040	1066	1066	+ 1 62
1206	C.C.F. T.P.	1184	1144	1144		106	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	106	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1688	Rhone-Poul. T.P.	1101	1101	1101		107	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	107	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1282	St-Gobain T.P.	1330	1330	1330		108	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	108	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1239	Thomson T.P.	1545	1338	1338	- 0 48	109	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	109	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
320	Agor	806	816	816	+ 1 06	110	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	110	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
2240	Alcatel	2877	2877	2877		111	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	111	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
310	Als. Supam.	2000	2000	2000		112	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	112	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1370	A.L.S.P.J.	328	328	328		113	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	113	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
505	Alstom	580	580	580		114	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	114	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
678	Ajira, Pricent	2570	2570	2570		115	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	115	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
720	Am. Express	676	676	676		116	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	116	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
895	Am. Demos. et	880	880	880		117	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	117	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
410	B.A.P.P.	418	418	418		118	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	118	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
348	Banque	314	314	314		119	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	119	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
615	Bell Invest.	810	810	810		120	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	120	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
325	B.N.P. Cl.	308	310	310		121	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	121	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
426	Ca. Reunion et	530	534	542		122	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	122	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
358	Ca. Reunion et	800	800	800		123	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	123	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
820	Bayer (M)	810	820	820		124	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	124	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
725	B.C.	761	746	772		125	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	125	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
385	B.L.S.	410	410	410		126	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	126	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
560	Bourgeois S.A.	3150	3180	3180		127	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	127	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
640	Ca. Reunion et	810	810	810		128	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	128	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
640	Ca. Reunion et	810	810	810		129	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	129	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
3460	Ca. Reunion et	2546	2546	2546		130	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	130	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
200	Ca. Reunion et	2150	2150	2150		131	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	131	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
140	Ca. Reunion et	1430	1430	1430		132	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	132	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1125	Ca. Reunion et	895	895	895		133	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	133	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
720	Ca. Reunion et	738	738	746		134	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	134	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
420	Ca. Reunion et	414	414	414		135	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	135	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1870	C.A.F.O. et	2009	2009	2000		136	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	136	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1430	C.G.P.	429	429	429		137	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	137	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1310	C.G.P.	1370	1370	1370		138	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	138	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1280	C.G.P.	1515	1515	1520		139	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	139	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
130	Ca. Reunion et	585	585	585		140	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	140	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
710	Ca. Reunion et	738	738	746		141	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	141	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
215	Ca. Reunion et	219	219	220		142	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	142	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
895	Ca. Reunion et	895	895	895		143	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	143	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
420	Ca. Reunion et	420	420	420		144	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	144	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1310	Ca. Reunion et	1310	1310	1310		145	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	145	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1280	Ca. Reunion et	1280	1280	1280		146	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	146	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
130	Ca. Reunion et	130	130	130		147	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	147	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
710	Ca. Reunion et	710	710	710		148	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	148	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
215	Ca. Reunion et	215	215	215		149	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	149	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
895	Ca. Reunion et	895	895	895		150	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	150	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
420	Ca. Reunion et	420	420	420		151	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	151	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1310	Ca. Reunion et	1310	1310	1310		152	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	152	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1280	Ca. Reunion et	1280	1280	1280		153	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	153	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
130	Ca. Reunion et	130	130	130		154	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	154	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
710	Ca. Reunion et	710	710	710		155	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	155	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
215	Ca. Reunion et	215	215	215		156	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	156	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
895	Ca. Reunion et	895	895	895		157	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	157	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
420	Ca. Reunion et	420	420	420		158	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	158	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1310	Ca. Reunion et	1310	1310	1310		159	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	159	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1280	Ca. Reunion et	1280	1280	1280		160	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	160	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
130	Ca. Reunion et	130	130	130		161	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	161	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
710	Ca. Reunion et	710	710	710		162	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	162	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
215	Ca. Reunion et	215	215	215		163	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	163	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
895	Ca. Reunion et	895	895	895		164	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	164	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
420	Ca. Reunion et	420	420	420		165	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	165	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1310	Ca. Reunion et	1310	1310	1310		166	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	166	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
1280	Ca. Reunion et	1280	1280	1280		167	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	167	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
130	Ca. Reunion et	130	130	130		168	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	168	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
710	Ca. Reunion et	710	710	710		169	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	169	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16
215	Ca. Reunion et	215	215	215		170	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16	170	Orion Bank	61 50	62 40	62 40	+ 0 16



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La visite de M. Gorbatchev à Cuba. — Les difficultés de la table ronde en Pologne. 4 M. Shamir à Washington. — La tension turco-iranienne. 6 La situation à Haïti.	7 Corée : le silence du gouvernement inquiète les élus. — Les premiers pas de M. Herzog dans la préparation des élections. 8 La rentrée parlementaire. — M. René Ricol (CLES) rejoint l'Association des démocrates.	9 Le procès de l'instinctothérapie. — La visite du cardinal Lustiger à Prague. 10 Les « graffiti »... nettoyeurs de Saint-Germain-en-Laye. — Bibliographie : les incertitudes de la famille.	11 Photographie : Germaine Krull à Chalon-sur-Saône. — Ventes : la revanche de l'avant-garde russe. — Vraies ou fausses, les toiles d'Utrillo seront vendues. 12 Les « journées » de la mode. — « Digressions », par Bernard Frank.	38 La réunion du comité intermédiaire du FMI à Washington. 39 Les comptes de la nation. 40 La négociation sur la nouvelle convention d'assurance-maladie. 42-43 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2 Carnet ..... 16 Météorologie ..... 14 Mots croisés ..... 14 Radio-télévision ..... 14 Spectacles ..... 13	• La crise en Corée ..... JOUR • Chaque matin le mini-journal de la rédaction ..... JOUR • L'actualité 24 heures sur 24 ..... JOUR • La Bourse en direct ..... BOURSE 3615 taping LHM 3615 taping LEMONDE

## Le PS réunit son comité directeur

## M. Jean Poperen prend date pour le futur congrès

Alors que le comité directeur du Parti socialiste se réunit, mardi 4 avril en fin d'après-midi, pour adopter un « classement » des candidats à l'élection européenne, certains de ses chefs de file se préparent aux échéances futures. M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a rendu public, lundi, la lettre qu'il avait remise la veille à M. Pierre Mauroy, lettre dans laquelle il résume le principe de l'unité du courant dirigeant du PS, mais en avant par le premier secrétaire lors de la réunion des responsables et des cadres de ce courant (le Monde du 4 avril).

M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole du PS, a confirmé lundi, au cours de son point de presse hebdomadaire, que les dirigeants socialistes, tablant sur vingt-cinq élus au Parlement européen, entendent réserver les six sièges qu'ils obtiendraient ainsi en plus de ceux dont ils disposent actuellement à des personnalités extérieures. M. Lionel Jospin avait souligné à ce propos, lors de la réunion, dimanche, du courant « A-B », que ces places devraient être attribuées à des personnalités réellement représentatives et non simplement porteuses d'une étiquette. S'agissant, par exemple, de SOS-Racisme, le PS ne devrait accepter aucun autre candidat que M. Harlem Désir lui-même.

Les courants du PS, dont les chefs de file devaient être réunis mardi à déjeuner par M. Mauroy, disposeraient ainsi de vingt sièges (quatre ou cinq jospinistes, quatre ou cinq fabiusiens, trois mauroyistes, cinq rocardiens et trois partisans de M. Jean-Pierre Chevènement). Le comité directeur laissera « en blanc » les places réservées à des personnalités extérieures.

## L'indexation de croissance

Dans le texte qu'il a adressé à M. Mauroy, M. Poperen écrit que l'« objet principal » du prochain congrès du PS doit être de répondre à la question de la répartition de l'effort démocratique, question posée depuis le choix de la rigueur en 1983. « A cette question d'ensemble », estime M. Poperen, nous n'avons pas apporté de réponse, c'est-à-dire que nous n'avons pas donné un axe de référence à nos réponses pragmatiques. Le ministre des relations avec le Parlement juge le moment venu d'y travailler, sans « référence à des courants » qui ne correspondent plus à la réalité d'aujourd'hui.

M. Poperen inscrit au crédit du gouvernement le fait d'avoir privilégié

gier le dialogue, grâce à quoi « le « malaise social » n'a pas eu, au stade actuel, de sanction politique, électorale », pour les socialistes, eu égard d'une tendance persistante à la « baisse globale des revenus salariaux » et au « creusement des inégalités ». Il n'en est que plus nécessaire, souligne-t-il, de proposer, à la place de « l'indexation salariale », qui était, par nature, un mécanisme inflationniste, une « référence qui soit féconde, positive : l'indexation de croissance ». Celle-ci « serait la référence pour les nouvelles conventions collectives, pour les nouveaux accords d'entreprise », et M. Poperen estime que cette approche doit être adoptée « y compris dans le secteur public ». Elle doit s'accompagner, selon lui, d'une « redistribution du temps de travail », afin de lutter contre la consolidation d'un « système à chômage structurel ».

Le ministre des relations avec le Parlement propose que cette orientation, celle d'un « nouvel équilibre », soit inscrite dans la campagne du PS pour l'élection européenne, campagne qui pourrait être l'occasion d'une « initiative » en direction des autres partis de gauche européens. Le « nouvel équilibre » doit inclure, selon lui, la dimension écologique, en mettant en cause la « logique productiviste » qui est celle du « capitalisme » et de la « bureaucratie du Gaspil ». Pour M. Poperen, les socialistes doivent aussi mener le combat pour la liberté de conscience et pour la laïcité, face à la menace des intégrismes.

Parce qu'il est à la fois prépondérant à gauche et la première force politique dans le pays, le PS, selon M. Poperen, doit faire face à un débat stratégique dont la « question principale » n'est plus celle du choix de ses alliances, mais celle de ses « propres formes d'organisation et méthodes ». Vis-à-vis des communistes, il estime que la « diversité des sensibilités » au sein de ce courant d'opinion doit conduire à ne plus « privilégier les rapports d'appareil à l'appareil ».

Constatant les « décalages » et, parfois, les « ruptures entre l'opinion et les structures de partie », M. Poperen envisage une « modernisation démocratique », qui passe, selon lui, par l'abaissement des cotisations, le calcul des mandats sur le nombre des présents aux réunions de section et l'association des électeurs à la désignation des candidats aux élections.

PATRICK JARREAU.

## La Grande-Bretagne bien placée

## La modernisation du métro de Pékin échapperait à la France

PEKIN de notre correspondant

Sept mois après que la France a perdu le marché du métro de Shanghai au profit de l'Allemagne de l'Ouest, son espoir de réaliser la modernisation du métro de Pékin semble disparaître.

Le ministère chinois des relations économiques avec l'étranger et du commerce se sent en effet provoqué en faveur de l'offre présentée par la Grande-Bretagne de préférence à celle des Français pour ce marché d'environ 180 millions de francs. Le travail à réaliser consiste à moderniser la signalisation et à informatiser la gestion du trafic des deux lignes en service sous la capitale chinoise.

La firme Matra, qui a récemment vendu un projet de métro léger à Taipei, la capitale de l'île nationaliste chinoise, passait pour bien placée, avec le projet de pointe qu'elle-même et Interinfra proposaient aux Chinois, intégrés dans les systèmes en cours d'installation sur le métro de Paris.

La surchère franco-britannique durait depuis plusieurs années et les Français n'avaient pas caché, dans leurs discussions avec les Chinois,

leur vif souhait de se voir dédommager de la perte du marché shanghaien l'été dernier.

L'explication de la décision chinoise serait notamment à rechercher dans la présentation du mode de financement britannique, plus alléchant que celle des propositions françaises, pourtant équivalente à en croire de bonnes sources. La France semble préférer présenter les « cadeaux » qu'elle peut faire sous la forme de crédits particulièrement attractifs. La Grande-Bretagne, dans cette affaire, opte pour un des plus simples d'une partie du financement.

L'affaire manquée de Shanghai, qui portait sur un contrat de 2 à 3 milliards de francs pour la construction de la première tranche du métro devant parcourir le métro industriel chinois, avait provoqué, en août dernier, un certain émoi et des changements de personnel dans l'administration française pilotant les exportations en Chine.

L'échec, virtuellement consommé de Pékin, plus modeste, peut entraîner moins de remous, mais constituera un nouveau revers inquiétant pour les exportations technologiques françaises en Chine.

FRANCIS DERON.

## Sur le vif

## Gros obstacle

Vous auriez vu Maurice, ce matin, au bistrot du coin... Décompté-il à pris deux centimètres de tour de taille, et il porte des chaussures noires. Et alors ? Comment, vous n'êtes pas au courant ? On peut se faire virer pour moins que ça. Pas plus tard qu'hier, dans la région de Lille, un facteur auxiliaire reçoit une lettre recommandée : Vous souffrez d'une surcharge pondérale. Nous vous accordons six mois pour améliorer votre condition physique.

D'abord, il comprend pas. Ça veut dire quoi, ça ? Il demande à un copain : T'es trop gros, tu pèses 100 kilos pour 1,80 m. Faut te mettre au régime mais pas aux carottes râpées, sinon tu t'atrophies, t'irais... Mais je viens d'être rapé à l'examen ! — Discute pas, c'est comme ça. Il n'est pas encore revenu, le mec, un mec super-barbu, je l'ai vu à la télé, il fait gardien de but dans son équipe de foot et il entend pas se laisser marcher sur le ventre.

Ça devient drôlement, les critères de sélection, question boudin, là, en ce moment. Les nanas qui ont répondu à une offre d'emploi passée par Impac, une PME de la région parisienne : « Cherche sténodactylo connaissant traitement de texte », ont

reçu par retour du courrier un questionnaire croquisé. Aimez-vous porter des string, un porte-jarretelles et des guêtres ? Rayon lingerie, vos préférences vont-elles au synthétique, à la soie ou au satin ? Avez-vous des relations sexuelles régulières et satisfaisantes ? Vous sentez-vous attirés par les femmes ?

Il y en a qui ont tiqué, qui ont fouillé au panier. Les autres ont sué longuement leur pointe de nez avant de cocher la bonne réponse. Allez savoir si c'est le nylon ou le coton qui favorise le quatre-vingts moins-minus et s'il faut s'être envolée en l'air avec une autre dame pour savoir peaufiner un terminal ? Intrigués, des confrères sont allés le demander au PDG de la boîte. Il les a envoyés sur les roses. Quoi, senex ? Oh, senex ? Quand il aura besoin d'un caissier, il le soumettra à un test d'embauche rédigé dans les mêmes termes. Il a pas voulu préciser lesquels.

Moi, j'ai essayé de le rassurer, Maurice : T'es qu'à mettre un slip sous ton caleçon pour pas qu'il se lorde, ton patron. Ça prouvera que les panachés, ça se connaît.

CLAUDE SARRAUTE.

## ALGÉRIE

## Inauguration du premier réacteur nucléaire

ALGER de notre correspondant

Le président Chadli a inauguré, lundi 3 avril, le premier réacteur nucléaire algérien, fruit de la coopération du Haut Commissariat à la recherche algérien et de la Commission nationale à l'énergie atomique argentine. Ce réacteur d'une puissance de 1 mégawatt, implanté à Draïa, à une vingtaine de kilomètres d'Alger, est conçu pour la formation de personnel technique et scientifique, pour la recherche fondamentale et appliquée, a longuement expliqué M. Hadj Slimane, directeur du Haut Commissariat à la recherche, au cours d'une conférence de presse.

Baptisé Nur (« lumière en arabe »), le réacteur qui sera utilisé dans le domaine de la physique nucléaire, du génie nucléaire, de l'expérimentation de faisceaux de neutrons et de l'irradiation de maté-

riaux divers, est équipé de systèmes permettant la production de quelques isotopes, principalement destinés à la médecine et à l'agriculture. Il est également équipé pour les analyses par neutronographie et par activation neutronique.

M. Hadj Slimane a précisé que contrairement à ce qui avait été écrit dans des journaux étrangers, « l'Algérie et l'Argentine n'ont pas signé d'accord pour l'installation sur le territoire algérien d'une usine d'enrichissement de l'uranium ». Il a également indiqué avoir refusé « toutes les propositions d'installation en cours », pour la construction du réacteur, qui aurait inéluctablement mené à « une dépendance totale ».

« Les Argentins ont certes difficilement accepté notre vision du développement de la recherche nucléaire », a admis M. Hadj Slimane, soulignant toutefois qu'ils n'avaient « posé qu'une seule condition : l'utilisation du réacteur à des fins pacifiques. Un principe auquel nous avons adhéré », a-t-il souligné en annonçant la signature « le 23 février dernier, d'un accord de coopération de recherche avec l'Agence internationale de l'énergie atomique ».

L'Algérie est le quatrième pays africain (en dehors de l'Afrique du Sud), après le Zaïre, l'Égypte et la Libye à se doter d'un réacteur nucléaire de recherche.

FREDERIC FRITSCHER.

## PAKISTAN :

M<sup>re</sup> Benazir Bhutto à TF 1

« Il y a quelqu'un d'autre derrière moi »

« Si quelqu'un veut m'effrayer, il est maintenant clair qu'il y a quelqu'un d'autre derrière moi, et que cette solution n'est peut-être pas si simple », a déclaré, lundi 3 avril, M<sup>re</sup> Benazir Bhutto en faisant référence à sa mère. Le premier ministre du Pakistan, interrogé au journal de vingt heures de TF 1 par Patrick Poivre d'Arvor et Dominique Bromberg à l'occasion de la sortie de sa biographie en France, a en effet expliqué que sa mère « a été élue à l'Assemblée nationale par deux circonscriptions (...) et c'est pourquoi nous l'avons nommée première parmi les ministres ». M<sup>re</sup> Bhutto, dont le père a été pendu le 4 avril 1979, deux ans après avoir été chassé du pouvoir par un coup d'État, a nommé sa mère ministre d'État sans portefeuille le 23 mars (le Monde du 24 mars).

## Piraterie en mer de Chine

## Un survivant témoigne du massacre de « boat people » vietnamiens

Kuala-Lumpur. — Un adolescent de quatorze ans a raconté, le lundi 3 avril, l'attaque du bateau à bord duquel il se trouvait avec cinquante-sept autres réfugiés vietnamiens par des pirates en mer de Chine méridionale.

Doe Hoa, qui serait l'un des deux seuls survivants de cette attaque perpétrée le 25 mars, a déclaré à l'agence malaisienne de presse Bernama avoir vu des pirates « impitoyables » massacrer trente-cinq de ses compatriotes, la plupart des hommes et des garçons, et les jeter à la mer.

Les autres, principalement des femmes et des fillettes, ont été emmenés par les six pirates, a-t-il raconté de son lit d'hôpital à Kuala-Tregganu (à 350 kilomètres au nord-est de Kuala-Lumpur). « Ils ont poignardé et trappé les hommes et les gar-

çons, avant de les jeter à la mer. Les fillettes et les femmes ont été emmenées, les mains liées, à bord du bateau des pirates. »

Doe Hoa a lui-même été giflé au visage et frappé à la tête avant d'être jeté à l'eau. Après le départ des pirates, il est parvenu à retourner au bœuf, où il a retrouvé un Vietnamien de trente-trois ans qui avait échappé au massacre. Ils ont réussi à dériver jusqu'à une plate-forme pétrolière où ils ont été secourus.

D'après M. Jean-Marie Fakhour, un représentant du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR) des Nations unies, cinquante-cinq cas de piraterie contre des « boat people » vietnamiens ont été signalés en 1988 et treize pour les deux premiers mois de l'année. — (AP.)

## M. Soisson consultera deux fois les partenaires sociaux sur les licenciements économiques

M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, a engagé le mardi 4 avril, en recevant la CGPME et la CGC, une consultation des partenaires sociaux, qu'il achèvera le 11 avril, sur la prévention et les conditions du licenciement économique. Avant de soumettre un projet de loi au conseil des ministres — en principe le 3 mai afin qu'il soit débattu à la session parlementaire de printemps — le ministre a d'ores et déjà indiqué qu'il organiserait une seconde série de consultations des partenaires sociaux, de nouveau sous forme de rencontres séparées, les 21 et 22 avril.

En ouvrant sa consultation, le 4 avril, M. Soisson a souligné que « le gouvernement n'avait pas encore arrêté sa position » mais « qu'il ne rétablirait pas l'autorisation administrative de licenciement ».

M. Soisson entend interroger les partenaires sociaux sur les problèmes posés par les lois de 1986 supprimant l'autorisation administrative et sur la définition du licenciement économique « sur la base de la directive européenne de février 1975 ». La consultation doit aussi porter sur les aides (conseil ou audit) pour les entreprises en mutation, l'association des partenaires locaux aux problèmes de conversion industrielle, la « protection accrue » à assurer aux salariés les plus âgés, et la mise en œuvre d'un droit à la conversion pour tous les salariés.

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 4 avril  
Nouvelle avance

Sur sa lancée précédente, la Bourse de Paris poursuit mardi matin sa reprise. Le mouvement de hausse s'accroît. En progrès de 0,39 % à l'ouverture, l'indiceur instantané de tendance enregistrerait vers 11 heures une avance de 0,52 %.

Permettez d'UEB, Electro-finances, Euro-marché, SCREG, Eurotunnel, Bongrain, DMC, J.-Lefebvre, Sommer, Générale des eaux, Baisse de Lebon, Ingenico, Sagem, Chargeurs, Radiotechnique, Ciments français, Labinal.

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1989 a été tiré à 509 652 exemplaires

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur COSTUMES MESURE à partir de 2 150 F PANTALONS 630 F VESTONS 1 480 F 3 000 tissus Luxueuses draperies anglaises Fabrication traditionnelle TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX PARDESSUS sur MESURE UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES LEGRAND Tailleur 27, rue du 4-Septembre, Paris-Opéra Téléphone : 47-42-70-81. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

VOICI LA MEILLEURE RAISON D'APPELER IC DÈS AUJOURD'HUI 42.72.26.26

Ce n'est que par téléphone que nous pourrions vous révéler notre nouveau prix pour le Mac SE 2/40. D'abord pour ne pas traumatiser nos concurrents et ensuite pour avoir le plaisir de vous communiquer une si bonne nouvelle en direct. Attention, si vous décrochez maintenant votre téléphone vous ris-

quez de bientôt avoir envie de nous rendre visite.

Apple, tout Apple face à Beaubourg : près de 1 000 m<sup>2</sup> entièrement dédiés à Apple. Tous les matériels, tous les logiciels et des interlocuteurs passionnés et compétents pour répondre à vos questions et vous aider à déterminer votre solution Apple.

IC INTERNATIONAL COMPUTER 3%

10 ANS D'APPLE, ÇA COMPTE.

26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 42 72 26 26

A B C D E F G

Jp 11/10/150